



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

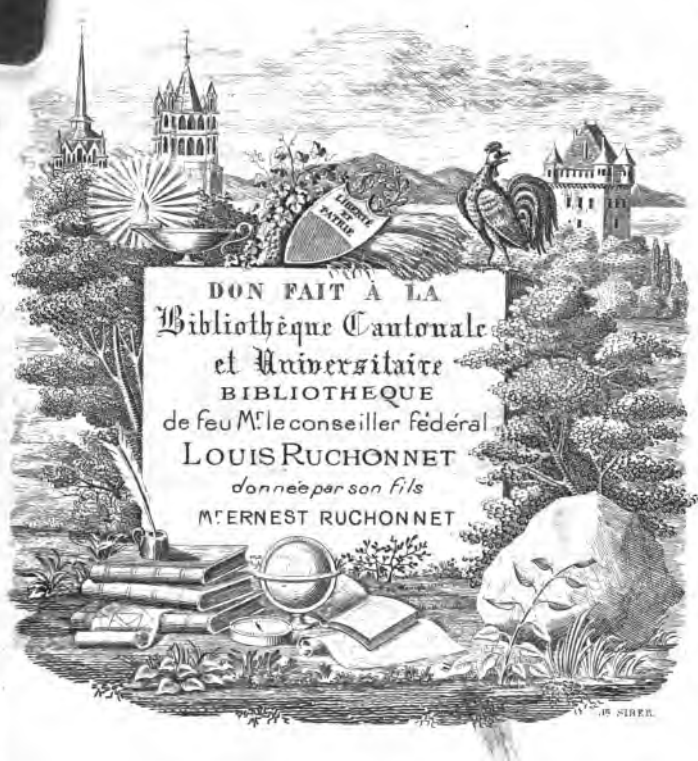
We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>





DON FAIT À LA  
Bibliothèque Cantonale  
et Universitaire  
BIBLIOTHEQUE  
de feu M<sup>re</sup> le conseiller fédéral  
LOUIS RUCHONNET  
*donnée par son fils*  
M<sup>re</sup> ERNEST RUCHONNET









**BCU - Lausanne**



**\*1094442152\***





**HISTOIRE**  
**PITTORESQUE**  
**DE LA**  
**CONVENTION NATIONALE.**



IMPRIMERIE DE MARCHAND DU BREUIL,  
rue de la Harpe, n. 90.

**HISTOIRE**  
**PITTORESQUE**  
**DE LA**  
**CONVENTION NATIONALE**  
**ET DE SES PRINCIPAUX MEMBRES.**

**PAR M. L..., CONVENTIONNEL.**

*Liber ego! — Unde datum hoc sumis, tot  
subdite rebus? PRÆ.*

*Je suis libre! — Eh! connaît-on la liberté  
quand on est soumis à ses passions?*

**Tome Troisième.**



**Paris.**

**CHEZ MÉNARD, LIBRAIRE,**  
**PLACE SORBONNE, N° 3.**

**1835.**



# THE JOURNAL OF THE

ROYAL ANTHROPOLOGICAL INSTITUTE

FOUNDED IN 1871

EDITED BY  
ALFRED HENRI HODKINSON

Volume 100, Part 1, 1970



Printed in Great Britain

BY THE UNIVERSITY PRESS, CAMBRIDGE

# HISTOIRE PITTORESQUE

## DE LA

# CONVENTION

## NATIONALE.

---

### CHAPITRE PREMIER.

Conséquences du 31 mai. — Périodes dont je parlerai dans les deux derniers tomes de cet ouvrage. — Portions de l'histoire contemporaine que je ne traiterai pas. — Motifs de ma conduite parlementaire. — Que plusieurs ont fait comme moi. — Conversation avec Tallien. — Craintes de la montagne victorieuse. — Évasion de plusieurs députés arrêtés. — Ce que me dit Augustin Robespierre. — Mouvements insurrectionnels en dehors de Paris. — Adresses approbatives du 31 mai. — Arrêté hostile du département de l'Eure. — Mesures et oppositions prises par la convention nationale. — Comité révolutionnaire. — Ses usurpations. — Il est soutenu par la montagne. — Triumvirat qui mène la commune de Paris. — Jacques Roux. — Folies de Chaumette. — Anecdotes.

La séance du 2 juin 1792 acheva d'anéantir ce que nous appelions encore la liberté ; il

n'y eut plus dès ce moment qu'une tyrannie revêtue des formes de l'anarchie, sous laquelle disparut l'esprit public. La commune de Paris régna sur la convention nationale et sur le reste de la France avec une dureté sans exemple, et que certes on ne pouvait comparer à ce qu'on était convenu d'appeler le despotisme de nos anciens rois. Le résultat de cet affreux 31 mai eut des suites incalculables, et livra les honnêtes gens à la montagne; mais en même temps, en annulant leur résistance, il jeta parmi les vainqueurs des semences de division et de haine qui ne tardèrent pas à se développer.

Lorsque nous fûmes abattus, quand les girondins disparurent dans le gouffre créé par eux-mêmes avec tant d'imprudence et d'inattention, alors les jacobins chefs s'entrecrurent, et se demandèrent réciproquement à qui devait en définitive aller le pouvoir. Ce fut le moment où ils se séparèrent, où la discorde, surgissant au milieu d'eux, les porta à se combattre et à se dévorer réciproquement.

Danton, Camille Desmoulins, Herbert, Robespierre, descendirent à la fois dans la



lice de l'ambition; chacun d'eux y périt à son tour, non sans avoir immolé à l'avance un nombre effroyable de victimes innocentes, sans compter les méchans que la providence de Dieu conduisait au supplice de son déigt invisible.

Ce furent ces guerres intestines parmi les jacobins qui nous conduisirent à la journée du 9 thermidor, où, contre l'intention de ceux qui la provoquèrent, ce fut l'humanité qui triompha. Depuis lors, la convention nationale rentra dans une meilleure voie dont elle ne sortit plus, quoique le *caput mortuum* des terroristes cherchât à ressaisir la puissance, ce qui, amena les crimes du 30 prairial, et ce qui, par représailles de la part des royalistes, fit naître l'insurrection du 13 vendémiaire, à la suite de laquelle la convention prit fin en créant le gouvernement de la constitution de l'an III.

C'est cette double période que je dois suivre dans les événemens, et dont je décrirai, dans ces deux volumes derniers, auxquels je me borne, les faits les plus remarquables : peut-être m'attacherai-je un peu moins à rapporter les discours de mes collègues qu'à

raconter leurs actes particuliers. Je tiens surtout à faire connaître les intrigues, les complots, les menées sourdes, les attaques véhémentes des jacobins armés les uns contre les autres, et tous dans le même but, celui de substituer l'autorité d'un seul à celle de la souveraineté populaire. Nul au fond ne la voulait, tous étaient avides de pouvoir et d'arriver à manier sans intermédiaire, ou surveillans, les deniers de l'état.

Cette deuxième partie de l'histoire pittoresque de la convention nationale ne sera pas moins curieuse que la première; elle renfermera même beaucoup plus de variété. Je la traiterai avec soin afin de la rendre complète. Je crois devoir rappeler ce que j'ai dit déjà dans les volumes précédens, c'est que je n'écris ni les annales de l'Europe pendant cette période de la révolution, ni même celles de la France, voulant me renfermer dans un cadre que je ne dépasserais qu'en multipliant les volumes; ainsi qu'on ne s'attend pas, je le répète, à trouver ici au complet tout ce qui concerne la guerre contre la coalition, celle de la Vendée, celle de Lyon, de Toulon, et des divers mouvemens qui ont

en lieu en dehors de Paris ; m'en occuper m'entraînerait hors de mon sujet : je n'en ferai mention que dans le cas où il y en aura du retentissement dans l'intérieur de la salle.

Les historiens de ces points importants de l'époque contemporaine ne manquent pas ; on trouvera tous les matériaux nécessaires à suppléer à mon silence ou à ma brièveté ; c'est à eux que je renvoie les lecteurs avides de tout conduire de front, et qui ne se contentent pas qu'on soulève à leurs yeux un seul coin du voile.

J'ai cru nécessaire cet avertissement, et je vais aussitôt reprendre le fil du récit

Consterné comme tous les gens de bien de l'audace des révolutionnaires, et convaincu de notre impuissance, car la vertu n'a que des fibres molles, et rien de cette vigueur, non seulement antique, mais encore qui se manifestait chez nos pères, je me demandai, je ne crains pas de le dire, si un dévouement d'éclat à la patrie lui serait plus profitable qu'une opposition lente, sourde et silencieuse, à laquelle finiraient par se rallier tous ceux que la fureur de la montagne rebute-rait. La réponse me convint, ce fut ma con-

science qui la fit. Chacun ne doit faire la guerre qu'en conséquence de ses moyens, et dans son unique avantage: or, comme dans mon cas la force ouverte aurait été suivie d'une défaite prompte, il convenait de me renfermer dans une impassibilité apparente qui me laissât la facilité de servir sous-main une foule de malheureux, et l'espérance de pouvoir contribuer dans l'avenir au renversement de cette tyrannie abominable.

Dès que j'eus arrêté avec moi-même cette résolution, je m'y tins, et bien m'en trouvai; on ne s'aperçut pas de ma présence; je manquais, j'assistais à l'assemblée sans qu'on s'en aperçût. Je voyais avec familiarité certains meneurs, Danton, Tallien, Robespierre jeune, ou plutôt Augustin Robespierre, et quelques autres encore, de sorte que je savais à l'avance, à l'aide des indiscretions qui leur échappaient toujours, l'approche de l'orage dont nous étions menacés.

Alors au lieu de tourner ma voile au vent, et de me lancer en mer, et là me mettant à l'écart, sans prendre aucun parti, j'attendais la fin de la tourmente.

Cette conduite, suivie également par Du-

rand, Garan de Coulon, Dupuis, Louvet de la Somme, Demartin, Pérès du Gers, Porcher, Zangiacomi, etc., etc., etc., et bon nombre de mes collègues, nous réussit. On nous oublia d'abord, tandis que les factions du parti jacobin se poursuivaient à outrance; plus tard on ne nous compta plus, et ce mépris maladroit fit notre force, car tout-à-coup changeant de mesure, et nous déclarant pour ceux qui voulaient se débarrasser de Robespierre, notre vote inattendu leur donna la majorité, et entraîna soudainement le reste de la salle. Dans moins d'une heure nous devînmes une puissance avec laquelle il fallut compter, et qui grandissant encore plus, parce qu'elle avait pris le temps de croître, s'empara de l'autorité, dont les jacobins ne purent plus se ressaisir.

Je m'applaudis encore tous les jours du rôle que j'adoptai particulièrement à la suite du 31 mai. Je sais que force esprits superficiels et chevaliers de salon, me blâmèrent et me blâmeront; je leur demanderai toujours ce qu'eux, avec leur jactance, ont fait d'utile au renversement de Robespierre, par exemple.

Il faut dans les temps difficiles distinguer l'opiniâtreté folle de l'énergie calculée ; la sagesse ne consistera pas, si l'on veut renverser une des pyramides d'Égypte, à prétendre l'ébranler en la heurtant à force de bras, mais à commencer par la pierre d'en haut, et successivement par chacune de celles qui composent la masse.

Tandis que les passions se montaient avec une vivacité extrême, que la montagne, ayant donné l'impulsion à la commune, anéantisait la gironde, je m'attachais à ne rien faire, à ne rien dire, qui attirât sur moi l'attention de l'assemblée et des tribunes ; j'allai voir Tallien, que je trouvais prêt à sortir ; il me dit :

« Tu arrives fort à propos ; j'allais chez toi ; j'ai un service à te demander de la part de nos amis.

— Qu'est-ce ? dis-je, fort indigné de ce propos, et craignant que la montagne ne voulût me faire jouer un rôle déshonorant dans la grande tragédie qui se préparait.

— Nous venons de battre nos adversaires, de les écraser, et néanmoins la victoire remportée nous effraie par son importance. On

ne sait comment les départemens prendront ceci, comment on s'accommodera de l'omnipotence parisienne. Voilà d'abord une première épine; la seconde provient de nous-mêmes, qui, maintenant à froid, nous étonnons du pouvoir que la commune possède. Je te confierai, sous le sceau du secret, que le comité de salut public n'est pas content: on l'accusera d'avoir conduit l'affaire; il est certain qu'il y a seulement assisté, et ce n'est pas la même chose. De tout cela il résulte que l'on voudrait qu'en passant l'éponge sur le passé, les gens sages ne perpétuent pas une opposition dangereuse et qui ne pourra que faire beaucoup de mal; c'est ce que je suis chargé d'obtenir de toi.

— J'entends, repartis-je en riant, et charmé qu'on ne me demandât que ce qu'à l'avance je m'étais promis de faire. Ceux qui travaillent pour le peuple commencent à désirer que le peuple se mêle un peu moins de la besogne; c'est un bras dont on s'épouvante après qu'on s'en est servi.

— Je ne dis pas cela; il convient que l'autorité suprême demeure à la convention, qui

représente toute la France, tandis que la commune ne représente que la commune de Paris. Les autres villes en prendraient de la jalousie. On vient de recevoir la nouvelle d'un mouvement séditieux à Lyon; on a des inquiétudes pour Marseille; on doute du Calvados, de la Gironde, et ces agitations, se joignant à la rébellion de la Vendée, font désirer qu'on se réunisse, et que d'un bon accord naisse la force désormais.

— Tallien, dis-je, tu parles précisément comme toute faction victorieuse : dès qu'elle a saisi le pouvoir, elle ne cesse de crier la paix et de recommander l'union; elle si turbulente la veille, ne soupire le lendemain qu'après le repos. Pourquoi alors ne pas le vouloir en tout temps? Au reste, je t'engage ma parole de ne rien dire qui puisse troubler l'harmonie qui, à vous entendre, régnera désormais entre nous. Dieu le veuille! Mais Robespierre, Marat, Danton, Camille Desmoulins, comment s'entendront-ils pour le partage du pouvoir?

— Au plus heureux la balle, me fut-il répondu; en attendant, il faut travailler à la



constitution, car il est temps de la présenter au peuple.

— Ce sera du naman propre à l'endormir.

— Chut ! il faut être bête et aveugle lorsqu'on veut se sauver en révolution. »

Ce fut par ces dernières paroles que Tallien en finit avec moi. Peu après qu'il m'eut quitté, car nous étions sortis ensemble, Augustin Robespierre m'aborda ; il m'apprit que plusieurs des députés proscrits, au lieu de respecter le décret qui les frappait d'arrestation, s'étaient évadés, et qu'on soupçonnait que leur projet serait d'appeler les départemens à la guerre civile contre Paris. Il me donna la liste de ceux en état de fuite ; j'y vis Roland le ministre qui, ne pouvant rendre ses comptes depuis le mois de janvier, qu'il avait quitté son portefeuille, s'était soustrait à ses ennemis, avec le remords d'avoir amené par sa trahison envers le roi cette catastrophe qui à son tour l'avait enveloppé ; Lebrun, ex-ministre, avait aussi gagné les champs, et avec eux Brissot, Bergoin, Buzot, Chambon, Gorsas, Grangeneuve, Larivière, Laborie, Lesage, Louvet, Lydon, Rabaut-Saint-Étienne et Vigé.

Cette évasion , bien qu'elle indignât en apparence Augustin Robespierre , ne laissait pas que de le tourmenter au fond ; je le reconnus aux plaintes qu'il porta sur un acte pareil , sur les calomnies que ces traîtres avaient répandues dans les départemens. Il répéta plusieurs fois qu'aussitôt que le peuple souverain soupçonnait un homme , cela seul rendait celui-ci coupable , et qu'il ne fallait pas tarder à le mettre à mort. C'était m'annoncer le sort prochain qu'on réserverait à Vergniaux, Gensonné, Pétion, Valazé, Guadet, Biroteau, Gardien, Boileau, Bertrand, Mollevaut, Gomaire et l'ex-ministre Clavière.

Je contins mes sentimens du mieux possible , afin que ce frère du chef de la jacobinerie ne me notât pas comme suspect , lui disant qu'avant tout il fallait sauver le peuple , que c'était là notre premier devoir. Ce propos lui fit prendre le change ; il me crut de son bord , et me félicita sur le raffermissement de mes principes , quoique , dit-il , ils eussent failli dans une grande occasion.

Il voulait parler de la mort du roi. J'avouerai que je saisis cette ouverture pour lui expliquer mon vote ; que si je n'avais pas été

pour la mort du tyran, c'est que je ne concevais pas que l'on eût droit sur la vie d'un de nos semblables : « C'est, dis-je, un principe de philosophie....

— Dont tu te corrigeras, me dit-il, en vivant parmi nous. Il ne faut jamais laisser à nos ennemis le moyen de recommencer à nuire, lorsqu'une fois on les a réduits à l'impuissance de se revancher dans le moment. »

C'était avec des maximes pareilles que les jacobins se livraient sans pitié aux plus grands excès. Je le voyais, et ne voulant pas faire comme eux, il convenait du moins que je me misse à hurler à l'unisson. Il était certain que les montagnards voyaient avec inquiétude le silence du centre et du côté droit, qui, par ce mutisme, semblait annoncer à la république que la convention demeurerait sous le couteau de la terreur, et par conséquent manquait de liberté. Il leur convenait donc de prouver le contraire, et de renforcer leur minorité perturbatrice du vote de la véritable majorité.

Augustin me parla ensuite des mouvemens insurrectionnels qui se propageaient. Foulon, qui d'abord mis hors la loi, et ensuite

réintégré dans ses fonctions de député, cherchait encore à sauver ses autres collègues, moins heureux que lui, avait annoncé le soulèvement positif de Bordeaux et la marche de trente mille hommes du département de la Gironde sur Paris, insinuant que ce noyau d'armée se renforcerait sur la route. La nouvelle était fausse; cependant elle avait un dehors de possibilité qui ne plaisait pas aux révolutionnaires. Je pense que si dans ce moment la Normandie, la Guyenne, la Provence et le Lyonnais eussent uni leurs efforts, la république aurait été délivrée de la tyrannie des jacobins, non que cette guerre intestine eût encore ramené la royauté, mais du moins elle en aurait préparé les voies.

La montagne, dans le premier moment, ne trouva pas mieux pour paralyser l'indignation des départemens relative à la manière dont on venait de violenter la représentation nationale, en procédant à l'arrestation de quelques députés, que de faire proposer par Danton l'envoi d'otages pris parmi les membres de l'assemblée, à chaque département dont un ou plusieurs députés auraient été mis

en prévention. On espérait par là fournir un gage éclatant et irrécusable de l'équité avec laquelle la procédure serait conduite.

Qui s'y serait fié aurait été dupe. Les députés proscrits ne voulurent point accéder par leur consentement tacite à cette fourberie dont on aurait fait une arme de plus contre eux. Nous vîmes arriver successivement à l'assemblée leurs protestations, qui aigrirent singulièrement les meneurs de la montagne. Ceux-ci, dans ce premier instant, n'étaient pas sans appréhension sur la direction que le fait du 31 mai imprimerait à l'opinion publique. Leur incertitude ne dura pas long-temps : chaque commune, par des adresses non moins viles que celles rédigées pour s'associer au meurtre du roi, se hâtèrent de porter aux nues la conduite des Parisiens et de la minorité de la convention. Il est certain que l'esclavage fut accepté par les départements, à peu d'exceptions près, avec une lâcheté sans pareille.

Depuis lors jusqu'à aujourd'hui se perpétue ce système d'adresses sur lequel chaque gouvernement s'appuie, sans faire attention qu'elles ne manquèrent pas à celui qu'il a rem-

placé, et que les mêmes hommes en signoront encore de pareilles en l'honneur du pouvoir qui lui succédera. C'est pitié que de contempler cette bassesse permanente avec laquelle, depuis tant d'années, on se hâte de se rendre complice de tout acte consommé, quel que soit son ridicule et son atrocité.

Ce concert de louanges fut troublé quelque peu par la connaissance qu'eut la convention de l'arrêté pris par le département de l'Eure, et conçu en ces termes :

« Article I<sup>er</sup>. L'assemblée déclare qu'elle ne croit pas la convention nationale libre.

Art. II. Il sera organisé, concurremment avec les citoyens des autres départemens, une force armée pour marcher, en tout ou en partie, contre les factieux de Paris qui ont enchaîné la liberté de la convention et réduit au silence ses bons citoyens.

Art. III. Cette force armée sera de quatre mille hommes pour le département de l'Eure.

Art. IV. Il sera établi une correspondance avec tous les départemens pour les inviter à se joindre avec celui de l'Eure.

Art. V. Il sera envoyé une adresse à toutes

les communes de ce département pour demander leur adhésion aux mesures contenues dans ce présent arrêté.

Art. VI. Il sera envoyé des commissaires dans les départemens du Calvados, d'Eure et Loire et de l'Orne, pour concerter ensemble les mesures d'exécution.

Art. VII. Il est ordonné aux municipalités d'arrêter ceux qui prêcheraient la doctrine de l'anarchie, le pillage et le meurtre.

Cet arrêté menaçant, et dont les résultats pouvaient être immenses, parvint à la convention le jour même où elle apprenait que le député Romme, l'un de nos collègues le plus infatué de jacobinisme, avait été mis en arrestation par le soin des autorités du Calvados, près desquelles il était en mission. Ceci coïncidait avec les nouvelles non moins alarmantes de Lyon, qui venait de secouer le joug des montagnards en arrêtant Châlier, qui périt bientôt après en expiation de ses crimes, et les représentans Nioche et Albitte relâchés, il est vrai, presque instantanément. Les nouvelles de Marseille n'étaient guère plus rassurantes : les sections avaient brisé la municipi-



palité jacobine, qui fut remplacée par un comité d'administration générale.

La convention eut un moment d'effroi. J'entends par la convention les jacobins. Les mesures ne manquèrent pas : on cassa l'arrêté du directoire de l'Eure, on fulmina des décrets contre les villes de Caen, de Lyon, de Marseille; et, sur la proposition de Couthon, on déclara que, dans les journées des 31 mai, 1, 2 et 3 juin, le conseil-général de la commune de Paris avait puissamment concouru à sauver la liberté, l'unité et l'indivisibilité de la république.

Ce conseil-général devait être ménagé, flatté même, car il avait acquis une puissance formidable; aspirant à l'augmenter, il avait pris le titre de *Conseil-général révolutionnaire*, et, pour imprimer à son action plus d'ensemble et d'énergie, il forma dans son propre sein un *comité révolutionnaire*, centre d'activité, de persécution, de conspiration permanente dirigée contre quiconque ne passait pas sous ses drapeaux. Il n'y eut aucune usurpation d'autorité devant laquelle il reculât; il reçut du conseil-général,





ou prétendit avoir reçu l'ordre, attentatoire à la liberté de la convention, d'arrêter sur-le-champ tout député qui voudrait sortir de Paris. La frayeur des meneurs était grande, qu'un nombre respectable de représentans n'allassent en un lieu à l'abri d'influences jacobines, former le noyau d'une seconde assemblée nationale. Il en résulta que nous nous trouvâmes parqués comme des moutons.

Cet attentat positif excita l'indignation, non seulement de la portion saine de la montagne, mais encore de plusieurs jacobins qui ne voulaient reconnaître de tyrans ni parmi les rois ni parmi le peuple. Camboulas, un de ceux-là, attaqua le comité révolutionnaire avec une verveur peu commune, releva ses actes arbitraires, ses vexations, ses violations de la loi et de la liberté individuelle; il ne respectait ni la demeure du citoyen paisible ni le secret de la correspondance privée, poussant en ceci son impudeur au point d'apposer un sceau particulier sur toute lettre lue par un de ses membres.

Certes, ces délits, ces crimes égalaient ceux que l'on reprochait à la monarchie; la justice

aurait voulu leur punition, on ne put l'obtenir. Robespierre et les autres montagnards défendirent avec des sophismes ce qu'eux naguère poursuivaient avec tant de véhémence, et il demeura prouvé pour tous que le système républicain était le plus accessible à la tyrannie, et que prétendre qu'on veut établir une république, c'est dire à mot couvert qu'on aspire au despotisme.

La commune, ainsi soutenue, ne mit plus de bornes à ses exagérations. Chaumette et Hébert, ses chefs, s'enivrèrent d'un orgueil qui leur fut fatal. Je sus bientôt par les demi-confidences de Tallien et d'Augustin Robespierre que les actions de ces deux misérables commençaient à inquiéter les vrais meneurs. Ils avaient pour acolyte l'infâme Roux, prêtre apostat, celui-là qui avait traité Louis XVI, le jour de sa mort, avec tant d'indignité. Cet homme, par la virulence de ses motions, faisait trembler jusqu'à ses collègues du comité révolutionnaire. Quant à nous députés, il nous traitait comme des lâches, que nous étions, je ne crains pas de le dire ; chaque fois qu'il paraissait à la barre, c'était pour

nous injurier et nous avilir; on souffrait tout de sa part. Voilà ce que l'on appelait la liberté républicaine.

Chaumette, quand il périt, projetait avec Roux l'établissement d'une religion nouvelle. *Le peuple*, disaient-ils, *en serait le dieu, et il ne doit pas y en avoir d'autre.* Ces extravagances impies étaient débitées gravement; il n'était aucune bourde, aucune sottise qu'on n'avançât et à laquelle on ne fit croire. Chaumette un jour prétendit avoir reçu l'avis que l'on confectionnait dans un coin de Paris un instrument de supplice au moyen duquel, quand la contre-révolution serait venue, on ferait tomber à la fois trente têtes de sans-culottes; eh bien! nul ne lui rit au nez, et une délibération fut prise pour qu'on multipliât les visites domiciliaires, afin d'arriver au lieu où l'on préparait cet attentat à la souveraineté du peuple.

Chaque jour on recommençait ce cercle de folies; mais par malheur elles étaient sanglantes, et déjà, depuis le 31 mai, plus de dix-sept cents individus avaient été mis en état d'arrestation, et on faisait périr des hommes dans l'intérêt des seuls coupables.

---

## CHAPITRE II.

Rapport de Barrère sur le 31 mai. — Son but. — Projet de loi à l'appui. — Les administrateurs du département de l'Eure. — Constitution de 1793. — Mot de Bazire. — Louis Mercier. — Lettre d'Égalité. — Fragment d'un interrogatoire subi par celui-ci. — Protestation des soixante-seize députés. — Où vont les députés proscrits. — Causes qui les empêchèrent de réussir. — État de l'insurrection en Normandie. — Biographie de Félix Wimphen. — Puissance de la terreur. — Mort de Pétion. — Ses compagnons. — Système effroyable. — La pie liberticide. — Les mères-filles à cinquante francs. — La raison déesse, et la folie reine.

Parmi les actes qui découlèrent en grand nombre du coup-d'état populaire, dont la saine majorité de la convention nationale venait d'être la victime, le rapport de Barrère mérite d'être distingué. Jamais il n'en fut d'astucieux, de mensonger, de criminel à ce point. Cet homme, chargé à chaque époque de la révolution d'en colorer les excès, ne fit pas défaut à sa mission en cette circonstance. Voici quelques passages de cette pièce, qui prouveront le reproche que j'adresse à son

auteur ; elle débutait par la phrase suivante :

« Citoyens ! le mouvement qui s'est fait à Paris le 31 mai n'était pas digne des regards du législateur révolutionnaire ; la morale publique n'avait pas à pleurer sur ses effets ; *la protection spéciale* donnée aux personnes et aux propriétés au sein de l'anarchie a moralisé en quelque sorte ce premier mouvement , dans lequel les patriotes ont vu deux motifs : le premier , *la nécessité de faire taire , dans l'assemblée des représentans , la voix discordante de tous les partis , pour ne faire entendre que la voix de la patrie déchirée et malheureuse* ; le second , de faire cesser le système qui tendait à séparer d'opinion une grande cité , dépositaire des pouvoirs nationaux , et les autres partisans de la république.

« *Mais qui oserait encore apprécier les suites de ce mouvement ?.....* Nous sommes encore trop près de ces événemens pour en juger l'objet , les moyens et les conséquences ; la nation connaîtra toute la fermeté de ses mandataires ; les opinions vraies ou fausses de la liberté se montreront ; enfin , des faits altérés

par toutes les passions se dégageront bientôt de ce limon impur qui s'y mêle dans les mouvemens révolutionnaires.

« Le comité de salut public a dû apprécier les événemens..... Il a vu un mécanisme révolutionnaire semblable à celui qui a brisé le trône au 10 août, mais ne pouvant briser la souveraineté du peuple.

« Le comité a pensé que le ressort de la souveraineté nationale, comprimé un instant, devait reprendre toute son élasticité....., et que les comités dits révolutionnaires devaient disparaître.....

« En retenant tous les pouvoirs que la convention a pris, l'objet de son établissement et de ses mandats illimités, vous vous occuperez d'abord de l'état de Paris depuis long-temps; l'opinion y est tourmentée en sens divers.....

« Des nouvelles se répandent que des suppléans vont s'assembler à Bourges, d'après le vœu imprudemment impolitique de quelques départemens; c'est à votre sagesse et à votre fermeté à déjouer cette fatale démarche, qu'on cherchera sans doute à couvrir du prétexte de sauver la république, mais dont nous ferons rechercher les auteurs. Des suppléans

vont s'assembler, dit-on ; mais c'est nous qui avons juré de la sauver, et qui la sauverons ; les suppléans ne peuvent paraître que sur notre tombeau!.... »

Il était facile de reconnaître, dans toute l'étendue de ce rapport, que le comité de salut public voyait avec jalousie cet établissement du comité révolutionnaire, rival jeune et ardent, en mesure d'attirer à lui toute la puissance ; c'était lui que Barrère, dans ses phrases entortillées, obscures et toujours combinées de manière à fournir deux interprétations en cas de besoin, poursuivait avec une persévérance habile. Il importait aux siens que ce comité révolutionnaire disparût, et la chose éclata dans la lecture du projet de loi qui suivit le rapport, et qui était ainsi conçu :

« Tout comité révolutionnaire est supprimé. — Les autorités ne devront pas les reconnaître, et les citoyens obéir à leurs réquisitions. — La convention nationale, lorsqu'elle le croira nécessaire, requerra directement la force armée. — Demain les sections assemblées nommeront un commandant général. — Le signataire de l'ordre d'arrêter les postes

sera puni de huit ans de fers. Il sera envoyé aux départemens dont les députés sont détenus un nombre égal d'otages pris dans le sein de la convention. »

Il était difficile de mieux manifester le désir qu'on avait d'étouffer, à leur naissance, ces comités révolutionnaires qui, stimulés par l'exemple de Paris, auraient pu s'élever dans les autres communes de la république; et réduire à rien l'autorité du comité de salut public. La montagne comprenait qu'elle avait besoin de vigueur, en raison de l'orage qui s'élevait contre elle de divers points, aussi en même temps qu'elle refoulait quelque peu les jacobins de Paris, elle attaquait avec une bieu antré vivacité les mouvemens provinciaux. Buzot, retiré à Évreux, fut décrété d'accusation; j'ai dit qu'un autre décret cassa l'arrêt des administrateurs de l'Eure, dont les noms méritent de passer à la postérité. C'étaient les citoyens Cerfs *président*, Gilbert, Quimbel, Monceaux, Lenille, Koenvel, Osmont, Leroy, Jalong, Chevalier, Ladant, Lerat, Gauthier, Richard, Sédier, Acard, Duval, Nauvel, Rafat, Jacquelin, Carpentier, Buyssant, Assire, Julienne et Menil.



La montagne alla plus loin ; la ville d'Évreux eut sa punition particulière. On transféra à Bernay le chef-lieu du département de l'Eure c'était préluder au décret qui plus tard ordonnerait la destruction de Lyon.

Ce fut à cette même époque, et pressée par les suppositions réitérées du trio directeur de la commune de Paris, que la convention nationale s'occupa définitivement de décréter une constitution nouvelle. Il y avait un projet sur le tapis présenté par Condorcet, qui était à peu près agréé ; tout-à-coup on ne le trouva plus à la hauteur des circonstances ; le patriotisme du misérable Condorcet était en baisse ; on sait où il l'a conduit plus tard.

Il fallut donc servir promptement et chaud un plat de constitution à cette populace qui en était affamée. On improvisa donc en huit ou dix jours ce chef-d'œuvre signalé encore sous le nom de constitution de 1793, monstre moral si jamais il en fut, et tellement absurde dans son ensemble et dans ses dispositions, qu'après l'avoir confectionné, la convention, la montagne elles-mêmes, reculèrent devant cet être hideux, et qu'on se résolut à le mettre à l'écart, bien déterminé qu'on était à n'en

jamais souffrir le jeu. Au reste, une pareille machine aurait été brisée en moins de six mois, par le seul effet de ses rouages; on la connaît, on sait que, respirant un fol amour de la souveraineté populacière, elle n'était qu'une anarchie perpétuelle, qu'un champ de bataille ouvert à toutes les ambitions.

Ce travail absurde, entrepris pour amuser la canaille et lui donner le change, nous occupa une partie du mois de juin. Chacun de nous, à mesure que nous avançons, avions honte de notre ouvrage. Ce fut bien pis lorsqu'il eut été complètement élaboré; aussi résolut-on d'en faire jurer l'observance par tous les citoyens, mais d'en retarder l'établissement aussi tard qu'il serait possible. Ce fut pendant la discussion rapide qui en fut faite que Mercier, à la lecture de l'article ainsi conçu : *Le peuple français ne fait point la paix avec un ennemi qui occupe son territoire*, s'avisait de dire :

« De tels articles s'écrivent ou s'effacent à la pointe de l'épée. On peut, sur son territoire, faire des traités avantageux; vous flattez-vous d'être toujours victorieux? avez-vous fait un pacte avec la victoire? »

Bazire répliqua :

« Nous en avons fait un avec la mort. »

Cette phrase est devenue fameuse. Robespierre la commenta longuement; ce ne fut pas le moindre de ses discours. Mercier se justifia d'avoir été raisonnable cette fois, ce qui ne lui arrivait pas toujours. C'était un littérateur qui ne manquait pas de génie, mais qui aspirait trop peut-être à la singularité; il voulait non seulement renverser l'empire des rois, mais en outre les noms de Racine, de Boileau, et de Newton. Sophiste agréable, il écrivait pittoresquement et avec chaleur. Les étrangers, qui ne sentent pas toutes les délicatesses de notre langue, et qui ont la sagesse de s'attacher au fond des choses plutôt qu'à leur forme, appréciaient Mercier à sa juste valeur; Mercier, honnête homme d'ailleurs, et qui est sorti pur de la tourmente révolutionnaire.

Au milieu de nos débats législatifs, nous eûmes en épisode la lecture d'une lettre d'Égalité, datée du fort Saint-Jean, à Marseille, le 2 juin, et qu'on ne communiqua à la convention que le 21 du même mois. Cet homme,

qui aurait dû ne chercher qu'à se faire oublier, nous disait :

« Citoyens ,

« J'attendais tranquillement que vous pro-  
« nonciez à mon égard, d'après l'interrogatoire  
« que j'ai subi; mais au moment où je me flat-  
« tais de voir arriver cette décision, que la cer-  
« titude de mon innocence me faisait désirer  
« vivement, j'ai été resserré beaucoup plus , et  
« puis transféré au fort Saint-Jean , où je suis ,  
« depuis le 27 mai, dans une prison très-froide;  
« sans recevoir des nouvelles de personne ,  
« sans personne à moi pour servir mon fils et  
« moi, car on a fait repartir nos domestiques  
« qui étaient venus ici avec passeport de  
« votre comité de salut public; sans que j'aie  
« pu les voir ni leur parler. En attendant que  
« vous me rendiez la justice qui m'est due pour  
« mon attachement sans bornes à la républi-  
« que, ma conduite dans toute la révolution ,  
« et que vous me rendiez entièrement à la li-  
« berté , que je n'ai jamais employée et que je  
« n'emploierai jamais que pour servir ma pa-  
« trie, et tenir les engagemens que je lui ai faits;  
« je vous demande avec instance, citoyens mes  
« collègues, que votre décret, s'il ne m'accorde

« pas ma liberté tout entière, porte clairement la permission de communiquer avec les personnes que je désirerai, et l'ordre de ne pas me renfermer dans une prison, et de me laisser libre de me promener et de prendre l'air, chose absolument nécessaire à ma santé, qui est fort dérangée par les peines physiques et morales que j'éprouve depuis quelque temps.

» L.-P.-J. ÉGALITÉ. »

On renvoya cette supplique au comité de salut public, qui n'y fit aucune attention. Égalité devait-il espérer un meilleur traitement que sa victime Louis XVI ? A la même époque, le comité de salut public donna connaissance, par forme officielle, de l'interrogatoire subi par ce régicide. C'est un acte très-volumineux, je n'en extrairai que quelques passages.

« Votre nom, citoyen ?

— Louis-Philippe-Joseph Égalité.

— Quelle a été votre opinion sur les états-généraux de 1789 ?

— Je pensai qu'ils devaient être assemblée nationale.

— N'aviez-vous pas, en octobre 1789, un

parti conduit par Mirabeau pour vous mettre sur le trône ?

— Non ; je n'ai jamais eu de parti d'aucune espèce ; j'ai toujours eu aversion d'être sur le trône.

— Cependant, à cette époque, Mirabeau vous dit : Montez à cheval, vous serez roi.

— Je ne me le rappelle pas ; s'il m'eût tenu un pareil discours, je ne l'aurais pas écouté de sang-froid.... je ne chéris, je ne désire que la liberté.

— Quelle fut votre opinion au moment de l'abolition de la royauté, et sur la république indivisible ?

— La république une et indivisible.

— N'étiez-vous pas intimement lié avec Dumouriez ?

— Non, citoyen, je le connaissais peu.

— N'avait-il pas amené vos deux fils à l'armée pour leur attirer la bienveillance des soldats, et les faire servir à ses infâmes trahisons ?

— Ils étaient à l'armée avant que Dumouriez y arrivât.

— Sans doute votre fils aîné, dans sa cor-

respondance, vous avait instruit des complots liberticides de Dumouriez ?

— Non, citoyen; depuis le jugement de Louis Capet, notre correspondance était devenue beaucoup plus froide, parce que son opinion n'était pas la même que la mienne. »

Voidel, son âme damnée à l'assemblée constituante, et dont l'attachement à son égard ne se démentit jamais depuis, mit un grand soin à la publication de cet interrogatoire, qui blanchissait en quelque sorte Égalité, par la bienveillance marquée avec laquelle on l'avait dirigé; mais tout cela était inutile, cet homme s'était placé dans une position dont il ne se relèverait jamais, et, quoique sans vertus, il était redoutable à ses complices; sa mort devenait certaine, puisqu'il était dans les fers, et eux au pouvoir.

J'aurais dû faire mention de la protestation inutile, vu le cours des choses, que signèrent soixante-treize députés contre les suites de l'attentat du 31 mai et du 2 juin suivant; elle n'eut pour résultat que la proscription de ces courageux citoyens, qu'en octobre suivant, et lorsque la terreur eut été portée à son comble, la convention, entière-

ment subjuguée par la terreur, mit en arrestation, d'après la proposition qui lui en fut faite par Amar.

Cette protestation avait eu lieu au moment où la violence des sans-culottes nous décimait; elle ne fut pas avantageuse parce que le mal était à son comble; elle exposa la vie de tous ses signataires, dont plusieurs en effet montèrent à l'échafaud.

Nous étions dans cette situation, où le silence devenait une vertu. Nous sûmes bientôt jusqu'où la tyrannie serait poussée. Gorsas, notre collègue, arrêté, évadé, ayant été repris, fut exécuté sur la seule identité reconnue de sa personne; c'était annoncer le sort que l'on réservait à tous les autres.

Les meneurs étaient indignés de ce qu'on ne le confiait pas à leur justice, cela les rendit implacables.

Vergniaux, Genzoné et Valazé, qui l'attendirent, en furent les victimes, non moins que les autres; leur seule confiance dans leur innocence les perdit. Brissot, Pétion, Meilhan, Duchâtel, Biroteau, Rebequi, Barbaroux, Rabaut-Saint-Étienne, s'en allèrent chacun de leur côté, en échappant à leurs



surveillans ; qui se rendit dans la Bretagne , qui vers Bordeaux , qui à Lyon , qui à Marseille et à Nîmes ; ce fut sans résultat pour leur cause. La vengeance divine s'étendit sur la faction de la gironde , la plus coupable de toutes parce qu'elle était la plus éclairée.

Que dans ce moment le superbe Pétion dut se livrer à d'amères réflexions ! Après avoir presque touché à la couronne, il était tombé au dessous de ses plus vils soutiens : exemple frappant de l'inconstance du peuple, pour qui il n'y a pas d'intermédiaire entre élever ses idoles au-dessus de sa tête , ou les fouler à ses pieds.

Cependant le département de l'Eure donnait le signal de l'insurrection, qui se propagea dans presque tous les départemens. A peine si une vingtaine de ceux-ci demeurèrent dans le premier instant liés à la montagne, dont l'avenir devint menaçant ; mais tant de divergence existait dans cette résistance , qu'elle en périt presque partout aussi rapidement qu'elle était née. Le royalisme , le républicanisme , partout en présence , se nuisirent réciproquement , et paralysèrent es efforts qu'on ne dirigea pas en commun ,

faute de s'entendre sur le gouvernement qui, en résultat, surgirait de cette commotion.

Les départemens qui s'étendent sur le sol de l'ancienne province de Normandie, comme étant les plus proches de Paris, présentèrent les premiers le danger imminent. Là, avaient été chercher une retraite, Buzot, Barbaroux, Guadet, Louvet, Salles, Pétion, Bergoing, Lesage, Cussy, Kervalegan; ils s'établirent à Caen, capitale du Calvados. Les administrations de l'Eure, de l'Orne, celles du Morbihan, du Finistère, des Côtes-du-Nord, de la Mayenne, de la Loire-Inférieure, d'Ille-et-Vilaine, se constituèrent en assemblée centrale de résistance à l'oppression. Il fallait un général, on le trouva dans Félix Wimphen, général de l'armée républicaine qui, eu ce moment, s'organisait le long de la côte de Cherbourg.

Wimphen était des Deux-Ponts, d'une famille noble; son frère aîné, autre général de la révolution, avait le titre de baron; quant à lui, né en 1745, il se fit connaître par des actes de bravoure peu communs lors de l'expédition de Corse, servit en Amérique et aux sièges de Mahon et de Gi-

braltar. Ici à la tête des troupes qui lui étaient confiées, il défendit pendant quinze heures nos lignes que les Anglais cherchaient à incendier. Nommé brigadier-général, il fut licencié à la paix, et en 1789, fut nommé député aux états-généraux par le bailliage de Caen. Animé contre la cour, qui l'avait mal récompensé, il se rangea du côté des idées nouvelles, fit partie de la minorité de la noblesse dont il rédigea la protestation. Dès lors il marcha avec les révolutionnaires, proposa d'établir une *monarchie démocratique*, ce qui ce jour là put paraître une plaisanterie, qui deviendra peut-être un jour *une vérité*.

Wimphen, attaché pourtant à la noblesse, dont la suppression l'eut pour adversaire, fut employé dans son grade; il défendit Thionville, en 1792, contre l'émigration armée; et sur l'offre d'un million que lui fit le prince de Hohenlohe, il répondit: « Je l'accepte, si on veut passer par devant notaire un acte de l'offre qui est faite. » Le siège soutenu pendant cinquante-cinq jours étant levé, l'assemblée législative, le 20 septembre, le jour dernier de son existence, déclara que Wimphen avait bien mérité de la patrie. La

La convention lui offrit le portefeuille de la guerre, il le refusa. On l'envoya à Cherbourg. Ce fut là que les députés dissidens le retrouvèrent ; il accepta de commander en leur nom , brava les ordres de la convention et se disposa à venir à elle à la tête de soixante mille hommes. Il écrivit à Custine pour qu'il se joignît à lui , adressa aux Parisiens une proclamation pour les décider à secouer le joug des démagogues , mit en mouvement quelques hommes , mais la suite ne répondit pas à sa jactance ; il fut battu dans le premier engagement qui eut lieu à Pacy-sur-Eure. Contraint de se sauver, il se cacha , ne fut pas saisi , et ayant gardé une retraite sévère jusqu'au dix-huit brumaire , fut employé , et mourut en 1814.

C'était un militaire distingué , homme d'esprit , railleur téméraire et capable de conduire une entreprise désespérée , mais à cette époque la nation accablée par l'effroi n'osait pas résister aux révolutionnaires , avec cette vigueur qui l'eût fait triompher , il en résulta que la défense fut molle , incertaine partout , et ne conduisit qu'à des désastres et qu'à des crimes.

Le moment cependant paraissait favorable, la Vendée remportait des avantages signalés, Saumur tombé en son pouvoir lui assurait le cours de la Loire, la coalition extérieure reprenant l'offensive que nos premières victoires lui avaient fait perdre, formait le siège de Mayence, Valenciennes et Condé. Les Espagnols à l'autre frontière de la république, avaient repoussé nos troupes jusques sous les murs de Perpignan. Lyon, Marseille étaient en pleine révolte, ainsi que la plupart des départemens; le péril était inévitable; qui en sauva la montagne? qui vainquit pour elle, lorsque tout semblait perdu? LA TERREUR..... La terreur, cette force motrice à qui rien ne résiste, ce levier capable de soulever le monde, il tient lieu d'armée, de munitions, d'argent; par la terreur on fit marcher au secours de la montagne ses ennemis. Elle fut suffisante à tout, moyen terrible, moyen extrême, dernière raison d'un peuple poussé à bout, et que les peuples peuvent seuls manier avec avantage.

Wimphen qui avait donné un commandement à Puisaye, ayant été battu, l'insurrection de la Normandie s'éteignit d'elle-même;

il en fut ainsi de toutes les autres. Lyon seul se défendit avec plus de courage, mais succomba également. La montagne victorieuse, poursuivit avec rage ses ennemis vaincus; nulle considération ne l'arrêta. *Le vertueux* Pétion eut à soutenir la même chasse que le dernier de ses collègues; on sait comment il mourut, dans un champ où les loups le dévorèrent.

A sa suite, et en proie au désespoir, erraient Meilhan, Kervalegan, Salles, Barbaroux, Louvet et Guadet, Marchena, Riouffe, Girey, Dupré, tous députés ou unis à eux des mêmes sentimens, et qui à travers la Vendée allèrent chercher aux environs de Bordeaux un asile qu'on leur refusa presque partout. La fin de la plupart de ces proscrits, fut affreuse; les uns se tuèrent pour n'être pas tués; les autres, avec moins de courage, ou plus de dédain de la vie, attendirent la mort qu'ils trouvèrent sur l'échafaud.

C'était une époque terrible où les passions exaltées se déchaînaient, où l'on faisait du patriotisme avec de la fureur, et où la résistance se montrait sous le caractère de la faiblesse. Lutte effroyable, sanglante, pertur-

batrice, où chaque jour on suppliciait, en vertu du principe de liberté, où l'on gouvernait le peuple avec les formes de l'action du despotisme, où jamais on ne fut plus esclave, et où l'égalité n'exista que pour les assassins. Ceux qui n'ont pas vu ce temps, ne se le représenteront point tel qu'il a été; ceux qui se le rappellent sont des monstres, s'ils ne s'opposent pas à son retour : tout gouvernement, quel qu'il soit, et d'où il vienne, sera constamment préférable. Malheur et exécration éternelle à qui de nouveau en dotera le pays.

Oui, je le répète, cette époque ne ressembla à aucune autre. J'ai vu *le despotisme de Napoléon* ; j'ai assisté à *la terreur de 1815*. Pauvres parodies de ces trois années si épouvantables. Je me suis indigné lorsqu'au second retour du roi, on osait comparer la justice de cette main souveraine, à l'aveuglement des jacobins ; mais il fallait se plaindre pour se rendre intéressans, et pour tromper la multitude.

La France, en 1793 et en 1794, jusqu'au 9 thermidor, fut sillonnée par la foudre révolutionnaire; la plus chétive commune eut ses dénonciateurs et ses bourreaux. Le ridi-

cule joignait souvent l'atrocité. Se rappelle-t-on de ce village du Limousin, d'où tout-à-coup le drapeau tricolore, placé sur le clocher de la paroisse, disparut....., grande rumeur..... On chercha le coupable, on ne le trouva pas, et l'on arrêta une douzaine de suspects..... On avise enfin des lambeaux d'étoffe qui pendent au haut d'un arbre; on monte; on découvre une pie qui avait fait son nid avec des restes de l'étendard nationale..... Oh! la bête sacrilège et liberticide..... On la saisit; on lui coupe la tête, et le procès-verbal est envoyé à la convention.

Nous dûmes le recevoir sans éclater de rire, car celui d'entre nous qui n'eût pas retenu sa gaieté aurait pu mourir en place publique.

On ne rougit pas de nous proposer et nous fîmes passer en loi la gratification de cinquante francs accordée à toute fille qui deviendrait mère. Cette abominable démoralisation découlait naturellement des mœurs à la mode. On fit de la raison une déesse dont l'échafaud était l'autel. On y sacrifiait au crime en immolant les vertus, il n'était plus rien de sacré, et on en vint au point que la



dénonciation rendue respectable fut recommandée comme le premier des devoirs aux fils , aux amis , aux serviteurs ; en un mot , à quel degré d'avilissement ne descendions-nous pas ?

---

---

## CHAPITRE III.

Rapport d'Hérault de Séchelles contre l'imprimerie. — Comment on entendait à la convention la liberté de la presse. — On fait des lois. — Fêtes publiques créées. — Propos d'Augustin Robespierre. — Affaire du député Coutrey. — Maladie de Marat. — La popularité. — Rival de Robespierre. — Comment j'apprends sa mort. — Charlotte Corday. — Détails circonstanciés du meurtre de Marat. — Rapport de Chabot. — Discours de Girault. — Fauchet et Duperret mis en accusation. — Lettre de Barbaroux.

Hérault de Séchelles était le rédacteur principal de la constitution que nous venions de décréter ; il la regardait en conséquence comme sa fille chérie, et ne pouvait pas souffrir qu'elle ne recueillit pas les hommages universels. C'était une jouissance qui lui était pleinement refusée ; les sans-culottes ne la trouvant pas assez démocratique ; les gens du monde la regardant comme dangereuse à la paix intérieure , puisqu'elle appelait l'anarchie à la perpétuité du pouvoir ; les royalistes enfin devaient la repousser avec hor-

reur. Il en résulta que chaque parti s'emparant de cette pièce à son apparition, l'accommoda malignement dans le but de la rendre plus ridicule et plus odieuse, et qu'on l'imprima entièrement défigurée.

Cet attentat contre l'*OEuvre - Sainte*, ne pouvait plaire à Hérault de Séchelles qui se donna beaucoup de mouvement pour en tirer vengeance et qui, dans la séance du 1<sup>er</sup> juillet, vint nous lire un rapport du comité de salut public, suivi d'un projet de décret contre les contrefaçons de la constitution dite de 93. Nous y remarquâmes les phrases suivantes :

« Qu'ils sont lâches et insensés ces faussaires de la raison publique qui ont pu croire  
« qu'en l'obscurcissant pendant quelques  
« jours elle ne reparaitrait plus; comme si le  
« peuple pouvait s'y méprendre, comme si la  
« presse, qu'ils ont voulu rendre leur complice, n'allait pas les confondre en restituant  
« au peuple la partie de ses représentants.

« Il fut inconnu aux anciens cet attentat de  
« l'imprimerie moderne; si la puissance de  
« l'imprimerie leur manqua; du moins ils en  
« ignoraient les crimes; ils ne confièrent leurs  
« lois qu'à l'incorruptible airain ou à la mé-

« moire pure des enfans, et ils ne les virent  
« pas flétries à leur naissance par l'invention  
« même qui devait les répandre et les consacrer...

« Chez les Athéniens, la loi frappait de  
« mort l'étranger qui s'introduisait dans l'assemblée populaire, parce qu'il usurpait la  
« souveraineté. Chez les Français libres, qu'il  
« tombe sous le glaive de la justice celui qui  
« s'introduit dans la pensée même des législateurs pour en dénaturer les résultats. »

#### DÉCRET.

« Toute personne qui fera imprimer, vendre ou distribuer un ou plusieurs exemplaires altérés ou falsifiés de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, et de l'acte constitutionnel dont la rédaction a été décrétée le 24 juin 1794 et présentée ensuite à l'acceptation du peuple français, *sera puni de mort.* »

La mort... toujours la mort. C'était la paternité des législateurs au temps de la république; des peines de simple police correctionnelle devenaient, avec eux, capitales; le dernier supplice punissait le moindre délit. Telle était la jurisprudence sanguinaire de ce

régime que certains affectent de vanter aujourd'hui. Et quand je le compare, dans ses mesures atroces, avec les gouvernemens qui lui ont succédé, je m'étonne toujours qu'on ose les plaindre et s'appuyer surtout de ses souvenirs.

La convention nationale était, à cette époque, travaillée de la manie des lois et des institutions. Une de celles-ci assez convenable consista en l'établissement des écoles primaires et des écoles pour les élèves de la patrie. On conserva les bibliothèques publiques dont le régime intérieur fut à peu près maintenu. On n'oublia pas les fêtes nationales destinées à remplacer celles de la catholicité. Voici comment fut acceptée cette partie de notre régénération politique; je laisse parler le pathos du législateur.

« Les fêtes nationales sont instituées dans les cantons, les districts, les départemens et dans les lieux où l'assemblée nationale tient ses séances; les fêtes nationales, dans chacun de ces trois degrés, sont de trois sortes : elles ont rapport aux époques de la nature à celles de la société humaine et à celles de la révolution française. Dans les cantons, on célèbre

celle de l'ouverture des travaux de la campagne, celle de leur clôture ; les fêtes de la jeunesse, du mariage, de la maternité, des vieillards, des droits de l'homme, celle de la première union politique, de l'institution des assemblées primaires et de la souveraineté du peuple ; enfin, la fête particulière du canton.

« Dans les districts, on célèbre les fêtes du retour de la verdure, du retour des fruits, des moissons, des vendanges ou de tout autre récolte locale ; la fête de l'Égalité, de la Liberté, de la Justice, de la Bienfaisance ; enfin, les fêtes particulières au district.

« Dans les départemens, on célèbre les fêtes des saisons de l'année, du printemps, de l'été, de l'automne, de l'hiver, chacune aux époques de l'équinoxe et du solstice correspondant ; celles de la poésie, des lettres et sciences, de l'abolition des ordres et de la reconnaissance de l'unité du peuple au 17 juin, de l'abolition des privilèges particuliers au 4 août ; enfin, la fête particulière du département.

« Dans la ville où l'assemblée nationale tient ses séances, on célèbre, au nom de la république entière, les fêtes générales, 1<sup>o</sup> de

la fraternité du genre humain au premier jour de l'an ; 2° de la révolution française au 14 juillet ; 3° de l'abolition de la royauté et l'établissement de la république au 10 août ; 4° la fête du peuple français un et indivisible, au jour où il sera proclamé que la constitution est acceptée.

« Dans tous les cantons il y a au moins un théâtre national pour la libre réunion des citoyens ; les hommes s'y exercent à la musique , à la danse et aux autres parties de la gymnastique ; les femmes s'y instruisent à la danse , à la musique, tous pour concourir à donner aux fêtes nationales plus de beauté et de solennité. Les citoyens instruits s'y exercent aussi aux représentations historiques, pour donner ou pour rappeler à leurs concitoyens dans les fêtes nationales la connaissance des époques les plus importantes de l'histoire des hommes et de la révolution française...

« Aux fêtes nationales de canton il y a un tribunal de vieillards nommé pour donner la palme du canton aux citoyens et aux communes qui se sont distingués dans les divers concours qui ont eu lieu.

« Des palmes de district et de département seront aussi distribuées. »

C'était au moment où une épouvante universelle régnait sur la France, où chaque citoyen honnête pouvait craindre d'aller coucher en prison et de mourir sur l'échafaud, que les auteurs de cet état de choses essayaient de nous en distraire. Je ne pus me retenir de dire à Augustin Robespierre, auprès duquel je me trouvais lorsque ce projet de loi fut proposé, que je le trouvais bien léger, vu la gravité des circonstances. Il me répondit en riant :

« Mazarin disait : *Canton Pagaran*. Tu vois bien que, pour les amener à payer, il faut les faire chanter et danser.

— A la bonne heure, repartis-je; cela me prouve l'importance politique de la proposition. »

Ceci était gai; nous passâmes peu après à des scènes moins amusantes : les départemens insurgés faisaient des actes qu'on nous apportait pour que nous les pulvérisions au moyen d'un décret. Le 9 juillet, lorsque nous écoutions la lecture de ceux d'Évreux, cinq ou six imprudens de la droite s'avisèrent d'ap-



plaudir. Une indignation presque générale s'éleva dans la salle. Chabot aussitôt se mit à dire :

« Les mesures auxquelles viennent d'applaudir ces infâmes complices des conspirateurs excitent la juste indignation de tous les bons citoyens ; ils reconnaissent , à l'audace des applaudissemens , les hommes qui ont dicté ces mesures contre-révolutionnaires. La convention pourrait-elle sévir contre ceux qui les ont signés , si elle ne commençait pas par punir ceux qui ont eu l'imprudence d'y applaudir ? C'est par ces indignes collègues qu'il faut commencer la purification ; c'est dans le temple de la loi qu'il faut que son sceptre frappe tous les coupables. Je demande que le citoyen qui est là ( il désigna un membre de la droite ), je demande que ce citoyen qui vient d'applaudir, et dont je m'honore de ne pas connaître le nom, soit envoyé à l'Abbaye. »

Ce député était le citoyen Couhey, député des Vosges, qui, dans le procès du roi , avait voté l'appel au peuple , la détention, le bannissement et le sursis. Homme de bien et ferme, il n'avait pu se contenir en entendant

les expressions courageuses des administrateurs du département de l'Eure. Il monta à la tribune, et répondant à Chabot :

« Tout homme, dit-il, a le droit de manifester son opinion, soit par la parole, soit par son approbation ; je suis ici, comme représentant du peuple, plus spécialement en droit d'émettre mon opinion. Eh bien ! je déclare que, lorsque l'on a lu un arrêté portant que tous les députés seront jugés en retournant dans leurs départemens, je l'ai trouvé si juste que, fort de ma conscience, j'ai cru que ma délicatesse exigeait que je manifestasse mon assentiment à cet article, comme un hommage à la souveraineté du peuple. J'ai cru que cette mesure était d'autant plus nécessaire qu'elle servirait à apprécier les calomnies et accusations de tous genres accumulées sur les députés depuis leur réunion. En conséquence, je fais la motion expresse que nul député ne puisse, après la session, se soustraire au jugement légal de ses concitoyens. »

La défense était adroite, elle n'eut aucun succès. Lacroix de l'Eure incrimina le fait et l'intention, et proposa un décret en ces termes : *Le citoyen Couhey, du département des*

*Vosges, se rendra à l'Abbaye pour trois jours,* qui passa sur-le-champ. L'expédition en fut aussitôt remise à un huissier, et la signification eut lieu soudainement : on allait vite en besogne. Couhey demanda que le décret fût motivé : ceci éleva contre lui un nouvel orage ; on lui refusa la parole, et, de peur de pire, la prudence lui commanda d'obéir.

Nous touchions à un événement d'une toute autre importance ; une des colonnes fondamentales de la terreur, l'ennemi du genre humain, Marat, atteignait au terme de sa vie infâme. Ce monstre, qu'on ne détestera jamais assez, ne venait plus depuis quelque temps à nos séances, ou du moins y paraissait peu et à de longs intervalles ; mais s'il ne nous fatiguait plus de sa présence, il s'en dédommageait en remplissant les colonnes de son journal de provocations à la révolte, au meurtre, au pillage, à l'incendie. Cet *ami du peuple* devenait de jour en jour odieux à ses collègues ; les jacobins par excellence avaient peur de sa popularité, et se méfiaient de son ambition.

A chaque mouvement insurrectionnel, il demandait un chef pour mettre à la tête des

sans-culottes ; et lorsqu'on s'indignait de cette aspiration à la tyrannie , il se refusait , donnait des explications , et ne perdait rien de l'attachement que lui portait la canaille. Il en résultait toutefois une guerre sourde entre lui et Robespierre. On se caressait réciproquement et en face , mais en arrière on cherchait à se nuire.

Augustin , que je voyais souvent , et qui avait moins de dissimulation que Maximilien , son frère , se plaignait souvent à moi de cette tendance de Marat à la dictature , et de l'aveuglement du peuple , qui ne voyait pas dans cet homme autre chose que l'amour de la liberté et de l'égalité. Il est certain que si un coup imprévu n'eût privé Marat de la vie , peu de mois encore ne se seraient pas écoulés que la guerre ouverte eût éclaté entre celui-là et Robespierre l'aîné. Qu'en serait-il résulté ? je ne peux le dire. Il eût été difficile toutefois que Marat eût succombé aussi facilement que tous les autres anarchistes : la populace l'aimait trop pour consentir à ce qu'un échafaud l'en privât.

Le 15 juillet , j'étais à dîner chez un restaurateur de la rue Saint-Honoré , où je pre-

nais mes repas d'habitude, à cause de la proximité de mon logement, lorsque j'entendis du dehors une rumeur extraordinaire, et vis une foule de gens se précipiter du côté de la maison Duplay, habitée par les Robespierre. Aucun mouvement populaire, à cette époque, n'était indifférent. Je me hâtai de sortir sur la porte; je m'informai à un homme vêtu en ouvrier de ce qui arrivait : il cria plutôt qu'il ne me dit :

» Marat est mort, les royalistes viennent de l'assassiner. Ils ont enlevé le petit Capet du Temple, et maintenant ils le promènent en triomphe sur les boulevards, et le conduiront aux Tuileries. »

Ce propos me parut tellement absurde, que je ne m'y arrêtai pas. J'y vis un projet de soulever les sections, un autre 31 mai à recommencer, et je me disposai à m'en aller à la salle de nos séances, où je savais que j'obtiendrais des renseignements certains. Plus j'avais, et plus la nouvelle de l'assassinat de Marat prenait de la consistance, mais sans qu'on y joignît la confirmation de celle touchant l'infortuné Louis XVII. On disait que le coup avait été porté par une femme, ou

vieille ou jeune...., entre deux âges. On variait sur ce point ; le reste était certain.

Le premier député que je rencontrai fut Augustin Robespierre ; sa physionomie annonçait tant de douleur, que son âme ne me laissa aucune inquiétude, car il me fut visible qu'il jouait le désespoir. Il me raconta avec emphase ce qu'il savait, et ce que bientôt on nous apprit officiellement. Je vais réunir toutes les particularités de ce fait célèbre, où la vertu se rendit criminelle en voyant un grand coupable être respecté par la justice des hommes.

Marie-Anne-Charlotte de Corday d'Armands avait pris naissance à Saint-Saturnin, du diocèse de Séez, province de Normandie, le 23 juillet 1768. Noble d'origine, supérieurement élevée, belle, sensible, remplie de hauteur et d'énergie, elle avait embrassé les opinions du jour, et au lieu d'être royaliste, ainsi que la plupart de ses proches, approuvait la chute de l'ancien régime, et le gouvernement républicain ; mais il y avait en elle trop de vertu pour qu'elle penchât vers le jacobinisme. Les écrits de Marat lui étaient odieux, et dès lors elle forma le

projet de délivrer la France de cet homme abominable. La calomnie prétendit que Barbaroux lui avait inspiré de l'amour, cela ne fut pas ; Charlotte Corday était pure, et l'intérêt de la patrie l'arma seul du couteau meurtrier.

Les députés procrits réfugiés dans le Calvados où elle demeurait, et qui s'empresèrent autour d'elle, exaspérèrent encore davantage sa brûlante imagination. Elle s'attacha à leur cause, s'indigna de l'abandon dans lequel on la laissa tomber, et ne pouvant la relever par son pouvoir, voulut au moins la venger sur la personne de l'un de ses plus implacables adversaires ; en conséquence de ce dessein pris, elle se tait, quitte la Normandie, et vient à Paris.

L'un des nôtres, Fauchet, l'avait connue ; il lui procura l'entrée dans une des tribunes de la convention, et ce service, que l'on rend généralement à tous ceux qui le demandent, coûta la vie à Fauchet, lorsqu'on eut connu ses rapports avec Charlotte Corday. Celle-ci écoutait avec attention les discours que l'on prononçait et s'émerveillait que des hommes se laissassent aller à tant

de féroacité et de démence. Elle ne voyait pas Marat, que l'état de sa santé retenait chez lui. Une maladie dégoûtante attaquait son corps, et le faisait tomber en une pourriture infecte; et les remèdes les plus actifs pouvaient seuls pallier, mais non détruire le principe putréfacteur qui s'attachait à dévorer ce misérable.

Charlotte Corday, qui était décidée à hâter la mort de Marat, s'enquiert du logement de l'ami du peuple. On lui indique rue de l'École de Médecine, n° 44, et comme on lui avait dit qu'il ne recevait que des personnes connues, elle lui écrivit en ces termes :

« Citoyen, j'arrive de Caen ; votre amour pour la patrie vous fait sans doute désirer de connaître les événemens qui ont eu lieu dans cette partie de la république. Je me présenterai chez vous vers une heure , ayez la bonté de me recevoir. »

Marat ne répondit pas , soit qu'il dédaignât les renseignemens que proposait de révéler une aventurière, soit que son infirmité l'accablât au point de lui faire oublier son fanatisme révolutionnaire. Charlotte Corday ne se rebuta pas ; une seconde lettre plus



pressante ne fut pas plus heureuse. Enfin le 15 elle écrivit pour la troisième fois, et dans cette dernière lettre, tout en parlant des infortunes qui s'étaient accumulées sur sa tête, elle conjura Marat de la recevoir enfin, à cause des secrets de la plus haute importance pour le salut de la république qu'elle avait à lui révéler.

Le commissionnaire porteur de cet écrit sortait à peine de la maison de Marat, lorsque Charlotte Corday, qui le suivait de près, arriva. Parvenue dans l'antichambre, elle y rencontra deux femmes de la maison qui refusèrent de la laisser aller plus avant, attendu que Marat prenait un bain.

La conversation s'échauffant, les voix s'élevèrent; Marat, dont la chambre était tout auprès, et qui réellement était dans le bain, entendit les propos réciproques, et apprenant que la personne qui insistait pour le voir était celle qui venait de lui écrire, éprouva une envie fatale de la connaître. Il sonna; on accourut, et, sur son ordre, Charlotte Corday fut introduite. Marat, à l'aspect d'une jolie femme, car celle-là était réellement belle, se sent saisi d'une confiance malheureuse; il ren-

voie ses gardiennes, et, demeuré seul avec celle qui va lui arracher la vie, entame avec elle le texte des affaires du Calvados. Charlotte Corday, quoique préoccupée certainement du motif terrible de sa visite, soutient la conversation avec calme, donne les renseignemens que le monstre lui demande, les noms des administrateurs et des députés qui se maintiennent en rébellion ouverte contre l'assemblée nationale, et affirme qu'avant quinze jours ils périront tous.

Ces paroles deviennent son arrêt de mort; Charlotte Corday, indignée, ne retarde plus le châtiment du coupable; elle tire de son sein un couteau aigu, et en frappe Marat à la poitrine, qui ne peut ni se défendre ni éviter le coup mortel; il cria seulement : *à moi, ma chère amie!* et ne tarda pas à expirer étouffé par le sang.

A ses cris, sa femme, sa domestique accourent; elles voient Marat renversé dans la baignoire, et Charlotte Corday debout, tenant le couteau, immobile et pâle, mais ne cherchant pas à s'échapper, comme on l'a dit d'abord. Elles jettent des chaises et des tables sur son passage dans le cas où elle essayerait de sor-

tir, pour s'opposer à sa fuite, se mettent à la fenêtre, et appellent du secours.

Dans une chambre voisine, un commissionnaire ployait des feuilles d'impression; il arrive le premier, voit ce qui se passe, s'arme d'une chaise, en frappe la jeune homicide et la renverse sur le plancher. Elle se relève, et, toujours avec une tranquillité d'âme supérieure, attend, sans mot dire, ce que décidera la fureur populaire. On ne sait ce qui la garantit du premier mouvement des jacobins lorsqu'ils surent l'action qu'elle venait de commettre. Je donne ici la parole à Chabot qui, au nom du comité de sûreté générale, nous fit le rapport de cette tragédie; il louera mieux Charlotte Corday que je ne le ferais moi-même.

« Au moment où elle a été conduite à l'Abbaye, un peuple immense, qui faisait entendre autour d'elle les murmures de sa douleur et de son indignation, s'étant retiré à la voix des commissaires qui l'accompagnaient, elle s'évanouit, et, un instant après, étant revenue de son émotion, elle dit aux députés :

« Je croyais qu'ils allaient m'égorger. Est-il possible que ce soit un peuple qu'on m'a-

vait dépeint comme un peuple de cannibales, qui vient de se montrer si docile à la voix de ses magistrats ? »

« Telle est la confiance de cette femme dans la prompte réussite des projets de contre-révolution dont les révoltés de Caen lui ont farci la tête, que, lorsqu'on lui a parlé de la mort, elle a répondu avec le mépris et la sécurité les plus inconcevables, quoiqu'elle n'eût pas montré le courage de se la donner elle-même. »

Chabot ajouta, et ceci devenait un mensonge, que les derniers renseignemens acquis par le comité de surveillance sur le complot pour lequel le comité de salut public avait déjà lancé des mandats d'arrêt, constatent qu'il devait éclater par l'assassinat des plus énergiques patriotes ; qu'on espérait par ce moyen exciter un mouvement violent dans Paris, armer les citoyens les uns contre les autres, pour qu'au milieu de ces dissensions Wimphen, Puy-saie, avec les troupes départementales, pussent proclamer Louis XVII, lui donner pour conseil les députés actuellement fugitifs, et dissoudre la convention. »

Ce rapport, que j'abrège, fut entendu avec une morne douleur, bien qu'au fond

chacun de nous, les scélérats comme les hommes sages, fussent charmés de ce qu'on les eût débarrassés de cet énergomène. Mais ils n'avaient garde aucun de laisser rien paraître de ce sentiment; chacun, au contraire, monta son visage à l'expression de la consternation. Des députés de la section du contrat social furent introduits dans la salle. Girault, son orateur, nous dit :

« Représentans, le passage de la vie à la mort est un instant bien court... Marat n'est plus.... Penple, tu as perdu ton ami.... Nous ne venons pas chanter tes louanges, immortel législateur, nous venons te pleurer, nous venons rendre hommage aux belles actions de ta vie... Où es-tu, David? tu as transmis à la postérité l'image de Lepelletier mourant pour la patrie; il te reste un tableau à faire... »

Ici David, placé parmi nous, se leva, et, avec sa figure sinistre, sa voix aiguë et perçante :

« Aussi le ferai-je. »

Et il se rassit au bruit des applaudissemens; Girault poursuivit :

« Et vous, législateurs, décrétez une loi de circonstance : *la supplice le plus affreux n'est*

*pas là pour venger la nature d'un aussi atroce attentat; anéantissez pour jamais la scélératesse et le crime; apprenez aux Français ce que vaut la vie, et, au lieu de la leur trancher comme un fil, que l'effroi des tourmens désarme les mains parricides qui menacent les têtes des représentans du peuple. »*

Le président Jean-Bon-Saint-André répondit par des phrases analogues; quelques discours insignifiants, des attaques vagues eurent lieu ensuite, mais la question se dessina plus fortement lorsque Chabot eut dit :

« Les conjurés de Caen entretenaient une correspondance criminelle avec leurs complices, nos collègues qui siègent encore ici (et de la main il désigna tout le côté droit), et le jour où Charlotte Corday, qui a assassiné notre collègue, est arrivée à Paris, ce même jour Claude Duperret a reçu un courrier extraordinaire de Caen, et cette femme était le courrier. Duperret a communiqué cette nouvelle à plusieurs de ses collègues (désignant toujours ceux de la droite), et particulièrement à Fauchet.

A cette accusation perfide les inculpés répondent par des dénégations. Chabot con-

tinue, raconte à sa manière les circonstances du meurtre de Marat, et, pour intéresser davantage, agite dans sa main le couteau homicide qui est encore taché de sang.

L'émotion devient extrême, et paraît devoir être fatale aux deux députés inculpés Duperret et Fauchet. Celui-ci essaya le premier de se défendre; il ne le put : attaqué avec véhémence par Jullien de Toulouse, il est condamné sans qu'on veuille l'entendre dans les développemens nécessaires à sa cause, et le décret d'arrestation est prononcé contre lui.

Duperret vient à son tour, et n'est pas plus heureux; il succombe d'abord dans sa prétention de parler à la tribune. On l'oblige de descendre à la barre, et quand il est là, c'est Chabot que l'assemblée charge de l'interroger. Il l'amène sur un terrain difficile, et l'oblige à lire la lettre que Barbaroux lui a écrite. Elle est conçue en ces termes :

Caen, le 7 juillet, l'an 2 de la république,  
une et indivisible.

« Je t'adresse, mon cher bon ami, quelques  
« ouvrages qu'il faut répandre; il y a un ou-  
« vrage de Salles sur la constitution : c'est ce-

« lui qui, dans ce moment, produira le plus  
« grand effet. Il faut en faire un grand nombre  
« d'exemplaires. Je t'ai écrit par la voie de  
« Rouen pour t'intéresser à une affaire qui  
« regarde une de nos concitoyennes. Il s'agit  
« seulement de retirer du ministère de l'inté-  
« rieur des pièces que tu lui rendras. La ci-  
« toyenne qui te remettra ce paquet s'inté-  
« resse à la même affaire ; tâche de lui procu-  
« rer un accès auprès du ministre. Adieu, je  
« t'embrasse. Ici tout va bien ; nous ne tarde-  
« rons pas à être sous les murs de Paris. »

A la suite Duperret raconte ses rapports avec Charlotte Corday ; ils sont simples : il l'a conduite au ministère de l'intérieur, et voilà tout. Il poursuit sa justification, qui n'est pas plus admise que celle de Fauchet. La discussion est fermée, et la convention décrète que le tribunal révolutionnaire instruira sur-le-champ la procédure contre les assassins de Marat, et que Duperret y sera inculpé, comme prévenu de complicité d'assassinat et dans la révolte des départemens.

Marat, dont on voulait faire un dieu, devait avoir sur son tombeau des sacrifices de victimes humaines.



---

## CHAPITRE IV.

Discours édifiant de Couthon. — Honneurs funèbres rendus à Marat. — Interrogatoire de Charlotte Corday. — Chauveau-Lagarde. — Son discours. — Remercîmens antiques que Charlotte Corday lui adresse, — Elle est condamnée. — Ses derniers momens. — La concubine de Marat pensionnée. — Rapport contre les députés détenus. — Évêques menacés des galères s'ils refusent de marier les prêtres. — Positions respectives de Danton et de Robespierre. — Ce qu'était le premier. — Ses amis. — Caractère du second. — Parallèle entre eux. — Conduite de Robespierre. — Pourquoi je me rapproche de lui, et m'éloigne de Danton. — Constitution acceptée. — Détails de la fête du 10 août en 1793. — Vers de Ducis.

Parmi les discours qui furent prononcés au sujet du meurtre de Marat, Couthon, l'affreux Couthon, lui toujours porté aux mesures extrêmes, lui qui depuis devint le destructeur de Lyon et l'assassin des habitants de cette malheureuse ville, débita d'un ton sentimental les phrases suivantes, démenties par sa conduite de tous les momens.

« ... Voyez, citoyens, jusqu'à quel point ces hommes (Duperret, Buzot, Barbaroux) ont

poussé l'atrocité : je sais que quelques-uns d'entre eux ont dit qu'il fallait mettre un tonneau de sang au milieu de la montagne pour nous désaltérer. Le croiriez-vous, ils ont dit de moi, qui ai horreur du sang, qui reculerais devant un cadavre si j'avais des jambes, moi qui ne pourrais pas tuer un pigeon, eh bien ! ils ont dit de moi, qui avais parlé un jour avec quelque énergie pour les intérêts du peuple, que j'avais besoin d'un verre de sang pour me rafraîchir. »

David à son tour s'exprima en ces termes :

« La veille de la mort de Marat, la société des jacobins nous envoya, Maure et moi, pour nous informer de ses nouvelles. Il y avait auprès de lui un billot de bois sur lequel était placés de l'encre et du papier, et sa main sortie de la baignoire écrivait ses dernières pensées pour le salut du peuple. Hier le chirurgien qui a embaumé son corps, m'a envoyé demander de quelle manière nous l'exposerions aux regards du peuple dans l'église des Cordeliers. On ne peut point découvrir quelques parties de son corps, car vous savez qu'il avait une lèpre, et que son sang était brûlé; mais je pense qu'il serait

intéressant de l'offrir dans l'attitude où je l'ai trouvé, écrivant pour le salut du peuple. »

Chabot demanda que la convention assistât en corps aux funérailles de Marat ; Bentabolle, que la nation payât les dettes de l'ami du peuple mort pauvre ; Drouet, que des commissaires fissent le dépouillement de ses papiers. Cette motion fut repoussée.

L'élan une fois donné, des honneurs extraordinaires furent rendus à ce misérable. On essaya par le secours de l'art, et vainement, de disputer son corps à la putréfaction, il tomba en lambeaux, répandant une odeur infecte, malgré les compositions chimiques et aqueuses qu'on ne cessa de répandre sur lui. Un linceul le recouvrait entièrement, drapé de manière à laisser voir les formes, qui disparaissaient aux yeux du public à mesure que la décomposition rapide avait lieu. Des vers lui furent adressés par notre collègue Audouin, par le vil Cubières Palmésseau. Le sculpteur Beauvallet modela son buste, et l'offrit à la convention, qui, l'ayant accepté, le plaça dans la salle de nos séances, et le tableau qu'en fit David eut le même honneur. Un autel fut élevé au cœur de Marat,

dans la salle du club des Cordeliers. On chanta des litanies adressées au cœur de Marat et à celui de *Jésus*, sacrilège rapprochement, qui caractérisait la démoralisation impie de l'époque. La rue des Cordeliers dut prendre son nom ; on donna à celle de *l'Observance* celui de *l'Ami du Peuple*. Le conseil-général de la commune institua une fête en son honneur. Il remplaça Mirabeau au Panthéon, et plus tard se fit la translation de ses restes. Je rapporterai des détails de cette dernière cérémonie.

On trouva chez Marat, au moment de sa mort, un billet de vingt-cinq sous et pas de numéraire.

Mais tandis que l'on recommençait à l'égard de Marat les formules de l'apothéose, en usage autrefois à Rome, on ne s'attédisait pas sur la vengeance à tirer de sa mort. Le tribunal révolutionnaire, saisi de l'affaire, l'instruisit rapidement : les débats commencèrent le 19 juillet, et l'accusée, introduite devant le jury, subit l'interrogatoire dont je vais transcrire quelques passages.

« Qui vous a indiqué Duperret ?

— Barbaroux.

— Que font les députés transfuges ?

— Ils ne se mêlent de rien ; ils attendent que l'anarchie cesse pour revenir à leur poste.

— Où sont-ils logés ?

— A l'intendance.

— De quoi s'occupent-ils ?

— Ils font des chansons , des proclamations pour ramener le peuple.

— Que disent-ils de Robespierre et de Danton ?

— Ils les regardent, avec Marat , comme les provocateurs de la guerre civile.

— Est-ce à un prêtre assermenté ou insermenté que vous alliez vous confesser à Caen ?

— Je n'allais ni aux uns ni aux autres.

— C'est donc dans les journaux que vous avez appris que Marat était un anarchiste ?

— Oui , je savais qu'il pervertissait la France. J'ai tué un homme pour en sauver cent mille..... J'étais républicaine bien avant la révolution , et je n'ai jamais manqué d'énergie. •

— Qu'entendez-vous par énergie ?

— Ceux qui mettent l'intérêt particulier de côté , et qui savent se sacrifier pour leur patrie

— Ne vous êtes-vous pas essayée avant d'avoir porté le coup à Marat ?

— Moi, je ne suis pas un assassin.

— Que répondez-vous à tant d'accusations ?

— Je n'ai rien à dire, sinon que j'ai réussi.

— Quelles sont les personnes qui vous ont conseillé de commettre cet assassinat ?

— Je n'aurais jamais commis un pareil attentat par les conseils d'un autre ; c'est moi seule qui en ai conçu le projet et qui l'ai exécuté.... Il n'y a qu'à Paris où l'on a les yeux fascinés sur le compte de Marat ; dans les autres départemens, on le regarde comme un monstre.

— Croyez-vous avoir tué tous les Marat ?

— Non certainement. »

On présente à l'accusée un couteau à gaine.

« C'est le même dont je me suis servie pour tuer Marat. »

L'interrogatoire fut clôturé ; l'accusateur public, Fouquier-Tinville, soutint l'accusation. L'avocat Chauveau-Lagarde, véritable citoyen par ses vertus, par sa généreuse intrépidité, entreprit la défense de la prévenue. Voici ce qu'il dit :

« L'accusée avoue avec sang-froid l'horrible attentat qu'elle a commis , elle en avoue avec sang - froid la longue préméditation , elle en avoue les circonstances les plus affreuses , en un mot , elle avoue tout , et ne cherche pas même à se justifier : voilà , citoyens jurés , sa défense tout entière. Ce calme imperturbable et cette entière abnégation de soi-même, qui n'annoncent aucun remords, et pour ainsi dire en présence de la mort même ; ce calme et cette abnégation sublime, sous un certain rapport , ne sont pas dans la nature ; ils ne peuvent s'expliquer que par l'exaltation du fanatisme politique qui lui a mis le poignard à la main ; et c'est à vous , citoyens jurés , à juger de quel poids doit être cette considération morale dans la balance de la justice. Je m'en rapporte à votre prudence. »

Les jurés, après cette brève et sage improvisation , se levèrent de leurs sièges , et furent aux voix. Pendant qu'ils délibéraient , Charlotte Corday se tournant vers Chauveau-Lagarde, lui dit :

« Vous m'avez défendue d'une manière délicate et généreuse. C'était la seule qui pût me convenir. Je vous en remercie, elle m'a

fait avoir pour vous une estime dont je vais vous donner une preuve. Ces messieurs viennent de m'apprendre que mes biens seront confisqués ; je dois quelque chose à ma prison, je vous charge d'acquitter ma dette. »

Ceci rappelait en quelque sorte le célèbre testament d'Eudamidas. Les jurés rentrèrent, et prononcèrent la peine de mort et la confiscation. Charlotte Corday ne s'en étonna pas, ne montra aucune faiblesse. De retour dans la prison, elle y écrivit une dernière lettre, où, injuste envers un député, elle renouvelait les expressions de sa gratitude à l'égard de Chauveau-Lagarde. On crut devoir lui envoyer un prêtre pour l'assister à ses derniers momens, elle lui dit avec douceur :

« Remerciez de leur attention pour moi les personnes qui vous ont envoyé, mais je n'ai pas besoin de votre ministère. »

En allant au supplice, un sourire inaltérable reposa sur ses lèvres malgré les outrages dont le peuple l'accablait. Le *Moniteur* dit à ce sujet : « Montée sur le théâtre de son supplice, son visage avait encore la fraîcheur et le coloris d'une femme satisfaite. Le fatal couteau a tranché sa tête. Un nommé Legros,



après l'avoir saisie pour la montrer au peuple, lui a donné plusieurs soufflets; cet acte de lâcheté a fait murmurer le peuple, et il a été puni par le tribunal de police. »

Ainsi Charlotte Corday mourut. Si l'on ne peut approuver son action, on se tait devant ce courage extraordinaire, et l'on s'étonne qu'aucun sculpteur n'ait eu encore l'idée d'offrir sa statue aux méditations des siècles. Cette fille digne des temps antiques ne mourut pas seule immolée à Marat, Fouchet fut la seconde victime; et quoique Duperret eût été acquitté plus tard de sa complicité, il est certain que son supplice, qui eut lieu en octobre suivant avec les girondins, tira sa source de la prévention conservée par la montagne, que certainement il n'était pas étranger au meurtre de l'ami du peuple.

Ainsi fut terminé tout ce qui avait rapport à Marat. Ceux que sa mort allégeait en parurent inconsolables; leurs larmes trompèrent le peuple, et non pas nous. Enfin, pour achever la farce, sa gouvernante, avec laquelle il vivait publiquement, devint après le meurtre commis sa femme légitime. La con-

vention décréta qu'elle serait appelée sa veuve, et qu'on la nourrirait aux frais de l'état. Une pension lui fut accordée à ce titre, et elle en a joui jusqu'à la fin de sa carrière. Je me rappelle l'hilarité que nous ne pûmes retenir à la phrase ridiculement ampoulée de Chaumette, lorsqu'il nous dit que Marat avait pris cette créature *pour épouse un jour de beau temps, et à la face du soleil*, qui dut certes être peu satisfait d'éclairer des noces aussi hideuses.

Mais les honneurs à rendre à Marat n'occupaient pas exclusivement la montagne, elle tenait à justifier dans sa plénitude l'attentat du 31 mai; et à cette époque nous eûmes un nouveau rapport sur ce fait dirigé contre les députés prévenus, et débité par le féroce Amar; il nous affirma, à la suite de longs développemens et de préparations insidieuses :

« Qu'une conjuration avait été ourdie pour empêcher en France l'établissement du gouvernement républicain; que l'anarchie avait été le prétexte des conjurés pour opprimer le peuple, pour diviser les départemens et les armer les uns contre les autres ;

« Qu'on avait tenté de mettre sur le trône le fils de Capet;

« Que les conjurés avaient redoublé d'efforts depuis que la constitution était présentée à l'acceptation du peuple;

« Qu'on avait formé, dans les conciliabules de Valazé, où se rendaient les détenus, le projet de faire assassiner une partie de la convention;

« Qu'on avait tenté de diviser d'opinion le nord et le midi pour allumer la guerre civile;

« Qu'à l'époque du 31 mai, plusieurs administrations, excitées à la révolte par les détenus, avaient arrêté les deniers publics, et proclamé leur indépendance;

« Qu'à cette époque la conjuration contre le système du gouvernement républicain avait éclaté dans les corps administratifs de Corse, des Bouches-du-Rhône, d'Eure, du Calvados, qui étaient encore en rébellion dans ce moment. En conséquence, le comité pensait que notre justice devait être inflexible envers les auteurs de la conjuration, et il proposait, par l'organe de son rapporteur, le décret suivant :

« Art. I<sup>er</sup>. La convention nationale déclare traîtres à la patrie Buzot, Barbaroux, Gorsas, Lanjuinais, Salles, Louvet, Bourgoing, Piroteau, Pétion, qui se sont soustraits au décret rendu contre eux le 21 juin dernier, et se sont mis en état de rébellion dans les départemens de l'Eure, du Calvados, du Rhône et de Loire, dans le dessein d'empêcher l'établissement de la république, et de rétablir la royauté.

« Art. II. Il y a lieu à accusation contre Gensonné, Guadet, Vergniaux, Mollevaut, Gardien, prévenus de complicité avec ceux qui ont pris la fuite et se sont mis en état de rébellion.

« Art. III. La convention nationale rappelle dans son sein Bertrand, membre de la commission des douze, qui s'opposa courageusement à ses violences; elle rappelle dans son sein les autres détenus plus trompés que coupables. »

Chabot, prenant la parole, demanda qu'un décret fût lancé contre Condorcet, La-source et Grangeneuve, que le rapport avait oubliés, et qui étaient aussi criminels que les

autres accusés. Cette proposition fut renvoyée à la discussion du projet de loi.

Dans la séance du 19 juillet, Riccord, se portant accusateur des évêques constitutionnels qui s'opposaient au mariage des prêtres assermentés, réclama leur destitution.

Danton dit alors :

« Les évêques qui s'opposent au mariage des prêtres sont d'autant plus coupables qu'ils sont salariés par la nation. La sagesse ne doit pas être pusillanimité. Nous avons conservé les traitemens des évêques; qu'ils imitent leurs fondateurs : ils rendaient à César ce qui appartenait à César. Eh bien ! la nation est plus que tous les Césars. Je demande donc la destitution de tout prêtre qui s'opposerait au mariage des prêtres; je demande même une année de fers, si cette opposition a un caractère d'incivisme. »

La convention, sur la proposition de Lequinio, décréta que les évêques, dans ce cas, seraient reconnus démissionnaires, et remplacés. Voilà avec quelle complaisance les jacobins répondaient à l'apostasie en leur faveur d'une partie du clergé de France.

Grégoire garda le silence pendant cette discussion.

Nous avançons de convulsions en convulsions pires ; à chaque moment des alertes nouvelles avaient lieu. On fermait les barrières, on entravait les communications, on gênait le commerce, et cela pour chercher et saisir des suspects, des hommes, des femmes que poursuivaient avec rage les montagnards en masse, sans trop savoir pourquoi. Il y avait cependant au fond de tout cela une intention secrète et toute d'instinct. Marat, dont le trépas avait réjoui tant de monde, était néanmoins le seul lien qui arrêta encore l'ambition démesurée de ceux qui lui survécurent. Tant qu'il aurait été là, Robespierre n'aurait pas osé prendre le vol auquel il s'abandonna plus tard. Ceux de la commune, de leur côté, se fussent maintenus à leur place, au lieu que, libres du contrepoids Marat, tous se précipitèrent à la première.

Danton et Robespierre se trouvaient désormais les sommités de leur parti, et de cela seul devait résulter le scindement de ce parti. Danton, hardi, audacieux, téméraire, léger,

frivole, aventureux, idéalisant une portion de ses principes, et ne manquant ni de courage ni d'énergie, mais, je le répète, trop porté vers le plaisir, rempli d'ailleurs de confiance en soi-même, vaniteux des services qu'il avait rendus au sans-culottisme, persuadé que le peuple se rappellerait toujours qu'il le guidait au 10 août et dans toutes les circonstances difficiles; il ne pouvait entrer dans sa tête que le peuple l'abandonnât jamais. Cette confiance complète le conduisit à sa perte; il compta trop sur son influence, et méprisa trop ses ennemis. Qui aurait dit à Danton qu'on l'accuserait de manquer de patriotisme, et de conspirer pour le rétablissement des Bourbons, lui aurait paru vouloir essayer d'une mauvaise plaisanterie. Il ne se souvenait plus que le feu roi l'avait payé, et qu'au moyen d'une plus forte somme il l'aurait gagné entièrement à sa cause. Danton ne voulait dater que de la chute de la royauté. Enfin, il avait organisé le régime de la terreur, et cette conception supérieure, à ce qu'il croyait, serait à jamais son palladium invincible.

Il ne craignit donc pas de se retirer à l'écart de Robespierre, de se rapprocher de la

commune, de former une alliance étroite avec Chaumette, Jacques Roux, Chabot, Fabre d'Églantine, Camille Desmoulins, Hébert, Anacharsis Clootz, et une foule de jacobins renforcés qui tous aimaient le pouvoir, mais avec le secours de la popularité, et sans arrière-pensée de dictature royale. Cette société, ainsi composée, devait nécessairement arriver à se heurter contre une autre où dominait une pensée entièrement différente, celle de Robespierre, où l'on aspirait à une monarchie déguisée sous un nom plus modeste, un renouvellement en France du protectorat de Cromwell en Angleterre.

Robespierre, chef de ce parti, auquel se rattachaient Couthon, Saint-Just, Lebas, Henriot, Coffinhal et quelques autres, manquait à la fois de bravoure et d'énergie. Lâche par-delà toute expression, timide à l'excès, facile à étonner, il n'avancerait qu'avec des précautions infinies, qu'en épiant de tous côtés, afin de reculer avec précipitation au moindre péril qu'il apercevrait. Ceci était son côté faible; il le réparait par une opiniâtreté non moins étendue, par des formes cauteleuses demi-rudes, demi-polies, par une vé-



hémence de phrases , un patelinage de conduite ; il multiplait les ruses, les finesses , les détours, s'enveloppait de mystères, ne s'énonçait nettement qu'après avoir tellement fatigué l'auditoire, qu'on n'était plus en état de bien comprendre ce qu'en définitive il voulait.

Son but pourtant n'était pas équivoque : c'était la perpétuité de la puissance. Mais comment y arriver ? Une condition jusque là avait paru indispensable à tout usurpateur, celle de réunir la réputation militaire aux qualités de l'homme d'état. C'était toujours un sabre qu'on avait fini par accommoder en manière de sceptre , et Robespierre ne pouvait aucunement relever son mérite de celui-là , si nécessaire. Un avocat est hors de position de monter sur un trône , il n'y a qu'un guerrier qui puisse s'y asseoir solidement.

Robespierre sentait avec amertume cette vérité ; elle le désespérait et le portait à cette conduite équivoque, sourde, embarrassée, au moyen de laquelle il espérait vaincre la difficulté en la prenant de biais. Il s'imaginait, à force de manège, d'astuce, de démarches souterraines , qu'il se délivrerait de tous les

obstacles dangereux. Voilà pourquoi , dès qu'il eut dressé son plan , il poursuivit avec une vraie mâle rage tous les généraux à grande réputation qu'il put atteindre. Aucun ne trouva grâce devant lui ; Custine , Lucner , Westermann , Beuharnais , Biron , une foule d'autres disparurent devant la hache du bourreau , et il n'épargna que ceux dont la fortune lui déroba la vie ; encore les poursuivit-il sans cesse de son regard inquiet et menaçant.

Il ne laissa pas non plus tranquilles et les hommes de grand nom sans vertu , et ceux dont le mérite augmentait l'illustration ; il attaqua les célébrités contemporaines , et , en même temps qu'elles tombaient , il envoya au supplice les républicains dévoués , ceux dont la conduite jacobine était irréprochable. Il fallait , pour qu'il réussît à l'accomplissement de son projet , qu'il demeurât seul avec ses satellites.

Il faut convenir que , pendant une époque donnée , il conduisit sa barque avec assez de subtilité , que tous les chefs de la montagne ou périrent ou s'effacèrent devant lui , que sa suprématie s'établit en quelque sorte sur des cadavres ; mais cela ne dura pas : c'était un

colosse posé sur du sable. Il fut inébranlable tant qu'on ne s'attaqua qu'à lui ; mais, du jour où l'attaque prit à la base, comme elle manquait de solidité, il croula soudainement.

Tels étaient les deux hommes qui allaient se disputer cette prééminence dont Marat avait, en mourant, rompu l'équilibre. D'un côté il y aurait audace, irréflexion et confiance ; de l'autre, dissimulation profonde, opiniâtreté constante, ruse satanique. Danton serait tout en dehors, il transporterait le combat au milieu de la place publique, descendrait dans l'arène, s'il le fallait. Robespierre, par un mode opposé, ferait une guerre sourde, cachée, obscure, qui pourrait, en cas de besoin, être désavouée, sans pour cela qu'il la ralentît d'un moment ; il n'irait pas de bord droit à son adversaire, mais il démolirait auparavant ses remparts, lui enlèverait ses amis, et, au moyen de la finesse, triompherait de la terreur.

Je ne tardai pas à voir se dessiner ce que je viens de décrire. On s'était encore retenu à la suite du 31 mai à cause de Marat, véritable inconvénient à qui on ne savait où assigner sa place. Charlotte Corday ayant pris le soin

de le faire, le nœud reteneur fut brisé tout-à-coup, et Danton et Robespierre même, sans s'en apercevoir, oscillèrent aussitôt en sens inverse, mais se heurtant déjà à chaque point de contact.

Ce fut ici que ma froide raison me devint d'un sage appui. Je n'aimais pas Danton, je détestais Robespierre, et toutefois, dans la balance que je gardai entre eux, je penchais visiblement pour ce dernier, en conséquence de la certitude où j'étais que ce dernier remporterait la victoire définitive. Danton pesait sur les centres et sur le côté droit avec une insolence extrême; il violentait les suffrages, dictait arrogamment les opinions; Robespierre demandait uniquement que l'on fût patriote; cela voulait dire : Votez avec moi. Il ne le disait pas pourtant, et, par cette retenue, n'offensait aucun amour-propre. Il est vrai que ceux qui s'éloignaient de lui quittaient souvent l'assemblée pour aller au supplice, mais enfin c'était un avertissement tacite qui servait par la réflexion, et non un entraînement forcé toujours humiliant.

Danton, pensais-je, se confiera à son patriotisme, il deviendra tyran par la véhémence;

la plaine, qui hait les moyens extrêmes, l'abandonnera, et passera tout entière sous la bannière opposée, et tant pis pour ceux qui s'obstineront à demeurer de ce côté. En conséquence, je me détachai insensiblement du faisceau dantonien, et, sans me rapprocher de la personne de Robespierre, je me liai d'une sorte d'intimité avec son frère Augustin; c'était suffisant dans ma position. On savait sur quoi on pouvait compter, et dès lors je n'eus aucune inquiétude, et pus être certain que je ne serais pas placé en encre rouge sur les tables de proscription que l'on augmentait chaque jour.

Cependant au milieu de ces cabales qui prenaient une autre direction, de ces partis qui se dessinaient à l'œil le moins exercé, la masse de la convention poursuivait son ouvrage, et attendait le 10 août, jour fixé pour celui où la constitution, solennellement acceptée par les assemblées primaires, serait jurée par les représentans et puis renfermée jusqu'à nouvel ordre. C'est ici que doit être placée cette œuvre infâme, curieuse cependant à connaître; je l'insérerai, non dans le texte, mais en note, afin que les lecteurs qui

en entendent parler encore par des insensés qui la demandent, sachent à quoi s'en tenir (\*).

Une fête eut lieu ; commencée à la place de la Bastille, elle fut achevée au Champ-de-Mars, en s'arrêtant à la place de la Révolution et aux Invalides. Hérault de Séchelles nous présidait ; il fit autant de discours que de stations, et tous dans le genre niais, d'une emphase ridicule. On avait élevé sur les ruines de la Bastille une statue colossale de la Nature, qui répandait de l'eau par ses seins. Le président, ayant fini sa première homélie, but une coupe remplie de l'eau que versait la statue par ses mamelles bienfaisantes. Il fut imité par les députés des quatre-vingt-trois départemens qui l'environnaient, portant avec eux une bannière sur laquelle était inscrit le nom du département qui les députait. Chacun dit une phrase froidement sentimentale, que le procès-verbal de la fête s'attacha à recueillir non moins stupidement.

Nous étions précédés dans la marche par les sociétés populaires. Un œil ouvert était peint sur leur drapeau ; la déclaration des droits de l'homme et l'acte constitutionnel, écrits en lettres rouges sur un livre d'or, étaient portés

en tête dans une espèce de chasse fort ornée. Nous étions environnés des envoyés des assemblées primaires liés ensemble avec un léger ruban tricolore. Chacun de ces citoyens tenait d'une main une pique, et de l'autre une branche d'olivier faite en carton.

Après nous, et dans une confusion ménagée à dessein, l'ordonnateur de la fête, le peintre David, lisait dans le programme que je cite ici : « Après les envoyés des assemblées primaires il n'y a plus eu aucune division de personnes et de fonctionnaires, ni même aucun ordre tracé, aucune régularité dans la marche. Le conseil exécutif était dispersé au hasard ; l'écharpe du maire ou du procureur de la commune, les plumets noirs des juges ne servaient qu'à faire remarquer qu'ils marchaient les égaux du forgeron et du tisserand... Tout s'est confondu en présence du peuple, source unique de tous les pouvoirs qui, en émanant de lui, lui restent toujours soumis. »

Puis venaient, traînés sur un plateau, les aveugles-nés qui jouaient des airs patriotiques, et montraient en leurs personnes le *malheur consolé et honoré*. Les enfans trouvés suivaient, portés dans de *blanches* barcelon-

nettes. Une charrue, accompagnée d'un vieillard et de sa femme, paraissait ensuite, traînée par les enfans du couple villageois; les instrumens des travaux champêtres s'élevaient à l'entour avec une enseigne sur laquelle on lisait ces mots : *Voilà les services que le peuple infatigable rend à la société humaine.*

Les héros du 10 août n'étaient pas oubliés; leur urne surmontait un char doré conduit par huit chevaux blancs ornés de panaches pourpres; il y avait là des cassolettes d'où s'exhalait l'encens, des chœurs de musique et les parens des défunts en habits, non de deuil, mais de fêtes, et la tête ceinte de fleurs.

A la suite, et par un contraste remarquable, et au milieu d'une force armée, roulait avec un fracas *importun* un tombereau semblable à ceux qui conduisent les criminels au supplice. Il était chargé des attributs pros crits de la royauté et de l'aristocratie. Une inscription, gravée sur le tombereau, portait : *Voilà ce qui a toujours fait le malheur de la société humaine.*

Au milieu des boulevards nous trouvâmes un arc de triomphe d'une mâle architecture,



érigé pour rappeler les exploits du peuple en 1789. On avait appelé à l'entour et rangé pittoresquement sur des canons et sur des affûts les femmes *vainqueurs* du 4 octobre à Versailles. Ici notre président fit une nouvelle station, leur adressa un discours, leur offrit des lauriers, et nous passâmes outre.

Une autre scène devait avoir lieu sur la place de la Révolution. On nous avait fait grâce de la vue de l'échafaud, qui ce jour là fut oisif; mais à sa place presque, et sur le massif encore existant de l'ancienne statue de Louis XV, s'élevait une liberté couverte d'un voile, qui ne permettait pas d'abord de voir ses traits. Je copie ici le programme :

« La liberté, comme fille de la nature, paraissait à travers l'ombrage des jeunes arbres dont elle était environnée. Les rameaux des peupliers pliaient sous le poids des offrandes offertes à la divinité par l'amour des Français; c'étaient des bonnets rouges, des rubans aux couleurs nationales; c'étaient des vers trouvés plus beaux, parce qu'ils n'exprimaient tous qu'un même sentiment; c'étaient des dessins tracés au crayon, et qui faisaient revivre les prodiges de la révolution; c'étaient

des guirlandes de fleurs animées par ce pin-  
ceau éternel qui vivifie et décore les champs.  
La multitude et le choix des offrandes an-  
nonçaient que ce n'était pas une cérémonie,  
mais un culte, et que tous les cœurs avaient  
cédé à l'enthousiasme de leur idolâtrie. »

Pendant qu'Hérault de Séchelles pérorait,  
on amoncelait, sur un bûcher de matières  
combustibles, les insignes de la royauté et de  
la noblesse; et lorsque le discours fut achevé,  
le président, une torche à la main, alluma le  
feu qui dévora les couronnes, les manteaux,  
les écussons, etc. ; tandis que de derrière les  
flammes on lâchait trois mille oiseaux de  
toutes espèces, portant à leur cou des ban-  
delettes tricolores, où étaient imprimés ces  
mots : *Nous sommes libres, imitez-nous !*

Devant les Invalides, où nous nous trans-  
portâmes ensuite, un monument signalait la  
victoire de l'unité de la république sur le fé-  
déralisme. Sur la cime d'un rocher était po-  
sée une statue colossale représentant le peu-  
ple français. Tandis que d'une main forte il  
renouait le faisceau des départemens, un  
monstre, dont les extrémités inférieures  
étaient terminées en *dragon de mer*, sortant

des roseaux d'un *marais fétide*, s'efforçait d'atteindre en rampant jusqu'au faisceau pour le rompre; le colosse foulait sous ses pieds la poitrine du monstre, et de sa main, balancée sur sa tête, allait le frapper du coup mortel.

Hérault pérora là encore; il était infatigable. Enfin nous partîmes pour arriver au Champ-de-Mars, où étaient les deux dernières stations. A l'entrée, nous dûmes tous nous courber pour passer sous un ruban tricolore attaché à deux ormes, à la hauteur d'environ cinq pieds, et au milieu duquel un niveau était suspendu près de l'autel de la patrie, où la convention se plaça. Les députés des départemens s'avancèrent aussi. Le président débita encore quelques phrases, posa sur l'autel la constitution. Ensuite, les quarante-trois commissaires unirent devant lui, en un seul faisceau, la pique portée par chacun, qui fut lié par le président d'un ruban tricolore. De là nous nous rendîmes au temple de l'immortalité, où l'inauguration fut faite de l'urne funèbre des héros morts pour la cause de la patrie.

Ainsi, vers cinq heures du soir, s'acheva une cérémonie qui durait depuis quatre heures du matin, car bien avant le lever du soleil nous étions tous rendus sur la place de la Bastille. Je terminerai cette description d'une fête révolutionnaire par des fragmens d'une ode composée par Ducis, que plus tard on a voulu changer en royaliste sans tache.

Sous le joug des tyrans, des prêtres fanatiques,  
O peuples ! trop long-temps vous fûtes immolés ;  
Il est rompu le cours des forfaits politiques.  
A reprendre vos droits vous êtes appelés.  
La terre est encore fumante  
Du sang d'un despote odieux ;  
Ses complices, dans l'épouvante,  
Attendent un trépas honteux.

Dans l'ombre allez cacher votre impuissante rage ;  
Que vos regards impurs ne souillent pas nos yeux.  
Nous, de la liberté, peuple, embrassons l'image.  
Avec la liberté nous devenons des dieux.  
Brûlant d'un feu patriotique,  
Jurons tous, d'un commun accord,  
Le salut de la république,  
Ou de souffrir plutôt la mort.

Oh ! si dans nos cités des monstres sacrilèges  
Pensaient à conspirer contre de saintes lois ,

Tentaient de rétablir d'odieux privilèges,  
Et voulaient de nouveau nous courber sous des rois ;  
Que la nature les abhorre,  
Qu'ils expirent dans les tourmens ;  
Que le loup affamé dévore  
Leurs membres encor palpitans.

—CHAPITRE—

---

## CHAPITRE V.

Effroi que les députés des assemblées primaires causent à la montagne. — Comment elle se raccommode avec eux. — Leur orateur propose la levée en masse. — Discours de Danton. — Effet qu'il produit. — Discours de Robespierre. — Mesures prises. — Caustiques. — Son jugement. — Grande opération de finance. — Emprunt d'un milliard. — Détails à ce sujet. — Les Anglais à Toulon. — Prise de Lyon. — Le ministre de la guerre installé. — Bouchotte. — Décret pour détruire Lyon. — Lettres de Couthon aux jacobins de Paris.

La république se trouvait dans une position dangereuse. Lyon n'était pas soumis. Toulon préparait son insurrection, non moins fatale. La Vendée renaissait de dessous ses ruines, et se montrait plus menaçante. Enfin les importantes places de Condé, Valenciennes et Mayence, tombaient au pouvoir des coalisés. A Paris même, la montagne n'était pas sans inquiétude; elle avait vu arriver avec une sorte d'effroi les députés des sections primaires, auxquels certes on ne pouvait refuser le caractère de véritables représentants du peuple souverain.

Le bruit s'était répandu qu'ils venaient renverser la convention, et s'installer à sa place. La terreur fut au camp, et on s'évertua pour éviter un pareil coup.

On employa un mélange d'audace et de ruse. La commune rendit un arrêté pour faire fermer les barrières, et pour ordonner une surveillance dirigée vers ceux qui tenteraient d'égarer l'esprit des envoyés; en même temps on chambra ceux-ci. Des réunions fraternelles eurent lieu à l'évêché. On y entendit les plaintes des départemens; on leur fit des réponses prétendues satisfaisantes; on s'embrassa, et tout fut dit. La chose devint d'autant plus aisée, qu'on tarda peu à connaître que les députés, loin d'être fédéralistes, étaient jacobins gangrenés jusqu'à la moelle des os. Aussi, à leur retour, les chargea-t-on des pouvoirs les plus amples pour qu'ils achevassent de *mettre au pas* leurs concitoyens.

Ce péril ainsi évité, on en vint aux mesures propres à conjurer celui non moins urgent dont nous menaçaient les armées ennemies. Les nôtres étaient insuffisantes; il fallait un redoublement gigantesque de forces et d'énergie. Danton eut encore l'idée d'une levée

en masse de toute la nation, et la fit proposer par la députation des assemblées primaires, dont l'orateur s'exprima en ces termes :

« Citoyens représentans, depuis quatre années nous combattons pour la liberté, et cependant elle n'est encore qu'un vain nom, dont les tyrans se jouent. Leurs infâmes cohortes occupent notre territoire. Citoyens, le moment est venu de donner un grand exemple à l'univers.... Faites un appel au peuple; qu'il se lève en masse: lui seul peut anéantir les ennemis. Il n'est plus temps de délibérer, il faut agir. Nous demandons que tous les hommes suspects soient mis en état d'arrestation, qu'ils soient précipités aux frontières, suivis de la masse terrible des sans-culottes; là, au premier rang, ils combattront pour la liberté qu'ils outragent depuis quatre ans, ou ils seront immolés par le canon des tyrans. Les femmes, les enfans, les vieillards, les infirmes, seront mis sous la sauve-garde de la loyauté française, et seront gardés en otages par les femmes et les enfans des sans-culottes. Nous demandons que le principe de cette proposition soit décrété sur-le-champ, et que le comité de salut public



soit chargé du mode d'exécution. Citoyens, n'accordez aucune amnistie aux coupables ; ne transigez point avec les despotes ; alors les tyrans, coalisés contre la liberté du peuple français, s'évanouiront devant lui comme un vain songe. »

Après le pathos d'usage du président Hé-  
rault de Séchelles, Danton dit :

« Les députés des assemblées primaires viennent d'exercer parmi nous l'initiative de terreur contre les ennemis de l'intérieur : répondons à leurs voix : Non, point d'amnistie au traître ! L'homme juste ne fait point de grâce au méchant..... On vous a dit qu'il faut se lever en masse : oui, sans doute ; mais il faut que ce soit avec ordre..... C'est à coups de canon qu'il faut signifier la constitution à nos ennemis..... C'est l'instant de faire ce grand et dernier serment, que nous nous vouons tous à la mort, ou que nous anéantirons les tyrans..... Je demande que l'on mette en arrestation tous les hommes vraiment suspects ; mais que cette mesure s'exécute avec plus d'intelligence que jusqu'à présent, où au lieu de saisir les grands scélérats, les vrais conspirateurs, on a saisi des hommes plus qu'in-

signifians. Ne demandez pas qu'on les mène à l'ennemi; ils seraient dans nos armées plus dangereux qu'utiles; enfermons-les, ils seront nos otages. »

Danton termina par proposer une première levée de quatre cent mille hommes pour la seule armée du nord, et pour que l'on autorisât les administrations à faire toutes les réquisitions nécessaires. Il faut avoir assisté à l'enthousiasme de l'assemblée et des tribunes, pour concevoir la facilité avec laquelle de pareilles mesures étaient adoptées; les vivats, les applaudissemens, les sermens mille fois renouvelés de tout sacrifier à la patrie.

J'examinais Robespierre, et voyais sur sa figure le dépit que lui causait le succès prodigieux obtenu par Danton. Il voulut en avoir sa part, et, à son tour, montant à la tribune :

« La victoire est certaine, dit-il, puisque enfin nous nous sommes décidés à vaincre..... Ne nous le dissimulons point, c'est moins à leurs forces, et même à leur perfidie, qu'à notre insouciance que nos ennemis doivent leurs succès; nous avons cru trop facilement que le génie du peuple suffisait pour rompre les entraves de la trahison. Nous avons été

trop indulgens envers les traîtres..... C'est à l'impunité des Dumouriez, des Custines, des Lafayette, que les tyrans doivent leurs triomphes, et nous nos alarmes. La seule mesure à prendre, est de balayer rapidement de nos armées les aristocrates..... Ne craignez pas de ne pouvoir les remplacer, il suffit de trois héros pour relever la république, ils sont cachés dans les rangs..... Quoi! les lâches, les traîtres, qui, après avoir livré Verdun, Longwy, la Belgique, viennent encore d'introduire les satellites des tyrans dans Condé, dans Valenciennes, ces lâches respirent encore! Le glaive de la loi ne les a pas frappés, et cependant les preuves de leurs crimes sont entre les mains de leurs juges.

« Comment déjouer les conspirateurs, s'ils sont sûrs de l'impunité, et s'il faut des mois entiers pour prononcer leur condamnation? Que la tête de Custines, tombant sous le glaive de la loi, soit le garant de la victoire; que le glaive de la loi, planant avec rapidité sur la tête des conspirateurs, frappe de terreur leurs complices..... Il faut stimuler le zèle du tribunal révolutionnaire; il faut lui ordonner de juger les coupables qui lui sont dénoncés

vingt-quatre heures après la remise des preuves ; il faut plus , c'est de multiplier son action , car nous sommes infestés des agens de l'Angleterre ; il faut que nous soyons contre eux aussi terribles qu'ils sont perfides et barbares..... Que les patriotes en voyant votre énergie retrouvent la leur , et les tyrans sont vaincus..... Je demande qu'on poursuive avec la plus grande activité l'exécution des mesures pour s'assurer de toutes les conspirations fomentées et des trames ourdies contre le gouvernement..... Qu'on apporte dans cette grande fonction plus de zèle , d'intelligence et de loyauté que jusqu'à ce jour ; que lorsque l'on a arrêté un homme prévenu de conspiration , on ne le relâche pas le lendemain sur de lâches prétextes..... Je demande que la France , les administrations , les armées soient purgées de traîtres ; que l'on s'occupe de juger les administrateurs rebelles ; que le tribunal révolutionnaire soit chargé de juger Custines dans les vingt-quatre heures ; qu'ensuite l'on poursuive sans relâche les conspirateurs qui ont été mis en état d'arrestation par un décret. Je demande que les commissaires , dont le patriotisme est connu ,

soient chargés de remplacer les administrations contre-révolutionnaires par des martyrs des arrêtés liberticides de ces traîtres..... »

Robespierre, continuant, fut interrompu par Lecointre de Versailles qui, remplissant sans doute un mandat odieux du comité de salut public, s'écria :

« Je demande que la femme de Louis Capet soit jugée dans la huitaine, c'est la plus coupable de tous. »

L'assemblée, entraînée par une pensée dominante, ne donna pas de suite à cette dernière proposition, les autres étant bien autrement majeures. Toutes ne passèrent pas ce jour-là, mais il fallut, après nombre de débats, arriver enfin à décréter la levée en masse. On la régularisa en ne faisant partir d'abord que les jeunes gens de vingt à trente ans, et en classant le reste des hommes faits, suivant leur position sociale. Les mesures relatives au mode des réquisitions en nature, aux changemens à introduire dans l'administration, furent décrétées pareillement, et on se prépara à repousser avec énergie les périls qui menaçaient la république.

Avant de poursuivre mon récit, et quoi-

qu'il n'entre pas dans mon plan de m'occuper des actes du tribunal révolutionnaire, lorsqu'ils ne se rattacheront point à des personnes politiques, je crois devoir parler en peu de mots de l'affaire de Custines.

Ce général, homme de qualité, né en 1740, et sous-lieutenant à l'âge de sept ans, fit une campagne à sa huitième année sous le maréchal de Saxe. A dix-huit ans il commandait une avant-garde, et Frédéric le grand lui fit l'honneur de le citer dans ses Mémoires. Il se signala dans la guerre de l'indépendance de l'Amérique. Nommé aux états-généraux, il participa aux protestations de la minorité de son ordre. Depuis il marcha avec les idées nouvelles.

Chargé d'un commandement supérieur, il se distingua par de beaux faits d'armes, et particulièrement par la prise de Mayence ; des succès mêlés de revers le signalèrent aux jacobins. La sévérité avec laquelle il tâcha de conserver la discipline lui fit de nombreux ennemis ; ils décidèrent sa perte. En vain, pour la détourner, il se voua à la montagne. Robespierre voulait sa mort. Un ordre du conseil exécutif l'appela à Paris, et le 27 juillet,

un rapport du comité de salut public le fit incarcérer ; quelque temps après on le mit en jugement ; il fut condamné malgré sa défense péremptoire , et périt le 28 août.

C'était la destinée qui attendait tout général en voie d'inquiéter Robespierre , même les trois héros qu'il disait être dans les rangs de l'armée , et qui en sortiraient pour sauver la république.

Cette mort, ou plutôt ce meurtre, imprima une terreur profonde aux armées, en montrant combien la convention serait impitoyable. Mais elle n'apaisait pas la soif de sang qui dévorait les meneurs. Des victimes bien autrement importantes allaient être immolées, et celles-là annonceraient que tout espoir devait disparaître du cœur de tout dévoué. C'étaient les girondins d'abord, puis la malheureuse reine, Égalité et madame Élisabeth ; puis viendraient les jacobins eux-mêmes, au moment où la division éclaterait au milieu d'eux.

Avant d'en venir là une opération grave venait d'avoir lieu, provoquée par un rapport de Cambon, rempli de vues profondes et d'habileté financière. Il s'agissait de relever

la valeur des assignats, de procurer du crédit au gouvernement, et d'arriver à la possibilité de faire des emprunts. Jusque là, ceci avait paru impossible, une défiance universelle s'attachait à toutes les opérations d'argent de la république. Les capitalistes, dans la crainte d'un retour inattendu à l'ancien régime, qui certainement se refuserait à payer des dettes qu'il n'aurait pas faites, serraient les cordons de leur bourse: or, pour la leur faire dénouer, il convenait d'amener dans les inscriptions de toutes les dettes, tant anciennes que modernes, une telle confusion, et en même temps un tel ordre, que l'on ne pût ni retrouver la trace d'une priorité ou origine quelconque, ni désormais rien confondre et rien perdre de ce qui serait décidé.

Cambon, en conséquence, proposa et fit adopter le mode suivant: tous les titres de dettes antérieures, pour quoi que ce fût, emprunts de gouvernement, de provinces, de villes, de corporations, placemens de fonds, à telle ou telle époque, dans tel ou tel but, à telle ou telle condition, seraient anéantis en original, et remplacés par une inscription non



motivée de rente sur l'état, au denier cinq et au capital de cent mille francs. Là étaient englobés les remboursemens de charges, finances, consignations, tout, en un mot, dont l'état avait à payer la rente.

Cette mesure, à laquelle il fallait se soumettre sous les peines les plus graves, à part la perte de la créance, bien que rigoureuse, ne manquait pas au fond d'équité; elle assurait ce qui était incertain, elle régularisait des opérations immenses, et apportait dans la comptabilité un ordre que jusqu'alors on n'avait pas connu; des époques fixes étaient marquées pour le paiement de l'intérêt; il n'était plus besoin d'ouvrir la caisse à chaque instant. Cette régularité voulue était bien préférable; aussi le projet de loi passa-t-il à une immense majorité.

Il devança l'emprunt d'un milliard, emprunt forcé que l'on établit sur les riches, et qui produisit une somme bien supérieure à celle exigée. Il s'agissait ici de retirer de la circulation, pour la détruire, une masse énorme d'assignats; on arrêta que dans chaque famille on laisserait intact un revenu de mille francs par tête, savoir : mille pour le mari, au-

tant pour la femme, et autant pour chacun des enfans. Au-dessous d'un revenu de dix mille francs, la dixième partie formait la quotité de l'emprunt, mais tout ce qui dépassait dix mille, auquel on ajoutait les mille francs accordés à chaque individu, appartenait de droit au fisc pour cette année : ainsi le propriétaire de cent mille francs de rente, ayant sa femme et quatre enfans, retenait d'abord six mille francs, puis neuf mille sur les premiers dix mille, et ensuite abandonnait à la patrie les quatre-vingt-cinq mille francs restans. C'était ce que l'on appelait une mesure révolutionnaire; la répartition en était confiée aux membres des municipalités de chaque commune.

J'ai voulu présenter dans leur ensemble ces deux opérations gigantesques, et qui ne pouvaient avoir lieu que dans un état soumis au régime de la terreur. Il faut convenir que lorsqu'un peuple veut se sauver, il ne le peut que par de tels actes, son salut devenant la première, ou plutôt la seule loi.

Des événemens politiques qui survinrent nécessitèrent ces coups d'état jusqu'alors sans exemple. Le principal fut la remise de Toulon,

par les habitans en pleine révolte, aux Anglais. J'ai toujours eu des sentimens modérés et royalistes, eh bien ! je déclare qu'à la nouvelle de ce désastre, je partageai sincèrement l'indignation de mes collègues. On ne pouvait douter que les Anglais, une fois introduits dans Toulon, n'en sortiraient qu'en ruinant des établissemens immenses, qu'en emmenant avec eux la flotte qu'on leur confiait. Ceci me parut un crime envers la France, un crime à punir sur les auteurs, tandis que le châtimement affreux qui s'ensuivit retomba sur les malheureux qui avaient, non appelé, mais suivi le torrent.

La Vendée, pendant ce temps, luttait, et se débordait dans la Bretagne ; la déroute du Mans toutefois la comprimait en partie. Mais Lyon aussi était en pleine révolte ; Lyon, investie par les troupes de la république, se défendait avec un acharnement héroïque, motivé d'ailleurs par le sort qu'on lui réservait après sa prise. Ceci arriva le 9 octobre, et nous fut annoncé par une lettre du général Doppet. Cette lettre, écrite rapidement, et par un homme plus occupé de ses travaux du moment que de rédiger avec soin une épître,

mécontenta la montagne, qui se mit à l'épiloguer. On ne s'arrêta pas là, et l'on tomba sur le ministre de la guerre Bouchotte. Bourdon de l'Oise ne craignit pas de dire :

« Il est impossible de n'être pas convaincu de l'imbécilité du ministre de la guerre. »

Bouchotte jouait de malheur. Bon officier et administrateur recommandable, c'était après avoir empêché les Autrichiens de s'emparer de Cambrai, où il commandait après la défection de Dumouriez, avoir organisé onze armées, mis sept cent mille hommes d'infanterie, cent mille de cavalerie en état de combattre, appelé à leur tête Masséna, Kléber, Moreau, Dugommier, Augereau, Lefebvre, Marceau, Pérignon, Éblé, Serrurier, Legrand, Abbattucci, Hoche, et nombre d'autres, qu'on le traitait aussi mal. Il faut ajouter que dénoncé, attaqué, outragé, depuis qu'il tenait le portefeuille, il avait donné sa démission le 25 mai 1793. On la refusa. Il la renouvela le 11 juin, mais sur l'impossibilité de trouver un homme qui consentît à la torture ministérielle, on le contraignit d'exercer ses fonctions, qu'il continua jusqu'au 1<sup>er</sup> avril

1794, que le général Pille le remplaça momentanément.

Après cette excursion, on revint à la question principale, et sur le rapport du comité de salut public, le décret suivant fut rendu :

« Nomination par la convention d'une commission extraordinaire composée de cinq membres, pour faire punir militairement et sans délai les habitans de Lyon. — Désarmement général des Lyonnais, et leurs armes distribuées aux défenseurs de la république. — *La ville de Lyon sera détruite*; tout ce qui fut habité par les riches sera démoli; il ne restera plus que la maison du pauvre, les habitations des patriotes égorgés ou proscrits, les édifices spécialement consacrés à l'industrie, et les monumens consacrés à l'humanité et à l'instruction publique. — Le nom de Lyon sera effacé du tableau des villes de la république. La réunion des maisons conservées prendra le nom de *Ville affranchie*. — Une colonnè, élevée sur les ruines de Lyon, attestera à la postérité les crimes et la punition des royalistes de cette ville, avec cette inscription : *Lyon fit la guerre à la liberté, Lyon n'est plus*. — Confiscation de toutes les

propriétés qui ont appartenu aux riches et aux royalistes.

Ce décret terrible fut amplement exécuté dans ses dispositions principales, et la démolition commença sous la surveillance de Couthon, qui lui-même l'entama en frappant d'un marteau d'or une des maisons de la place Bellecour.

Les jacobins de Paris reçurent à cette époque une lettre des représentans Couthon, Magniat, Laporte, Châteauneuf - Randon, conçue en ces termes :

Lyon, 13 octobre, l'an 2 de la république  
française.

« Citoyens, frères et amis,

« La ville de Lyon n'est plus au pouvoir des rebelles ; les troupes de la république ont purgé le sol de la liberté des brigands qui s'étaient réfugiés dans ses murs. Ceux qui ont échappé au fer de nos braves tombent chaque jour sous la hache de la loi. Mais le plus difficile reste à faire ; l'esprit public est perdu dans cette misérable cité ; les patriotes y sont dans une minorité si effrayante, que nous

désespérerions de pouvoir les vivifier, si votre société ne nous présentait pas des ressources consolatrices. Il nous faut une colonie de patriotes qui transplantent sur cette terre étrangère, pour ainsi dire, à la république, les principes révolutionnaires. La mission est belle, heureux ceux à qui vous la confierez!

« Le fanatisme avait bien senti la nécessité de cette mesure. Pourquoi la patrie ne profiterait-elle pas de l'expérience de l'exemple pour fonder la liberté? Citoyens, nous vous demandons quarante hommes dont le républicanisme, la probité, la sagesse, également reconnus, leur concilient, avant que d'arriver, l'estime publique; nous leur confierons les fonctions administratives et judiciaires. Qu'ils viennent se réunir à nous, et nous pourrons espérer une véritable satisfaction dans un pays où la soif de l'or est le seul besoin que l'on n'ait encore éprouvé. »

---

---

## CHAPITRE VI.

Lettre de Fouché et de Collot d'Herbois à la convention nationale. — Procès de la reine. — Barrère demande la tête de Marie-Antoinette. — Atroce discours de Billaud Varrennes. — Noms des juges. — Interrogatoire. — Déposition infâme d'Hébert. — Beau mouvement de la reine. — Déposition de Manuel, Bailly, d'Estaing, Latour-du-Pin. — Clôture des débats. — Divers détails. — Derniers momens de la reine, extraits du Moniteur.

Je ne peux m'arrêter à rendre un compte exact de toutes les atrocités qui suivirent la prise de Lyon, à énumérer les milliers de victimes égorgées, en masse ou individuellement, par des juges iniques qui n'observèrent ni les formes de la justice ni celles de l'humanité, préférant faire périr mille innocens que de laisser sauver un seul coupable ; mais je ne peux résister au besoin de transcrire une lettre que nous adressèrent, le 2 frimaire, les représentans du peuple alors en mission dans cette malheureuse ville. L'un était Fouché de Nantes, l'autre Collot d'Herbois ; celui-ci brigand subalterne, comédien mauvais, qui avait volé



son directeur à Toulouse, et qui à Lyon voulait se venger des sifflets dont avant la révolution on y accueillit son peu de talent.

« Citoyens collègues, nous poursuivons notre mission avec l'énergie de républicains  
« qui ont des sentimens profonds de leur caractère. Nous ne le déposerons point, nous  
« ne descendrons point de la hauteur où le  
« peuple nous a placés, pour nous occuper  
« des misérables intérêts de quelques hommes plus ou moins coupables envers la patrie;  
« nous avons éloigné de nous tous les individus, parce que nous n'avons point de  
« temps à perdre, point de faveurs à accorder; nous ne devons voir et nous ne voyons  
« que la république, que vos décrets qui nous commandent de donner un grand exemple,  
« une leçon éclatante; nous n'écoutons que  
« le cri du peuple, qui veut que tout le sang  
« des patriotes soit vengé une fois d'une manière prompte et terrible, pour que l'humanité n'ait plus à pleurer de le voir couler de  
« nouveau.

« Convaincus qu'il n'y a d'innocens dans  
« cette infâme cité que celui qui fut opprimé  
« ou chargé de fers par les assassins du peu-

« ple, nous sommes en garde contre les lar-  
« mes du repentir ; rien ne peut désarmer  
« notre sévérité. Ils l'ont bien senti ceux qui  
« cherchent à vous surprendre, qui viennent  
« de vous arracher un décret de sursis en fa-  
« veur d'un détenu. Nous sommes sur les  
« lieux, vous nous avez investis de votre  
« confiance, et vous ne nous avez pas con-  
« sultés.

« Nous devons vous le dire, citoyens collè-  
« gues, l'indulgence est une vertu dange-  
« reuse, propre à rallumer les espérances  
« criminelles au moment où il faut les dé-  
« truire. On l'a provoquée envers un individu,  
« on l'a provoquée envers tous ceux de son  
« espèce, afin de rendre illusoire l'effet de vo-  
« tre justice. On n'ose pas encore vous de-  
« mander le rapport de votre premier dé-  
« cret sur l'anéantissement de la ville de  
« Lyon, mais on n'a presque rien fait jus-  
« qu'ici pour l'exécuter. Les démolitions sont  
« trop lentes, il faut des moyens plus rapides  
« à l'impatience républicaine ; l'explosion de  
« la mine et l'activité dévorante de la flamme  
« peuvent seules exprimer la toute-puissance  
« du peuple ; sa volonté ne peut être arrêtée

« comme celle des tyrans, elle doit avoir l'effet du tonnerre. »

Lorsque l'on procédait ainsi contre des villes, contre des populations entières, une femme, quelle que fût d'ailleurs la majesté de son rang, pouvait-elle se flatter d'être épargnée? Ces réflexions s'adressent à la malheureuse reine Marie-Antoinette, demeurée à l'écart depuis le meurtre du roi, et reculée du supplice, depuis cette époque funeste, par je ne sais quel oubli ou quelle insouciance que je n'explique pas; non que, de temps à autre, des voix isolées n'eussent demandé son jugement; mais leur motion avait été repoussée par l'ordre du jour.

Néanmoins la commune, portée à faire souffrir cette auguste prisonnière, la sépara de son fils, qu'on ne lui permit plus de revoir. Ceci fut un préliminaire à sa mise en jugement, en vertu d'un décret englobant plusieurs mesures presque sans connexion entre elles. Des articles portèrent les dispositions suivantes, sous la date du 31 juillet :

« Marie-Antoinette sera renvoyée au tribunal extraordinaire, et transférée sur-le-champ à la Conciergerie.

« Tous les individus de la famille Capet seront déportés hors du territoire de la république, à l'exception des deux enfans Capet et des individus de la famille qui sont sous le glaive de la loi.

« Élisabeth Capet ne pourra être déportée qu'après le jugement de Marie-Antoinette.

« Les membres de la famille Capet, qui sont sous le glaive de la loi, seront déportés après leur jugement, s'ils sont absous.

« La dépense des deux enfans de Louis Capet sera réduite à ce qui est nécessaire pour l'entretien de deux individus.

« Les tombeaux et mausolées des ci-devant rois, élevés dans l'église de Saint-Denis, dans les temples et autres lieux de la république, seront détruits le 10 août prochain. »

Dans notre séance du 19 août, Fouquier-Tinville réclama par une lettre l'envoi de la totalité des pièces relatives à Marie-Antoinette, dont il n'avait, disait-il, qu'une portion insuffisante pour commencer à dresser l'acte d'accusation. Bientôt après Barrère, dans la séance du 5 septembre, annonça d'une façon positive la condamnation prochaine de cette princesse, en nous disant :

« Les royalistes veulent du sang, eh bien ! ils auront celui de Brissot et de Marie-Antoinette. »

La commune, toujours persécutrice, enleva à sa majesté ses bagues et bijoux, de peur qu'elle ne les employât à la contre-révolution. Les jacobins, à deux reprises différentes, demandèrent sa mise en jugement. Un décret enfin, provoqué dans la séance du 3 octobre par Billaud-Varennes, qui parla dans les termes suivans, ordonna l'ouverture des débats :

« La convention nationale vient de donner un grand exemple de sévérité aux traîtres qui méditent la ruine de leur patrie ; mais il lui reste encore un décret important à rendre : une femme, la honte de l'humanité et de son sexe, la veuve Capet doit enfin expier tous ses forfaits sur l'échafaud ; déjà on publie parmi le peuple qu'elle a été transférée au Temple, qu'elle a été jugée secrètement, et que le tribunal révolutionnaire l'a blanchie, comme si une femme qui a fait couler le sang de plusieurs milliers de Français pouvait être absoute par un jury français. Je de-

mande que le tribunal révolutionnaire prononce cette semaine sur son sort. »

Je signalerai que, dans la séance où cette proposition fut faite et le décret rendu, une mesure extrême de la majorité de l'assemblée consigna dans la salle tous les membres qui s'y trouvèrent, dont aucun ne put sortir que la séance ne fût levée.

Un délai rapproché s'écoula entre ce jour et celui du jugement de la reine. On connaît assez sa vie dans la prison, soit au Temple, soit à la Conciergerie; ces détails intéressans non moins que respectables ne rentrant pas dans mon plan, je les écarterai.

La reine devant comparaître devant le tribunal révolutionnaire, eut pour défenseur Tronçon du Coudray et Chauveau-Lagarde, le même qui avait parlé pour Charlotte Corday. L'acte d'accusation, rempli de faits tronqués, torturés et dénaturés, fut lu par Fouquier-Tinville. Je me refuse à l'analyser, ce serait se rendre involontairement le complice de son infâme auteur; je préfère m'arrêter à quelques parties de l'interrogatoire. Les juges, dont les noms méritent d'être conservés,

étaient Herman, président, Foucalt, Scellier, Coffinhal, Delière, Raymey, Maître, Denizot, Maçon. Que l'exécration de la postérité les accompagne !

Parmi les questions adressées à l'auguste accusée, je citerai les suivantes :

« Avez-vous eu connaissance du fameux lit de justice tenu par Louis Capet au milieu des représentans du peuple ( la séance du 23 juin 1789 ) ?

— Oui.

— Votre mari ne vous a-t-il pas lu le discours avant que d'entrer dans la salle, et ne l'avez-vous pas engagé à le lire avec fermeté ?

— Mon mari avait beaucoup de confiance en moi, et c'est cela qui l'avait engagé à m'en faire la lecture ; mais je ne me suis permis aucune observation.

— Avez-vous eu connaissance du projet du ci-devant comte d'Artois pour faire sauter la salle de l'assemblée nationale ? Ce plan ayant paru trop violent, ne l'a-t-on pas engagé à voyager, dans la crainte que par sa présence et par son étourderie il ne nuisît au projet que l'on avait conçu de dissimuler jusqu'au

moment favorable aux vues perfides que l'on se proposait ?

— Je n'ai jamais entendu parler que mon frère d'Artois ait eu le dessein dont vous parlez ; il est parti de son plein gré pour voyager.

— A quelle époque avez-vous employé les sommes immenses qui vous ont été remises par les différens contrôleurs des finances ?

— On ne m'a jamais remis des sommes immenses ; celles qu'on m'a remises ont été employées par moi à payer les gens qui m'étaient attachés.

— N'avez-vous point donné de l'argent pour faire boire les Suisses au mois d'août 1792 ?

— Non.

— N'avez-vous point dit, en sortant, à un officier des Suisses : Bois, mon ami, je me recommande à vous ?

— Non.

— Où avez-vous passé la nuit du 9 au 10 août dont on vous parle ?

— Je l'ai passée avec ma sœur (Élisabeth) dans son appartement, et nous ne nous sommes pas couchées.



— Pourquoi ne vous êtes-vous pas couchées ?

— Parce qu'à minuit nous avons entendu sonner le tocsin de toutes parts, et que l'on nous annonça que nous allions être attaqués.

— N'est-ce pas chez vous que se sont rassemblés les ci-devant nobles et les officiers suisses qui étaient au château, et n'est-ce point là que l'on a arrêté de faire feu sur le peuple ?

— Personne n'est entré dans mon appartement.

— Étiez-vous avec le roi lors de la revue qu'il a faite dans le jardin ?

— Non.

— N'avez-vous point eu un entretien avec d'Affry dans lequel vous l'avez interpellé de s'expliquer si on pouvait compter sur les Suisses pour faire feu sur le peuple ; et, sur la réponse négative qu'il vous fit, n'avez-vous pas employé tour à tour les cajoleries et les menaces ?

— Je ne crois pas avoir vu d'Affry ce jour-là. »

Jacques-René Hébert, substitut du procureur de la commune, fut appelé ici en sa qua-

lité de témoin. Ce monstre, connu sous le nom du *Père Duchêne*, à cause du journal infâme qu'il publiait sous ce nom, était un des jacobins les plus furieux de l'époque. Je l'ai déjà signalé comme inspirant des craintes à Robespierre, en raison de sa popularité immense et de son ambition sans borne. Maintenant il venait combler la mesure de ses crimes par les dépositions calomnieuses et horribles qu'il allait faire contre la reine. Voici ce qu'il dit :

« En ma qualité de membre de la commune du 10 août, je fus chargé de différentes missions importantes qui m'ont prouvé la conspiration d'Antoinette; notamment un jour, au Temple, où j'ai trouvé un livre d'église à elle appartenant, dans lequel était un de ces signes contre-révolutionnaires, consistant en un cœur enflammé, traversé d'une flèche sur laquelle était écrit : *Jesus, miserere nobis*. Une autre fois, je trouvai dans la chambre d'Élisabeth le chapeau de Louis Capet. Cette découverte ne me permit pas de douter qu'il n'existât parmi mes collègues quelques hommes dans le cas de se dégrader au point de servir la tyrannie. Je me rappelle que Tousan

est un jour entré dans la tour avec son chapeau, et qu'il en est sorti nu-tête, en disant qu'il l'avait perdu. Simon (le gardien de Louis XVII) me fit savoir qu'il avait quelque chose d'important à me communiquer. Je me rendis au Temple accompagné du maire et du procureur de la commune. Nous y reçûmes une déclaration de la part du jeune Capet, de laquelle il résulte qu'à l'époque de la fuite de Louis Capet à Varennes, Lafayette était un de ceux qui avaient le plus contribué à la faciliter; qu'ils avaient, pour cet effet, passé la nuit au château; que, pendant leur séjour au Temple, les détenus n'avaient pas cessé de long-temps d'être instruits de ce qui se passait à l'extérieur en leur faisant passer des correspondances dans des hardes et des souliers. Le petit Capet nomma treize personnes comme étant celles qui avaient en partie coopéré à entretenir cette correspondance; que l'un d'eux l'ayant enfermé avec sa sœur dans une tourelle, il entendit qu'il disait à sa mère : Je vous procurerai les moyens de savoir les nouvelles en envoyant tous les jours un colporteur crier près la tour le journal du soir. »

Je ne sais si je dois continuer de transcrire

la déposition de l'abominable Hébert; il y a en moi un sentiment d'horreur qui s'y oppose. Je le surmonterai cependant, parce qu'il est bon pour l'instruction de la postérité de rappeler ce que furent ces hommes. Je tâcherai seulement d'éteindre par le secours des mots l'indignité de la chose.

Hébert, poursuivant :

« Enfin , le jeune Capet , dont la constitution physique dépérissait chaque jour , fut surpris par Simon dans des *actes* indécens et funestes pour son tempérament ; que celui-ci lui ayant demandé qui lui avait appris ce manège criminel , il répondit que c'était à la reine et à sa tante qu'il était redevable de la connaissance de cette funeste habitude. De la déclaration que le jeune Capet a faite en présence du maire et du procureur de la commune , il résulte que ces deux femmes le faisaient coucher entre elles deux , et que là se commettaient les traits de la débauche la plus effrénée ; qu'il n'y avait pas même à douter , par ce qu'avait dit le fils Capet , qu'il n'y ait eu un acte incestueux entre la mère et le fils. Il y a lieu à croire que cette criminelle jouissance n'était point dictée par le plaisir ,

mais bien par l'espoir politique d'énervier le physique de cet enfant, que l'on se plaisait encore à croire destiné à occuper un trône, et sur lequel on voulait, par cette manœuvre, s'assurer alors le droit de régner sur son moral; que, par les efforts qu'on lui fit faire, il en est résulté une incommodité pénible; qu'enfin, depuis que cet enfant n'est plus avec sa mère, il reprend la vigueur de son tempérament. »

J'ai souffert en copiant cette page odieuse dont tout démontre l'indigne fausseté. Il fallait un Hébert pour inventer de tels faits, et un tribunal révolutionnaire pour les ouïr sans indignation. La reine, que je pouvais voir, car j'avais voulu assister à ce procès funeste, conserva, pendant tout le temps que ce misérable parla, une immobilité parfaite; le feu que la vertu alluma dans son œil, et qui resplendit, annonça seul ce qui agitait son âme; et, quand le président lui eut demandé ce qu'elle avait à répondre, elle dit :

« Je n'ai aucune connaissance des faits dont parle le citoyen Hébert; je sais seulement que le cœur dont il parle a été donné à

mon fils par ma sœur. A l'égard du chapeau dont il a parlé, c'est également un présent fait à la sœur du vivant du frère. »

Un juré, prenant alors la parole :

« Citoyen président, je vous invite à vouloir bien observer à l'accusée qu'elle n'a pas répondu sur le fait dont a parlé le citoyen Hébert, à l'égard de ce qui s'est passé entre elle et son fils. »

Le président répéta la question... Oh ! pour cette fois la foudre partit. La reine, se levant noblement, mais avec une contenance où respiraient le mépris, la douceur et une pudique colère :

« Si je n'ai pas répondu, s'écria-t-elle, c'est que la nature se refuse à répondre à une pareille inculpation faite à une mère : j'en appelle à toutes celles qui sont ici. »

Ces paroles, si dignes, si profondément senties, retentirent dans le cœur de tous ceux présents ; ils frémirent eux-mêmes malgré leur rage, et je vis dans la plupart un sentiment de honte s'emparer d'eux ; Hébert baissa le front pour cacher sa rougeur subite, et enfin jusqu'au tribunal de sang proclama, par

l'expression de sa physionomie, que la reine venait de remporter une victoire sur ses bourreaux.

Parmi les témoins qu'on entendit ensuite je signalerai Manuel, l'ancien procureur de la commune, celui qui avait dit à Louis XVI : *Sire, je n'aime pas les rois*. Bien lui en valait de cette haine; déjà les jacobins, à la suite du procès de Louis XVI, l'avaient contraint à donner sa démission de membre de la convention nationale; ils ne s'arrêtèrent pas là contre lui; on l'arrêta, et il était prisonnier quand il fut appelé à déposer contre la reine. Le président profita de l'occasion pour lui adresser les plus sanglans reproches et pour le préparer à la mort, qu'il subit dans le mois de novembre d'après.

Sylvain Bailly parut ensuite. Autre victime de cette révolution à laquelle il avait tant aidé, lui aussi était dans les fers, lui aussi ne tarderait pas à périr sur l'échafaud; car dans les temps de perturbation, les bien-aimés du jour deviennent les victimes du lendemain: le peuple a plus de constance dans sa haine que dans son amour.

Reine Mallot fille, domestique, affirma avoir été instruite par diverses personnes que l'accusée (la reine) ayant conçu le dessein d'assassiner le duc d'Orléans, le roi, qui en fut instruit, ordonna qu'elle fût incontinent fouillée; que par suite de cette opération on trouva sur elle deux pistolets. Alors il la fit consigner pendant quinze jours dans son appartement.

La reine nia; cela devait être. Une pareille déposition ressemblait trop à une calomnie. A qui ferait-on croire que la reine voulût elle-même tuer le duc d'Orléans, et avec des pistolets encore?

Charles-Henri, ex-comte d'Estaing, parut à son tour. Celui-là, non moins que Manuel et Bailly, avait joué un rôle à l'aurore de la révolution. Irrité contre la cour, il s'était prononcé en faveur du peuple, et, ainsi qu'aux deux précédents, le peuple lui témoignerait sa reconnaissance en l'envoyant prochainement à la mort. Sa conduite dans le procès de celle-ci ne l'honora pas; elle fut embarrassée, incertaine, timidement hostile. On put reconnaître qu'il apercevait son propre péril, et que n'importe



à quel prix il voulait y échapper ; néanmoins, dans une des réponses qu'il fit aux questions du président , il dit :

« J'ai entendu des conseillers de cour dire à l'accusée que le peuple de Paris allait arriver pour la massacrer (au 6 octobre 1789), et qu'il fallait qu'elle partît. A quoi elle a répondu avec un grand caractère : Si les Parisiens viennent pour m'assassiner, c'est aux pieds de mon mari que je serai ; mais je ne fuirai pas. »

La reine dit alors :

« Cela est exact ; on voulait m'engager à partir seule, parce que, disait-on, il n'y avait que moi qui courais des dangers. »

Le président au comte d'Estaing :

« Avez-vous eu connaissance des repas donnés par les ci-devant gardes-du-corps ?

— Oui.

— Avez-vous vu qu'on ait crié *Vive le roi !* et *vive la famille royale !*

— Oui ; je sais même que l'accusée a fait le tour de la table en tenant son fils par la main. »

On introduisit dans les débats le comte de La Tour-du-Pin , ancien ministre de la guerre

sous Louis XVI; et parmi les questions qu'on lui fit, je notai celle-ci :

« Avez-vous assisté au conseil du ci-devant roi, le 5 octobre 1789? »

— Oui.

— D'Estaing y était-il?

— Je ne l'y ai pas vu. »

D'Estaing, prenant la parole, répondit : « Eh bien! j'avais ce jour-là meilleure vue que vous, car je me rappelle très-bien vous y avoir vu. »

Jean-François Mathey, autre témoin, concierge de la tour du Temple, déposa qu'à l'occasion d'une chanson dont le refrain était : *Ah! il t'en souviendra du retour de Varennes*, il avait dit à Charles-Louis Capet : « T'en souviens-tu du retour de Varennes? — Ah! oui, dit-il, je m'en souviens bien. » Que lui ayant demandé comment on s'y était pris pour l'emmener, il répondit : « Qu'il avait été emporté de son lit où il dormait, et qu'on l'avait habillé en fille en lui disant : Viens à Montmédy. »

Les débats se prolongèrent sans qu'aucun, malgré le soin apporté par le président et

l'accusateur public, pût véritablement inculper la reine. Le premier, lassé enfin de ses efforts inutiles, demanda à Marie-Antoinette si elle n'avait rien à ajouter à sa défense. Elle repartit :

« Hier, je ne connaissais pas les témoins, j'ignorais ce qu'ils allaient déposer contre moi ; et personne n'a articulé contre moi un fait positif. Je finis en observant que je n'étais que la femme de Louis XVI, et qu'il fallait bien que je me conformasse à sa volonté. »

Hermann ayant clos les débats, Fouquier-Tinville entama son réquisitoire, où il se livra à sa rage contre la reine, et où les mensonges ne manquèrent pas.

Les défenseurs, Tronçon du Coudray, et Chauveau-Lagarde, inspirés par la justice de leur cause, s'élevèrent jusqu'au sublime. Ce fut en pure perte. La mort de l'auguste victime était déjà résolue dans le cœur des juges bourreaux.

Hermann enfin résuma les débats avec une partialité révoltante, et puis posa les questions suivantes :

« 1°. Est-il constant qu'il ait existé des ma-

noëuvres et intelligences avec les ennemis de la république?

« 2°. Marie-Antoinette d'Autriche, veuve de Louis Capet, est-elle convaincue d'avoir coopéré à ces manœuvres, et d'avoir entretenu ces intelligences?

« 3°. Est-il constant qu'il ait existé un complot et une conspiration tendant à allumer la guerre civile dans l'intérieur de la république?

« 4°. Marie-Antoinette d'Autriche, veuve de Louis Capet, est-elle convaincue d'avoir participé à ce complot et à cette conspiration? »

Les jurés se retirèrent, et, après une heure environ de délibération, rentrèrent dans la salle, et déclarèrent toutes les questions résolues à l'affirmative. Le président alors, élevant la voix, dit :

« Si les citoyens qui remplissent l'auditoire n'étaient pas des hommes libres, et par conséquent capables de sentir toute la dignité de leur être, je devrais peut-être leur rappeler qu'au moment où la justice nationale va prononcer, la loi, la raison, la moralité, leur recommandent le plus grand calme, et que la loi leur défend toute marque d'approbation, et qu'une personne, de quelque crime qu'elle

soit couverte, une fois atteinte par la loi, n'appartient plus qu'à l'humanité.

La reine reparut, toujours remplie d'une majesté imposante; elle entendit la déclaration fatale sans en être émue. Voici, à ce sujet, les propres expressions du *Moniteur*, que certes à cette époque on ne soupçonnera pas de pencher en faveur de la royauté et de l'innocence.

« Le président recueille l'opinion de ses collègues, et prononce le jugement suivant :  
« Le tribunal, d'après la déclaration unanime du jury, faisant droit sur le réquisitoire de l'accusateur public, d'après les lois par lui citées, condamne ladite Marie-Antoinette, dite Lorraine d'Autriche, à la peine de mort; déclare conformément à la loi du 10 mars dernier, ses biens, si aucuns elle en a dans l'étendue du territoire français, acquis et confisqués au profit de la république; ordonne qu'à la requête de l'accusateur public, le présent jugement sera exécuté sur la place de la Révolution, imprimé et affiché dans toute l'étendue de la république. »

« Pendant son interrogatoire, Marie-Antoinette a presque toujours conservé une conte-

nance calme et assurée. Dans les premières heures de son interrogatoire, on l'a vue promener les doigts sur la barre du fauteuil, avec l'apparence de la distraction, et comme si elle jouait du *forte-piano*. En entendant prononcer son jugement, elle n'a laissé paraître aucune marque d'altération, et elle est sortie de la salle d'audience sans proférer une parole, sans adresser aucun discours, ni aux juges, ni au public. Il était quatre heures et demie du matin (16 octobre). On l'a reconduite dans la maison d'arrêt de la Conciergerie, au cabinet des condamnés.

« A cinq heures, le rappel a été battu dans toutes les sections, à sept toute la garnison était sur pied. Des canons ont été placés à toutes les extrémités des ponts, places et carrefours, depuis le palais jusqu'à la place de la Révolution. A dix heures, de nombreuses patrouilles circulaient dans les rues; à onze, Marie-Antoinette Capet, en déshabillé piqué blanc, a été conduite au supplice de la même manière que les autres condamnés, accompagnée par un prêtre constitutionnel vêtu en laïc, et escortée par de nombreux détachemens à pied ou à cheval.

« Antoinette, le long de la route, paraissait voir avec indifférence la force armée qui, au nombre de plus de trente mille hommes, formait une double haie par les rues où elle a passé; on n'apercevait sur son visage ni abattement, ni fierté, et elle paraissait insensible aux cris de *vive la république! à bas la tyrannie!* qu'elle n'a cessé d'entendre sur son passage. Elle parlait peu au confesseur; les flammes tricolores occupaient son attention, dans les rues du Roule et Saint-Honoré, elle remarquait aussi les inscriptions placées au faite des maisons. Arrivée à la place de la Révolution, ses regards se sont tournés vers le jardin national (les Tuileries); on apercevait alors sur son visage les signes d'une vive émotion. Elle est montée ensuite sur l'échafaud avec assez de courage. A midi un quart sa tête est tombée, et l'exécuteur l'a montrée au peuple aux cris mille fois répétés de *vive la république!* » (*Moniteur du 27 octobre 1793*).

---

---

## CHAPITRE VII.

Le calendrier républicain est adopté. — On décide que la constitution ne sera pas mise en jeu. — Comité révolutionnaire. — Loi des suspects. — Dictée par Merlin de Douai. — Sage mesure du comité de salut public que Robespierre fait rejeter. — Catégories des suspects par Chaumette. — Procès des girondins. — Récit des intrigues tendantes à provoquer un décret contre la liberté des débats. — Discours d'Audouin. — Lettre d'Hermann. — Décret que j'aurais voulu.

Le supplice injuste de la reine de France allait sous peu être vengé par celui des girondins, qui les premiers l'avaient conduite à l'échafaud, par celui d'Égalité, son ennemi implacable, et enfin par la mort également violente d'Hébert, l'un des chefs du parti jacobin. Les historiens particuliers de cette auguste princesse raconteront et les souffrances et les actes qui précédèrent son dernier moment. Je regrette de ne pouvoir ici le faire; mais je ne le pourrais qu'en m'écartant par trop du plan dans lequel je dois me renfermer.



Le 6 octobre nous commençâmes à dater de l'ère républicaine; on abandonna le calendrier grégorien et la manière de compter l'année de presque toute l'Europe, pour se placer dans un isolement dont les difficultés se présenteraient sans fin. On prétendait tout effacer des traces de l'ancien régime, et pour cela on voulut faire violence jusque dans les usages les plus familiers de la vie civile. En conséquence on décréta : 1° que l'année désormais serait de trois cent soixante jours ; 2° que cinq ou six jours, suivant le cas, seraient ajoutés à la fin du dernier mois pour retrouver la marche du soleil; que ces jours collectivement s'appelleraient *complémentaires*; que chaque mois serait composé de trente jours, divisé en trois décades, et que les noms des jours seraient *primidi, duodi, tridi, quartidi, quintidi, sextidi, septidi, octodi, nonodi* et *décadi*, que ce dernier serait le jour du repos; 3° que les mois porteraient les noms de *vendémiaire, brumaire, frimaire, nivose, pluviôse, ventose, germinal, floréal, prairial, messidor, thermidor* et *fructidor*; 4° enfin que l'année républicaine commencerait le 22 septembre de l'ère vieille, jour où la république avait été fondée.

Ce calendrier n'avait pas le sens commun ; il jetait de la confusion sur tout ce qui pouvait y avoir du rapport , et particulièrement dans les opérations commerciales. L'époque de son commencement était mal choisie , puisqu'elle avait lieu en l'automne , et que , pour bien faire , il aurait fallu choisir le solstice du printemps , où en effet la nature se renouvelle. Un repos au bout de dix jours seulement était trop retardé ; la dénomination des mois , bonne à Paris , où elle se rapportait aux époques des travaux agricoles ou à l'état du ciel , devenait ridicule dans le midi. Je ne signale que les principaux inconvéniens de cette mesure , qu'on acheva de frapper de ridicule en substituant dans les almanachs les noms de certaines plantes utiles et d'instrumens aratoires aux noms des saints ; il eût mieux valu rappeler le souvenir des grands hommes , anciens ou modernes , car enfin on ne pouvait appeler une fille *charrue* , ni un garçon *concombre*.

Nous fûmes quelques-uns à nous opposer à ce changement. On nous imposa silence en criant que nous penchions vers l'aristocratie , et en nous montrant l'échafaud en perspective ; il fallut donc laisser faire , et recevoir

en tout la loi qu'une folie active prétendait nous imposer.

Le 9 octobre on fit mieux : certains parmi les jacobins, Danton en tête, avec ceux de son bord, Hébert, Chaumette, etc., demandaient que la constitution acceptée fût mise à exécution. Robespierre, dont le bon sens concevait l'impossibilité d'une mesure pareille, ne voulait pas la souffrir ; et malgré une lutte vive, fit décréter par la convention, que l'acte constitutionnel bon à un peuple en état de paix ne pouvait convenir à une nation en état de guerre ; que les nécessités de l'urgence pour la défense de la patrie demandaient que tout restât dans l'arbitraire et dans l'omnipotence de la convention ; que jusqu'à la paix générale le gouvernement resterait investi de la dictature et en plein pouvoir révolutionnaire.

Ainsi une constitution faite pour accorder au peuple une liberté illimitée avait pour premier résultat de le maintenir dans une tyrannie cruelle ; en vérité il n'était pas besoin de renverser le trône pour arriver à une telle conséquence.

Ce fut ici le premier choc sérieux que se

livrèrent les deux partis jacobins , bien qu'en apparence la cordialité entre eux fût entière. Les enfans perdus de chaque bord se lancèrent à l'escarmouche , et l'on put voir déjà vers où la victoire pencherait en cas de combat sérieux.

En attendant , on décréta la formation d'une *armée révolutionnaire* de six mille hommes , destinée non à aller combattre les ennemis du dehors , mais à porter la terreur , le pillage et la mort dans l'intérieur. Cette création funeste eut des conséquences affreuses , il s'éleva sur toute la surface de la république des corps à l'instar de celui-là , et avec la même dénomination , qui firent un mal immense ; l'instrument du supplice les accompagnait.

On décréta ensuite l'arrestation des *suspects* , terme vague et d'autant plus redoutable dans son application. Ce fut par les fédérés venus à l'acceptation de la constitution de 1793 , que les montagnards , dirigés par Robespierre , firent demander cette loi injuste Elle disait :

Article 1<sup>er</sup>. « Immédiatement après la publication du présent décret , tous les gens

suspects qui se trouvent sur le territoire de la république, et qui sont encore en liberté, seront mis en état d'arrestation.

Art. II. Sont réputés gens suspects, 1°. ceux qui, soit par leur conduite, soit par leurs relations, soit par leurs propos ou par leurs écrits, se sont montrés partisans de la tyrannie et du fédéralisme, et ennemis de la liberté. 2°. Ceux qui ne pourront pas justifier, de la manière prescrite par la loi du 21 mars dernier, de leurs moyens d'exister et de l'acquit de leurs droits civiques. 3°. Ceux à qui il a été refusé des certificats de civisme. 4°. Les fonctionnaires publics suspendus ou destitués de leurs fonctions par la convention nationale, ou par les commissaires, et non réintégrés, notamment ceux qui ont été destitués en vertu de la loi du 14 août dernier (qui excluait les nobles de toutes fonctions). 5°. Ceux des ci-devant nobles, et ensemble les maris, les femmes, les pères, les mères, fils ou filles, frères ou sœurs, et agens d'émigrés, qui n'ont pas constamment manifesté leur attachement à la révolution. 6°. Ceux qui ont émigré dans l'intervalle du 1<sup>er</sup> juillet 1789, à la publication de la loi du

8 avril 1792 , quoiqu'ils soient rentrés en France dans le délai fixé par cette loi , ou précédemment. 7°. Les comités de surveillance établis par la loi du 21 mars dernier, ou ceux qui leur ont été substitués, soit par arrêtés des représentans du peuple envoyés aux armées ou dans les départemens, soit en vertu des décrets particuliers de la convention nationale, sont chargés de dresser, chacun dans son arrondissement, la liste des gens suspects, de délivrer contre eux des mandats d'arrêt, et de faire apposer les scellés sur leurs papiers; les commandans de la force publique, à qui seront remis ces mandats, seront tenus de les mettre à exécution sur-le-champ, sous peine de destitution. 8°. Les membres du comité ne pourront ordonner l'arrestation d'aucun individu sans être au nombre de sept, et à la majorité absolue des voix. 9°. Les individus arrêtés comme suspects seront d'abord conduits dans la maison d'arrêt, au lieu de leur détention; à défaut de maison d'arrêt, ils seront gardés à vue dans leurs demeures respectives. 10°. Dans la huitaine suivante, ils seront transférés dans les bâtimens nationaux, que les administrateurs

des départemens seront tenus , aussitôt après la réception du présent décret, de désigner et de faire préparer à cet effet. 12°. Les détenus pourront faire transporter dans ces bâtimens les meubles qui leur seront d'une absolue nécessité ; ils y seront gardés jusqu'à la paix. 13 . Les frais de garde seront à la charge des détenus, et seront répartis entre eux également. Cette garde sera confiée de préférence aux pères de famille , ou aux parens des citoyens qui sont ou marcheront aux frontières. Le salaire en est fixé pour chaque homme de garde à la valeur d'une journée et demie de travail. 14°. Les comités de surveillance enverront sans délai au comité de sûreté générale de la convention nationale l'état des personnes qu'ils auront fait arrêter , avec les motifs de leur arrestation, et les papiers qu'ils auront saisis sur elles. 15°. Les tribunaux civils et militaires pourront, s'il y a lieu, faire retenir en état d'arrestation , et envoyer dans les maisons ci-dessus énoncées , les prévenus de délit à l'égard desquels il serait déclaré qu'il n'y a pas lieu à accusation , ou qui seraient acquittés des accusations portées contre eux. ✽

J'ai voulu rapporter dans toute son étendue cette loi infâme, cette loi contraire à tous les principes d'ordre social et naturel. Ce fut Merlin de Douai qui en dressa les dispositions, qui la soutint à la tribune, qui la fit adopter. Aussi, lui en est-il demeuré le surnom de *Merlin suspect*, qu'il mérite trop bien. Une mesure pareille acheva de porter la terreur et le désespoir dans toutes les familles honorables de France, qui plus ou moins subirent la rigueur de la volonté de Merlin de Douai et de ses collègues.

Le comité de salut public, épouvanté lui-même de la perturbation que ceci jetterait dans toute la France, se détermina à poser une borne à l'arbitraire. Barrère vint de sa part proposer à la convention de créer une section de cinq membres, qui serait adjointe au comité de sûreté générale, et dont le travail consisterait à vérifier chaque jour les motifs des diverses détentions et à accorder des mandats de liberté à la majorité de trois voix sur cinq.

Robespierre, alors membre du comité de salut public, y avait repoussé de tous ses moyens cette mesure équitable; n'ayant pu



l'emporter, il intrigua tant, ou, pour mieux dire, inspira une telle frayeur à la convention que le projet de décret fut réjeté. Voilà où nous en étions du fait de la liberté.

De la liberté? il n'y en avait plus. Voici comment une circulaire de Chaumette, rédigée relativement à la loi des suspects, classait ceux-ci.

« Sont suspects 1°. ceux qui, dans les assemblées du peuple, arrêtent son énergie par des discours astucieux, des cris turbulens, des murmures.

2°. Ceux qui, plus prudens, parlent mystérieusement des malheurs de la république, s'affectent sur le sort du peuple, et sont toujours prêts à répandre de mauvaises nouvelles avec une douleur affectée.

3°. Ceux qui ont changé de langage et de conduite selon les événemens, qui, muets sur les crimes des royalistes, des fédéralistes, déclament avec emphase contre les fautes légères des patriotes et affectent, pour paraître républicains, une austérité, une sévérité affectée qui se dément dès qu'il s'agit d'un modéré ou d'un aristocrate.

4°. Ceux qui plaignent les fermiers et mar-

chands avides contre lesquels la loi est obligée de prendre des mesures.

5°. Ceux qui, ayant toujours les mots de république, liberté et patrie sur leurs lèvres, fréquentent les ci-devant nobles, les prêtres contre-révolutionnaires, les aristocrates, les feuillans, les modérés, et s'intéressent à leur sort.

6°. Ceux qui n'ont pris aucune part active dans tout ce qui intéresse la révolution, et qui, pour s'en disculper, font valoir le payement de leurs contributions, leurs dons patriotiques, leurs services dans la garde nationale par remplacement ou autrement.

7°. Ceux qui ont reçu avec indifférence la constitution républicaine et ont fait part de leurs fausses craintes sur son établissement et sa durée.

8°. Ceux qui, n'ayant rien fait contre la liberté, n'ont aussi rien fait pour elle.

9°. Ceux qui ne fréquentent pas leur section et qui donnent pour excuse qu'ils ne savent pas parler, et que leurs affaires les en empêchent.

10°. Ceux qui parlent avec mépris des autorités constituées, des signes de la loi, des

sociétés populaires et des défenseurs de la liberté.

11°. Ceux qui ont signé des pétitions contre-révolutionnaires ou fréquenté des sociétés et des clubs anti-civiques.

12°. Enfin, les partisans de Lafayette et les assassins qui se sont transportés au Champ-de-Mars lorsque Bailly déploya le drapeau rouge. »

Il était impossible à quiconque déplairait à un Jacobin de ne pas appartenir à l'une de ces catégories : la France entière devait donc être changée en une vaste prison, et cela eut lieu.

Je ne finirais pas si je rappelais la masse des lois folles, absurdes et toujours cruelles qui signalèrent les séances de la convention depuis le 31 mai 1793 jusqu'au 9 thermidor de 1794. Je veux presser mon récit, autant que possible, et vais passer au procès des girondins.

Dans la séance où Amar lut son rapport contre ces proscrits, une mesure avait été demandée par lui lorsqu'il monta à la tribune, et j'en ai parlé précédemment. Il exigea que, par un décret, la convention se consi-

gnât elle-même aux portes du lieu de ses séances et qu'aucun des spectateurs répandus dans les galeries publiques n'eut la faculté d'en sortir avant la décision qui allait être prononcée.

Cette mesure extraordinaire, dont nous demeurâmes surpris, ceux du moins qui n'étaient pas dans la confiance, avait pour but d'empêcher que plusieurs députés girondins, qui n'étaient pas encore compris dans cette proscription et qui allaient y être enveloppés, ne pussent s'évader au moment où ils entendraient prononcer leurs noms. En effet, plusieurs de ces derniers, qui ne s'attendaient pas à ce coup d'autorité, voulurent élever la voix quand ils se virent signalés; mais leurs objections furent vaines : on leur répondit qu'ils feraient entendre leurs réclamations devant le tribunal révolutionnaire, et l'on décréta d'accusation comme prévenus de conspiration *contre l'unité et l'indivisibilité de la république*, les députés ci-après nommés, savoir : Brissot, Vergniaux, Gensonné, Duperret, Catra, Sillery, Fonfrède, Condorcet, Fauchet, Doulcet, Ducos, Garçon, Mollevaut, Gardien, Dufriche-Valazé, Salles, Duprat, Main-

vielle, de la Haye, Bonnet, la Caze, Mazurier, Savary, le Hardy, Boilleau, Rouyer, Antiboul, Lasource, Lesterpt-Beauvais, Simard, Duchatel, Duval, Deverité, Besson, Noël, Coutard, Andrey, Grange-Neuve, Vigée et Philippe-Egalité.

Ce dernier fut décrété d'accusation sur la motion qu'en fit en cette séance Billaud Varrenne. A cette époque, Egalité était renfermé à Marseille dans le fort Saint-Jean, et si les députés girondins durent être étonnés de quelque chose, ce fut de se voir accoler par le même acte d'accusation à cet Egalité qui sans doute avait pu conspirer contre l'unité de la république, et dont ils avaient si souvent provoqué le bannissement à cause des machinations dont cet homme s'était rendu coupable envers la république, ainsi que ses partisans.

Par l'article 2 de ce décret, il ne fut rien changé à celui du 28 juillet précédent, qui avait déclaré traîtres à la patrie les députés dont j'ai déjà donné les noms, et comme par ce décret ils étaient mis hors la loi, quelques-uns d'entre eux étant tombés dans les mains des sans-culottes, furent conduits au supplice sans autre formalité de la part des juges.

que de constater leur identité. Tel avait été le sort de Gorsas à Paris, et à Bordeaux celui de Biroteau et de Cussy.

Comme les chefs étaient en mesure de proscrire, il ne leur en coûtait pas davantage d'étendre leur rigueur sur un plus grand nombre de nos collègues, et Amar, dans son rapport, avait demandé aussi l'acte d'accusation et la translation au tribunal révolutionnaire de tous ceux d'entre nous qui avaient signé les protestations des 6 et 16 juin dernier. On ne s'attendait guère à ce qui arriva : Robespierre parla en leur faveur et les sauva ainsi de la mort. Pourquoi, dans cette circonstance, se relâcha-t-il de sa sévérité accoutumée, quelle idée l'emporta en lui sur son amour du sang ? On n'a jamais pu le savoir.

Peut-être que, lisant dans l'avenir, il n'était pas fâché de s'attacher, par la reconnaissance, des hommes dont il pourrait se servir utilement un jour. Il est certain qu'aux approches du 9 Thermidor et lorsque résolument il marchait à la tyrannie, il tenta des efforts incroyables pour qui l'a connu, afin d'attirer à lui ce reste du parti de la gironde et leurs adhérens ; il fit valoir à leurs yeux ce

qu'il avait fait pour eux, que sans lui ils n'existeraient plus, et la gratitude que ceux-là lui en conservaient peut-être même involontairement fut sur le point de faire manquer cette journée mémorable où nous parvinmes à briser son joug odieux.

Quoi qu'il en soit, ce fut lui qui, en cette circonstance, sauva les signataires desdites protestations. L'article 4 du décret rédigé et sollicité par Amar portait seulement que ces signataires seraient mis en état d'arrestation dans une maison d'arrêt et les scellés apposés sur leurs papiers.

Vergniaux et nos autres collègues contre lesquels on venait de rendre un acte d'accusation, furent aussitôt traduits devant le tribunal révolutionnaire, qui avait ordre de les égorger en feignant d'appliquer la loi. Leur acte d'accusation renfermait des allégations vaines; le procès capital fut qu'on leur reprocha d'avoir voulu diviser la France en plusieurs républiques fédératives, et par là d'aspirer à rompre l'unité de la république et d'être la cause de l'effusion de sang qui avait coulé depuis le 21 juin.

Les témoins à charge contre ces députés

étaient, parmi les principaux, Hébert, Chaumette, Desfieux, et les représentans Dutrein, Fabre - d'Églantine, Chabot. Tous avaient déjà été leurs accusateurs à la tribune ou aux jacobins. les accusés se défendirent avec tant de chaleur et d'entraînement que l'auditoire, quoique renforcé de l'élite des sans-culottes et de gens dévoués aux meneurs, fut un moment attendri; la conviction de leur innocence faisait des progrès sur la multitude; la commune et les jacobins en conçurent de l'effroi; la terreur les saisit que les fondateurs réels de la république n'échappassent aux bourreaux et ne reprissent sur la multitude leur ascendant naturel. On se hâta donc de prendre des mesures pour que les accusés ne pussent se soustraire au coup qui les menaçait.

Comme l'instruction se continuait et qu'on ne voulait pas qu'elle allât plus loin, Hébert se chargea d'abord d'empêcher que les journalistes, qui rendaient compte de ce qui se passait au tribunal révolutionnaire, insérassent dans leurs feuilles la vérité des faits et l'énergie de la défense des accusés. En conséquence, il dénonça les journalistes aux jacobins, comme vendus à la gironde, et il fut



convenu, dans une séance de cette société, qu'on députerait au comité de sureté générale de la convention pour solliciter l'arrestation de tous les journalistes contre-révolutionnaires qui avaient rendu compte d'une manière infidèle des débats dans l'affaire de Brissot et consorts ; on arrêta de plus, dans la même séance, que cinq commissaires jacobins assisteraient désormais aux séances du tribunal révolutionnaire, et en feraient imprimer l'extrait ; précaution infâme qui n'avait d'autre but que de charger les faits qu'on imputait aux accusés, et d'atténuer ou tronquer les réponses qu'ils faisaient à ces inculpations.

On ne s'en tint pas là ; pour couper court plus vite à ces débats qu'on redoutait, parce que chaque jour la défense des girondins devenait plus lumineuse ; ces mêmes jacobins trouvèrent plus expédient de faire demander leurs têtes à la Convention. En conséquence, une députation, prise dans leur sein, se présente à la barre, et Audouin, gendre du maire Pache, portant la parole, nous harangua ainsi :

« Citoyens représentans, vous avez créé un tribunal révolutionnaire chargé de punir les

conspirateurs ; nous pensions que l'on verrait ce tribunal , dénonçant le crime d'une main , le frapper de l'autre ; mais il est encore asservi à des formes qui compromettent la liberté : quand un coupable est saisi commettant un assassinat , avons-nous besoin de compter les coups qu'il a donnés pour être convaincus de son forfait ? Eh bien , les délits des députés sont-ils plus difficiles à juger ? n'a-t-on pas vu les crimes du fédéralisme , des citoyens égorgés , des villes détruites , voilà leur attentat. Pour que ces monstres périssent attend-t-on qu'ils se soient noyés dans le sang du peuple ? Le jour qui éclaire un crime d'État ne doit pas achever de fuir pour les conjurés. Vous avez le maximum de l'opinion ; frappez. Nous vous proposons de débarrasser le tribunal révolutionnaire des formes qui étouffent sa conscience , d'ajouter une loi qui donne aux jurés la faculté de déclarer qu'ils sont assez instruits ; alors les traîtres seront déçus et la terreur sera vraiment à l'ordre du jour. »

Nous écoutâmes l'orateur avec des sentimens bien différens ; ceux de nous , qui avaient conservé quelque pudeur , frémissaient à cette

irruption de la force dans le sanctuaire de la justice; les autres, trépignant de joie, s'écriaient que ce serait le seul moyen de sauver la république. Robespierre, s'emparant de cette proposition, la réduisit en motion que Barrère appuya de toute son éloquence, et, pour que rien ne manquât à l'ensemble de cette nouvelle infâmie, Hermann, président du tribunal révolutionnaire, eut l'impudence de soutenir la demande des jacobins par une lettre dans laquelle il mandait à la convention que les accusés voulaient éterniser leur procès en faisant chacun une plaidoirie générale.

« La France entière, disait cet homme de sang dans cette pièce sans exemple, la France entière accuse ceux dont nous instruisons le procès; les preuves de leurs crimes sont évidentes. Chacun dans son ame a la conviction qu'ils sont coupables; le tribunal pourtant ne peut rien faire, il faut qu'il suive la loi. C'est à la convention à faire disparaître toutes les formes qui entravent sa marche. »

Les vœux des jacobins et du tribunal furent exaucés; une majorité criminelle décréta la loi abominable qu'on lui demandait et no-

tre déshonneur fut consommé. Je dis que la majorité fut criminelle; c'est incontestable; mais ce que je dois ajouter, c'est que, lorsque les assemblées délibérantes enfreignent les lois éternelles de la nature et celles de la société, c'est alors un devoir que de leur résister en face; et, comme par ce fait elles se mettent en état de forfaiture contre la nation, elles perdent tout droit à l'obéissance. C'est là le moment où l'insurrection à main armée devient véritablement le plus saint des devoirs.

Notre décret franchit toutes les bornes, dépassa l'excès de la tyrannie; j'aurais préféré, qu'agissant avec plus de franchise, on eût décrété simplement :

« Chaque fois que le tribunal révolutionnaire voudra trouver des coupables parmi les accusés, il le pourra, et, sur la seule déclaration qu'il le veut ainsi, les prévenus, sans aucune formalité, seront immédiatement remis à l'exécuteur des hautes œuvres de la justice nationale. »

---

---

## CHAPITRE VIII.

Suite du procès des girondins. — Leurs derniers momens.

— Égalité rappelé en scène. — Épigramme de Lebrun.

— Vie d'Égalité à Marseille. — Détails relatifs à sa rentrée à Paris et jusqu'à sa mort. — Révélation curieuse de Tallien touchant un projet de mariage entre Robespierre et la fille Égalité.

A peine le décret qui autorisait le jury à cesser l'instruction du procès dès qu'il se croirait suffisamment instruit, fut-il parvenu au tribunal, que le juré Antonelle demanda que les débats fussent clos; on n'osa pas le premier jour admettre sa requête, mais le lendemain la chose eut lieu. Antonelle, à l'instant convenu, se leva de nouveau; et, parlant au nom de ses collègues :

« Je déclare, dit-il, que la conscience des jurés est suffisamment éclairée. »

Le président dit alors :

« Je vous invite, au nom de la loi, à passer dans la chambre du conseil pour y délibérer. »

Les jurés sortirent de l'audience, il était sept heures. Le président ordonna aux gendarmes d'emmener les prévenus. La salle demeura livrée au tumulte de l'auditoire, remplie de jacobins, et qui demandaient à haute voix que le jugement ne se fit pas attendre. A dix heures du soir, les jurés rentrèrent. Un silence profond régna de tous côtés. Le président adressa aux jurés les questions suivantes :

« Est-il constant qu'il ait existé une conspiration contre l'unité et l'indivisibilité de la république, la sûreté et la liberté du peuple français ?

— Oui, répondit le chef du jury.

— Est-il constant que les prévenus ici présents (il les désigne tous par leurs noms) soient convaincus d'en être les auteurs ou les complices ?

— Oui. »

Le président prit ensuite l'avis de ses confrères, entendit l'accusateur public, et prononça la peine de mort contre tous les coupables. Ceux-ci furent rappelés à la barre; lecture leur fut faite de la décision du jury et du jugement du tribunal. Les girondins,

qui espéraient mieux, n'écouteront pas avec calme; un grand mouvement se fit parini eux. L'auditoire, immobile, s'anima ensuite, et les insulta. Gensonné demanda vainement la parole sur l'application de la peine; ses camarades ne pouvaient se contenir; les uns criaient *vive la république!* les autres invectivaient les juges; quelques-uns jetèrent à la foule des poignées d'assignats en criant : *à nous, nos amis!* Mais ils n'avaient là que des ennemis acharnés avides de leur perte. On foula aux pieds les assignats, on leur reprocha leur conduite, et le président commanda à la force armée de les emmener hors de la salle.

Tout-à-coup un nouveau mouvement se manifesta parmi les condamnés, et Fouquier-Tinville, auquel on va parler, demande à être entendu.

« Citoyens juges, dit-il, sur le fait qui vient de m'être dénoncé qu'un des condamnés, au moment où on lui a prononcé son jugement, s'est poignardé, je requiers que deux huissiers aillent s'informer de son nom, et conduisent auprès de lui un officier de santé; que dans le cas où le condamné se serait par la

mort soustrait à son jugement, son cadavre soit porté sur une charrette et exposé au lieu du supplice.

C'était Valazé..... Fonfrède dit à Ducos : « Mon frère, c'est moi qui te donne la mort.— Console-toi, lui fut-il répondu, nous mourrons ensemble. » Lasource dit à Jary : « Je meurs le jour où le peuple a perdu la raison; vous mourrez quand il la recouvrera. »

Cependant on les presse, on les violente pour qu'ils aient à sortir. Ils s'y résolvent enfin, et tous chantent en chœur la strophe de la *Marseillaise* où se trouvent ces vers, applicables à leur situation :

Contre nous de la tyrannie  
Le couteau sanglant est levé.

Vergniaux avait conservé du poison, qu'il réservait afin de pouvoir disposer de sa dernière heure. Il le jeta en disant qu'il voulait mourir avec ses amis. Ils passèrent la nuit à s'entretenir ensemble, et le lendemain 31 octobre marchèrent au supplice, moins d'un an après la mort de leur roi. Les lâchetés, en temps de discorde publique et de révolution,



ne sont guère utiles. Il est rare qu'on en recueille le fruit.

Ceux qui moururent ce jour là possédaient sans doute des talens extraordinaires , peut-être même avaient-ils des vertus. Mais le mauvais emploi qu'ils en firent leur devint fatal ; ils expirèrent avec le désespoir de s'avouer qu'ils avaient marché dans une mauvaise voie.

Le supplice d'Égalité suivit de près celui des girondins , avec lesquels on affecta de le confondre. J'ai raconté comment on l'avait arrêté , comment l'ordre vint de le transférer à Marseille. La haine qu'il inspirait à tout ce qui avait le sentiment de la vertu se manifesta par une joie extraordinaire de la mesure de rigueur qui l'atteignait , en récompense de ses crimes. On l'insulta de toutes façons , et un rimeur, on dit que c'est le fameux Le Brun , lança contre lui l'épigramme suivante. On doit savoir, pour la bien comprendre , qu'au moment de la révolution les forçats remplissaient leurs peines sur les galères dans le port de Marseille.

Toujours sur l'humide élément  
D'Orléans a fait des merveilles ;

Et le grand vainqueur d'Ouessant,  
Va, dit-on, ramer à Marseille.  
Rendons grâce à la liberté  
Qu'il va porter sur nos galères ;  
Un amant de l'égalité  
N'y peut rencontrer que des frères.

Un auteur bien informé dit qu'il avait passé les premiers jours de son arrestation à Marseille à se désespérer ; l'espoir sembla ensuite renaître dans son âme. Il profita alors des adoucissements qu'on lui procurait dans sa prison , pour se livrer avec fureur à toute la brutalité de ses anciens goûts. Dépourvu de ces talens agréables qui charment les loisirs d'un prisonnier, incapable d'aucune sorte d'application , il passait ses journées à se gorger de vins et de viandes , de liqueurs , avec les prostituées que son argent attirait auprès de lui. Ses gardiens, qui ne savaient pas si leur prisonnier serait un jour leur maître, n'osaient s'opposer à aucune de ses fantaisies.

La vie qu'il menait était si licencieuse , si hideusement scandaleuse, que le prince de Conti , qui partageait la même prison, ne put y tenir ; il écrivit à la convention pour s'en plaindre, et lui représenter qu'il préférait la

mort au supplice d'être sans cesse en face de cet homme. Il demandait en conséquence sa translation dans une autre prison.

Égalité parut enfin devant le tribunal criminel des Bouches-du-Rhône, qui le déchargea de toute accusation, à tel point, quoique détenu, il parut redoutable. Alors il demanda son élargissement à la convention, qui passa à l'ordre du jour après la lecture de sa lettre, que j'ai rapportée au chapitre II de ce volume.

Il y avait six mois qu'il végétait à Marseille, lorsque Robespierre dit un premier mot, mais obscur, et tellement, qu'on ne sut ce qu'il voulait faire de ce grand coupable. Alors Amar, qui avait le mot, comprit Égalité dans l'acte d'accusation des girondins, et déjà un ordre était survenu de le conduire à Paris. Les gendarmes chargés de sa garde le traitèrent avec respect; il entra à la Conciergerie; et comme il n'avait aucun soupçon de ce que Robespierre machinait contre lui, cette prison ne parut pas l'effrayer; il n'y montra ni crainte ni frayeur, il parut plutôt gai que triste.

Le concierge eut pour lui de grands égards. Ce concierge m'a assuré qu'Égalité se com-

porta avec dignité, et même avec une sorte de hauteur. On voyait bien (ce sont ses propres expressions) qu'il se souvenait d'avoir été premier prince du sang; il me traitait avec honnêteté, mais sans aucune sorte de familiarité. Le mot de citoyen ne sortait jamais de sa bouche; il buvait tout le long du jour, et encore une partie de la nuit; il buvait de préférence du vin blanc de Champagne; il n'avait nulle idée qu'il devait mourir. Pendant les heures qu'il donnait au sommeil, il dormait profondément; il ne parlait jamais des affaires publiques.

Le jour même où il monta au tribunal révolutionnaire, il lui arriva, une heure ou deux avant d'y paraître, un panier de vin de Champagne. En le recevant, il dit au concierge : « Voici, M. Lebeau, le meilleur vin qu'il soit possible de boire; je vous jure que jamais personne au monde n'en a bu, je ne dis pas de meilleur, mais d'aussi bon. » Lebeau, cédant à ses instances, ôta son chapeau, et tendit un verre qu'Égalité lui remplit deux fois. Quant à Égalité, il but sans se reposer une bouteille entière, en disant à chaque coup : « Ah ! que c'est bon. Ce fut son dernier repas. »

Ce fut dans la nuit du 5 au 6 novembre qu'il arriva, et dès le matin on lui annonça qu'il allait paraître devant le tribunal révolutionnaire. On lui fit connaître alors l'acte d'accusation sur lequel il allait être jugé; son étonnement fut grand en voyant que cet acte était le même que celui qui avait été dressé contre les girondins ses ennemis, et sur lequel ils avaient été condamnés à mort. On ne s'était pas même donné la peine d'en faire un autre qui pût être applicable à Égalité; et parmi les motifs qu'il contenait, il est à remarquer qu'on y avait laissé subsister le chef d'accusation, dirigé particulièrement contre Carra, et contenant le grief que ce dernier avait cherché à porter le duc d'Yorck sur le trône de France. Il était de toute impossibilité qu'Égalité s'en fût rendu coupable, car certes ce n'était que pour son compte et pour celui de son fils qu'il avait voté et fait décider la mort de Louis XVI.

Lorsque Égalité entendit la lecture de cet article, il dit avec impatience: « Mais, en vérité, ceci a l'air d'une plaisanterie. » Il fut bientôt après amené devant le tribunal révolutionnaire, où il trouva son co-accusé Coutard,

dont on n'avait pu se saisir assez à temps pour le réunir aux girondins, qui avaient été exécutés le 21 octobre précédent. Il vit là aussi le plus ardent de ses amis, Voidel, qui venait le défendre, lui gardant jusqu'alors une fidélité d'autant plus estimable qu'elle était dangereuse, la mort selon toute apparence devant en être le prix.

Dès qu'Égalité eut pris place, l'interrogatoire commença, et le greffier lut aux deux prévenus l'acte d'accusation, premièrement composé. Fouquier-Tinville leur fit ensuite subir un interrogatoire insignifiant; enfin, Voidel, Coutard et son défenseur ayant été entendus, Hermann prononça le jugement en ces termes :

« Le tribunal, d'après la déclaration unanime du jury, portant que Louis-Joseph-Philippe Égalité et Anne-Pierre Coutard, ex-députés à la convention nationale, sont convaincus d'être les auteurs ou complices de la conspiration qui a existé contre l'unité et l'indivisibilité de la république, contre la liberté et la sûreté du peuple français, condamne lesdits Égalité et Coutard à la peine de mort. »

Coutard en entendant ce terrible arrêt

perdit toute force et tout courage. Égalité n'en parut ni étonné ni ébranlé ; il s'écria d'une voix forte : « Eh bien ! marchons tout de suite. » Puis il ajouta : « Dès qu'on était décidé à me faire périr, on aurait dû chercher des prétextes plus plausibles pour y parvenir , car vous ne persuaderez jamais à qui que ce soit que vous m'avez cru coupable de tout ce dont vous venez de me déclarer convaincu , et vous moins que personne, vous qui me connaissez bien. »

Et en disant ceci , il regarda fixement Des-tournelle, chef du jury , qui avait eu des relations avec lui.

« Au reste, continua-t-il, puisque mon sort est décidé, je vous demande de ne pas me faire languir ici jusqu'à demain , et d'ordonner que je sois conduit sur-le-champ à la mort. »

Il descendit ensuite d'un pas ferme les gradins de l'estrade sur laquelle il était assis, et s'avança, la tête haute, dans la salle où les exécuteurs l'attendaient. On avait prévenu son vœu de périr dans la journée. Il ne donna aucun signe de faiblesse. Il eut pour compagnons , Coutard et trois autres infortunés nommés

Lavroque, Gandier et Brousse; celui-ci était un pauvre serrurier, qui à la vue d'Égalité s'écria douloureusement :

« On veut donc me punir deux fois en m'accusant avec un homme souillé de tant de crimes? »

Et sur le fatal tomberau il se recula tant qu'il put, afin de faire voir qu'il n'était pas de la compagnie d'Égalité. Tous furent placés sur la même charrette, où prit place aussi un confesseur en habit laïc, le costume ecclésiastique étant alors interdit. Égalité malgré l'énergie de désespoir qu'il avait montrée jusqu'alors, éprouva un léger frémissement, naturel sans doute, à ce moment suprême du dénouement. Il résulte du rapport de tous ceux qui l'ont vu aller au supplice, qu'il devint alors supérieur à son adversité. On a prétendu que de toute sa vie il ne fut prince que ce jour-là; sa contenance demeura noble et altière; sa tête, qu'il portait fort bien, dominait celle de ses compagnons, qui semblaient affaissés sous le poids de leur infortune.

Ce fut vers les quatre heures et demie que le cortège funèbre sortit de la cour du Palais. On comptait si peu dans Paris qu'Égalité en



ferait partie, qu'il y avait un très petit nombre de personnes au moment du départ. Mais dès que le bruit se fut répandu qu'il allait être exécuté, des flots de peuple se précipitèrent de toutes parts sur son passage, ce qui rendit le trajet jusqu'à la place de l'exécution fort long.

Les Parisiens montrèrent bien en cette occasion toute l'horreur que leur inspirait ce conspirateur, dont les dernières années avaient été si fatales à la France; n'étant plus contenus par aucune considération, ils épanchèrent sans ménagement la haine qu'ils lui portaient. On lui reprocha, sans aucune pitié, tous les actes licencieux ou criminels de sa vie, ses menées sur les grains, le massacre des gardes du corps, les journées des 20 juin, 10 août, 2 et 3 septembre 1792, son animosité contre la famille royale, son ambition, son avidité pour l'argent. « C'est toi, lui disait-on, qui fis périr le prince de Lamballe et sa femme; tu as voté la mort de ton parent, eh bien! tu vas aussi recevoir la mort. Misérable, tu voulais être roi, le ciel est juste, ton trône sera un échafaud. »

Cette scène, prolongée pendant la durée de

la route, fut horrible, quoique bien méritée. Égalité entendait ces vérités, ces imprécations, sans paraître leur donner aucune attention ; son regard était atterré mais modeste, son attitude fière mais décente ; il parlait beaucoup à Coutard, qui, déjà enseveli dans la nuit du tombeau, ne lui répondait pas, ne paraissait même pas l'entendre.

Lorsque les condamnés furent arrivés sur la place du Palais-Royal, le peuple, avec un redoublement de rage barbare, fit arrêter par l'expression de sa volonté la charrette de mort ! Les uns ont dit que des amis avaient espéré exciter là une émeute, qui aurait sauvé Égalité ; d'autres que Robespierre, qui avait une pensée cachée, dont je parlerai plus loin, attendait non loin de là un signal pour arracher aussi son ancien complice à la mort ; quoiqu'il en soit, la charrette ne put poursuivre sa route. Égalité alors examina d'un oeil sec son palais, il promena sa vue tout le long de l'inscription révolutionnaire qu'on lisait alors sur le fronton, et ses lèvres palpitèrent comme s'il eût répété en lui-même, ce qu'il lisait. La voiture n'avancant point, il tourna le dos à son palais et regarda le

Château-d'Eau , toujours sans paraître ému.

Cependant , quoiqu'on ne vît en lui aucun effroi de la mort , il est assez vraisemblable qu'il souffrait cruellement. On fit attention que toutes les excroissances sanguines qui défiguraient sa physionomie étaient entièrement disparues , et son visage , sans être pâle , avait la blancheur des autres parties de son corps , ce qui ne pouvait avoir lieu qu'en conséquence d'une révolution extraordinaire et douloureuse.

Lorsque le tombereau eut passé la rue de Richelieu , il fit signe au confesseur de s'approcher de lui , le pria de ne plus l'abandonner , et ne cessa en effet de s'entretenir avec lui jusqu'au pied de l'échafaud. Il fut exécuté sur la place de la Révolution ; là où quelques mois auparavant son vote infâme avait conduit son parent et son roi. Il monta à l'échafaud et reçut le coup avec intrépidité. Je ne peindrai point les joies bruyantes et les applaudissemens dont l'air retentit , quand le bourreau eut montré la tête d'Égalité à ce peuple , dont celui-ci avait été tant aimé.

Telle fut la fin d'un homme que son ambition et sa haine pour la branche aînée de sa

famille conduisirent rapidement au supplice, lorsque toutes les barrières du droit et de la loi eurent disparu. Les amis d'Égalité devinrent ses adversaires les plus acharnés dès que sa coopération ne leur fut plus utile ; on le ruina , et puis on le tua , sans compter son honneur et sa réputation, dont il ne conserva aucun vestige. On ne peut le plaindre , il a trop mérité son sort. Puisse-t-il servir d'exemple à ceux qui espéreraient en marchant sur ses traces une fortune meilleure.

Plusieurs années après sa mort , me trouvant avec Tallien , que je n'avais pas vu depuis long-temps , les circonstances nous ayant éloignés l'un de l'autre , nous repassâmes ensemble les actes marquans de la révolution , et parmi ceux d'une cruauté véritablement gratuite , je me mis à citer celui qui avait fait arrêter pendant plus de dix minutes Philippe Égalité en face de son palais , au moment où on le conduisait à la mort. Tallien alors se mettant à sourire :

« Eh ! que dirais-tu , si je t'apprenais que ce que tu regardes comme une barbarie , était une planche dernière que Robespierre lui offrait pour le sauver ? »

Je parus surpris de ce que Tallien prétendait, et comme je ne le comprenais point, je le lui dis.

« Je peux maintenant, répliqua-t-il, te raconter tous les détails d'une affaire que je sais à fond pour m'en être mêlé; elle vaut d'ailleurs la peine d'être conservée, et comme, à part moi, tous ceux qui y ont pris part sont morts, il est à craindre qu'elle ne finisse par tomber dans un oubli dont je veux la tirer. »

Après ce préambule il entra en matière; voici textuellement ce qu'il me conta.

Robespierre avait dans le principe appuyé les projets d'Égalité, et dès l'assemblée constituante travailla pour le faire roi; mais à mesure que la révolution prenait des forces, Égalité perdait des avantages de sa position : sa lâcheté à saisir les chances, à les déterminer en sa faveur, le rejetait dans la foule, tandis que Robespierre montait dans l'opinion publique. Il en résulta ce que nécessairement il devait en advenir, c'est que l'importance d'Égalité échoua, et que bientôt il ne fût plus possible de le regarder comme chef de parti.

Sa déconsidération morale se compléta lors du procès du roi. Robespierre, au contraire, obtint à cette époque une plus grande popularité, qu'il partageait avec Marat. Le mépris qui pesait sur Égalité, la connaissance profonde que chacun avait de son immoralité et de ses vices, ne permettaient plus que l'on songeât à lui pour en faire un roi, un président, un chef quelconque de la France. Il avait cependant un parti, son nom pouvait servir encore, et sa coopération franche ne serait pas à dédaigner, il était même probable que l'union des robespierristes aux orléanistes donnait aux deux chefs un ascendant d'autant plus positif, que les généraux marquans de l'époque appartenaient par inclination à Égalité.

Ce fut après avoir envisagé avec bon sens et sagacité l'état des choses, que Robespierre conçut le plan que voici : une constitution serait donnée à la France, elle établirait deux présidens, l'un de la guerre, l'autre de l'intérieur; celui-là exécuterait, celui-ci administrerait. La première de ces places serait donnée non à Égalité, trop avili pour qu'on pût l'élever aussi haut; mais à son fils aîné,

dont la réputation était intacte. La seconde deviendrait le lot de Robespierre. Mais pour que ce partage fût maintenu, et afin de confondre les intérêts divers de ces deux chefs de la république, Robespierre demandait que, par avance et en gage certain, la fille Égalité lui fût accordée en mariage; c'était son *ultimatum*. Je dois ajouter que la double présidence, d'abord concédée pour un nombre d'années déterminé, serait devenue ensuite ce que devint le consulat de Bonaparte aujourd'hui empereur, c'est-à-dire qu'on la changerait en une hérédité complète.

Je n'affirme pas que Robespierre n'eût encore en lui l'arrière pensée de se débarrasser un jour de son collègue, ces choses se faisant à propos, et n'étant jamais avouées.

La proposition en fut faite par Couthon, ami et âme damnée de Robespierre, au moment précis de la condamnation du roi. L'heure était bien choisie; Égalité, sans témoigner ce qu'il en pensait, demanda quelques jours pour réfléchir, et expédia sur-le-champ une personne à lui vers son fils, pour lui faire part de cet incident. Tout porte à croire que la réponse fut contraire à la prétention

de Robespierre, cela devait être. Dumouriez, que sans doute on consulta, avait lui aussi son dessein, que celui-là aurait trop contrarié; c'était par une autre voie qu'il espérait porter Égalité fils au trône, en le faisant passer par la régence de Louis XVII. Au demeurant, ce point n'a jamais été éclairci, et au jour fixé, Égalité père fit venir Couthon, et lui dit, en affectant beaucoup de chagrin, que les inclinations de sa fille s'opposaient à ce mariage, que d'ailleurs il serait dangereux de le conclure avant la mise à exécution du plan auquel il se rattachait; qu'il fallait tenter d'abord de réussir, et puis que la chose exigée deviendrait plus facile.

C'était un refus, Robespierre ne s'y trompa pas; il en conçut une vraie rage; cependant, comme il voyait sa fortune solide en s'appuyant sur celle de cette famille, il essaya un nouvel effort. Il savait que Tallien tenait à Égalité par des rapports pécuniaires; il lui donna la commission de le voir, de lui faire comprendre les conséquences d'un consentement, et celles d'un refus, et lui enjoignit de commencer par des promesses, et de finir par des menaces.



Tallien, me dit-il, s'acquitta exactement de sa mission, sans pouvoir la conduire au gré de Robespierre. Égalité montra une répugnance invincible à accepter un tel gendre. Ce fut en cette circonstance, poursuivit le narrateur, que je le vis pleinement prince du sang; il fut insensible aux considérations avantageuses ou sinistres que je fis passer devant lui. Au reste, la chance était encore pour lui, et la certitude de la mauvaise humeur de Robespierre ne pouvait réellement lui causer trop d'effroi.

Lorsque Tallien eut obtenu un refus positif, il s'en retourna vers son commettant, qui entra dans un virulent accès de rage, et qui jura de se venger de cet affront par la perte de toute la famille, et dès lors il s'y appliqua activement. On sait comment il força Dumouriez à lever le masque, et comment de cet incident il fit découler la fuite d'Égalité fils du royaume, et l'arrestation du père.

- Lorsque celui-ci eut été transféré à Marseille, Robespierre lui fit dire que son avenir changerait, s'il voulait revenir sur son refus. La réponse fut encore négative; alors la colère du jacobin ne connut plus de bornes, et

tion complète; il y fallut joindre la profanation de la religion catholique, le sacrilège de l'abnégation du clergé prétendu constitutionnel.

Déjà depuis quelques jours on nous préparait à cette dernière œuvre impie par des lettres isolées de certains ecclésiastiques; là, l'inconduite ou la frayeur les amenait à se parjurer; c'était un début dont les suites devaient être plus graves. Enfin, dans la séance du 9 novembre, un secrétaire de la convention nous fit la lecture d'un épître de ce genre; celle-là venait du citoyen Parens, curé de Boissela-Bertrand, district de Melun, département de Seine-et-Marne; ce misérable disait :

« Citoyens représentans, je suis prêtre, je suis curé, c'est-à-dire charlatan; jusqu'ici charlatan de bonne foi, je n'ai trompé que parce que moi-même j'avais été trompé. Maintenant que je suis décrassé, je vous avoue que je ne voudrais pas être chez Satan de mauvaise foi; cependant la misère pourrait m'y contraindre, car je n'ai absolument que les douze cents livres de ma cure pour vivre; d'ailleurs, je ne sais guère que ce qu'on m'a forcé d'apprendre, *des erreurs*. Je vous fais

donc cette lettre pour vous prier d'assurer une pension suffisante aux évêques, aux curés et aux vicaires sans fortune et sans moyen de subsister, et cependant assez honnêtes gens pour ne vouloir plus tromper le peuple, auquel il est temps d'apprendre enfin qu'il n'y a de religion vraie que la religion naturelle, et que tous ces rêves, toutes ces momeries, toutes ces pratiques qu'on décore du nom de religion, ne sont que des contes de Barbe-Bleue..... Si je ne pouvais que prêcher la morale, à la bonne heure. Mais mes paroissiens veulent que je parle de neuvaine, de sacremens, de cent mille dieux, ce n'est pas plus mon goût que le vôtre. Je vous prie donc de me retirer en m'assurant une pension. »

Les tribunes applaudirent.

Sergent dit alors :

« Je demande l'ordre du jour sur cette lettre; un prêtre qui dit qu'il était hier dans l'erreur de bonne foi, et qui dit qu'il est détrompé aujourd'hui, ne peut parler sincèrement. »

Léonard Bourdon et Thuriot, soutinrent au contraire le citoyen Parens dans sa re-

quête, et désirèrent que son exemple trouvât de nombreux imitateurs. Cela ne se fit pas attendre; le coup était monté, et les diverses sectes devaient ce même jour le dérouler à nos yeux. On en était là, lorsque tout-à-coup un tumulte effroyable se fait entendre en dehors de la convention, il n'a pourtant rien d'effrayant et d'hostile; ce sont les hurlemens, les acclamations d'une foule en délire, joyeuse, enivrée de débauche et d'impiété. Voilà bientôt que nous voyons apparaître les acteurs indignes de cette scène abominable; les uns sont vêtus grotesquement des habits sacerdotaux, d'autres traînent dans la boue les bannières et les croix; des prostituées boivent dans les vases sacrés; plusieurs ânes mêlés à la troupe ploient sous le faix des chapes, des chasubles dont on les a couverts; un, entre autres, a une mitre épiscopale attachée debout sur sa tête entre les deux oreilles. Tout cela fait horreur à voir, mais ce qui augmente le scandale, ce qui porte le sacrilège à son comble, c'est la présence parmi ces scélérats de Gobel, évêque constitutionnel de Paris, et un certain nombre d'ecclésiastiques de son diocèse, qui par leur

présence, annoncent que les gens de bien doivent se préparer à quelque nouvelle infamie. Ils sont accompagnés de Pache, de Chaumette, de Monmoro, de L'huillier, d'Hébert et de toute la commune de Paris.

On attendait avec autant de surprise que de dégoût ce qui allait suivre ce début, lorsque Lalor, notre président, nous dit :

« J'annonce à la convention que les autorités constituées du département et de la commune de Paris, accompagnent à la barre l'évêque Gobel, ses vicaires et plusieurs curés de Paris, et qu'ils demandent à être entendus. »

La parole leur est accordée; nous avons tous une impatience extrême d'entendre ce qu'ils allaient débiter. Ce fut Monmoro qui prit le premier la parole; celui-ci était un imprimeur démagogue, enthousiaste des idées démagogiques, qui aida à leur propagation, et qui pour leur faire tous les sacrifices possibles, consentit plus tard à prêter sa femme, jeune et jolie, pour qu'on en fit la déesse de la Raison; ce fut elle qui dans les fêtes révolutionnaires remplit le rôle de cette déité. Monmoro nous dit :

« Citoyens législateurs, le département de

Paris, la municipalité, des membres de sociétés populaires et quelques administrateurs de la Nièvre, qui ont demandé à se réunir à nous, viennent accompagner dans le sein de la convention nationale des citoyens qui demandent à se régénérer, et à redevenir hommes. Vous voyez devant vous l'évêque de Paris, ses grands vicaires et quelques autres prêtres, dont la liste vous sera remise, conduits par la raison, déposer le caractère que leur a donné la superstition. Ce grand exemple sera imité par leurs collègues; c'est ainsi que les fauteurs du despotisme concourent à sa destruction. C'est ainsi que la république française n'aura bientôt d'autre culte que celui de la liberté, de l'égalité et de l'éternelle vérité, celle qui sera bientôt universelle, grâce à vos immortels travaux. »

Des applaudissemens accompagnent la dernière phrase prononcée par l'orateur. Mais le silence succède immédiatement à la vue de l'évêque Gobel, qui se dispose à parler à son tour. Son front dément à l'avance l'indignité de ce qu'il va nous dire; il est couvert de la rougeur de la honte, parce qu'il sent déjà le poids du mépris public. Gobel veut

parler avec fermeté, et il tremble, et c'est en faisant un effort pénible qu'il s'énonce ainsi :

« Je prie les représentans du peuple d'entendre ma déclaration. »

« Né plébéien, j'eus de bonne heure l'amour de la liberté et de l'égalité. Appelé par mes concitoyens à l'assemblée constituante, je n'attendis pas que la déclaration des droits de l'homme fût publiée pour reconnaître la souveraineté du peuple. J'eus plus d'une occasion de manifester ce principe, qui a été depuis la règle de ma conduite constante. La volonté du peuple fut ma première loi, la soumission à sa volonté mon premier devoir. Cette volonté m'a élevé au siège épiscopal de Paris; ma conscience me dit qu'en obéissant au peuple je ne l'ai pas trompé.

« J'ai profité de l'influence que ma place me donnait sur le peuple pour augmenter son amour de l'égalité et de la liberté; mais aujourd'hui que la fin de la révolution approche, aujourd'hui que la liberté marche à grands pas, que tous les sentimens se trouvent réunis; aujourd'hui, qu'il ne doit y avoir d'autre culte national que celui de la liberté et de l'égalité, je renonce à mes fonctions de

ministre du culte catholique; mes vicaires font la même déclaration. Nous déposons sur votre bureau nos lettres de prêtrise; puisse cet exemple consolider le règne de la liberté et de l'égalité. Vive la république! »

A ces phrases, à ce dernier cri, à cette démoralisation complète, la frénésie s'empara des tribunes et de l'assemblée. On vociféra, on s'embrassa; on aurait dit que l'apostasie sauvait la France. Chaumette, ne voulant pas que cette scène eût lieu sans qu'il y fût pour quelque chose, dit à son tour qu'il faisait une pétition pour que le jour où la catholicité disparaissait, fût annuellement consacré à la fête de la Raison. Le curé de Vaugirard et quelques autres de la même volée déposèrent sur le bureau, à l'exemple de Gobel, leurs lettres de prêtrise; le parjure fut ainsi consommé.

LE PRÉSIDENT. « Citoyens, l'exemple que vous venez de donner est l'effet des efforts de la philosophie pour éclairer les hommes. Il était réservé à la commune de Paris d'être la première à venir annoncer le triomphe de la raison. Citoyens, qui venez de sacrifier sur l'autel de la patrie ces hochets de la supersti-



tion , vous êtes dignes de la république. Citoyens, qui venez d'abjurer l'erreur, vous ne voulez prêcher désormais que les vertus sociales et naturelles ; c'est le culte que l'Être suprême trouve seul agréable , et vous êtes dignes de lui. »

Cependant ce n'est pas assez ; on admet aux honneurs de la séance ces prêtres sans pudeur. Ils se mêlent dans les rangs de ceux de la montagne, et à la place de sa mitre, que l'évêque Gobel a foulée aux pieds pour que rien ne manque à son apostasie, le président lui offre le bonnet rouge, qui est accepté avec transport. Des voix alors s'écrient : « L'accolade fraternelle à l'évêque de Paris. » Le président se hâte de répondre :

« D'après l'abjuration qui vient d'être faite, l'évêque de Paris est un être de raison. Je vais embrasser le citoyen Gobel. »

Les applaudissemens redoublent ; chacun en position de les mériter veut en avoir sa part, et plusieurs des prêtres qui sont membres de la convention nationale accourent à la tribune. Goupé de l'Oise y arrive le premier, et dit :

« Le spectacle qui vient de se passer sous

mès yeux me rappelle que j'ai été curé de campagne. J'ai rempli ces fonctions, que j'ai depuis long-temps abandonnées en philosophie. Aujourd'hui, je renonce à la pension que la nation avait promise aux prêtres qui avaient vieilli dans le ministère. »

Lindet, évêque, abdiqua pareillement ses fonctions de curé; Villers en fit autant, mais ces deux-là avec une sorte de mesure. Jullien de Toulouse, ministre protestant, renonça aussi à remplir les fonctions du culte évangélique : c'était une rage.... Bientôt Grégoire paraît; il était hors de la salle au moment où cette scène hideuse a commencé; et à son tour prenant la parole :

« J'arrive dans l'assemblée, et l'on vient de m'apprendre que plusieurs ont abdicqué. S'agit-il de revenir au fanatisme? Cela ne peut me regarder ; je l'ai toujours combattu. Les preuves en sont dans mes écrits, qui respirent tous la haine des rois et de la superstition. Parle-t-on des fonctions d'évêque? Je les ai acceptées dans des temps difficiles, et je suis disposé à les abandonner quand on le voudra.

**PLUSIEURS VOIX : On ne force personne.**

THURIOT : Que Grégoire consulte sa conscience pour savoir si la superstition est utile aux progrès de la liberté et de l'égalité. C'est la superstition qui a donné naissance au despotisme. »

Grégoire ne réplique pas. Lindet, qui craint de ne s'être pas assez avili, dit :

« Dans le moment où la raison remplace le fanatisme, il faut prendre des mesures pour que dans les départemens qui ne sont pas encore mûrs pour cette bienfaisante révolution, le passage de l'erreur à la vérité se fasse sans secousse. Dans certains pays on est très attaché aux fêtes, elles se trouvent supprimées ; je demande que le comité d'instruction publique nous présente un projet de décret pour remplacer les fêtes religieuses par des fêtes civiques.

Bazire répondit que Chénier avait un projet tout prêt sur ce point. Ensuite on nous lut les décisions épiscopales des évêques Gay, Vernon, et Lalande. Cela compléta la cérémonie, et le culte de la Raison dut dès ce moment remplacer celui de Jésus-Christ.

Le peintre David se mit aussi en frais. Il n'était pas ecclésiastique, mais il voulait qu'on

fit attention à lui; et, montant à son tour à la tribune, il y prononça le discours suivant :

« Les rois, ne pouvant usurper dans les temples la place de la divinité, s'étaient emparés de leurs portiques; ils y avaient placé leurs effigies, afin sans doute que les adorations du peuple s'arrêtassent à eux avant que d'arriver jusqu'au sanctuaire. C'est ainsi qu'accoutumés à tout envahir, ils osaient disputer à Dieu même l'encens que lui offraient les hommes. Vous avez renversé ces insolens usurpateurs, ils gisent couchés sur la terre qu'ils ont souillée de leurs crimes, objets de la risée des peuples. Citoyens! perpétuons ce triomphe; qu'un monument élevé dans l'enceinte de la commune de Paris, non loin de cette église dont ils avaient fait leur panthéon, transmette à nos descendans le premier trophée du peuple souverain de sa victoire sur les tyrans; que les débris tronqués de leurs statues forment un monument durable de la gloire du peuple et de leur avilissement; que le voyageur qui parcourt cette terre nouvelle rapporte dans sa patrie des leçons utiles, dise : « J'ai vu des rois dans Paris; j'y ai repassé,

ils n'y étaient plus. « Je propose de poser ce monument sur la place du Pont-Neuf; il représentera l'image du peuple géant, du peuple français. Que cette image, imposante par son caractère de force et de simplicité, porte écrit en gros caractères, sur son front *union*; sur la poitrine, *nature, vérité*; sur les bras, *force, courage*; que sur l'une de ses mains la figure de la liberté et celle de l'égalité serrées l'une contre l'autre, et prêtes à parcourir le monde, montrent à tous qu'elles ne reposent que sur le génie et la vertu du peuple; que cette image du peuple debout tienne dans ses mains cette massue terrible dont les anciens armaient leur Hercule. C'est à nous à élever de tels monumens; les peuples qui ont aimé leur liberté en ont élevé de semblables. Non loin de nous sont les ossemens des tyrans qui voulurent attaquer la liberté helvétique; ils sont élevés en pyramides et menacent les rois téméraires qui oseraient souiller le territoire des hommes libres. Ainsi, dans Paris, les effigies de nos rois et les débris de leurs serviles attributs seront entassés confusément, et serviront de piédestal à l'emblème du peuple français. »

On applaudit, car c'était le sublime du temps. David lut ensuite un projet de décret analogue à son discours. Léonard Bourdon proposa en amendement que l'on joignît les débris des instrumens de la superstition à ceux du royalisme. On applaudit, on approuva ; le tout fut décrété, et s'en alla mourir au cimetière du Bulletin des lois. La république a détruit une multitude innombrable de monumens, elle n'en a édifié aucun ; il n'y eut pendant cette époque que les échafauds de solides ; les statues étaient de plâtre, et les grandes constructions éphémères, du bois, de la toile et du carton, emblème de la durée des institutions républicaines.

Le lendemain de cette séance mémorable, on célébra dans Notre-Dame la fête de la Raison, dont cet édifice devint le temple. On enjoignit aux artistes les plus distingués de la capitale, musiciens et chanteurs, de venir coopérer à l'éclat de la fête, sous peine d'être signalés comme suspects et traités en conséquence. La femme de Monmoro représenta la divinité nouvelle ; quatre hommes vêtus de rouge la portèrent, assise dans un fauteuil doré garni de guirlandes de chêne. Elle avait un bonnet

rouge sur la tête, un manteau bleu sur les épaules, une tunique blanche couvrait son corps ; elle portait d'une main une pique, et de l'autre une branche de chêne. Il y avait en avant de la déesse un groupe de jeunes filles vêtues de blanc avec des ceintures tricolores, et couronnées de fleurs. Les représentans en bonnet rouge, des députés de chaque section venaient ensuite.

On traversa Paris depuis la convention jusqu'à Notre-Dame. Ici la Raison fut déposée sur le maître-autel, où chacun alla faire son adoration, tandis que des enfans l'encensaient avec des cassolettes remplies de parfums. On chanta des hymnes analogues, on prononça des discours, et chacun se retira ; la déesse, non plus cette fois sur les épaules de ses sectaires, mais en fiacre ou à pied, je ne me rappelle plus trop comment.

Ce fut une odieuse cérémonie où, pendant que l'on s'adressait à la Raison dans la grande nef et dans le sanctuaire, chaque chapelle du pourtour de l'église, soigneusement voilée, au moyen de tapisseries et de cloisons de planches, devenait un lieu de dissolution, de gourmandise et d'impudicité. Il faut avoir

assisté à cette profanation atroce , à cette parodie des choses saintes pour en concevoir l'horreur. Les prostituées affluaient là , et les mystères de Gnide et de Lesbos avaient cessé cette fois d'être célébrés dans le secret de la nuit et des appartemens reculés. La chose eut tant d'éclat , qu'elle indigna jusqu'à Robespierre ; et un jour , après le supplice de Chaumette , il déclara que ce misérable méritait la mort , ne serait-ce qu'à cause des turpitudes qu'il avait autorisées ce jour-là.

Tandis que la convention instituait la fête insensée de la Raison , elle détruisait avec non moins de folie tout ce qui jusqu'alors avait fait la gloire de la France. Un décret , rendu sur le rapport de Grégoire , anéantit à la fois l'académie française , celle des sciences , celle des inscriptions et belles-lettres , celle de peinture , sculpture et architecture. Ce fut un coup étrange de vandalisme ; les débris allèrent s'amonceler sur ceux de tout ce que nos pères avaient créé avec tant de libéralité véritable et dans de si hautes intentions.

L'assemblée paraissait atteinte d'un vertige incroyable ; on aurait cru qu'elle tenait autant à se montrer ennemie de Dieu que des



hommes. Anacharsis Clootz, ce baron prussien devenu démagogue français, s'avisa de nous faire hommage d'un sot livre intitulé : *Certitude des preuves du mahométisme*, et nous eûmes l'imbécile furie d'y répondre par le décret suivant :

« Anacharsis Clootz, député à la convention nationale, ayant fait hommage d'un de ses ouvrages intitulé : *Certitude des preuves du mahométisme*, ouvrage qui constate la nullité de toutes les religions, l'assemblée accepte cet hommage, en ordonne la mention honorable, l'insertion au Bulletin, et l'envoi dans tous les départemens. La convention renvoie, au surplus, à son comité de salut public la proposition faite par Clootz d'ériger une statue à Jean Meslier, le premier qui ait eu la bonne foi d'abjurer les erreurs religieuses. »

Un autre décret accorda les honneurs du Panthéon à Marat; et en honorant les cendres de ce monstre, par un contraste odieux on violait l'asile des morts, la paix du tombeau si respectée non seulement par les nations policées, mais encore par les peuplades les plus sauvages. Ce fut une abominable me-

sure que celle qui ordonna de fouiller dans les cimetières, dans les églises, d'en enlever les ossemens qui y reposaient depuis tant de siècles. On opéra avec une brutalité sans exemple, on se fit un divertissement de ce sacrilège humain. Jamais nation ne descendit à un pareil degré de crime, puisque celle-ci se rendait coupable d'attentat envers la dépouille des morts. Enfin les révolutionnaires ne négligèrent rien de ce qui les présenterait à la postérité en objets d'exécration éternelle.

Je l'ai déjà dit, je le répète encore, il n'entre pas dans mon plan de rappeler toutes les injustices, les actes arbitraires, le régime affreux des prisons, la liste des condamnés, parmi lesquels, toutefois, je ne peux m'empêcher de nommer au moins Sylvain Bailly et le vertueux Malesherbes. Je n'écris pas l'histoire de la révolution, je choisis seulement parmi la foule des faits relatifs à la convention nationale, ceux qui peuvent intéresser plus particulièrement le lecteur. Sans cela, au lieu de me renfermer dans un cadre circonscrit, j'entasserais un grand nombre de volumes, et encore ne dirais-je pas tout.

Le mal provenait principalement de l'in-

fluence des comités de salut public et de sûreté générale, unis de cœur avec le tribunal révolutionnaire. De leur accord résultait un gouvernement de sang insupportable à tous, et dont néanmoins on ne pouvait se débarrasser. Cette puissance des comités épouvantait enfin les montagnards eux-mêmes; ils se voyaient, depuis que l'inviolabilité n'existait plus, soumis à la fantaisie de leurs ennemis personnels, et ils en eurent la preuve par l'envoi au tribunal révolutionnaire qui fut fait d'un patriote enragé, le député Osselin. Son crime consistait à avoir caché la femme Charri, suspectée d'émigration, et dont il était amoureux.

Une portion des meneurs essaya alors d'arracher un décret qui sauvât les représentans de la promptitude avec laquelle un prévenu était accusé, arrêté, jugé et mis à mort. Chabot et Bazire se réunirent pour ce point important. Celui-ci rappela les discussions solennelles qui avaient eu lieu à l'assemblée constituante sur l'inviolabilité de la représentation nationale, lui qui avait montré tant d'acharnement pour faire traîner à l'échafaud ses collègues les girondins; mais comme il

s'agissait de son intérêt personnel, il ne voulait se ressouvenir que de ce qui pouvait lui être utile.

Tout ce que Chabot et lui purent obtenir dans cette discussion fut de faire décréter en principe que désormais aucun député ne pourrait être arrêté sans auparavant avoir été entendu. Ce triomphe ne fut pas de longue durée pour les montagnards, et cette tranquillité ne fut que passagère; car la société mère, poussée par les meneurs des comités de gouvernement, que la mesure convenue gênait dans les opérations arbitraires qu'ils avaient envie de se permettre et qu'ils se permettaient journellement, vint demander à la barre que la convention eût à retirer l'exception qu'elle venait de décréter en faveur des députés susceptibles d'être accusés ou arrêtés. Nous étions tellement sous le joug que, sans résistance, nous obéîmes à cette injonction.

Il est un fait bien certain, c'est qu'à toutes les époques de perturbation la loi ne commande pas, mais ce sont les hommes qui, selon leur valeur particulière, sont la loi eux-mêmes; c'est-à-dire que le génie ou la malice est tout, et les institutions s'effacent devant

l'un ou l'autre. Il n'y a d'équité possible que dans les temps calmes; ailleurs tout est exception.

La requête impérieuse que nous adressèrent les jacobins embrassait encore d'autres objets : ils demandaient en outre que la convention maintînt l'égalité qu'elle avait décrétée en livrant au tribunal révolutionnaire les grands coupables et leurs complices; ils voulaient la continuation des mesures révolutionnaires dans toute leur rigueur; en conséquence, qu'on attribuât aux comités de salut public et de sûreté générale la plénitude des pouvoirs dont la convention elle-même était investie; ils demandaient, et cette proposition est remarquable en soi, qu'on réprimât tout membre de la convention et tout autre individu qui oserait, par la témérité de ses propositions, dégrader la liberté publique en disant calomnieusement que le tribunal révolutionnaire était une boucherie; ils demandèrent enfin que l'on eût à punir très-incessamment quiconque voudrait former un nouveau côté droit.

Ceci s'appliquait directement à Bazire et à Chabot, qui naguère avaient prétendu, lors

de la discussion engagée sur l'inviolabilité des députés, qu'il serait bon, dans une assemblée délibérante, qu'on y trouvât un parti d'opposition, sans lequel il n'y aurait véritablement pas de liberté publique. Aucun de nous ne s'y opposa; bien au contraire, la majorité applaudit. Dès lors les deux comités devinrent tout-puissans, sans aucune balance politique. Billaud-Varennes et Barrère, tous les deux membres du comité de salut public, appuyant la motion des jacobins, proposèrent que les députés fussent traduits en jugement sans être entendus. On y accéda; et, de prime abord, Osselin, qui demandait à jouir du décret rendu d'abord, fut abandonné à Fouchier-Tinville, et alla mourir sur l'échafaud.

Les montagnards et les plus chauds patriotes, consternés et épouvantés, non sans raison, de la puissance énorme dont, par inattention faible ou fol enthousiasme, ils avaient investi insensiblement les comités, et en particulier celui de salut public, ne surent plus que se taire, trembler et laisser faire. Il était prouvé dès ce moment qu'il n'y avait plus d'assemblée délibérante, d'éléments de discussions; mais une tyrannie d'entraînement et

tout anti - nationale. Les jacobins demeuraient en auxiliaires utiles de ce pouvoir despotique ; mais, par une juste compensation, la commune de Paris, cette commune si terrible, si usurpatrice, perdit tout-à-coup de son énergie, et disparut en face des comités du gouvernement, qui envahirent l'autorité. Ce fut l'époque où commença la lutte acharnée entre les misérables qui opprimaient la convention et la France, le point de départ en ligne divergente du parti dantoniste, en opposition à celui de Robespierre.

Ce sont de grands événemens qui me restent à décrire, et dont le résultat heureux fut la journée du 9 thermidor ; mais, avant que de m'engager dans ce récit dont je ne m'écarterai plus, il faut que, dans le chapitre suivant, je réunisse des faits isolés, qui, plus tard, si je les intercalais, arrêteraient la rapidité de l'ensemble du grand tableau qui me reste à tracer ; en les isolant, je remplirai mieux ma tâche.

---

---

## CHAPITRE X.

**Les enfans des victimes iront aux hôpitaux. — Madame Roland et son mari. — Lettre du comité de salut public à Joseph Lebon. — Manifeste de la convention contre les rois. — Toulon. — Dugommier. — Suite des opérations du siège. — Bonaparte. — Note postérieure de l'auteur. — Prise de Toulon. — Décret pour la destruction de cette ville. — Barras. — Fréron. — Crimes de celui-ci. — Correspondance exécration des conventionnels en mission. — Précis des opérations de la guerre extérieure depuis le 31 mai. — Analyse des événemens de l'an 1793.**

La convention s'enfonçait chaque jour davantage dans la boue de l'abjection ; chacun de ses décrets était un acte attentatoire à la morale, à la justice, à tout ce qui jusque là avait été sacré chez les hommes. Elle crut, le 8 novembre, faire néanmoins un grand acte de philanthropie en rendant une loi par laquelle les hospices des enfans abandonnés seraient libéralement ouverts aux fils et aux filles des pères et mères dont le jugement, portant peine de mort, aurait en outre confisqué le bien, et ceci arrivait toujours. Barrère qualifia ce décret d'acte de munificence et de gé-



nérosité nationale. Je fus sur le point de lui casser la figure en lui entendant tenir ce propos devant moi ; n'eût été que le supplice aurait vengé sur-le-champ l'odieux décevoir.

A peu de distance d'Égalité, périrent et Bailly et madame Roland. Celle-ci avait joué, depuis 1789, un rôle déplorable. Elle ne manquait ni d'esprit ni de conduite, mais, orgueilleuse un peu plus que Satan, elle prit à plaisir de travailler à humilier la reine et à la précipiter du trône ; elle y employa son génie, son influence et ses veilles. Je l'ai entendue s'en vanter plusieurs fois ; mais, la chose parachevée, la peine fut au bout ; la *gloire* de Roland, si péniblement échafaudée par sa femme, s'écroula tout-à-coup. Les jacobins le repoussèrent et puis l'attaquèrent avec une constance d'acharnement. Il ne put résister que jusqu'au procès du roi ; il fut contraint ensuite de quitter le ministère, de rentrer dans la vie privée où on ne le laissa pas tranquille ; proscrit avec les girondins, il se sauva.

Madame Roland, demeurée à Paris, fut arrêtée. C'est dans la prison qu'elle écrivit ses mémoires, où elle a essayé de donner à sa

conduite politique une physionomie différente qu'elle ne l'eut en réalité. Les scélérats qui nous gouvernaient avaient soif du sang des femmes non moins que de celui de l'autre sexe ; ils voulurent la mort de madame Roland. Le tribunal révolutionnaire ne la leur refusa pas. Elle périt le 10 novembre, veille du supplice de Bailly. Ceux qui ont vécu de son temps, et qui ont pu connaître les intrigues qu'elle a menées ou auxquelles elle a pris part, la regrettent moins que ceux qui ne la voient que dans le reflet fallacieux de ses mémoires.

Son mari ne voulut pas lui survivre ; il sortit de la maison où on lui avait accordé un asile sûr, et se suicida sur une grande route. Fouquier-Tinville, lorsqu'il apprit cet événement, s'écria : « Oh ! le coquin, il me vole sa vie!!! »

Parmi les proconsuls féroces que la convention disséminait sur le territoire de la république pour y répandre la terreur et la mort, le jeune et sanguinaire Joseph Lebon doit, avec Carrier de Nantes, occuper la première place. C'était dans la ville d'Arras que le premier avait planté son pavillon. Il

l'assurait par toutes les mesures atroces dont les monstres les plus célèbres n'avaient pu lui donner l'exemple; il y fut excité encore davantage par la lettre ci-jointe, écrite au nom du comité de salut public, et signée par Barrère, Billaud-Varennes et Carnot.

Paris, le vingt-septième jour de l'an 2 de  
la république une et indivisible.

« Le comité, citoyen collègue, vous fait  
« observer qu'investi de pouvoirs illimités  
« vous devez prendre dans votre énergie toutes les mesures commandées par le salut de  
« la chose publique. Continuez votre attitude  
« révolutionnaire. L'amnistie prononcée lors  
« de la constitution captieuse (celle de 1791),  
« et invoquée par tous les scélérats, est un  
« crime qui ne peut en couvrir d'autres; les  
« forfaits contre une république, ne se rachètent point ils s'expient sous le glaive. Le  
« tyran l'invoqua, le tyran fut frappé. Secouez  
« sur les traîtres le flambeau et le glaive; marchez, citoyen collègue, dans cette ligne révolutionnaire que vous décrivez avec courage; le comité applaudit à vos travaux. »

Carnot, en s'associant à de pareils actes, assumait sur lui une responsabilité dont ses explications ne l'ont pas relevé, et qui pèsera sur lui en tache à sa réputation, qu'il aurait pu conserver si belle, s'il n'eût pas commencé par le régicide.

Au demeurant, la convention ne restait pas en arrière de ses comités, elle violait non moins qu'eux les lois, et j'en donnerai la preuve en signalant celle du 19 novembre 1793. Elle portait dans ses dispositions celle attentatoire à tous les codes, à toutes les législations, car elle disait :

« Les biens de tout individu décrété d'accusation, ou contre lequel l'accusateur public aura formé un acte d'accusation, et qui se donnera la mort, sont acquis et confisqués au profit de la nation, de la même manière et dans les mêmes formes que s'il avait été condamné. Le présent décret aura son exécution à dater du 10 mars 1793, jour de la formation du tribunal révolutionnaire. »

Je souhaite que, pour l'honneur de la France, on puisse, dans l'histoire d'une autre nation, trouver une mesure plus abominable que celle-là. Ni les tyrans de Rome ni ceux du

moyen âge ne l'avaient imaginée; on ne pouvait avouer avec moins de pudeur que ce n'était pas tant aux personnes qu'on en voulait qu'à leur fortune; et maintenant il y a des hommes qui accordent leur amour à ces monstres, auteurs de lois pareilles. J'avoue que, nous qui les souffrîmes, n'étions guère moins coupables, mais alors où était, en France, le courage et la vertu militante ?

Le gouvernement révolutionnaire fut consolidé par une loi du 4 décembre. A la même époque, et au nom du comité de salut public, Robespierre nous apporta une pièce de diplomatierévolutionnaire, ainsi intitulée : *Réponse de la convention nationale au manifeste des rois ligués contre la république*. En voici quelques fragmens :

« La convention nationale répondra-t-elle  
« au manifeste des tyrans ligués contre la ré-  
« publique ? Il est naturel de les mépriser ;  
« mais il est utile de les confondre ; il est juste  
« de les punir... Da quoi nous accusent-ils ?  
« de leurs propres forfaits..... Ils accusent le  
« peuple français d'immoralité..... la morale  
« des rois est la vertu des courtisans!..... Pen-  
« sables.... admirez, admirez, la sagesse de Geor-

« ges (le roi d'Angleterre), vantez la tempérance et la justice de Guillaume (de Prusse),  
« de Léopold (l'Empereur), exaltez la fidélité conjugale de Catherine (l'impératrice de Russie) et la modestie d'Antoinette.... Ils  
« nous accusent d'irréligion... qu'elle est édifian-  
« fiante la piété des tyrans! »

Le reste était du même ton ; un mélange de fureur et d'ironie, des périodes longues et embarrassées, un fiel affreux qui avait besoin de déborder. On n'en accueillit pas avec moins d'acclamations cette œuvre indigeste, et on en ordonna l'impression et l'envoi à toutes les villes de la république et de l'Europe. Les outrages dont cette pièce était parsemée annonçaient la haine que la montagne portait à tout ce qui était légal ; rien ne pouvait l'arrêter dans sa rage délirante, et surtout, peu de temps après, lorsque la nouvelle lui fut venue de la reddition de Toulon que les coalisés abandonnèrent le 19 décembre 1793.

Cette ville, livrée aux Anglais et aux Espagnols, qui avaient promis de la garder au roi de France, était séparée de la république depuis quelques mois. Le général Cartaux, qui commandait en Provence, accourut au pré-

mier bruit de cet événement et fut assez heureux pour se saisir des gorges d'Olliouzes avant que les Anglais pussent s'y établir. Ceux-ci se contentèrent de fortifier les approches de la place, faute importante qui retomba sur eux. Il eût mieux valu qu'au moyen de troupes de débarquement, formées par la coalition, ils eussent entrepris de porter la guerre en avant; les chances leur en seraient devenues plus favorables.

Cartaux, non inquiété dans ses positions, s'y maintint, son armée se grossit; mais, soumise à un chef dont l'ignorance dépassait toute idée, elle serait demeurée inutile si on ne lui en eût envoyé un plus habile. On le trouva dans Dugomier, général divisionnaire de l'armée des Alpes. C'était la vertu antique unie au courage moderne, un de ces hommes rares qui dédommagent, aux temps de perturbation, de la foule des intrigans et des scélérats. Il prit le commandement à la place de Cartaux, vers les premiers jours de novembre. Il s'occupa d'abord du soin de rassembler assez d'artillerie pour pouvoir soutenir le feu de celle des ennemis qui avaient trouvé dans la ville un matériel immense. Il

exerça les recrues qui arrivaient à son armée, ainsi que les volontaires, et put se livrer à ces soins majeurs avec d'autant plus de tranquillité que les Anglais ne firent presque jamais de sorties, et que celles qu'ils tentèrent eurent lieu si nonchalamment qu'on pourrait soupçonner qu'elles ne furent que pour la forme. La première fut signalée par la prise du général Oshura. On a prétendu, et non sans raison, que l'enlèvement de ce général anglais fut une ruse convenue à l'avance entre les assiégeans et les assiégés. Les Anglais, voyant l'impossibilité de conserver Toulon, la rendirent à la république au prix de cinquante millions, à ce que l'on croit; mais ils devaient laisser intacts tous les édifices et les travaux d'art, ainsi que la flotte. Ils ne tinrent pas cette partie de l'accord caché, et le gouvernement français fut totalement leur dupe. Augustin Robespierre, quelques jours avant le 9 thermidor, me fournit là-dessus des lumières qui ne me permettent pas de douter de la chose.

Le 7 décembre, Dugommier à son tour, donnant le signal de l'attaque, emporta d'assaut la principale redoute, que les ennemis défendirent avec assez de chaleur. A la nou-



velle de cet avantage important, la consternation se répandit parmi les Toulonnais, et les coalisés firent sur-le-champ leurs préparatifs pour mettre à la voile. Cette prudence leur servit utilement, car Dugommier pressa le siège avec tant de vigueur, que, quatre jours après, tous les ouvrages en dehors du corps de la place étaient à nous. Le général Lapoype se signala particulièrement dans les combats qu'il eut à soutenir pour parvenir à se loger sur la montagne de Pharon.

L'artillerie se distingua dans cette journée : les principales dispositions de cette arme avaient été récemment confiées à Bonaparte, jeune officier de mérite et rempli de patriotisme, d'enthousiasme militaire, et actif et parleur, comme à cette époque il fallait l'être pour faire son chemin. Né Corse, élevé à l'école de Brienne, on le disait noble, et il s'était fait ardent jacobin. On lui dut une partie du succès, quoiqu'on oubliât de le mentionner dans les relations officielles. Barras, qui eut occasion de le connaître, ne l'oublia pas, et, plus tard, à la journée du 13 vendémiaire, l'employa avec avantage, et lui a, depuis, facilité le moyen d'obtenir le commandement en

chef de l'armée d'Italie, où maintenant il achève de se rendre célèbre par des actions qui le placent au rang des plus grands capitaines.

NOTE DE L'AUTEUR. *Je laisse sans correction ce que j'écrivais en 1797 du général Bonaparte. Je ne prévoyais pas encore que de retour de l'expédition d'Égypte il s'emparerait du gouvernement de la république, sous le titre modeste de consul; que plus tard il deviendrait empereur des Français, et que par son mariage avec une archiduchesse d'Autriche il assurerait le trône à ses descendants. J'écris ceci le 21 mars 1810, lendemain du jour de la naissance du roi de Rome, qui achèvera de consolider le vaste ouvrage de son glorieux père. Puisse cette dynastie, sous laquelle je m'honore de vivre, fournir une carrière aussi prolongée que celle des Capets infortunés.*

L'artillerie fut dirigée par le chef de bataillon Bonaparte avec tant d'habileté et de bonheur, qu'elle éteignit la ville, et y mit le feu en plusieurs endroits. En même temps que l'infanterie s'emparait des forts Lamalgne et Malbosquet. Ce moment parut décisif

aux Anglais; ils ne balancèrent plus à prendre leur fuite; ils permirent à une partie de les accompagner; les Espagnols en reçurent aussi une nombreuse foule dans leurs vaisseaux; mais quand on eut admis sur l'une et l'autre flotte tout ce qu'on pouvait y recevoir sans danger, on repoussa les survenans à coups de canon à mitraille : acte infâme, et qui acheva de déshonorer cette expédition malencontreuse.

Un des avantages que la république retira de la rapidité que le général Dugommier mit à faire cette conquête fut la conservation d'une grande partie de la flotte. De vingt-sept vaisseaux qui se trouvèrent dans le port, les Anglais ne purent en emmener que trois; il est vrai qu'ils emportèrent avec eux l'espoir d'avoir détruit le reste : car ils signalèrent l'instant de leur départ en mettant le feu à la corderie et à ceux de nos bâtimens qui, étant sous le vent, devaient communiquer l'incendie avec rapidité. Des secours prompts sauvèrent la corderie et l'arsenal. Les forçats eux-mêmes travaillèrent, en attendant l'arrivée des troupes, à éloigner de l'incendie les vaisseaux les plus menacés, et parvinrent à en sauver

quinze, à l'aide des secours que les vainqueurs leur apportèrent bientôt.

La ville tomba en notre pouvoir le 19 décembre. Dès que la nouvelle en vint à la convention, la montagne se hâta de faire rendre un décret pareil à celui qui avait décidé du sort de Lyon. Le nouveau était conçu en ces termes :

« Art. I. L'armée qui a vaincu Toulon a bien mérité de la patrie.

« Art. II. Il sera célébré une fête nationale, décadi prochain, à Paris, et le premier décadi après l'arrivée du présent décret dans toutes les parties de la république, en réjouissance de la prise de Toulon. La convention y assistera.

« Art. III. Les représentans du peuple qui sont à Toulon recueilleront les traits de courage et d'héroïsme des guerriers qui ont vaincu Toulon.

« Art. IV. La ville de Toulon est supprimée ; elle portera désormais le nom de *Port de la Montagne*.

« Art. V. Les maisons de l'intérieur seront rasées, on n'y conservera que les édifices et les établissemens nationaux.

« Art. VI. Le présent décret sera porté aux armées et à tous les départemens par des courriers extraordinaires. »

On voit que les jacobins ne revenaient pas de leurs premières folies furieuses , que, non contents d'exterminer les hommes, ils poursuivaient leurs guerres contre les maisons. Les féroces représentans qui, dans ce moment, étaient en mission dans la Provence, n'accomplirent que trop bien les ordres du comité de salut public. Ce furent d'abord Barras et Fréron ; le premier, gentilhomme provençal, et d'une des plus anciennes familles du pays, avait servi dans la marine ; il s'était rangé, dès l'aurore de la révolution, du parti contraire à la cour ; il concourut à la prise de la Bastille, et, depuis, devenu membre de la convention, vota le régicide. Il ne manquait ni d'activité, ni de courage, ni d'esprit ; il avait des connaissances étendues, des manières agréables, et, néanmoins, se conduisit en jacobin déterminé ; par frayeur, sans doute, et pour se faire pardonner *le crime de sa naissance, la noblesse*.

Fréron, fils du célèbre critique contempteur de Voltaire, et filleul du vertueux roi Stanislas,

tour à tour roi infortuné de Pologne, et duc si heureux de Lorraine; celui-ci valait moins que l'autre. Il était néanmoins habile pérorateur, mais sans caractère marqué; lâche surtout par excellence, et capable d'autant plus de toutes sortes de forfaits. Il n'a jamais franchement appartenu à aucun parti; aussi, s'est-il chargé des actes exagérés de chacun d'eux.

L'un et l'autre entrèrent dans Toulon en furieux, déterminés à laisser dans cette ville des traces affreuses de leur passage. A peine y furent-ils, que les Français de Toulon et tous ceux ensuite qu'on leur désigna comme ayant trempé dans le complot qui aurait appelé les Anglais furent incarcérés, et destinés à la mort en détail. Mais cela n'était pas suffisant à leur rage : une proclamation ordonna, sous peine de perte de la vie, sans aucune forme de procès, à tous les propriétaires de se rendre, le même jour, et à la même heure, au Champ-de-Mars, pour y recevoir une communication importante et intéressant leurs familles. On leur obéit : trois mille citoyens environ se présentent, impatients de connaître ce qu'on va leur dire; ils se rangent ainsi

qu'on leur enjoint de le faire.... Tout-à-coup, une batterie masquée est découverte, et tire sur eux à mitraille.... Ces malheureux tombent morts ou horriblement mutilés; quelques-uns n'ont pas été touchés par la grêle meurtrière, ils vivent; on le soupçonne du moins. Alors, Fréron s'écrie:

« La justice nationale est satisfaite; que ceux qui respirent encore se lèvent, la république leur fait grâce. »

On croit à cette parole. Un certain nombre de Toulonnais non atteints se flattent que la fureur des représentans est assouvie; et, comme il le leur a dit, ils se relèvent; mais, au même instant, une nouvelle décharge les foudroie, et des scélérats achèvent à coups de baïonnettes et de sabres ceux que la mitraille n'a pas tués.

Ce début affreux fut suivi d'exécutions partielles. Les Toulonnais, les habitans des campagnes et des communes voisines furent également livrés aux bourreaux. Les fusillades et l'échafaud demeurèrent en permanence; les représentans en mission se montrèrent implacables; la population diminua devant eux de vingt-huit mille quatre cents qu'elle était à

moins de sept mille. Aussi nous écrivaient-ils, ou pour mieux dire au comité de salut public :

« Chers collègues ! les seuls honnêtes gens que j'ai trouvés à Toulon sont les galériens ; tout ce qui est étranger est fait prisonnier, tout ce qui est Français est fusillé, la justice nationale s'exerce journellement..... l'on fusille à force ; déjà tous les officiers de la marine sont exterminés. La république sera vengée d'une manière digne d'elle, les mânes des patriotes seront apaisés. »

Plus tard ces représentans, auxquels se joignirent Salicetti, Ricord et Robespierre jeune, que je n'aurais pas dû oublier, car ces trois là ne se montrèrent pas moins assassins que les deux autres. Plus tard, dis-je, ces représentans écrivirent encore, et deux mois environ après la prise de Toulon :

« La majeure partie des habitans est embarquée, et la justice nationale n'est pas assourdie comme elle devrait l'être..... On a ouvert l'avis de détruire la ville par l'effet de la mine, on ne le pouvait pas sans risquer de brûler les magasins et l'arsenal. Il a été décidé que tous les maçons des six départemens



environnans seront requis d'arriver avec leurs outils pour une démolition générale et prompte ; avec une armée de douze mille maçons la besogne ira grand train, et Toulon doit être rasé en quinze jours..... Tous les jours, depuis notre arrivée (le 19 décembre) nous faisons tomber deux cents têtes ( 8 février 1794, *date de la lettre*) il y a déjà huit cents Toulonnais fusillés (*le compte n'est pas exact*), les fusillades sont ici à l'ordre du jour.

« Fusillades jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de traîtres »

Le cœur se serre, et l'on frémit seulement à transcrire des phrases pareilles en style de canibales. Voilà comment la France a été gouvernée pendant toute la durée du gouvernement révolutionnaire.

Lorsque de tels crimes étaient commis, nos armées se couvraient de gloire. La guerre extérieure était continue. Le 9 juin ( je reprends les événemens militaires depuis le 31 mai) le général Houchard vainquit un corps autrichien, mais sans en retirer aucun avantage. Par la position réciproque des deux armées, le 13, la ville de Condé, vivement at-

taquée par la coalition , fut enfin contrainte de se rendre le 24 suivant , et dans les Pyrénées-Orientales le port de Bellegarde tomba au pouvoir du général espagnol Ricardos.

Le mois de juillet ne nous fut pas non plus favorable. Mayence, assiégée par quatre-vingt mille Prussiens commandés par le général Kalskreutz, sous l'autorité du roi Frédéric-Guillaume en personne, dut ouvrir ses portes. Le général français Aubert Dubayet, chargé de la défendre avec une garnison de dix-sept mille hommes, obtint une capitulation honorable pour lui et avantageuse à la république. Ses troupes ne furent point faites prisonnières de guerre; on les laissa libre de rentrer en France, à la seule condition de ne point servir d'un an contre les alliés. La convention les envoya en poste combattre dans la Vendée, qu'elles ravagèrent entièrement, mais où elles périrent jusqu'au dernier homme.

Le 28 du même mois, Valenciennes à son tour capitula aux conditions de Mayence, et sa garnison alla pareillement dans la Vendée. Ce fut à la prise de cette ville que l'Autriche acheva de lever le masque, en déclarant que les conquêtes étaient faites, non

pour Louis XVII, mais pour le compte de l'empereur. Là et à Condé on effaça tous les signes de la domination française, pour y substituer ceux de la maison de Lorraine.

Le 23 août les Anglais s'emparèrent de Pondichery, et successivement toutes les possessions françaises dans le Bengale, le Malabar et la côte de Coromandel, tombèrent en leur pouvoir.

Tant de désastres successifs furent en partie réparés par la victoire de Nondtschoot, gagnée sur les alliés, dont le duc d'Yorck était généralissime sur ce point. Les conséquences de cette bataille importante, livrée les 6, 7 et 8 septembre, furent la levée du siège de Dunkerque, que le duc d'Yorck abandonna avec une lâcheté sans pareille.

Le 11 la ville du Quesnoy se rendit au général autrichien comte de Clarfaix; le 18, les Anglais s'établirent dans une portion de l'île de Saint-Domingue, et le 23 ils entrèrent au fort de Saint-Nicolas. Le 16 octobre, jour du supplice de l'auguste et malheureuse Marie-Antoinette, le roi de Naples, son beau frère, déclara la guerre à la république. Ce jour-là le général français Jourdan parvint à débloquer

Maubeuge. Ce succès fut compté parmi les calamités de tous genres qui nous accablaient de chaque point. Ceci était une faible compensation, d'ailleurs, de tant de pertes réitérées auxquelles il fallut joindre, le 22 décembre suivant, celle des forts et place Saint-Elme, Collioure et Port-Vendée, qui furent livrés aux Espagnols.

La Vendée pareillement subit les conséquences désastreuses de la guerre et avec plus d'apreté encore, parce que celle-là avait lieu entre des citoyens. Elle a eu ses historiens particuliers, et je ne m'attacherai pas à revenir sur leurs traces, j'y renvoie ceux qui veulent connaître les faits détaillés de cette lutte acharnée et sanglante. Les insurgés, en général, tant que dura l'année, eurent l'avantage, malgré les revers nombreux dont il fut accompagné.

Ainsi finit au milieu de calamités épouvantables l'an 1793, dont, certes, le souvenir ne mourra pas. Il s'ouvrit par le plus coupable de tous les crimes, par l'assassinat juridique du roi de France; il fut signalé encore par l'établissement du gouvernement du tribunal de l'armée révolutionnaire; par la révolution du

31 mai qui arracha l'autorité à la convention pour la transporter à la commune de Paris à qui le comité de salut public l'enleva plus tard ; par la promulgation d'une constitution, nouvelle œuvre insensée et inexécutable ; par l'abolition de la religion chrétienne que remplaça le culte fou de la raison ; par la destruction de tous les établissemens utiles ou honorables ; par le supplice de la reine, d'Egalité, des girondins et d'une multitude de victimes ; par la révolte de Lyon, de Marseille, de Toulon ; par celle partielle de tant d'autres départemens ; par la promulgation des lois les plus absurdes, quand d'ailleurs elles n'étaient pas criminelles ; par la perte de nos colonies, par des désastres militaires importans, par tous les maux enfin dont la colère céleste punit les peuples.

Ce fut une époque sinistre, épouvantable, extravagante, un cahos d'anarchie, de despotisme et de forfaits ; où la tyrannie parla au nom de la liberté, où la vertu fut poursuivie avec une véhémence supérieure à celle employée jusque là envers le vice. La France n'avait ni commerce, ni agriculture, ni industrie, ni revenus, ni lois. L'arbitraire, assis

sur l'échafaud, la remplissait à lui seul, et les populations, dans un désespoir morne, ne possédaient même pas cette énergie qui repousse les chaînes avec le courage du lâche révolté.



---

## CHAPITRE XI.

Causes du pouvoir des jacobins. — Le courage manquait pour les combattre. — Ce qui les divisa. — Robespierre veut se défaire d'une partie des membres de la montagne. — Fin de Théroigne de Méricourt. — Succès de Rose Lacombe. — Parrallèle de Hérault de Séchelles et de Saint-Just. — Haine réciproque qu'ils se portent. — Querelle qu'ils ont ensemble au comité de salut public. — Hérault de Séchelles fouette Saint-Just chez Rose Lacombe. — Celui-ci cherche à se venger. — Début de l'intrigue de Robespierre contre Danton son rival. — Danton est accusé de concussion. — Robespierre joue les membres de la commune ses adversaires. — Quelques hébertistes. — Julien, de Toulouse, Delaunay d'Angers, compromis par une affaire de finance. — Ce qui en résulte. — Robespierre commence l'attaque à la convention. — *Vertu et terreur*. — Hébert transporte la querelle aux jacobins. — Discours de Robespierre sur la liberté des cultes.

Je suis enfin arrivé à l'époque solennelle où le mal porté rapidement à son comble, et ne pouvant aller plus loin, tendait, par l'effet du cours ordinaire des choses humaines, à s'amortir d'abord et à disparaître ensuite, non sans laisser toutefois des marques sanglantes de son passage. Les excès révolutionnaires

augmentaient chaque jour à cause de l'union des scélérats qui en étaient les auteurs. On aurait dit que ces hommes pervers n'avaient qu'un corps, qu'une ame, à tel point ils mettaient de l'ensemble dans leurs opérations. La montagne dans l'assemblée; les comités de salut public, de sûreté générale en dehors de nous, quoique composés de nos collègues; le tribunal révolutionnaire; la commune de Paris; les clubs des jacobins et des cordeliers; tout cela, chacun suivant son rang de création, concourut d'abord au renversement de la monarchie, puis au meurtre du roi, puis à tous les actes de despotisme populaire, de tyrannie démagogique, cruelle et absurde, puis à la défaite des girondins qui, malgré leurs fautes et même leurs crimes, pouvaient avoir un certain droit à se placer parmi les honnêtes gens de la convention.

Cette masse de méchants avait rempli la France de terreur et de sang; elle renversait les villes opulentes; décimait les habitants des communes; appauvissait la France par des mesures insensées et terrible; tuait le commerce, les arts, l'agriculture; rendait la propriété incertaine; et poussait aux frontières



toute la portion active de la population , moins dans l'intérêt de la France , que pour se soutenir elle-même contre la juste vengeance du dedans et du dehors.

Tout se courbait sous ces hommes féroces. La vertu effrayée consentait à mourir, ou à se déshonorer. Il n'y avait guère de milieu possible entre tomber victime de tels excès ou à en prendre sa part. Une inquiétude universelle, un malaise permanent, répandu sur la surface de la France, une lâcheté d'obéissance, qu'on s'arrangeait pour qualifier d'énergie, de résignation au moment que la résistance était impossible, annonçaient que chaque français trouvait moins pénible de mourir que de se défendre; et qu'on subirait ce joug insupportable tant qu'il plairait aux jacobins de le perpétuer.

Il n'y avait donc aucune espérance d'un meilleur sort? Non, sans doute, si on l'eut attendu des seuls efforts de la classe honnête; mais comme partout le remède est à côté de la souffrance, ce devait être du choc enfin indispensable des méchants entre eux que viendrait forcément le salut de tous, et quoique près d'un an dut s'écouler encore avant la dé-

livrance totale, cependant dès la fin de 1793, les personnes accoutumées à bien voir, purent concevoir l'espérance que le ciel, ayant enfin pitié d'eux, jetterait la discorde au milieu des méchans, et les frapperait de cette cécité divine dont il se sert pour punir les hommes et les nations.

Robespierre devint le moteur principal de cette révolution nouvelle. Ce fut lui qui l'entreprit dans son avantage personnel, ne s'apercevant pas qu'une fois l'édifice du crime ébranlé, chaque pierre qui s'en détacherait le rendrait lui-même moins solide, et qu'il serait un jour enseveli sous les derniers débris qu'il s'obstinerait à remuer imprudemment.

Robespierre voulait le pouvoir, et Marat mort, son seul compétiteur redoutable était le terrible Danton. Danton sorte d'atlas révolutionnaire qui, tandis que Robespierre tremblant de frayeur se tenait à l'écart, avait à lui seul renversé le trône à la journée du 10 août; c'était lui encore qui, en organisant la terreur, s'était sauvé ainsi que ses complices à l'approche des coalisés, au commencement de septembre 1792; lui qui plus tard avait dé-

cidé la mort du roi en épouvantant une portion nombreuse de ses timides collègues. Le peuple aimait l'éloquence âpre de Danton, sa chaleur fanatique, et jusqu'à ses formes colossales, à sa figure belle, par le pittoresque de sa laideur : le peuple se croyait plus fort ayant Danton à sa tête, et il ne dissimulait pas sa prédilection pour lui.

Cette popularité tourmentait Robespierre ; il essayait sourdement de la détruire ; il le pouvait d'autant moins que l'influence de Danton était supérieure à la sienne auprès de la commune de Paris, alors poids immense dans la balance de l'autorité. Robespierre voyant ceci, comprit que pour arriver au seul homme qui, véritablement lui faisait ombrage, il fallait commencer par l'isoler de ses alentours, et surtout le séparer de cette commune si ancrée dans l'esprit des républicains fanatiques. Ce fut à quoi il s'arrêta dans ce moment, avec autant de persévérance que d'astuce.

Je fus mis au courant de ceci par des propos qui échappèrent à Augustin Robespierre avant son départ pour le midi. Il venait souvent se reposer chez Rose Lacombe, que je

voyais assidûment, et où ne paraissait plus Théroigne de Méricourt. Celle-ci, depuis peu, avait été fouettée publiquement par les trico-teuses de Robespierre. Je ne sais trop pourquoi, car tout ce monde était du même acabit, cette femme avait abusé de ses opinions, et chaque jour, devenant exaltée plus que la veille, marchait avec rapidité à la folie furieuse dans laquelle elle a vécu encore pendant tant d'années. Son rôle ayant fini, ceux qui l'avaient excitée l'abandonnèrent soudainement. Le remords s'empara d'elle, ébranla son cerveau déjà faible, et elle tomba dans une monomanie de rage et de malpropreté hideuse dont elle n'est plus sortie; elle a eu cependant quelques instans de lucidité, qu'elle employait à écrire tous les événemens de sa vie désordonnée.

Rose Lacombe ne lui ressemblait d'aucun point; c'était une excellente patriote, remplie de vivacité et de courage. Elle fit ses preuves au 10 août; mais ensuite elle rentra par degrés dans le rôle simple dont son sexe ne doit pas s'écarter; mais comme elle était charmante, comme elle possédait de rares qualités, une discrétion à toute épreuve, une

amitié chaleureuse et désintéressée à l'égard de ceux qu'elle aimait, il en résulta que les plus impies de la convention nationale se plaisaient dans sa société; tous y étaient accueillis également bien; mais par instinct de conservation elle coquettait principalement avec les Robespierre et leurs affidés; aussi fut elle tranquille jusqu'au 9 thermidor.

Cette familiarité, avec tant de gens d'opinions divergentes, la mit en position de servir beaucoup d'invidus, et d'apprendre une foule de particularités curieuses. En voici une qu'elle me raconta en éclatant de rire, et que, plus prudent, je lui conseillai de taire par crainte que sa divulgation ne nuisit à elle et à moi :

Hérault de Séchelles était un de ses assidus ainsi que Saint-Just. Tous deux beaux, spirituels, et faits pour plaire aux femmes, surtout quand ils oubliaient qu'ils étaient membres de la convention, ce qui arrivait souvent au premier et presque jamais au second. J'ai déjà fait connaître Hérault. Quant à Saint-Just, on a vu rarement un plus superbe tigre, rien n'égalait la grâce angélique de ses traits, si ce n'était la profonde scélératesse de son ame; il y avait là le corps d'Adonis avec

les sentimens des monstres les plus célèbres de la mythologie payenne. C'était à faire frémir que la contemplation de ce contraste du moral et du physique. Il fallait aimer Saint-Just en le regardant, et le détester aussitôt qu'on avait pu le connaître et l'apprécier; lâche, cruel, rampant, audacieux, fourbe et féroce, avide de pouvoir et d'argent, prêchant la vertu et se livrant aux vices les plus infâmes. Il ne se peut rencontrer une autre fois une telle composition, erreur fatale de la nature; et c'était bien à lui qu'étaient applicables les vers de Racine dans *Phèdre* :

Faut-il que sur le front d'un perfide adultère  
Brille de la vertu le sacré caractère,  
Et ne devrait-on pas à des signes certains  
Reconnaître le cœur des profânes humains ?

Hérault de Séchelles au contraire, à part son faux air révolutionnaire, erreur d'une ame exaltée, et qui était allé au mal par une route qu'il avait crue celle du bien, possédait une foule de qualités brillantes, ne manquait ni de générosité ni d'amour de ses semblables; il était charitable, compatissant, sans

façon avec les hommes, quoiqu'en observant les règles de la politesse, et rempli de passion et de galanterie envers les femmes, dont l'amour qu'il leur portait faisait, avec la politique, l'affaire importante de sa vie. Il en résultait que si ses opinions le rapprochaient de Saint-Just, la sympathie entre eux n'existait pas; que même chacun d'eux ressentait de l'aversion et de l'éloignement pour l'autre. La duplicité de Saint-Just ne s'accordait aucunement avec la franchise d'Hérault de Séchelles.

De là dérivait une guerre sourde, perpétuelle et même déjà ardente; ils ne se combattaient pas encore en public que déjà ils se détestaient en particulier. Les choses étaient à ce point d'irritation réciproque lorsque, dans une séance du comité de salut public dont tous les deux étaient membres, ils se prirent de bec, la querelle s'envenima de leur rancune secrète et alla si loin que Hérault de Séchelles, ne mettant plus de bornes à son emportement, dit à Saint-Just :

« Je suis bien sot de disputer avec un poltron, un drôle, un misérable à qui je pourrais donner cent coups de pied au cul sans

qu'il fit autre chose que me remercier, à tel point il est lâche. »

Les collègues s'interposèrent après ce début, et Hérault sortit en disant que Saint-Just tiendrait pour bon ce qu'il venait de lui débiter, si dans moins d'une heure il n'était pas en mesure de lui en demander raison.

Saint-Just n'en fit rien ; un jour s'écoula ; Hérault de Séchelles s'avisa de rendre une visite à Rose Lacombe, et, comme à cette époque on n'annonçait point et que presque toujours on se servait soi-même, il ne trouva personne dans la première pièce de l'appartement de la jolie républicaine et arriva tout contre la porte de la chambre à coucher où Rose était avec Saint-Just. Celui-ci, poussé par son mauvais génie, parlait de son ennemi qu'il accommodait de toutes pièces en le calomniant indignement.

Hérault de Séchelles s'arrêta, le laissa dire à son aise, mais, lorsqu'il eut fini, il parut à l'improviste, ferma la porte à double tour, mit la clef dans sa poche, et, s'avançant vers Saint-Just pétrifié, lui dit :

« Je n'ai pas perdu un mot de tout ce que tu viens de dire, vil coquin à quadruple



trempé; te proposer un duel serait inutile, te rompre les os me fatiguerait; il te faut cependant un châtiment : choisis de te laisser brûler la cervelle (et Hérault lui présenta un pistolet) ou de te déculotter toi-même pour que je t'applique la correction que tu mérites si bien. »

Saint-Just se récria, voulut pérorer, composer; un geste terrible de son antagoniste le ramena au point capital; il en eut une telle frayeur que, sans oser marchander davantage et en sanglottant bassement, il se détermina à se soumettre à la nécessité. Il baissa donc le vêtement nécessaire, pendant que Rose, dont *la pudeur* était alarmée, passa dans un cabinet voisin, d'où elle entendit très-distinctement la main de Hérault de Séchelles s'appesantir et retentir avec éclat. L'admonestation frappante achevée, le tapeur rouvrit la porte, jeta Saint-Just à l'antichambre et demeura long-temps encore à causer avec Rose Lacombe qui ne pouvait cesser de rire au souvenir de la scène dont elle venait d'être témoin *de auditu*.

Certes, c'était là un affront sanglant, un affront dont la vengeance demandait, pour

être satisfaite, la vie de qui l'avait **commiss**. Déjà Saint-Just avait à punir l'insulte qui lui avait été faite devant les membres du comité de salut public; celle-là, d'ailleurs, était suffisante à cause de son éclat, et il s'y employa activement. Son premier moyen fut d'écarter Hérault de Séchelles du comité, afin d'avoir le loisir d'y manœuvrer contre lui tout à son aise. Hérault ne comprit pas sa position, il s'en fut en province, et cette absence de Paris décida sa perte. Je m'en occuperai lorsque le moment en sera venu.

Saint-Just obtint d'autant plus facilement de Robespierre l'abandon de Hérault de Séchelles que lui-même se devouait entièrement à cet ambitieux et que tous les deux, presque dès la même époque, travaillèrent de concert à la chute de leurs ennemis communs. Il fallait, ai-je dit, les renverser les uns après les autres, faire passer d'abord ceux qui auraient le moins de solidité, pour arriver ensuite aux autres qui étaient Camille Desmoulins, Danton, Pache, etc.

Les affidés de Robespierre profitèrent de l'absence de Danton pour lancer contre lui à la commune des bruits défavorables. On

attaqua sa probité , et franchement on en avait le droit : Danton était besogneux , parce qu'à l'exemple de Mirabeau il dépensait l'argent qu'il ne possédait pas encore ; il le prenait de toutes mains , en avait reçu de Louis XVI autant que d'Égalité ; plus tard il en accepta des faiseurs d'affaires , intrigans, fournisseurs, accapareurs , tout lui parut bon , et il s'en cachait peu , étant en cela chaudement imité par d'autres de nos confrères dont la friponnerie éclata bientôt avec audace , et parmi lesquels je signalerai au premier rang le capucin Chabot et le poète Fabre d'Églantine. Hébert fit comme eux ; celui-là aussi lâche et vil que féroce.

Il y avait encore , en arrière de ceux-là , plusieurs autres personnages non moins avides , non moins intéressés : Vilaint , Delaunay d'Angers, Jullien de Toulouse, Bazire, Thuriot, Gusman , Bally , Peyreira , Dubuisson, Desfieux, Anacharsis Clootz ; quelques-uns étrangers accourus en France pour prendre part à nos troubles politiques et pour en profiter d'une ou d'autre façon. Tout cela , avec Chaumette , Rousin , Maillard , Vincent , Monmoro et Pache , formaient une société

corrompue d'où le jacobinisme n'excluait pas certes la cupidité.

Robespierre eut peu de peine à les séparer de Danton contre lequel ils se déchaînèrent tout-à-coup, lui reprochant son amitié pour Dumouriez et ses concussions nombreuses que néanmoins ils exagéraient. Aucun de ces misérables n'avait prévu qu'en se détachant du faisceau qui liait ensemble tous les coupables, ils permettraient à une main invisible de les en arracher avec plus de facilité. La chose ne manqua pas d'arriver ainsi.

Chabot, Bazire et Thuriot ayant commis la faute de chercher à renouveler le système d'inviolabilité applicable aux députés, Robespierre aussitôt lâcha contre eux les jacobins qui s'opposèrent à cette mesure et qui ne s'arrêtèrent pas là, car aussitôt ils se mirent à ordonner une enquête rigoureuse dans sa minutie, sur les moyens par lesquels ces députés, Jullien de Toulouse, Delaunay d'Angers et quelques autres, avaient élevé leur fortune. Il en résulta un scandale immense, des explications embarrassées qui n'expliquèrent rien. Leurs amis, leurs complices les abandonnèrent aussitôt, et *le Père Duchêne*

(Hébert) les signala dans son journal comme des ennemis de la patrie contre lesquels on ne pourrait sévir assez tôt.

La frayeur saisit les inculpés ; Bazire et Chabot essayèrent de conjurer l'orage en se séparant de leurs émules ; ils firent mieux : ils les dénoncèrent, et, pour donner plus de poids à leurs allégations, restituèrent au comité de sureté générale cent mille livres que chacun d'eux avait touchées pour sa prime dans la friponnerie qui consistait en falsifications d'articles de décrets relatifs aux opérations d'une compagnie financière et à celles de l'ex-abbé d'Exfugomer.

Ceci fit un bruit affreux, sans pour cela sauver les dénonciateurs. Le comité ordonna l'arrestation spontanée de Delaunay d'Angers et de Jullien de Toulouse, puis, dès le lendemain, étendit cette mesure à Chabot et à Bazire.

Ce fut un coup d'éclat dont la commune ne comprit pas le retentissement. On s'en occupa beaucoup à la société des jacobins. Les uns murmurèrent, ce fut le petit nombre ; les autres prétendirent que là où il y avait délit

il fallait punir, n'importe sur qui tomberait le châtiment.

L'ouverture de l'attaque était commencée lorsque Robespierre crut le moment venu de se montrer et d'engager la lutte de manière à étendre la proscription à intervenir. En conséquence, il monta à la tribune, et, selon sa coutume invariable, prononça un discours hors de mesure.

Il prit pour texte la morale républicaine, sujet très-approprié à une circonstance toute de relachement, de voleries, de duplicité, de débauche et de mensonge; où tous les principes étaient violés, les mœurs corrompues; où l'on aspirait à vivre sans dieu, sans culte, sans lois, sans préjugés honnêtes, sans frein aucun. C'était bien là le cas d'adresser aux redresseurs prétendus de cette morale républicaine : Ne fais pas ce que je fais, mais fais ce que je dis. Quoiqu'il en soit, Robespierre, parmi le fatras verbeux et sans terme que nous fûmes contrains d'entendre, s'écria :

« Le ressort du gouvernement populaire dans la paix, est la vertu; le ressort du gouvernement populaire en révolution, est la vertu et la terreur; la vertu sans laquelle la terreur

est funeste, la terreur sans laquelle la vertu est impuissante... »

Il partit de là pour entrer en matière, et n'achevant jamais, tonna contre les vices de ceux qu'il voulait atteindre, sans cependant les nommer. En avait-il besoin lorsqu'il les désignait clairement? Eux ne s'y trompèrent pas, et si la vertu leur manqua, du moins la terreur les frappa dès ce moment où ils durent comprendre quel sort leur était réservé. Je ne conçois pas comment Danton et le groupe plus intime de ses amis, Camille Desmoulins et Fabre d'Églantine ne virent pas que cette foudre, qui grondait sur la commune si positivement, finirait par les atteindre eux-mêmes, et comment ils ne revinrent pas à elle franchement pour se défendre ensemble contre l'ennemi commun. Ils n'en firent rien, et ils se perdirent tous.

Hébert néanmoins essaya de repousser la tempête, et, le premier novembre 1793, se présenta à la tribune des jacobins, et là il dit qu'on lui annonçait la colère de Robespierre allumée contre lui, et certes sans motif, à cause de la pureté de ses actions et de sa conduite; que, si Robespierre le dénonçait, il au-

rait tort ; il soutint son innocence ; celle de Pache , de Chaumette qu'il savait également meneurs ; et , par une mesure maladroite dans la circonstance , crut se démêler de cet embarras en accusant Danton d'une manière indirecte , en rapportant comme des rumeurs vagues les soupçons de concussion qui pesaient sur lui.

« On prétend , dit-il , que Danton a émigré , qu'il est allé en Suisse chargé des dépouilles du peuple ; je l'ai rencontré ce matin dans les Tuileries ; et puisqu'il est à Paris , il faut qu'il vienne fraternellement s'expliquer avec les jacobins : tous les patriotes se doivent de démentir les bruits injurieux qui courent sur leur compte. Je sais ceux dont on me flétrit par Dubuisson qu'on accuse aussi , et qui est honnête. On lui en veut ainsi qu'à moi peut-être du zèle avec lequel nous poursuivons les royalistes et les ambitieux. Dubuisson sait qu'une vaste conspiration se forme pour désunir et perdre les patriotes. Ceux qui fomentent ces rumeurs calomnieuses sont le reste des complices de Brissot et les partisans des Capets qui vivent encore dans la prison du Temple. »



Robespierre était dans la salle ; il vit que le discours d'Hébert s'adressait à lui particulièrement, et, ne balançant plus dans ce qu'il avait à faire, il aborda la tribune à son tour, et, prenant la parole :

« Est-il vrai que nos plus dangereux ennemis soient les restes impurs de la race de nos tyrans ? Je vote en mon cœur pour que la race des tyrans disparaisse de la terre ; mais puis-je m'aveugler sur la situation de mon pays au point de croire que cet événement suffirait pour éteindre le foyer des conspirations qui nous déchirent ? A qui persuaderait-on que la punition de la méprisable sœur de Capet en imposerait plus à nos ennemis que celle de Capet lui-même et de sa criminelle compagne.

« Est-il vrai encore que la cause de nos maux soit le fanatisme, le fanatisme ! Il expire, je pourrais même dire qu'il est mort. En dirigeant toute notre attention contre lui, ne la détourne-t-on pas de notre véritable danger ? Vous avez peur des prêtres, et ils s'empressent d'abdiquer leur titre contre ceux de municipaux, d'administrateurs et même de présidents de sociétés populaires. Ils étaient naguère

fort attachés à leur ministère, quand il leur valait soixante-dix mille livres de rente, ils l'ont abdiqué dès qu'il ne leur a plus valu que six mille. Oui, craignez, non pas leur fanatisme, mais leur ambition, non pas l'habit qu'ils portaient, mais la peau nouvelle qu'ils ont revêtue; craignez, non pas l'ancienne superstition, mais la nouvelle et fausse superstition qu'on veut feindre pour nous perdre. Que des citoyens, animés par un zèle pur, viennent déposer sur l'autel de la patrie les monumens inutiles et pompeux de la superstition pour les faire servir au triomphe de la liberté; la patrie et la raison sourient à ces offrandes. Mais de quel droit l'aristocratie et l'hypocrisie viendraient-elles mêler ici leur influence à celle du civisme? de quel droit des hommes, inconnus jusqu'à ce jour dans la carrière de la révolution, viendraient-ils chercher au milieu de tous ces événemens les moyens d'usurper une fausse popularité, d'entraîner les patriotes même à de fausses mesures, et de jeter parmi nous le trouble et la discorde? de quel droit viendraient-ils troubler la liberté des cultes au nom de la liberté, et attaquer le fanatisme par un fan-

tisme nouveau? de quel droit feraient-ils dégénérer les hommages rendus à la vérité pure en des farces éternelles et ridicules.

« On a supposé qu'en accueillant des offrandes civiques la convention avait proscrit le culte catholique. Non : la convention n'a point fait cette démarche et ne la fera pas, et ne la fera jamais ; son intention est de maintenir la liberté des cultes, qu'elle a proclamée, et de réprimer en même temps tous ceux qui en abuseraient pour troubler l'ordre public ; elle ne permettra pas qu'on poursuive les ministres paisibles des diverses religions ; elle les punira avec sévérité toutes les fois qu'ils oseront se prévaloir de leurs fonctions pour tromper les citoyens...

« Il est des hommes qui veulent aller plus loin , qui , sous prétexte de détruire la superstition , veulent faire une sorte de religion de l'athéisme lui-même. Tout philosophe , tout individu peut établir là-dessus l'opinion qui lui plaira. Quiconque veut lui en faire un crime est un insensé ; mais l'homme public , mais le législateur qui adopterait un pareil système serait cent fois plus insensé encore. La convention nationale l'abhorre ; la convention

n'est point un feseur de livres , de systèmes , elle est un corps politique et populaire. *L'athéisme est aristocratique* ; l'idée d'un grand être qui veille sur l'innocence opprimée et qui punit le crime triomphant est toute populaire. Le peuple, les malheureux m'applaudissent , et si je trouvais des censeurs , ce serait parmi les riches et parmi les coupables. J'ai été , dès le collège , un assez mauvais catholique ; je n'ai jamais été ni un ami froid ni un défenseur infidèle de l'humanité ; je n'en suis que plus attaché aux idées de morale et de politique que je viens de vous exposer.

Si Dieu n'existait pas, il faudrait l'inventer.

Robespierre ensuite ajouta :

« Les étrangers (auxquels il attribuait, dans des phrases précédentes, tous les maux que lui-même faisait peser sur la France), ont deux espèces d'armées ; l'une sur nos frontières , est impuissante et près de sa ruine , grâce à nos victoires ; l'autre, plus dangereuse, est au milieu de nous ; c'est une armée de fripons , d'espions stipendiés qui s'introduisent partout, même au sein des sociétés populaires,

C'est cette faction qui a persuadé à Hébert que je voulais faire arrêter Pache, Chaumette, Hébert et toute la commune. Moi arrêter Pache dont j'ai toujours admiré et défendu la vertu simple et modeste ! moi , qui ai combattu pour lui contre Brissot et ses complices,



---

## CHAPITRE XII.

Détails curieux et préparatoires. — Autre séance aux jacobins. — Danton répond à ses ennemis. — Robespierre prend sa défense. — Effet prodigieux du discours de celui-ci. — Triomphe précaire de Danton. — Robespierre attaque Cloutz et Coutard. — Suite de cette affaire. — Ronsin. — Vincent. — Maillard. — Grammont. — Frayeur de la commune. — Nombreuses arrestations parmi les jacobins. — Discours de Robespierre à la convention nationale. — Réflexions appropriées. — Rapport de Saint-Just. — Ce que j'en pense. — Ce qui en adviendra.

Robespierre avait une habitude dont il ne s'écarta jamais , celle de ne pas développer en entier sa pensée au premier moment , c'était par degrés qu'il arrivait à la manifester complète. Il agit ainsi dans la circonstance présente , il se justifia d'avoir voulu attaquer Hébert, mais il ne dit rien en faveur de celui-ci qui put le gêner au jour prochain où il tomberait sur cet ennemi caché. Son but alors était uniquement de brouiller sans retour la commune avec Danton. Celui-ci avait donné

en plein dans le piège. Il vint chez Rose Lacombe et s'y déchaîna contre les *faux amis*, qui pour couvrir dit-il, leurs propres turpitudes lui en supposaient, que certainement il se justifierait sans peine, mais que cela ne le contenterait pas, et qu'il était déterminé à se venger.

Dans une occurrence moins critique, j'aurais pu essayer de lui ouvrir les yeux, de lui montrer que celui qu'il fallait punir ou craindre, n'était ni Hébert ni Chaumette, que son rival redoutable, était le dominateur suprême de la convention. Je n'en fis rien, Danton ne m'inspirant pas plus d'intérêt que Robespierre. Je laissai la fusée à démêler entre eux, sans m'en mêler. Danton m'invita à venir le soir suivant aux jacobins, où il comptait parler de manière à confondre ses calomniateurs.

Je n'y manquai pas, la séance me paraissant devoir être curieuse. Danton en effet pérora, et ce fut avec une chaleur et une éloquence digne des temps passés, non qu'il se défendit par ces moyens victorieux que la vertu peut seule employer, mais la vivacité de ses phrases, la pantomime dont il les accompa-

gnait, inspirèrent une sorte d'enthousiasme dont il profita, ce fut alors qu'agitant sa tête énorme, que redressant sa taille colossale, il dit ces paroles que l'histoire a conservées.

« Ai-je donc perdu ces traits qui caractérisent la figure d'un homme libre. Ne suis-je plus ce même homme qui s'est trouvé à vos côtés dans les momens de crise ? Ne suis-je plus cet homme tant persécuté, tant connu de vous, cet homme que vous avez si souvent embrassé comme votre ami, et avec lequel vous avez fait le serment de mourir dans les mêmes périls..... Vous serez étonnés quand je vous ferai connaître ma conduite privée, de voir que la fortune colossale que mes ennemis et les vôtres m'ont prêtée, se réduit à la petite portion de bien que j'ai toujours eue. Je défie les malveillans d'avoir à fournir aucune preuve contre moi, tous leurs efforts ne pourront m'ébranler. Je veux rester debout en face du peuple, vous me jugerez en sa présence. Je ne déchirerai pas plus la page de mon histoire, que vous ne déchirez la vôtre. On veut savoir ce que je possède, ce que j'ai dépensé. Eh bien ! je le veux moi aussi, que des commissaires soient nommés parmi



vous , je leur soumettrai ma vie , mes moyens d'existence. Je demande qu'on les désigne , et je ne reculerai pas à me présenter devant eux. »

Ce discours excita l'enthousiasme de la majeure partie de l'assemblée , mais la scène qui allait avoir lieu , produisit un tout autre effet. Quelle ne fut pas ma surprise , en voyant Robespierre remplacer Danton à la tribune , et dire à son tour.

« Danton vous demande une commission pour juger sa conduite , j'y consens s'il pense que cette mesure soit utile ; il veut qu'on précise les griefs portés contre lui. Eh bien , je vais le faire. Danton , tu es accusé d'avoir émigré. On dit que tu as passé en Suisse , que ta maladie était feinte , pour cacher au peuple ta fuite. On a dit que ton ambition était d'être régent sous Louis XVII , qu'à une époque déterminée , tout a été préparé pour proclamer ce rejeton de Capet , que tu étais le chef de la conspiration. Que ni Pitt , ni Cobourg , ni l'Autriche , ni l'Angleterre , ni la Prusse n'étaient nos véritables ennemis. Mais que c'était toi seul , que la montagne était composée de tes complices , qu'il ne fallait pas s'occuper des agens envoyés par les puissances

ces étrangères, que leurs conspirations étaient des fables dignes de mépris, en un mot, qu'il fallait t'égorger toi, toi seul. »

Ici des acclamations qui tenaient du délire, des applaudissemens non moins expressifs remplirent la salle. A tel point l'ironie chaleureuse de cette improvisation descendit dans les cœurs; moi-même, qui certes était bien en garde contre Robespierre, je ne pus échapper à cet entraînement involontaire; lui s'arrêta un moment, puis ajouta :

« Ne sais-tu pas Danton, que plus un homme a de courage et de patriotisme, plus les ennemis de la chose publique s'attachent à sa perte. Ne sais-tu pas, et ne savez-vous pas citoyens, que cette méthode est infaillible. Ah! si le défenseur de la liberté n'était pas calomnié, ce serait une preuve que nous n'aurions plus ni nobles, ni prêtres à combattre. Les ennemis de la patrie semblent m'accabler de louanges exclusivement, mais je les répudie. Croira-t-on qu'à côté de ces éloges que l'on répète dans certaines feuilles, je ne vois pas le couteau avec lequel on a voulu égorger la patrie. La cause des patriotes est comme celle des tyrans, ils sont tous solidaires. Je me

trompe peut-être sur Danton, mais je l'ai vu dans sa famille, et il ne mérite que des éloges sous les rapports politiques, je l'ai observé ; une différence d'opinion me le faisait étudier avec soin, souvent avec colère. Il ne s'est pas assez hâté, je le sais, de soupçonner Dumouriez. Il n'a pas assez haï Brissot et ses complices. Mais s'il n'a pas toujours été de mon avis, en conclurerais-je qu'il trahissait la patrie. Non, je la lui ai vue toujours servir avec zèle. Danton veut qu'on le juge, il a raison, qu'on me juge aussi, qu'ils se présentent ces hommes qui sont plus patriotes que nous. Je jure que ce sont des nobles, des privilégiés, des prêtres, vous y trouveriez un marquis, et vous aurez la juste mesure de ceux qui nous accusent. »

Ce fut par un redoublement de transports et d'aveu de conviction entière, que la fin de ce discours que Robespierre termina en demandant aux accusateurs de Danton de prendre la parole ; que la fin dis-je de ce discours fut accueillie ; aucun de ceux qu'il provoquait n'osa paraître dans la lice. Chacun se tint à l'écart, craignant de provoquer contre soi cette enquête, que Danton ne paraissait pas craindre. Monmoro, l'un de ceux qui craignait

le plus, non seulement ne soutint point l'attaque, mais au contraire déclara que, puisque personne ne se prononçait contre l'inculpé, c'était établir par ce silence victorieusement l'innocence de celui-ci. Le président du club sur la proposition qui lui fut faite, donna l'accolade fraternelle à Danton, et dès lors il y eût scission entière entre Danton et la commune de Paris.

Robespierre n'était pas un homme ordinaire, c'est un fait prouvé, je peux affirmer que dans cette circonstance, il s'éleva au-dessus de lui-même; sa conduite fut habile au plus haut degré en défendant Danton. Il accablait ceux que d'abord il voulait perdre. Afin plus tard de mieux arriver à son but, et lorsque l'heure de se séparer de Danton serait arrivée, il se donnait à l'avance l'attitude d'un bienfaiteur dont le service serait payé par de l'ingratitude, et c'est ce qui en effet arriva.

Mais Robespierre ne se contenta pas de jouer le rôle de défenseur, s'il s'y fut toujours renfermé, il n'aurait pu remplir son plan dans l'ensemble qu'il s'était tracé, il lui fallait des victimes premières, aussi à une séance prochaine des jacobins, et à propos d'une épuration populaire, pour débarrasser

la société de ce qu'elle *avait d'impur*, Robespierre lança contre Anacharsis Clootz des hommes à lui ; on lui reprocha ses rapports intimes avec le banquier hollandais Vander-Nyvert.

Clootz, surpris d'être à son tour en butte aux méfiances de *ses amis*, se récrie, prétend prouver son innocence, entreprend de le faire, et, lorsqu'il croit y être parvenu, voici venir Robespierre à la tribune, qui, avec une froideur calculée, annonce qu'il se charge de répondre à *mon~~ieur~~ le baron* de Clootz. Cette affectation ironique de rappeler la noblesse de son adversaire est déjà un coup de massue pour celui-ci. Robespierre l'attaque d'abord sur son désir exagéré de l'établissement d'une république universelle dans laquelle la France disparaîtrait, puis il signale au souvenir du club l'ancienne amitié qui régna entre les girondins et M. le baron de Clootz ; leur rupture sans cause naturelle et sans profit pour celle des jacobins et de la liberté, la véhémence avec laquelle il a constamment essayé de pousser la France vers la guerre, ce qu'on ne peut jamais faire sans exposer l'avenir du peuple.

« Et comment, M. le baron de Clootz,

poursuit l'orateur, pouvait-il s'intéresser au bonheur de la France, lorsqu'il s'intéressait si fort au bonheur de la Perse et du Monomotapa? Il est une dernière crise dont il pourra se vanter, je veux parler du mouvement contre le culte, mouvement qui, ménagé avec raison et lenteur, aurait pu devenir excellent, mais dont la violence pouvait entraîner les plus grands malheurs. M. de Cloutz eut avec l'évêque Gobel une conférence de nuit. Gobel donna parole pour le lendemain, et vint, changeant subitement de langage et d'habit, déposer ses lettres de prêtrise. M. de Cloutz croyait que nous serions dupes de ces mascarades; non, non; les jacobins ne regarderont jamais comme un ami du peuple ce prétendu sans-culotte qui est Prussien et baron, qui possède cent mille livres de rentes, qui dine avec des banquiers étrangers, qui est, non pas l'orateur du peuple français, mais du genre humain. »

Cette dernière phrase faisait allusion à la momerie célèbre où Cloutz, à la tête d'une troupe de bandits sous divers déguisemens, était venu haranguer l'assemblée constituante au nom de tous les peuples de la terre, de la constitution

qu'elle donnait à la France. Le discours de Robespierre porta coup ; Cloodt essaya vainement de rétorquer les argumens pressés de son terrible adversaire, il ne put y parvenir, et sa radiation du club des jacobins passa à la grande majorité des voix. C'était le premier son de sa cloche funèbre.

Cloodt mis de côté, et dont l'arrestation serait prochaine, Robespierre, sans dévier de son plan de conduite, marcha vers Chaumette, en passant par ses amis. Il en avait non seulement dans le conseil de la commune, mais encore au club des cordeliers, où Camille Desmoulins et Fabre d'Églantine possédaient du crédit. Cette société, rivale de celle des jacobins, était vue de ceux-ci de mauvais œil, et le comité de salut public savait que la société mère approuverait toujours les mesures par lesquelles l'autre serait abattue ou du moins molestée.

Là, à part ceux que je viens de nommer, Ronsin, Vincent, Maillard et Monmoro, servaient avec chaleur Hébert et Chaumette. J'ai fait connaître le dernier. Ronsin, commandant de l'armée révolutionnaire, était un vil coquin, un scélérat consommé, sans aucunes

qualités ; il savait, non se battre avec courage, mais égorger lâchement et de sang-froid. Que de victimes furent par lui immolées dans la Vendée ! Il commandait à Lyon les fusillades ; ce fut lui qui ordonna et fit exécuter sous ses yeux le supplice de ces véritables défenseurs de la liberté française. Coquin dans la force du terme, pillard s'il en fut, il faisait tache dans l'anarchie. Revenu nouvellement à Paris précédé d'une réputation infâme, il ne se soutenait encore au milieu de tant de coupables auxquels il faisait horreur, que par l'appui d'Herbert et de Chaumette.

Vincent, dit un contemporain, Vincent, agent des bourreaux et du ministre de la guerre dont il était secrétaire-général, n'avait aussi de recommandable aux yeux de la multitude des jacobins que la violence furieuse avec laquelle il poursuivait dans les armées quiconque lui paraissait être homme de bien. Flatteur déhonté de la canaille, prêchant à l'armée révolutionnaire le pillage et l'assassinat, il était au rang de ces turpitudes de l'époque et à leur tête encore.

Maillard, dont le nom rappelle les égorgements de septembre 1792, auxquels il présidait,



Maillard, par tous les crimes dont il se souillait journellement, n'avait rien à reprocher ni à Ronsin ni à Vincent. Celui-là, chargé des arrestations intérieures, encombrait les prisons des malheureux qu'il poursuivait en furibond. Le vol des bijoux, des diamans, de l'or, qu'il saisissait chez les suspects, fournissait à sa goinfreterie insatiable, à ses débauches de tout genre, à des prodigalités folles et dont le peuple, prêt alors à mourir de faim, s'indignait non sans raison.

Tous ces misérables avaient pour accolyte, pour digne émule un acteur de la Comédie-Française, un nommé Grammont, être nul du côté du talent, quoiqu'on ait cherché à lui faire une réputation qu'il ne méritait pas. Porteur d'une physionomie atroce; d'un cœur de fer, et adjudant-général de l'armée révolutionnaire, il avait toute la bassesse et le sang-froid convenables pour commander une pareille troupe, et renchérir sur les assassinats dont elle se faisait un jeu.

Punir ces misérables était faire un acte de justice. Robespierre ne daigna pas cependant en prendre le soin lui-même; il le confia à un homme marqué en lettres rouges sur ses ta-

blettes de proscription, et qui à son tour périrait du dernier supplice, Fabre d'Églantine. Celui-ci déshonorait par ses vices, par sa conduite, le talent littéraire dont il était pourvu; il accepta en cette circonstance la mission que Robespierre lui confia, et, sur sa dénonciation, Maillard, Vincent, Ronsin, Grammont, Monmoro, Mazuel et deux ou trois autres coquins un peu plus subalternes furent décrétés d'accusation.

Le conseil exécutif trembla à ce premier coup de tonnerre; il essaya sourdement d'y répondre par une tentative de révolte, par un retour au 31 mai dernier; cela ne lui fut plus possible : le comité de salut public avait repris tout son ascendant. Il fallait plier désormais sous son joug irrésistible, alors il vint aux supplications humbles; il demanda que l'on examinât la culpabilité des prévenus; que, quant à lui collectivement, il n'entrât pas dans son idée de rivaliser de puissance avec la convention nationale, et qu'il donnerait toujours l'exemple de lui obéir.

Le comité de salut public répliqua par de nouvelles mesures de rigueur. Proly, Dubuisson, Peyreira, les trois agens que les jacobins

avaient envoyés à Dumouriez, furent incarcérés, comme accusés d'être en France les agens de Pitt, de Cobourg, avec Desffieux, leur digne émule; et, pour rendre la partie complète, le comité ne balança pas à faire saisir dans leur lit Delaunay d'Angers, Jullien de Toulouse, Bazire et l'ex-capucin Chabot. Tant de coups frappés à la fois, annonçaient l'intention de Robespierre de se débarrasser de tous ceux dont la scélératesse ferait ombrage à son ambition et à sa cruauté.

Le vil Chabot, ai-je dit, avait cru conjurer la tempête en dénonçant ses amis; cela ne lui servit à rien d'utile; on lui reprocha sa fortune subite, son mariage avec la sœur de Frey, qui lui avait compté deux cent mille francs; beaucoup de petite jalousie, d'envie mesquine se mêla à ceci, et sa mort fut résolue, quelque lâcheté qu'il fit pour l'éviter.

Robespierre, continuant l'exécution de son plan, revenait toujours à son premier thème, la terreur et la vertu. Celui-là, il le commentait sous ses aspects, et s'en servait avec succès contre ses ennemis. Je ne rapporterai pas tout ce qu'il dit à ce sujet aux jacobins, et par combien de nœuds il enlaça ses ennemis.

Il ne démentit pas son adresse ordinaire : il sut exciter Camille Desmoulins contre Hébert, engager celui-ci à se porter accusateur de celui-là; si bien que le coup qu'Hébert croyait frapper retomba sur sa tête; mais je ne passerai pas sous silence le discours de Robespierre à la convention, lorsqu'il vint préparer le supplice d'une partie des hommes avec lesquels la montagne avait coutume de marcher jusque là. Je crois encore l'entendre s'écrier :

« La terreur n'est autre chose que la justice prompte, sévère, inflexible; elle est donc une émanation de la vertu; elle est moins un principe particulier qu'une conséquence du principe général de la démocratie, appliqué aux plus pressans besoins de la patrie. On a dit que la terreur était le ressort du gouvernement despotique. Le nôtre ressemblerait-il au despotisme? Oui, comme le glaive qui brille dans les mains de la liberté ressemble à celui dont les satellites de la tyrannie sont armés. Que le despotisme gouverne ses sujets abrutis par la terreur, il a raison. Comme les despotes, domptez par la terreur les ennemis de la liberté, et vous aurez raison; comme fonda-

teurs d'une république, le gouvernement révolutionnaire est le despotisme de la liberté contre la tyrannie. On se plaint de la détention des ennemis de la république, on cherche des exemples dans l'histoire des tyrans, parce qu'on ne veut pas les choisir dans celle des peuples. A Rome, lorsque le consul découvrit la conspiration, et l'étouffa sur-le-champ par la mort des complices de Catilina, il fut accusé d'avoir violé toutes les formes, par qui? par l'ambitieux César, qui voulait grossir son parti de la horde des conjurés par les Pison, les Clodius et les mauvais citoyens, qui redoutaient pour eux-mêmes la vertu d'un vrai romain et la sévérité des lois. Punir les oppresseurs de l'humanité, c'est clémence; leur pardonner, c'est barbarie. La rigueur des tyrans n'a pour principe que la rigueur; celle du gouvernement républicain part de la bienfaisance. Les ennemis intérieurs du peuple français se sont divisés en deux corps d'armée : l'une de ces deux factions nous pousse à la faiblesse, l'autre à l'excès; celle-ci veut changer la liberté en bacchante, celle-là en prostituée. Ce sont les modérés et les faux révolutionnaires. Tel appelait la

France à la conquête du monde qui n'avait d'autre but que d'appeler les tyrans à la conquête de la France. L'étranger hypocrite Cloutz, qui depuis cinq années proclamait Paris la capitale du globe, ne faisait que traduire dans un autre jargon les anathèmes des vils fédéralistes qui vouaient Paris à la destruction. Prêcher l'assurance n'est qu'une manière d'absoudre la superstition et d'accuser la philosophie, et la guerre déclarée à la Divinité n'est qu'une diversion en faveur de la royauté. »

J'ai voulu citer ce fragment pour fournir la preuve complète du galimathias incompréhensible que Robespierre employait quelquefois. J'ai cité exactement, et je défie qu'on puisse comprendre ce qu'il a voulu dire, à tel point sa pensée est sophystiquée d'une manière étrange. Expliquera qui pourra la différence qu'il trouve en la rigueur du despote et celle de la liberté; la clémence de celle-ci et la barbarie de celle-là. Je n'en prendrai pas la tâche. Mais ce qu'on entendra moins encore, ce sera notre impassibilité à écouter ces phrases vides, extravagantes; et qu'un tel homme, en s'en servant habituellement, ait

pu nous dominer sans être renversé à la première secousse; certes sa chute eût été rapide, s'il ne l'eût prévenue par d'autres ressorts, et si ceux qu'il faisait jouer n'eussent aidé sa verbéuse éloquence.

Robespierre, en préparant les voies, livra ensuite la tribune à Saint-Just, son second lui-même, le dépositaire de toutes ses pensées, le seul en qui il eut pleine confiance, et qu'il investit de son amour. Ces deux misérables n'avaient qu'une ame, qu'un but unique, et leur accord devait les conduire ensemble au faite du pouvoir ou à la mort. Je ne rapporterai pas en entier le rapport qu'il fut chargé de faire au nom du comité de salut public sur la situation présente. On en connaît le but, il suffira de quelques passages pour donner une idée du style et de son esprit.

« Ce qui constitue une république, disait Saint-Just, c'est la destruction totale de ce qui lui est opposé. On se plaint de nos mesures révolutionnaires; mais nous sommes des modérés en comparaison des autres gouvernemens. Cette modération parricide laisse triompher tous les ennemis de notre gouvernement. Par quelle illusion persuaderait-on

que vous êtes inhumains ? Votre tribunal révolutionnaire a fait périr des scélérats , mais la monarchie, jalouse de son autorité, nageait dans le sang de toute la génération, et vous balanceriez à vous montrer sévères envers des coupables ? La pitié que l'on fait paraître pour les détenus est un signe éclatant de trahison dans une république , qui ne doit être assise que sur l'insensibilité. Il est une secte politique en France qui se joue de tous les partis : éprouvons-nous des revers, les indulgens prophétisent des malheurs ; sommes-nous vainqueurs, on en parle à peine. Dernièrement on fut moins occupé de la république que de quelques pamphlets ; et tandis qu'on détourne le peuple des mâles objets, les auteurs des complots criminels respirent et s'endurcissent. Vous demander l'ouverture des prisons, c'est comme si on vous demandait l'humiliation et la misère du peuple. Au sortir des prisons, les détenus, rendus à la liberté, reprendraient les armes. La même conjuration semble s'ourdir pour les sauver, qui jadis s'ourdit pour sauver le roi. La monarchie n'est point un roi, elle est le crime ; la république n'est point un sénat, elle est la vertu.



Quiconque ménage le crime veut rétablir la monarchie. Épargnez l'aristocratie, et vous aurez trente ans de guerre civile. Ceux qui font des révolutions à moitié ne font que se creuser un tombeau; celui qui s'est montré l'ennemi de son pays n'y peut être propriétaire; celui-là seul a des droits à une patrie qui a coopéré à l'affranchir. Les propriétés des patriotes sont sacrées, et les biens des conspirateurs sont là pour les malheureux. *Les malheureux sont les puissances de la terre.... OSEZ....* Ce mot renferme toute la politique de notre révolution. »

C'était en frémissant d'indignation et d'épouvante que l'on entendait de pareils propos. Robespierre et Saint-Just avaient compris que pour devenir rois, ils ne le pourraient qu'en s'associant à la plus vile populace; qu'en offrant à celle-ci de partager les biens de tous, afin qu'elle consentît à leur laisser l'autorité. Ce plan exista, et l'un et l'autre travaillèrent à l'accomplir jusqu'au moment où ils furent frappés ensemble.

Déjà la montagne s'ébranlait dans sa base, on allait la démolir, malgré sa force appa-

rente. Je le voyais, et je me souviens que vers ce temps je dis à Durand Maillane :

« Mon ami, tenons-nous coit; les jacobins ont tant d'appétit, qu'ils vont faire comme ces deux tigres, tellement acharnés à se dévorer l'un et l'autre, que quand ils eurent fini, il ne resta plus que les deux queues. Je me trompe, ou l'humanité sera vengée par ceux-là même qui l'outragent si cruellement. »

Il était certain que la lutte s'engageait, non point entre la vertu et le crime, mais entre les sections diverses des monstres qui nous dominaient, et peu de temps devait suffire au complément de ce combat, où de toutes parts on devait présumer qu'on apporterait une véhémence égale à celle que de concert ils avaient mise à renverser la monarchie, les lois et la paix publique.

---

---

## CHAPITRE XIII.

Je reviens au rapport de Saint-Just. — Projet de loi révolutionnaire. — Menace sinistre de Barrère à un de nos collègues. — Projets des dictateurs. — Fin de Jacques Roux. — Danton et ses amis s'abusent sur leur position. — Visite domiciliaire chez le beau-père de Camille-Desmoulins. — Débats qu'elle occasionne à la convention. — Discours de Danton. — Je cherche, sans succès, à éclairer Camille-Desmoulins. — La commune s'intrigue. — Collet d'Herbois cherche de l'appui aux jacobins. — Discours prononcés. — Séance aux cordeliers. — Son résultat.

Emporté par mon indignation j'ai, à la fin du chapitre précédent, négligé d'achever de rapporter la conclusion du rapport sinistre et menaçant de Saint Just; il est difficile de se retenir lorsque, revenant sur le passé, des hommes comme moi, qui ont vu de si près les horreurs qui le souillèrent, s'attachent à les présenter dans quelques-unes de leurs pensées principales à la génération actuelle, qui a l'air de badiner avec la république, et qui semble vouloir la rappeler. Certes, jamais manie

plus funeste n'a pu s'attacher à l'esprit humain ; qu'on se souvienne bien de ce que je vais dire , j'ai la confiance malheureusement acquise par l'expérience de ce que j'ai vu , et tout me répond que ma prévision ne fera faute.

La république chez nous recommencera par de belles phrases , se poursuivra au milieu des torrens de sang , et des horreurs de l'anarchie , et sera dénouée par le sabre du despotisme.

Toute autre manière de la conduire , de la finir est impossible , il faudrait pour ceci de la vertu : et qui en a en France maintenant ?

Je reviens à Saint-Just , ce misérable , après nous avoir tenus sur la sellette pendant plus de quatre heures , car ses rapports , à l'exemple des discours de son chef , ne finissaient jamais , nous lut enfin ses conclusions , elles étaient dignes du reste. Les voici :

« Sont déclarés traîtres à la patrie , et , comme tels , seront punis de mort , ceux qui seront convaincus d'avoir , de quelque manière que ce soit , favorisé dans la république le plan de corruption des citoyens , la subversion des pouvoirs , et de l'esprit public ; d'avoir

excité des inquiétudes à dessein d'empêcher l'arrivage des denrées à Paris ; d'avoir donné asile aux émigrés ( cette dernière disposition s'adressait particulièrement à Herault de Séchelles , dont Robespierre voulait la perte , et qui n'avait pu refuser à son cœur de cacher dans sa maison une femme émigrée , miracle de beauté , et dont il était devenu passionnément amoureux ) ; ceux qui auront tenté d'ouvrir les prisons ; ceux qui auront introduit des armes dans Paris , dans le dessein d'assassiner la liberté ; ceux qui auront tenté d'ébranler la forme du gouvernement républicain. La convention nationale étant investie par le peuple français de l'autorité nationale , quiconque usurpe son pouvoir , quiconque attente à sa sûreté , à sa dignité directement ou indirectement est encore ennemi du peuple , et sera puni de mort. La résistance au gouvernement révolutionnaire et républicain , est un attentat contre la liberté. Quiconque s'en sera rendu coupable , quiconque tentera par quelque acte que ce soit de l'avilir , de le détruire , de l'entraver , sera puni de mort. Il sera nommé six commissions populaires pour juger promptement tous les ennemis de la

révolution détenus dans les prisons. Les comités de salut public et de sûreté générale, se concerteront pour former et organiser ces commissions. Les prévenus de conspiration qui se soustrairont aux poursuites de la justice seront mis hors la loi. Les comités révolutionnaires qui auront laissé en liberté des individus notés d'incivisme, seront destitués. Tout citoyen est tenu de découvrir les conspirateurs, et les individus mis hors la loi, lorsqu'il a connaissance du lieu où ils se trouvent; quiconque les recelera chez lui ou ailleurs sera puni de mort. Les individus arrêtés pour cause de conspiration contre la république, ne pourront communiquer avec qui que ce soit, ni verbalement ni par écrit, sauf la responsabilité capitale de ceux qui sont préposés à la garde des prisons. Quiconque aura participé à ces communications, sera regardé et puni comme leur complice. »

Nous écoutions tous cette proposition qui devait être sur-le-champ transformée en décret, nous l'écoutions, dis-je, avec la stupeur de victimes, que, par un raffinement de barbarie sans exemple, on contraignait à rédiger elles-mêmes la loi qui va les conduire à la mort.

Nous savions celle-ci assurée à la plupart de nous, et chacun se taisait sans oser se défendre. Le silence nous fut encore commandé plus impérieusement par l'audace de Barrère, qui, entendant un des nôtres élever à demi la voix d'un ton de blâme, se tourna de son côté et dit tandis que la menace éclatait sur sa physionomie sinistre : J'entends murmurer je crois. A ces mots qui annonçaient la mort, nul n'osa prendre la parole, et le funeste décret fut rendu *d'enthousiasme*. Voilà où nous en étions à ce terrible moment.

Si encore les coupables, les jacobins auxquels pour lors il s'adressait d'une manière plus particulière, en eussent été seuls atteints, sans doute qu'il nous aurait moins consterné, mais on devait s'en servir à la fois pour achever de décimer la partie saine de la nation, pour nous maintenir sous le joug insupportable de la terreur, et ceci devenait désespérant. Je vis le lendemain le beau Saint Just chez Rose Lacombe, il rayonnait de bonheur, et comme il venait de boire amplement, il ne nous cacha pas ce qui arriverait avant peu ; nous sumes que les *cordeliers* seraient les premières victimes du décret, et certes nul ne

s'intéressait au sort de Ronsin , de Vincent, de Maillard, d'Hébert, de Chaumette, de Cloutz et de tous les autres misérables qui formaient le noyau principal de ce qu'on appelait le conseil général de la commune.

L'un des principaux agens de cet antre de voleurs et d'assassins, le prêtre Jacques Roux, que Robespierre avait démêlé parmi eux tous, comme plus digne de sa haine personnelle, avait péri le premier. Ses friponneries, ses excès dans tous les genres, appelèrent nominativement sur lui la vengeance révolutionnaire. Arrêté et conduit en police correctionnelle en qualité de simple filou, les charges qui vinrent contre lui à la traverse, le présentèrent sous un jour si désavantageux qu'il fallut l'envoyer au tribunal révolutionnaire. Là on le condamna à la peine de mort, le 15 janvier 1794. Ce monstre au prononcé de l'arrêt, se livrant à un excès de rage sans égale, se frappa rapidement de plusieurs coups de couteau qui ne lui ôtèrent pas la vie, néanmoins au premier instant. Il vécut plusieurs jours encore dans des souffrances atroces, qui commencèrent sans doute la punition que Dieu lui réservait plus tard.



Je ne conçois pas comment Hérault de Séchelles et Danton, ne comprirent point la pensée de Robespierre, comment surtout Camille Desmoulins pût se flatter d'échapper au supplice, à la suite de son expulsion du club des jacobins, et de sa querelle en ce lieu, entre lui et Robespierre; elle mériterait que je l'insérasse dans mon récit, mais comme elle est trop longue, je préfère raconter celle qui eut lieu au sein de la convention, et dans laquelle Camille Desmoulins aurait dû apprendre pareillement, à la malveillance avec laquelle fut accueillie la plainte qu'il porta au nom de son beau-père, combien ses actions avaient baissé.

Il est vrai que par le journal qu'il publiait *Le vieux Cordelier*, et dans lequel il attaquait les meneurs de l'époque, il s'était mis à dos ses anciens amis. Robespierre qui avait été l'un des témoins de son mariage, cessa de le voir familièrement, et conserva à son égard un silence farouche, qui était pour l'ordinaire un préambule de mort. Ce journal avait servi de texte au renvoi de son auteur de la société mère, et il avait aggravé ses torts dans

cette circonstance en osant répliquer à Robespierre; que, brûler n'était pas répondre.

Sur ces entrefaites une visite domiciliaire, provoquée à dessein par le comité de sûreté générale eut lieu chez le beau-père de Camille Desmoulins, on y déploya tout le luxe de l'arbitraire de ce temps inique, et Camille, crut en avoir raison en venant lui-même dénoncer le fait à la tribune de la convention. Je vais copier son discours, il est d'ailleurs historique par les détails curieux et exacts qu'il fournit sur la façon arbitraire et toute d'avidité avec laquelle on procédait à ces mesures révolutionnaires.

Le 24 janvier 1794, Camille Desmoulins monta à la tribune et nous dit :

« Je demande à faire une motion d'ordre; à quoi sert, citoyens collègues, que vous rendiez des décrets si on n'en tient nul compte? Voici un fait d'après lequel vous verrez que trois de vos décrets ont été violés.

« Des commissaires de sections se sont transportés chez un citoyen; je voudrais qu'un autre vous parlât de cette affaire, car ce citoyen, c'est mon beau-père. Vous avez

décrété qu'on ne toucherait point aux anciens livres de jurisprudence , tels que Dumoulin , Domat , etc. ; eh bien , ces commissaires sont venir des crocheteurs et font emporter la moitié de la bibliothèque. Ce n'est pas tout , il y a sur la cheminée une pendule de douze à quinze cents livres ; ils prétendent que l'aiguille est une fleur de lys , c'est véritablement un trèfle ; ils emportent la pendule. A côté se trouvait une malle , mais couverte de belles et bonnes fleurs de lys ; ils se sont contentés de les faire effacer , car cette malle ne valait pas cent sols. Vous avez décrété que tous les titres de créance sur l'État seraient portés sur le grand livre , mais vous avez excepté les rentes et pensions viagères. Mon beau-père a un contrat sur l'ancien trésor royal pour avoir été commis des finances ; ils voient le brevet en parchemin , et comme il commence par le mot *Louis* , formule ordinaire de ces brevets , ah ! ah ! disent-ils , c'est le nom du tyran ; et ils emportent le brevet. *Mon beau-père n'est pas exempt de torts* ; il avait au-dessus de sa bibliothèque un vieux portefeuille ministériel ou il y a des fleurs de lys ; cependant depuis

plus de cinq ans il n'y avait touché, il était couvert de poussière, il a fallu le dégraisser pour reconnaître les fleurs de lys. Second tort : mon beau-père avait, comme tous les agens, le cachet du ministère ancien.

« Que ce soient là des torts, suffisent-ils pour arrêter un vieillard et l'envoyer aux Carmes ? Je ne me plaindrai pas de cela ; mais on a violé trois décrets ; on aurait dû rendre au moins la pendule, les livres et le contrat. »

Bourdon de l'Oise prit la défense du beau-père de Camille qui, prétendit-il s'était brouillé avec son gendre, parce qu'il *trouvait de l'aristocratie dans ses numéros*.

Vadier, au contraire, se mit à dire :

« Cette affaire n'est point du ressort du comité de sureté générale. Je ne sais pourquoi l'on semble s'acharner à l'attaquer ; il est composé de patriotes que j'ose dire purs, et à toute épreuve. Si la convention veut le renouveler, elle en est bien la maîtresse. Au surplus le rapport qu'on demande sera fait demain. »

Danton, qui allait de faute en faute et que des meneurs étaient parvenus à éloigner de

Camille Desmoulins, en prétextant l'incivisme de celui-ci, parut à son tour, et, prenant la parole :

« Je m'oppose à l'espèce de distinction de privilège qui semble être accordé au beau-père de Desmoulins ; je veux que la convention ne s'occupe que d'affaires générales. Si l'on veut un rapport pour ce citoyen , il en faut aussi pour tous les autres. Je m'oppose à la priorité de date qu'on cherche à leur donner à leur préjudice. Il s'agit, d'ailleurs, de savoir si le comité de sureté générale n'est pas tellement surchargé d'affaires qu'il trouve à peine le temps de s'occuper de réclamations particulières.

« *Une révolution ne peut se faire géométriquement.* Les bons citoyens, qui souffrent pour la liberté, doivent se consoler par ce grand et sublime motif. Personne n'a plus que moi demandé les comités révolutionnaires ; c'est sur ma proposition qu'ils ont été établis. Vous avez voulu créer une espèce de dictature patriotique des citoyens les plus dévoués à la liberté sur ceux qui se sont rendus suspects. Ils ont été élevés dans un moment où le fédéralisme prédominait ; il a fallu , il faut encore les maintenir dans toute leur

force , mais prenons garde aux deux écueils contre lesquels nous pourrions nous briser. *Si nous faisons trop pour la justice , nous donnerions peut-être dans le modérantisme ,* et prêterions des armes à nos ennemis. Il faut que la justice soit rendue de manière à ne point atténuer la sévérité de nos mesures.

« Lorsqu'une révolution marche vers son terme , quoiqu'elle ne soit pas encore consolidée, lorsque la république obtient des triomphes, que ses ennemis sont battus, il se trouve une foule de patriotes tardifs et de fraîche date, il s'élève des luttes de passion , des préventions particulières, et souvent les vrais, les constans patriotes sont écrasés par ces nouveaux venus. Mais enfin là où les résultats sont pour la liberté , par des mesures générales gardons-nous de les accuser. *Il vaudrait mieux outrer la liberté et la révolution que de donner à nos ennemis la moindre espérance de rétroaction.* N'est-elle pas bien cette nation ? n'a-t-elle pas le droit, comme la force, d'ajouter à ses mesures contre les aristocrates et de dissiper les erreurs élevées entre les amis de la patrie, au moment où la convention peut, sans inconvénient pour la chose publi-

que, faire justice à un citoyen ? Elle violerait ses devoirs, si elle ne s'empressait de le faire.

« La réclamation de notre collègue est juste en elle-même, mais elle ferait naître un décret indigne de nous. Si nous devons accorder une priorité, elle appartiendrait aux citoyens qui ne trouvent pas dans leur fortune et dans leurs connaissances avec les membres de la convention, des espérances, des ressources au milieu de leur malheur ; ce serait aux malheureux, aux nécessiteux qu'il faudrait d'abord tendre les mains. Je demande que la convention médite les moyens de rendre justice à toutes les victimes de mesures et d'arrestations arbitraires, sans nuire à l'action du gouvernement révolutionnaire. Je me garderai bien d'en prescrire ici les motifs ; je demande le renvoi de cette question à la méditation du comité de sureté générale...

« La convention n'a eu des succès que parce qu'elle a été peuple, elle restera peuple, elle cherchera et suivra sans cesse l'opinion publique. C'est cette opinion qui doit décréter toutes les lois que vous proclamez... »

On passa à l'ordre du jour sur la réclamation de Desmoulins, et ce dut lui être un

avertissement pour son avenir. Il ne le comprit pas non plus que celui que je lui donnai moi-même. Son caractère ardent, ouvert, généreux plaisait en général à tous ses collègues non entraînés par la passion. Je le voyais marcher à sa perte et j'avais devers moi trop de certitude du coup fourré qu'on lui préparait, pour ne pas le plaindre, je lui parlais peu cependant. Mais vers la fin de janvier, un peu plus tard peut-être, quoique toujours avant le supplice d'Hébert et de ses complices, je le rencontrai sur le boulevard du Temple. Je venais de chez un chaudronnier de la rue de Lappe, qui préludait à une fortune immense en achetant presque pour rien les meubles et objets précieux qu'on vendait de la spoliation des riches. Je trouvais chez lui à grand marché des bronzes, des curiosités dont je faisais une petite collection.

Camille me salua honnêtement ; je vins à lui, il s'arrêta.

« Tu vas vite, lui dis-je ( nous étions dans la ferveur de la fraternité révolutionnaire ), trop vite, car tu cours à te rompre le cou »

Comme il marchait alors d'un pas modéré, il devina sans peine que je parlais au figuré.



« Je suis ma ligne, répondit-il, je la suis avec autant de sagacité que de courage, et je me flatte qu'il ne m'en arrivera pas mal.

— Tu es dans l'erreur, répartit - je en lui prenant la main ; tu élèves contre toi des animosités implacables ; j'ignore si tu parviendras à les braver ; toujours, crois-moi, sois moins véhément.

— Ce serait être moins patriote.

— Ce serait être sage, et la prudence n'exclut pas le civisme, mon cher collègue ; je suis bien informé, on t'en veut beaucoup. »

J'insistais tant sur ces derniers mots que lui en rougit ; il se tut un moment ; je vis qu'il réfléchissait. Ce silence dura peu ; il me dit avec vivacité :

« Lors même que l'on en voudrait à ma vie, je ne changerai pas de conduite ; la vérité avant tout.

— Oui, lorsqu'on l'adresse à gens qui veulent l'entendre ; mais aujourd'hui qui la désire ?

— o nsieur, répliqua Desmoulins en changeant de ton et de formule de langage, je vous remercie d'autant plus de votre bonne intention à mon égard, qu'aucune liaison anté-

rieure ne me l'a méritée. Je ne suis pas sans prévoir les périls de ma position ; mais vous les exagérez. Robespierre , que j'ai tant aimé , que j'ai servi avec dévouement , je peux le dire , ne se portera jamais envers moi aux dernières extrémités. Le ferait-il , d'ailleurs ? et ce serait horrible , la crainte de la mort ne me fera pas transiger avec mon devoir de républicain. »

A l'inflexion de voix ferme que Camille mit à s'exprimer , au feu qui brilla dans ses yeux , je compris que sa résolution était arrêtée irrévocablement , vrai sentiment de sa position , et nous nous séparâmes. Depuis ce moment , il évita de me parler à la convention , mais il me souriait avec amitié chaque fois qu'il pouvait le faire sans qu'on l'examinât. Cette délicatesse de sa part m'attacha à sa fortune , et ce fut avec un vrai chagrin que je le vis tomber dans le piège qu'il ne lui avait pas plu d'éviter.

Tandis que celui-ci s'endormait , les gens de la commune , détenus , essayaient de se défendre en ameutant la populace de Paris au moyen de ceux de leurs amis encore en liberté. On voyait déjà des groupes menaçans

se former, des conciliabules s'établir, et tous les symptômes reparaître de ce qui avait précédé les divers soulèvemens dans Paris. On ne pouvait choisir une époque plus favorable. Le comité de salut public était presque désorganisé par des causes diverses; Couthon demeurait en proie à son rhumatisme goutteux; Robespierre était pareillement malade; Jean-Bon-Saint-André, Billaud-Varennes, en mission, ne pouvaient aider activement leurs collègues. Collot d'Herbois et Saint-Just restaient seuls.

Ni l'un ni l'autre ne s'endormit; ils jugèrent que la position était critique : leur premier soin fut d'ordonner à l'accusateur public un redoublement d'activité, de vigilance; de poursuivre avec un zèle infatigable les perturbateurs du repos public et les auteurs des pamphlets en circulation; il devait sous trois jours en rendre compte à la convention nationale.

Collot d'Herbois ne s'arrêta pas là; il savait que le club des jacobins était dans la balance d'un poids bien autrement important que nous: il craignait d'ailleurs que le parti ennemi ne s'en emparât; et dans le temps que

lui et Saint-Just employaient les mesures légales, il se rendit au club; et là, parlant en ces termes, essaya de le gagner à la cause dont il se rendait le champion.

« Une nouvelle campagne va s'ouvrir; les soins du comité, qui ont si heureusement terminé la campagne dernière, allaient assurer à la république des victoires nouvelles; comptant sur votre confiance et votre approbation, qu'il a toujours eu en vue de mériter, il se livrait à ses travaux; mais tout-à-coup nos ennemis ont voulu l'entraver dans sa marche; ils ont soulevé autour de lui les patriotes pour les lui opposer et les faire égorger entre eux. On veut faire de nous des soldats de Cadmus; on veut nous faire égorger par la main les uns les autres. Mais non; nous ne serons pas des soldats de Cadmus, grâce à votre esprit; nous resterons bons amis et nous ne serons que les soldats de la liberté, appuyés sur vous. Le comité saura résister avec énergie, comprimer les agitateurs, les rejeter hors des rangs des patriotes; et après ce sacrifice indispensable, poursuivre ses travaux et vos victoires. Le poste où vous nous avez placé est périlleux, mais aucun de nous

ne tremble devant le danger. Le comité de sûreté générale accepte sa mission pénible de surveiller et de poursuivre tous les ennemis qui trament en secret contre la liberté. Le comité de salut public ne néglige rien pour suffire à son immense tâche ; mais tous deux ont besoin d'être soutenus par vous dans ces jours de danger ; nous sommes peu nombreux , Billaud , Jean-Bon sont absens ; nos amis Couthon et Robespierre sont malades , nous restons donc en petit nombre pour combattre les ennemis du bien public ; il faut que vous nous souteniez ou que nous nous retirions. »

A ces mots les jacobins , qui voyaient leur existence attachée à la conservation des membres actuels du comité de salut public , s'écrièrent : « Non , non , ne vous retirez pas , nous vous soutiendrons. » Et des applaudissemens , des acclamations , des promesses véhémentes d'une union sans terme accompagnent ces propos , Collot poursuit :

« C'est à Paris qu'est le principal foyer des intrigues de nos ennemis.... Ceux qui viendront après nous marcheront sur nos cada-

vres, et en les touchant ils en prendront plus de force, ils serviront mieux leur patrie. La société des cordeliers, dont je ne parlerai jamais qu'avec respect, ne sera pas long-temps la dupe des intrigans qui l'ont jouée; ce n'est pas la première fois qu'on l'égare, toujours elle est revenue, mais avec franchise. Jacques Roux avait aussi tâché de la séduire, elle en a fait justice....

« Le comité de salut public vient de déterminer une grande opération; il a passé cette nuit à assurer l'état des sans-culottes, en confisquant les biens des aristocrates, qu'il faut vomir enfin pour enrichir les patriotes indigens qui réclament les secours de la patrie. Je demande qu'une députation soit envoyée aux cordeliers pour s'expliquer franchement avec eux, et les engager à faire justice des intrigans qui les ont égarés. »

Ce discours adroit acheva d'entraîner l'assemblée. Monmoro, l'un des membres du conseil de la commune, qui se trouvait là avec la mission cachée de veiller aux intérêts de son parti, demanda à répondre.

« Je déclare, dit-il, què le préopinant s'est

trompé sur plusieurs faits. Ce n'est pas dans la séance dernière ni même depuis plusieurs jours que la déclaration des droits est voilée, mais bien depuis un mois, dans des temps difficiles, où les jacobins eux-mêmes luttaien<sup>t</sup> contre l'oppression. J'en offre la preuve dans les procès-verbaux existans. »

Collot d'Herbois s'écria aussitôt :

« Il n'est permis de voiler la déclaration des droits que quand on désespère de la faire triompher. Veut-on dire aussi comme les aristocrates, que quand un accapareur, un fripon, un fédéraliste, est incarcéré, le corps social souffre ? Depuis que cette oppression momentanée est passée, on ne doit plus se permettre, de voiler la statue de la liberté; ce n'est plus comme au 31, où la montagne, qui ne pouvait plus faire entendre sa voix, n'adoucissait qu'imparfaitement les maux que faisaient chaque jour dans le sein de la convention les ennemis puissans du peuple; elle ne combattait qu'en retraite, mais aujourd'hui les décrets populaires ne souffrent aucune difficulté.... On a cherché par des intrigues à agiter les sociétés populaires des sections.

**MONMORO** : Je demande qu'on n'accuse point les cordeliers.

**COLLOT** : J'observe que ce n'est pas des cordeliers, mais des sociétés des sections que je parle, des agens, des émissaires qui se répandent pour engager le peuple à aller à la convention, à demander qu'elle se sépare. Les cordeliers sont mis sans doute malgré eux en contact avec les sociétés populaires pour obtenir cet épurement dans la convention, qui est un moyen excellent de n'avoir plus de convention.

Des motionnaires approuvèrent la proposition de Collot d'Herbois, et voulurent que lui-même fit partie de la députation qui irait s'expliquer avec les cordeliers ; il accepta, et partit avec ses collègues. On l'attendait avec impatience à la société, où on savait qu'il allait venir. Ici on avait moins de confiance qu'aux jacobins, et par cette raison on y montrait plus de douceur. Collot d'Herbois et les autres mandataires des jacobins furent accueillis avec des démonstrations d'amitié dont ils ne furent pas les dupes. Lui pérorait sur la nécessité de l'union. Il dit entre autres phrases sur ce texte banal :



« Les jacobins et les cordeliers, destinés à combattre sous les mêmes drapeaux, unis de cœur et de principes, doivent plus que jamais s'unir par la fraternité la plus intime, s'identifier, se serrer pour combattre en masse, et par la force de l'opinion, les scélérats qui veulent les diviser et faire reculer la France au siècle de la tyrannie..... Avez-vous vu jamais la convention se diviser sur des principes, l'avez-vous vue tergiverser lorsqu'il a été question de faire le bonheur du peuple? non sans doute. Eh bien! puisque nul individu ne peut démentir ce qu'ici j'avance, reposez-vous donc sur vos représentans des soins d'assurer la félicité publique. Etouffez la voix de la vengeance; la patrie est tout, les individus ne sont rien. Marat, votre ami, votre modèle, n'a-t-il pas été persécuté, n'a-t-il pas été traîné au tribunal révolutionnaire? l'avez-vous jamais vu obéir à de misérables passions? l'avez-vous jamais vu sacrifier sur l'autel de la vengeance? Qu'ils imitent donc ce grand homme, ceux qui sont si implacables dans leur haine, et alors je croirai à leur vertu. »

A la fin de ce discours, dont je ne rappelle

que la moindre partie, on s'empessa de prêter le serment d'union avec les jacobins. Le voile qui couvrait la déclaration des droits fut déchiré et remis à Collot d'Herbois en signe de fraternité.

---

---

CHAPITRE XIV.

Réception faite par les prisonniers du Luxembourg à Hébert, Chaumette, etc. — Gobel repentant. — Sa lettre de mort. — Noms et âges des prévenus. — Ce que Robespierre leur dit. — Leur exécution. — Aveuglement de Danton. — Tallien y voit plus clair. — Ce qu'il me dit. — Il me rassure en m'effrayant. — Je donne, en face de Robespierre, un rendez-vous à Camille-Desmoulins. — Longue et infructueuse conversation avec celui-ci. — On tente vainement d'éclairer Danton. — Ce qu'il dit. — Ce que Robespierre fait entendre. — Fabre d'Églantine cite à propos deux vers de Campistron. — Legendre et Collot d'Herbois aux jacobins. — Conseil secret des trois comités. — Arrestation de Danton, Desmoulins, Lacroix et Philipaux.

Tout ce qui eut lieu soit aux jacobins, soit aux cordeliers eut pour résultat la victoire complète de Robespierre, et précéda immédiatement l'arrestation de ceux que j'ai déjà désignés dans un des chapitres précédens. Ce fut un coup terrible, le premier frappé contre l'anarchie. On l'accueillit à Paris et dans les provinces avec transport; c'était l'époque où chaque parti s'arrangeait pour

faire de Robespierre son homme personnel. On le voulait ou royaliste, ou orléaniste, ou modéré, ou jacobin furieux, quoi qu'il en fût on s'attachait à son existence, on la croyait utile, tant est immense le nombre des gobe-mouches, des niais politiques toujours empressés de courir au devant de quiconque entreprend de les tromper. •

Les prisonniers d'une nouvelle espèce furent conduits au Luxembourg, dans cette maison de détention où eux-mêmes avaient conduit tant d'innocens. Dès que leur arrivée eut été divulguée, on se hâta d'accourir sur leur passage, afin de les recevoir selon leurs œuvres. Hébert, le fameux père Duchêne, qui chaque jour insultait dans sa feuille homicide aux victimes de la révolution, n'avait conservé ni courage, ni résignation. On le vit pâle, haletant, abattu, sans force, baisser la tête afin de cacher sa honte et les larmes dont ses yeux étaient remplis. Chaumette, ainsi que lui, se montrait sous les dehors de la lâcheté, et dès qu'il eut ouï les détenus lui dire : « Philosophe Anaxagoras (c'était son nom de guerre républicain), je suis suspect, tu es suspect, nous sommes

suspects. » Lui tremblant demanda d'abord grâce, et puis se réfugia dans sa chambre, dont il ne sortit plus que pour aller à la mort.

Anacharsis Clootz, autre misérable arrogant dans la prospérité, disputa de bassesse dans l'infortune à Vincent, à Monmoro, à tous les autres qui tombaient dans un découragement extrême ou dans des convulsions de rage que rien n'égalait. Ronsin parmi ceux-là fit preuve d'un peu plus d'énergie, Gobel, l'infâme apostat, s'avoua justement frappé de la main de Dieu. Le remords le saisit déjà dès son entrée dans la prison, on ne put en douter quoiqu'à l'époque de son procès il affectât encore les formes républicaines. Cependant il était entièrement revenu à lui, car il envoya à M. Lothringer, un de ses vicaires, une lettre dans laquelle il lui disait :

« Mon cher abbé, je suis à la veille de ma mort, je vous envoie ma confession par écrit, dans peu de jours je vais expier par la miséricorde de Dieu tous mes crimes, et mes scandales contre sa sainte religion. J'ai toujours applaudi dans mon cœur à vos prin-

cipes. Pardon mon cher abbé, si je vous ai induit en erreur, je vous prie de ne point me refuser les derniers secours de votre ministère, en vous transportant à la porte de la Conciergerie, sans vous compromettre, et à ma sortie de me donner l'absolution de mes péchés, sans oublier le préambule *ab omni vinculo excommunicationis*. Adieu, mon cher abbé, priez Dieu pour mon ame, et qu'elle trouve miséricorde devant lui. J. B. J. évêque de Lydda. » Il convient d'être juste envers celui qui se repent, et de le relever lorsqu'il est tombé.

Tous les conspirateurs ou, pour mieux dire, toute la fournée première de ceux dont Robespierre voulait se délivrer, étant sous la main de Fouquier-Tinville, il ne tarda pas à commencer leur procès. On l'entama le 21 mars 1794; les accusés qui comparurent d'abord, parce qu'on voulait les diviser en deux bandes, étaient au nombre de vingt, savoir : Ronsin, âgé de quarante-cinq ans, Hébert, de trente-cinq, Vincent, de vingt-sept, Monmoro, de trente-huit, Ducroquet, de trente-un, Koek, de trente-huit, Laumar, de soixante-trois, Bourgeois, de vingt-six,

Makuer, de vingt-huit, Laboureau, de quarante-un, Ancard, de trente-un, Leclerc, de . . . . . Péyra, de cinquante-un, femme Quelineau, âgée de trente-quatre ans, Anacharsis Clootz, âgé de trente-huit ans, Desfieux, de trente-neuf, Descombes, de vingt-neuf, Armand, de vingt-six, Dubuisson, de quarante-huit, Proly, de quarante-deux ans.

Ronsin à la lecture de l'acte d'accusation, se tourna vers ses camarades, et, les voyant tous occupés à classer des papiers, des certificats, des actes de défense, leva les épaules, et leur dit :

« En vérité, vous êtes de pauvres imbéciles, si vous vous imaginez que ces feuilles de chêne vous serviront. Ceci est un procès politique. On ne nous juge que pour nous condamner. Aucun de nous n'échappera, je pense. Vous n'avez pas voulu me croire, lorsque je vous conseillais d'agir, maintenant que nous n'avons plus qu'à baisser la tête, je me charge de vous montrer à le faire avec courage.

Il parlait à des gens incapables de l'entendre, et qui déjà par leur horrible épouvante appartenaient à la mort. En effet, à peine si les

jurés, si les juges se donnèrent la peine de les entendre, on leur imputa à crime tout ce qui dans les autres anarchistes passait pour vertu. Tous, dès le troisième jour, furent déclarés coupables et condamnés, à l'exception de Laboureaux, agent provocateur et espion aux gages du comité de salut public, qu'on innocentait. Les autres partirent pour le supplice qu'ils avaient si bien mérité. Nul ne fut plaint, et le peuple qui, tant de fois, avait applaudi Hébert dans ses fureurs, le poursuivait de ses sarcasmes, de ses huées, et allait crier au tour du tonnerre qui l'emportait presque insensible, à tel point tout courage humain l'avait abandonné : *Il est bougrement en colère le père Duchêne.*

Cette affaire, qui n'amena dans Paris aucun mouvement favorable aux accusés, donna la mesure de l'influence du comité de salut public ou plutôt de Robespierre, qui en était le chef. Ce fut le dernier coup de cloche pour prévenir Danton de ce qui lui arriverait. Mais Danton restait impassible, il prétendait qu'on lui appliquerait :

L'impavidum ferient ruinae.

HORACE.



Sans faire attention qu'Horace ne s'en sert que pour relever le juste qui n'a aucun crime à se reprocher : certes, ce n'était pas le cas de Danton.

Un autre que lui voyait mieux les choses. Tallien, revenu de Bordeaux, où il avait été remplir une funeste dictature, où le sang avait coulé par son ordre, et dont certes il rapportait de l'or, tant il en dépensait depuis son arrivée, Tallien, éprouvait un sentiment intime qui lui faisait craindre que Robespierre ne décimât trop complètement la convention nationale. Un autre motif dont je parlerai bientôt l'excita dans la suite bien plus encore; maintenant il ne s'occupait que de sa sûreté personnelle.

Nous avions renoué, dès sa rentrée à Paris, notre liaison précédente, et, chaque fois qu'il pouvait s'échapper à lui-même, il venait me trouver, soit chez moi, soit chez Rose Lacombe. Il présidait la convention à l'époque du procès d'Hébert. Un jour, après notre dîner fait en commun, nous allâmes nous promener sur le boulevard des Invalides, là, loin de toute oreille et à l'écart, il me dit :

« Que pense-tu de ce qui se passe ? »

— C'est la roue de la fortune, chacun à son tour monte et descend.

— Monter soit, on s'en accommode, mais trébucher de là sur l'échafaud ce n'est pas agréable, et pourtant, au train où vont les choses, nous y passerons tous.

— Tous m'écriai-je !

— Pourquoi pas, qui veut la fin veut les moyens. Or, qui veut le trône doit vouloir la perte de la convention.

— Et qui donc aspire au trône demandai-je, comme si je n'eusse pas compris Tallien. »

Tallien me regarda avec mauvaise humeur.

« Est-ce le temps, dit-il, de jouer le niais, de feindre une ignorance qu'on n'a pas, tu sais comme moi ce qui ce passe, tu vois ce qui se fait autour de nous ? sont-ce des jeux d'enfant ? que t'en semble ?

— A vrai dire, répondis-je, il n'est pas d'heure où je ne tâte ma tête pour savoir si elle tient solidement sur mes épaules, et souvent il me semble qu'elle n'y est plus.

— Quant à moi, répliqua Tallien en baissant la voix, et en regardant autour de nous, comme pour s'assurer s'il ne serait pas enten-

du, je me suis promis de ne laisser tomber la mienne que le plus tard possible, que lorsque tous les moyens de la conserver me seront enlevés; or, en ce moment il y a jeu entre les deux qui plus tard pourraient l'abattre, Robespierre et Danton. Celui-ci, après avoir été un furieux sage, est devenu un fou sans courage; il n'a plus qu'à périr, et certes il ne tardera point à sauter le pas. Mon ami, crois-moi, soutenons Robespierre, afin qu'il nous épargne, et plus tard nous aviserons aux moyens de nous soutenir contre lui.

Ces paroles me pénétrèrent d'une sorte d'horreur dont je ne pus me bien rendre compte. Il fallait que le péril fût très imminent pour que Tallien se hasardât à parler ainsi. Il présidait la convention, et certes devait savoir beaucoup de choses que les meneurs lui confiaient par nécessité; et dès lors il était bon de suivre la direction qu'il voulait m'imprimer. Aussi, me rapprochant de lui, et imitant le son qu'il avait imprimé à sa voix :

« Sommes-nous donc aussi près de la catastrophe, et dans ce cas comment faire pour ne pas y être enveloppé?

— Elle éclatera cette nuit ou la prochaine, me dit-il; cela ne peut aller guère plus loin; trois jours de retard seraient un siècle. Sois muet; ne te ranges pas du côté du vaincu, et je te réponds de tout. Robespierre te regarde comme un homme tranquille; tâche de manœuvrer de manière à ce qu'il conserve de toi cette opinion. »

Ceci me rassura; j'étais néanmoins touché non du sort qui attendait Danton, mais celui de Camille Desmoulins m'intéressait; il aimait sa femme, il avait le cœur bon à travers le dévergondage de la frénésie jacobinière, et je me demandais comment je pourrais faire pour parvenir à le sauver, sans me compromettre cependant; car enfin je le répète, nous n'étions pas liés ensemble au point qu'il fût indispensable que j'exposasse ma vie au salut de la sienne. Tallien ne soupçonna pas la cause de mon silence, il me crut plongé dans des réflexions toutes à mon sujet, il ajouta :

« Mon ami, je te recommande de me prendre pour point de mire d'ici à la fin de l'année; ce sera la plus pénible à passer sans doute; ce moment surtout est critique. Veille à ne rien laisser échapper de ce qui déplairait

aux vainqueurs. Quant à moi, je t'en renouvelle la promesse, je ne manquerai ni à ta cause ni à la mienne, et tout ce que voudra Robespierre, il est certain qu'il l'obtiendra de ma complaisance. Un président de la convention est un homme utile, j'espère que lui sera reconnaissant du secours que je lui prêterai. »

Tallien me quitta alors pour aller à l'assemblée. Je me promenai encore un peu tout seul, et puis je tournai du côté des Tuileries. Dès que je fus dans la salle, je regardai où pouvait être Camille Desmoulins; il causait avec Robespierre..... Certes je ne me serais pas attendu à ce colloque, ce fut le dernier qu'il durent avoir ensemble. J'allai à eux : en venant au dos de Robespierre, les yeux de l'autre s'attachent sur les miens, je saisis ce moment pour lui faire un signe imperceptible qu'il comprit. Je le reconnus à la direction que prit son regard.

Robespierre se retourna promptement au bruit de mes pas ; j'allai à lui, et avec une expression de circonstance ; je pris sa main et la serrai vivement, lui me sourit.... Mais grand Dieu quel sourire ! on aurait dit une joie de

l'enfer. Je lui demandai des nouvelles de sa santé, encore chancelante. Il répondit d'un ton papelard qu'il était prêt à donner son existence à la patrie, et mourrait à la peine s'il le fallait. Je ne doutais pas que le pouvoir ne lui fût si agréable, qu'il prétendit se le conserver jusqu'à la fin. Mais il m'en aurait trop coûté de donner ce sens à ses paroles. Je n'en fis rien. Camille s'éloigna, et Robespierre me dit alors :

« Je sais que tu veux le règne de la loi et la perpétuité de la république; c'est la pensée d'un bon citoyen.

— Je veux, dis-je, la liberté en ta compagnie; et, comme tu l'entends, il me semble que je ne puis errer en marchant sur tes traces. »

Il ne me répondit pas, Couthon venant à lui; mais je dus être satisfait du contentement qui se répandit sur sa vilaine figure. Il était près de minuit lorsque je sortis de l'assemblée. Camille Desmoulins et quelques autres des deux bords partirent à la fois; chacun dans la rue se sépara. Je pris par la place du Carrousel et le pont Royal. Vers le milieu de celle-ci je fus atteint par Camille, qui me sui-

vait sans affectation. Le temps était pluvieux, la nuit noire, et, à l'abri de nos parapluies, nous pûmes causer à notre aise. Nous longeâmes le quai Voltaire, fûmes jusqu'au Pont-Neuf, et revînmes par la place Saint-Germain-l'Auxerrois et la rue Saint-Honoré.

J'entamai brusquement la conversation en demandant à Camille Desmoulins quelle réflexion avait provoquée en lui la mort tragique et récente d'Hébert, de Cloutz, de Ronsin et de tous les autres.

« C'étaient de vils coquins, répondit-il ; de ces gens de sac et de corde dont on se sert pour faire une révolution, et dont on se débarrasse le plus tôt qu'on peut.

— Quoi ! tu n'as vu dans le fait de leur mort que le juste châtiment de leur vie ! . . .

— Qu'y a-t-il de plus, demanda-t-il naïvement ?

— Ce qu'il y a, répliquai-je ; je vais te le montrer au doigt, puisque tu ne peux le voir par toi-même : c'est qu'un parti est pris, non de punir des misérables dignes du supplice, mais d'arriver en passant par eux aux hommes les plus marquans de la convention nationale. Si la chose ne t'est pas démontrée, tant

pis pour toi, et dans ce cas malheur à toi !

— Je sais bien que l'on prétend que Robespierre aspire à la tyrannie; mais on l'empêchera d'y parvenir.

— J'ignore ce qu'il veut au fond de son âme, mais ce qui me paraît certain, c'est que toi, nominativement, cours ici un très-grand danger; que tu peux être arrêté d'un moment à l'autre, livré à Fouquier-Tinville, et tu sais ce qui s'en suivra.

— Et pourquoi agirait-on ainsi? douterait-on de mon civisme? J'ai fait mes preuves; nul ne se vantera d'être meilleur républicain que moi. »

Cette obstination à se jeter dans des généralités, quand le cas était si personnel, me mit hors de moi. Aussi, parlant en conséquence :

« Écoute, Camille, lui dis-je; j'avais regardé jusqu'ici comme un jeu de mots le propos de Suzanne dans le *Mariage de Figaro* : *Mon Dieu! que les gens d'esprit sont bêtes*. Tu me convaincs de son effrayante vérité. Ouvre les yeux, regarde où tu es? sur un abîme! Deux jours, trois jours ne se passeront pas sans



que tu ne sois puni de ta confiance extrême. Mets-toi à couvert dès cette nuit, dès demain au plus tard, ou tu es perdu; entends, comprends bien ce que je t'annonce; ne t'aveugles ni ne t'endors là-dessus; rappelles-toi surtout que compter sur ton innocence, sur ton civisme, serait acte de folie... Toi et nombre d'autres êtes perdus. »

Je présume que le lecteur conviendra que je ne pouvais m'exprimer avec plus de clarté, et que certes, entraîné, comme il arrive toujours par l'impulsion irrésistible et involontaire du moment, j'avais dépassé les bornes de la prudence. Eh bien ! il y eut nécessité à moi de reconnaître que, lorsque la providence veut perdre un homme, elle lui retire toute prévision de l'avenir et jusqu'au sens naturel. Camille Desmoulins m'en convainquit d'une manière irréfragable : il ne put jamais entrer dans sa tête que la révolution le punirait, ni que Robespierre agirait en ennemi envers lui. Je dus donc me décider à le laisser se perpétuer dans cette extravagance. Je me séparai de lui le cœur serré, mais avec la pensée qu'il n'appartient à nul de nous de se flatter d'esquiver sa destinée. J'allai me coucher,

je dormis mal, tout occupé que j'étais de la catastrophe prochaine, et me faisant le reproche de m'être compromis mal à propos pour sauver un homme déterminé obstinément à courir à sa perte.

Ce que je tentai en secret auprès de Camille, et avec toutes les précautions de la prudence, d'autres l'essayèrent plus franchement sur Danton. On lui montra que le péril venait à lui, que certainement Robespierre avait de mauvaises intentions, que peut-être, au moyen d'une explication franche, mesurée, amicale, il serait possible de le désarmer. Danton, convaincu de sa supériorité révolutionnaire, se croyant au-dessus du soupçon, demeura inébranlable. Il en était à s'apercevoir que sa popularité était perdue, que les sans-culottes le regardaient avec défiance, que son ennemi au contraire était à l'apogée de sa réputation d'*incorruptible*, que par conséquent la sagesse voulait alors une autre conduite. Il n'admit rien de tout cela; il prétendit que ce serait faire affront à la république que de craindre qu'elle souffrît une telle iniquité.

« La cause de Danton est la sienne, ajouta-t-il; la liberté tombera le jour, où elle souff-

frira le supplice de l'homme d'août et de septembre ? c'est moi qui l'ai fondée, et elle m'en punirait ? cela est impossible ; et au moment où Robespierre me traduirait au tribunal révolutionnaire , il serait plus près de sa fin que moi de la mienne. Qu'il se rappelle Marat accusé, et qu'il tremble. »

Danton ne reconnaissait pas la différence de position ; que Robespierre avait succédé à Marat dans l'affection de la populace ; que le tribunal n'avait été composé que de gens vendus à Robespierre ; enfin l'arrestation d'Hérault de Séchelles, son ami intime, qui venait d'avoir lieu, aurait dû lui montrer les choses sous leur vrai aspect. J'ai raconté comment Hérault avait traité Saint-Just à la suite d'une querelle politique ; comment celui-ci, pour parvenir à se venger, avait à son tour fait donner une mission à son ennemi, lorsque celui-ci rentra, et quand il voulut aller prendre place au comité de salut public, dont il était membre, on lui en ferma la porte : c'était le cas de la forcer, il n'osa pas, sortit ; et, ayant donné ainsi la mesure de sa faiblesse, on en profita pour l'incarcérer.

Or, arrêter Hérault de Séchelles, sans en

prévenir Danton, qui lui était tendrement attaché, sans s'en entendre avec lui, était une déclaration de guerre positive, quoique indirecte. On le dit, on le cria à celui-là, et lui fit la sourde-oreille, comme avait fait envers moi Camille Desmoulins. On venait il rapporter que, sur ce qu'on avait dit de lui à Robespierre, en lui rappelant leur ancienne amitié, Robespierre aurait répondu avec une froideur glaciale, qu'il ne pourrait rien ni à l'avantage ni au désavantage de Danton; que si ce dernier était coupable, il le verrait mourir avec regret, sans toutefois essayer de le dérober à la vengeance des lois.

C'était assurément déclarer que Danton l'aurait pour ennemi. Ce fut peine perdue : la main de Dieu entraînait pareillement celui-là vers sa perte dernière; il avait commis tant de crimes que le châtiment n'en devait plus être retardé. Danton, à tout ce qu'on lui disait, répondait du ton d'un homme ou indifférent ou lassé de la vie : « Je sais qu'ils me craignent, qu'ils complotent contre moi, qu'ils veulent m'arrêter, mais ils ne m'arrêteront pas.... D'ailleurs, si leur dessein est arrêté, comment m'échapperai-je ? où m'accor-

derait-on un asile? J'ai trop fait pour la liberté, et il n'y a que là où elle règne où Danton puisse vivre libre; ailleurs il trouverait un cachot. Je tiens à la France, au sol natal. Emporte-t-on la patrie avec la semelle de ses souliers? »

Ce fut par des phrases pareilles qu'il déconcerta les instances de ses amis. Fabre d'Églantine, qui, parce qu'il était le plus barbouillé, avait déjà appliqué avant son arrestation à la conduite de Danton les deux seuls vers de la tragédie de Juba, par Campistron, qui soient restés, et qui disaient à propos de Danton :

Tu verras que *Danton*, loin de nous secourir,  
Toujours fier, toujours dur, ne saura que mourir.

il ne se trompa pas, Danton ne sut pas faire autre chose.

Cependant on répandait au milieu de Paris des bruits sinistres; on annonçait que ces *enragés de modérés* allaient prendre les armes, briser les bustes de Marat et de Chalier, et effectuer la contre-révolution. C'était une mesure de police essayée par le comité de salut

public pour égarer encore l'opinion ; elle s'en alarma, et dans les sociétés populaires et à la convention , on pérora sur ce point. Le Boucher Legendre , notre collègue , ami de cœur de Danton , et qui au fond aimait peu Robespierre , lui qui d'ailleurs ne tarderait pas à faire acte de courage parmi nous tous autres épouvantés , crut que le moment était propice à relever les actions des *dantonistes* ; aussi voulut-il protester en leur nom et au sien contre toute mesure rétrograde : c'était tomber dans le piège tendu. Collot d'Herbois , qui en avait le secret , profita de ces paroles de Legendre pour répliquer avec véhémence :

« Soyez tranquilles, citoyens ; de tels propos seront démentis ; nous avons fait tomber la foudre sur les hommes infâmes qui trompaient le peuple, nous leur avons arraché le masque ; *mais ils ne sont pas les seuls, nous arracherons tous les masques possibles*, que les indulgens ne s'imaginent pas que c'est pour eux que nous avons combattu, que c'est pour eux que nous avons ici tenu des séances glorieuses. Bientôt nous saurons les détromper..... »

Il savait bien ce qu'il disait ; déjà tout était

prêt pour frapper le grand coup d'état. Celui qui allait détruire la république, en lui enlevant les hommes seuls capables, seuls intéressés à la maintenir. Le 30 mars au soir, le comité de salut public se rassemble dans le lieu accoutumé de ses séances; en même temps il appelle par un message non seulement le comité de sûreté générale, mais encore celui de législation; et, quand tous les trois sont réunis, Saint-Just, prenant la parole, débite le rapport que plus tard il viendra lire à la convention, et dans lequel, après avoir accusé Danton, Camille Desmoulins, Philippioux et Lacroix, atteints de complicité avec Dumouriez, Égalité et les coalisés, il demande leur arrestation prompte.

L'affaire avait été conduite avec une telle vivacité, l'audace de Saint-Just se montrait avec tant d'éclat, que nul des membres présents n'osa discuter le fond. On se contenta de pérorer sur la forme; ceux qui peut-être penchaient pour les détenus ne le manifestèrent qu'en exagérant leur crainte de ce que le coup pourrait manquer. Robespierre m'a dit : Cambacérès les rassura en leur disant que les comités, dans l'exécution de cette mesure,

seraient appuyés par l'assentiment de la convention, dont il s'était assuré à l'avance par le concours promis des jacobins, et par l'impuissance manifeste des cordeliers.

Il n'y eut donc plus qu'à opiner du bonnet, ce qui eut lieu. On décida que les députés seraient incarcérés, et un membre du comité de législation ayant demandé à quel jour du mois on agirait, Robespire, reprenant la parole, dit que l'on verrait à n'arriver là que lorsque l'intérêt de la république l'exigerait. Les comités se séparèrent, et cette même nuit du 30 mars au 1<sup>er</sup> avril, Danton et les trois autres furent arrêtés dans leur lit; on les conduisit directement, non au Luxembourg, mais à la Conciergerie. C'était leur annoncer qu'on ne les ferait pas languir en prison.

---



---

## CHAPITRE XV.

Stupeur de Paris et de la convention. — Ouverture de la séance de l'assemblée. — Discours de Legendre. — Réplique de Fayant. — Robespierre en scène. — Son discours. — Effet qu'il produit. — Rapport de Saint-Just. — Projet d'acte d'accusation. — La convention le convertit en décret. — Détails à ce sujet. — Un mot sur Legendre.

Paris manifesta une étrange agitation lorsqu'à son réveil il apprit ce qui avait eu lieu la nuit précédente ; on ne savait s'il fallait s'en affliger, s'en réjouir, et la stupeur devint générale. Celle-ci dégénéra en terreur véritable au sein de la convention qu'une telle mesure frappait jusque dans ses fondemens et dont chaque membre n'était désormais que peu assuré de pouvoir continuer sa carrière. On se formait en groupes, on se questionnait réciproquement, mais avec timidité, avec épouvante ; on se craignait soi-même, et plus encore avait-on peur de ses collègues ; nous attendions avec impatience que le comité de salut public vînt nous donner des explica-

tions sur ce qu'il avait fait, et il s'attardait beaucoup. Son absence, ce jour-là, nous parut plus pénible ; je dis nous, quoique j fusse du petit nombre des initiés au terrible secret.

Tallien présidait ; il était déjà venu de bonne heure , affectant de ne rien savoir, essayant d'une impassibilité complète au milieu de tous les conventionnels effarés, car la majeure partie de la montagne ou plaignait Danton, ou redoutait les conséquences de ce coup d'État. Dès que la séance fut ouverte, et voyant que les comités ne se présentaient pas, Delmas dit :

« Je demande la parole pour une motion d'ordre. Les membres de la convention qui le sont en même temps des comités y sont occupés jusqu'à deux ou trois heures. Je demande qu'ils soient invités à se rendre sur-le-champ dans le sein de la convention. »

Ceci rentrait trop dans le désir de tous pour que la proposition fût repoussée : on l'adopta. Mais Legendre, ne pouvant se modérer, et affrontant le péril qui avait grondé et qui encore grondait sur sa tête, puisque son incarcération avait failli être décidée en même temps

que celle de ses amis , monta le premier à la tribune.

« Citoyens , nous dit-il , quatre membres de cette assemblée sont arrêtés de cette nuit ; je sais que Danton en est un , j'ignore le nom des autres. Qu'importe leurs noms s'ils sont coupables ; mais , citoyens , je viens demander que les membres arrêtés soient traduits à la barre , où vous les entendrez , où ils seront accusés ou absous par vous.

« Citoyens , je ne suis que le fruit du génie de la liberté , je suis uniquement son ouvrage , et je ne développerai qu'avec une grande simplicité la proposition que je vous fais.

« Citoyens , je le déclare , je crois Danton aussi pur que moi , et je ne pense pas que qui que ce soit puisse me reprocher un acte qui blesse la probité la plus scrupuleuse.... »

Ici des murmures interrompirent l'orateur ; c'était le premier essai de menace que les vainqueurs adressaient aux vaincus.

Clauzel , notre collègue , cria de sa place :

« Président , maintiens la liberté des opinions »

Tallien , avec une audace consommée , saisit cette ouverture pour annoncer que la li-

berté des opinions n'existerait pas ; ce fut du moins ce que les habiles recueillirent des paroles qu'il nous adressa. Les voici textuellement rapportées :

« Oui, je maintiendrai la liberté des opinions ; oui, chacun dira librement ce qu'il pense ; oui, nous resterons ici pour sauver la liberté (on applaudit). Qu'on cesse de faire des interpellations particulières. *Je rappelle à mes collègues que nous sommes ici pour le peuple, ne nous occupons donc pas des individus ; ne songeons qu'à la chose publique ; que les amis de la révolution prouvent encore aujourd'hui leur amour pour la liberté ; la convention prononcera sur les opinions émises par chacun de ses membres. Je proclamerai les décrets qu'elle aura rendus pour le maintien de la liberté et de l'égalité (vifs applaudissemens).* »

J'ai toujours remarqué dans nos assemblées délibérantes cette manie bête, je ne crains pas de le dire, qui les porte à applaudir toutes les phrases redondantes et imprégnées de nationalité. J'ai remarqué aussi que, chaque fois que l'on a voulu faire passer des mesures oppressives, la chose a eu lieu en provoquant

ce genre d'entraînement sentimental. Les badauds, les gobe-mouches et les dupes n'ont jamais cessé parmi nous de former la majorité dans nos diverses législatures.

Après cette réflexion très-appropriée au sujet, je reviens à mon récit. Legendre était à la tribune, il continua :

« Je n'apostropherai aucun membre des comités de salut public et de sûreté générale, mais j'ai le droit de craindre que des haines particulières, que des passions individuelles n'arrachent à la liberté des hommes qui lui ont rendu les plus grands, les plus utiles services. Il m'appartient de dire cela de l'homme qui, en 1792, fit lever la France entière par les mesures énergiques dont il se servit pour ébranler le peuple ; de l'homme qui fit décréter la peine de mort contre quiconque ne donnerait pas ses armes ou n'en irait pas frapper l'ennemi.

« L'ennemi était aux portes de Paris ; Danton vint, et ses mesures sauvèrent la patrie. J'avoue que je ne puis le croire coupable, et ici je veux me rappeler le serment que nous fîmes en 1790, qui engagea celui de nous deux qui verrait l'autre survivre à son attä-

chement pour la cause du peuple , à le poignarder sur le-champ , et dont j'aime à me souvenir aujourd'hui. Je le répète , je crois Danton aussi pur que moi. Il est dans les fers depuis cette nuit , on a craint sans doute que ses réponses ne détruisissent les accusations dirigées contre lui. Je demande , en conséquence , qu'avant que vous entendiez aucun rapport les détenus soient mandés et entendus. »

Legendre fut peu secondé par ses collègues ; nous demeurions tous immobiles. Fayau se chargea de prendre la défense des comités ; il dit :

« Je viens combattre la motion faite par Legendre. La convention ne peut avoir deux poids et deux mesures..... J'entends dire autour de moi que ne pas entendre les prévenus c'est nous faire assassiner les uns et les autres. J'observe d'abord , avec la juste indignation que me fait éprouver ce propos , qui n'aurait dû jamais sortir de la bouche d'un ami de la liberté , que c'est la justice nationale qui s'exerce , et que , si nous avons à gémir , c'est de voir un si grand nombre de traîtres.

« Remarquez d'abord que les prévenus sont déjà coupables aux yeux de vos comités... Je demande maintenant quelle est la loi qui fixe la marche de la convention. Existe-t-il un décret qui porte que les prévenus seront appelés à la barre pour être entendus ? non ; mais il a été décrété que vous entendriez les rapports de vos comités ; entendez-les donc avant que de passer outre... Ce n'est pas sur le passé qu'il faut juger les hommes , mais sur le présent... Croyez-vous que le peuple s'attache aux discussions individuelles ? vous persuaderiez-vous que le peuple veuille faire de tel ou de tel une idole ?... Quelle qu'ait été la puissance de quelques hommes , qu'ils sachent... que ce même peuple , qui les suivait , les jettera dans le précipice où ils voulaient l'entraîner...

« La convention , qui représente le peuple , maintiendra les principes avec la même sévérité ; elle n'accordera pas à des hommes arrêtés en vertu de la loi... un privilège qui n'a jamais existé. Malheur à celui qui se persuaderait que le peuple peut être heureux si ses droits ne sont pas respectés. Or, c'est pour le bonheur du peuple que nous travaillons tous...

Ne nous séparons donc point des principes ; nous allons entendre un rapport..... Je demande que la convention n'admette point les détenus à la barre, et qu'elle entende le rapport de ses comités. »

C'était là le coup de parti ; il s'agissait d'empêcher Danton de se défendre devant l'assemblée. On savait que son éloquence véhémente foudroierait Saint-Just, et que sa mise en liberté serait immanquable. Cependant, et malgré la terreur planant sur nous, la question paraissait indécise. Robespierre, qui guettait d'une salle voisine ce qui avait lieu dans l'assemblée, voyant l'hésitation des députés, entra précipitamment. Un profond silence s'établit à sa vue, et augmenta lorsque le président eut annoncé que la parole était à Robespierre.

Celui-ci monta lentement les degrés de la tribune, promena pas plus vite ses regards sur l'assemblée, et, tandis qu'il imprimait à sa physionomie un mélange de colère et de mépris, il dit :

« A ce trouble depuis long-temps inconnu qui règne dans cette assemblée, aux agitations qu'ont produites les premières paroles



de celui qui a parlé avant le préopinant, il est aisé de s'apercevoir en effet qu'il s'agit d'un grand intérêt, qu'il s'agit de savoir si quelques hommes aujourd'hui doivent l'emporter sur la patrie. Quel est donc ce changement qui paraît se manifester dans les principes des membres de cette assemblée, de ceux surtout qui siègent dans un côté qui s'honore d'avoir été l'asile des plus intrépides défenseurs de la liberté. Pourquoi une doctrine qui naguère paraissait criminelle et méprisable reparait-elle aujourd'hui ? Pourquoi cette motion, rejetée quand elle fut proposée par Danton pour Bazire, Chabot et Fabre-d'Églantine, a-t-elle été tout à l'heure accueillie par une portion des membres de cette assemblée ? Pourquoi ? Parce qu'il s'agit de savoir si l'intérêt de quelques hypocrites ambitieux doit l'emporter sur celui du peuple français.....

« Que m'importe à moi les beaux discours, les éloges qu'on se donne à soi-même, et à ses amis, une trop longue, une trop pénible expérience, nous a appris le cas que nous devons faire de ces formules oratoires..... Legendre paraît ignorer les noms de ceux

qui sont arrêtés. Toute la convention les sait. Son ami Lacroix est du nombre de ces détenus, pourquoi feint-il de l'ignorer? parce qu'il sait bien qu'on ne peut sans impudeur défendre Lacroix. Il a parlé de Danton, parce qu'il croit sans doute qu'à ce nom est attaché un privilège. Nous n'en voulons point de privilèges, non, nous n'en voulons point d'idole. »

Les applaudissemens ne manquèrent pas à ces derniers mots, la frayeur suppléant à l'enthousiasme; Robespierre, en les écoutant, s'arrêta, sourit avec malignité, et puis reprenant :

« Nous verrons dans ce jour, si la convention saura briser une prétendue idole, *pourrie depuis long-temps*, où si, dans sa chute, elle écrasera la convention et le peuple français..... En quoi Danton est-il supérieur à ses collègues, à Chabot, à Fabre-d'Églantine, son ami et son confident, dont il a été l'ardent défenseur; en quoi est-il supérieur au reste de ses concitoyens..... Plus il a trompé les patriotes qui avaient confiance en lui, plus il doit éprouver la sévérité des amis de la liberté..... Quels sont ces hommes qui sacrifient

à des liaisons personnelles , à la crainte peut-être, les intérêts de la liberté? On veut vous faire craindre les abus du pouvoir , de ce pouvoir national , que vous avez exercé, et qui ne réside pas dans quelques hommes seulement.... Qu'avez-vous donc fait que vous n'ayez fait librement ? on craint que les détenus ne soient opprimés ; on se défie donc de la justice nationale.... Je dis que quiconque tremble dans ce moment est coupable , car jamais l'innocence ne redoute la surveillance publique. ( Nouveaux applaudissemens. )

« A moi aussi , on a voulu inspirer des terreurs ; on a voulu me faire croire qu'en approchant de Danton , le danger pourrait arriver jusqu'à moi ; on me l'a présenté comme un homme auquel je devais m'accoler, comme un bouclier qui pourrait me défendre , comme un rempart qui , une fois renversé , me laisserait exposé aux traits de mes ennemis. On m'a écrit , les amis de Danton m'ont fait parvenir des lettres , m'ont obsédé par leurs discours. Ils ont cru que le souvenir d'une ancienne liaison , qu'une foi antique dans de fausses vertus , me déterminerait à ralentir mon zèle et ma passion pour la liberté..... Que

m'importent les dangers , ma vie est à la patrie , mon cœur est exempt de crainte , et si je mourais , ce serait sans reproche et sans ignominie. »

La salle une autre fois retentit des *bravos* et des claquemens de mains. Qui osa demeurer immobile passa pour brave et même pour imprudent. Robespierre , assuré du succès , reprit le fil de son discours.

« Et moi aussi , j'ai été l'ami de Pétion ; dès qu'il s'est démasqué , je l'ai abandonné ; j'ai eu aussi des liaisons avec Roland , il a trahi , je l'ai dénoncé. Danton veut prendre leur place , et il n'est plus à mes yeux qu'un ennemi de la patrie....

« *Le nombre des coupables n'est pas si grand* , le patriotisme , la convention nationale ont su distinguer l'erreur du crime , et la faiblesse , des conspirateurs. On voit bien que l'opinion publique , que la convention nationale marchent droit aux chefs des partis , et quelles ne frappent pas sans discernement. Il n'est pas si nombreux le nombre des coupables. J'en atteste l'unanimité , la presque unanimité avec laquelle vous avez voté depuis plusieurs mois pour les principes.

Ceux qu'on méprise le plus ne sont pas les plus coupables ; ce sont ceux qu'on prône , et dont on fait des idoles pour en faire des dominateurs. Quelques membres de cette assemblée , nous le savons , ont reçu des prisonniers des instructions portant qu'il fallait demander à la convention quand finirait la tyrannie des comités..... Qu'il fallait demander à ces comités s'ils voulaient anéantir la représentation nationale..... Oui , demandez-nous compte de notre administration , nous répondrons par des faits , nous montrerons les factions abattues , nous vous prouverons que nous n'en avons flatté aucune , que nous les avons écrasées toutes , pour établir sur leurs ruines la représentation nationale.....

« Au reste la discussion qui vient de s'engager est un danger pour la patrie ; elle est déjà une atteinte coupable portée à la liberté , car c'est avoir outragé la liberté , que d'avoir mis en question s'il fallait donner plus de faveur à un citoyen qu'à un autre ; tenter de rompre ici cette égalité , c'est censurer indirectement les décrets salutaires que vous avez portés en plusieurs circonstances. Les jugemens que vous avez rendus contre les con-

spirateurss. C'est défendre aussi indirectement les conspirateurs qu'on veut soustraire au glaive de la justice, parce qu'on a eu avec eux un commun intérêt, c'est rompre l'égalité. Il est donc de la dignité de la représentation nationale de maintenir ces principes. Je demande la question préalable sur la proposition de Legendre. »

L'assemblée accueillit avec de nouveaux transports la fin de ce discours, calculé de manière à fermer toutes les bouches. Legendre, en y répondant, n'eut garde d'y répliquer. Il se justifia, ce fut tout ce qu'il se permit. Barrère à son tour occupa la tribune, mais dans l'avantage de l'accusation. Il défendit les comités, et dans le portrait qu'il fit de la dictature, il l'appliqua à Danton alors dans les fers, tout cela était pour nous préparer à entendre Saint-Just. Celui-ci arriva enfin, il tenait en main un cahier énorme, son rapport, j'en extrairai certains passages, ceux qui me paraîtront les plus curieux. Voilà comment il débuta.

« La révolution est dans le peuple, et non point dans la renommée de quelques personnages..... Il y a quelque chose de terrible dans

l'amour de la justice ; il est tellement exclusif , qu'il immole tout sans pitié , sans frayeur , sans respect humain , à l'intérêt public. Il précipite Manlius.... Il entraîne Régulus à Carthage. Il précipite un Romain dans un abîme , et met Marat au Panthéon , victime de son dévouement.

« Vos comités de salut public et de sûreté générale , pleins de ce sentiment , m'ont chargé de vous demander justice au nom de la patrie , contre des hommes qui trahissent depuis long-temps la cause populaire , qui vous ont fait la guerre avec tous les conjurés , avec d'Orléans , avec Brissot , avec Hébert , avec Hérault et leurs complices , et conspirent en ce moment avec les rois ligüés contre la république , qui ont favorisé le projet de vous détruire , et de confondre le gouvernement républicain , ont été les défenseurs des traîtres et vos ennemis déclarés..... Je viens enfin , dénoncer les derniers partisans du royalisme , ceux qui , depuis cinq ans , ont servi les factions , et n'ont suivi la liberté que comme un tigre suit sa proie. Je vais analyser rapidement ce qui s'est passé , et puis j'achèverai de vous dé-

peindre la conspiration , et vous désignerais les derniers complices. »

Après ce début , dans lequel nous remarquâmes l'affectation de représenter Danton et ses amis comme étant les dernières victimes à immoler dans la convention , ce qui n'était fait que pour nous décider à un acte de faiblesse , puisqu'un pareil ne se représenterait plus. Saint - Just dessina les conspirations , montra ce qu'elles étaient dans divers gouvernemens , et de cette thèse générale il en vint enfin au cas particulier , il fit remonter le complot auquel Danton et ses amis avaient pris part aux premiers momens de la révolution , puis il dit :

« Le parti d'Orléans fut le premier constitué ; il eut des branches dans toutes les administrations et dans les trois législatures. *Ce parti criminel , mais dénué d'audace , s'est toujours revêtu des prétextes de circonstance et des couleurs dominantes.* De là est venue sa perte ; car , dissimulant toujours , et ne brusquant pas , il était emporté par l'énergie des hommes de bonne foi et par la vertu du peuple... Ce qui fit croire , au commencement de



la révolution, que d'Orléans n'avait aucune ambition ; car, dans les circonstances les mieux préparées, il manqua de courage et de résolution.... On fit la guerre à la noblesse.... pour applanir le trône à d'Orléans. *On voit à chaque pas les efforts de ce parti pour ruiner la cour, son ennemie, et conserver la royauté ; mais la perte de l'une entraînait l'autre. AUCUNE ROYAUTE NE PEUT SE PASSER DE PARRICIDE.*

« Une nouvelle scène s'ouvre... L'opinion du peuple était tellement opposée à la monarchie, qu'il n'y avait aucun moyen de la maintenir ouvertement. Alors, on voit le parti d'Orléans dissimuler de nouveau ; c'est lui qui propose le bannissement des Bourbons... c'est lui qui veut rétablir la royauté, et qui la proscriit en apparence.... Cette politique ne peut résister à l'énergie des partisans de la république... Dumouriez, l'ami des rois et de d'Orléans, calcule ; la politique de Brissot et de ses complices est découverte. *C'était un roi de la famille de d'Orléans qu'on avait voulu...* N'espérez donc de paix dans l'État que quand les derniers partisans du duc d'Orléans... seront morts...

« Il y eut, en 1790, une faction pour met-

tre la couronne sur la tête de d'Orléans, il y en eut une pour la maintenir sur la tête des Bourbons, il y en eut une pour mettre sur le trône de France la maison de Hanovre. Ces factions furent renversées le 10 août avec la royauté... Alors toutes les factions prirent le masque du parti républicain; Brissot, Buzot et Dumouriez continuèrent la faction d'Orléans...

« Il y eut un autre parti qui se joua de tous les autres.... Ce parti, comme les autres, dénué de courage, conduisit la révolution comme nne intrigue de théâtre. Fabre d'Églantine fut à la tête de ce parti; il n'y fut pas seul... Fabre, de tout temps, fut royaliste dans le fond de son cœur : il dissimula, parce qu'il était lâche... Il avait eu, avant le 10 août, des intelligences avec la cour... Beaucoup de nous lui ont entendu dire qu'il jouait la cour; il est vraisemblable qu'il jouait tout le monde. »

Après une longue accusation de ce personnage suivie de celle de Chabot représenté en ennemi de la république et de Dieu, et dans lequel on trouve cette phrase : *Que les Français honorent la raison, mais que la raison*

*n'oublie pas la Divinité*, Saint-Just vint à Danton, il s'écria :

« Danton, tu répondras à la justice inévitable, inflexible; voyons ta conduite passée, montrons que, depuis le premier jour, complice de tous les attentats, tu fus toujours contraire au parti de la liberté, et que tu conspirais avec Mirabeau et Dumouriez, avec Hébert et Hérault de Séchelles. Danton, tu as servi la tyrannie; tu fus, il est vrai, opposé à Lafayette, mais Mirabeau, d'Orléans, Dumouriez lui furent opposés de même... Ce fut par la protection de Mirabeau que tu fus nommé administrateur du département de Paris... Mirabeau, qui méditait un changement de dynastie, sentit le prix de ton audace, il te saisit; tu t'écartas dès lors des principes sévères; et l'on n'entendit plus parler de toi jusqu'aux massacres du Champ-de-Mars. Alors tu appuyas aux jacobins la motion de Duclos, qui fut un prétexte funeste et payé par la cour pour déployer le drapeau rouge et essayer la tyrannie...

« Que dirai-je de ton lâche et constant abandon de la cause publique au milieu des

crises où tu prenais toujours le parti de la retraite... »

Saint-Just suivait ensuite son ennemi pas à pas, lui enlevait tant qu'il pouvait toute sa gloire révolutionnaire, et le présentait sous le double aspect d'un lâche et d'un traître. Danton, il faut l'avouer, n'était ni l'un ni l'autre; il accolait à lui chacun des autres accusés, n'oubliant pas Hérault de Séchelles. Le principal grief contre celui-ci fut consigné dans la phrase suivante :

« Nous avons intercepté des lettres de l'ambassadeur d'Espagne près la république de Venise, dans lesquelles il rapporte les délibérations des comités au temps d'Hérault. »

Enfin il termina en disant :

« Les jours du crime sont passés; malheur à qui soutiendrait sa cause! Sa politique est démasquée; que tout ce qui fut criminel périsse! On ne fait point de républiques avec des ménagemens, mais avec la rigueur farouche, la rigueur inflexible envers tous ceux qui ont trahi. Que les complices se dénoncent, en se rangeant du côté des forfaits. On peut

arracher à la vie des hommes qui , comme nous , ont tout osé pour la vérité ; on ne peut leur arracher leurs cœurs ni le tombeau hospitalier sous lequel ils se dérobent à l'esclavage et à la honte de voir laisser triompher les méchants. »

A la suite de ce galimatias incompréhensible , venait le projet de décret ainsi conçu :

« La convention nationale , après avoir entendu le rapport des comités de salut publique et de sûreté générale , décrète d'accusation Camille Desmoulins , Hérault , Danton , Philippaux , Lacroix , prévenus de complicité avec d'Orléans et Dumouriez , avec Fabre d'Eglantine et les ennemis de la république , d'avoir trempé dans la conspiration tendant à rétablir la monarchie , à détruire la représentation nationale et le gouvernement républicain. En conséquence , elle ordonne leur mise en jugement avec Fabre d'Eglantine. »

La terreur cette fois était trop bien à l'ordre du jour pour qu'aucun de nous osât élever la voix en faveur des prévenus. Leurs amis tremblèrent et se turent. Quant à nous qui étions satisfaits de ce que les méchants se détruisaient les uns avec les autres , nous n'a-

vions garde d'en soutenir une partie. En conséquence, le décret passa à l'unanimité et avec l'expression de l'enthousiasme.

Les tribunes nous imitèrent, et là où si souvent Danton avait été divinisé par acclamation, on demanda sa tête avec fureur. C'est la marche ordinaire de l'esprit public aux temps de révolution. La ferveur en un homme n'y est pas de longue durée, un rien l'établit et un autre rien la dissipe. En France cela est arrivé à tous les chauds montagnards, et ce revirement de partie, qui n'eut pas lieu pour Marat tant qu'il vécut, ne lui manqua pas après sa mort, puisque ses cendres, arrachées du Panthéon, où on les avait apportées en triomphe, furent jetées, quelque temps après, dans l'égoût de la rue Montmartre... Ce qui s'est fait alors se renouvellera chaque fois où l'on cherchera à s'appuyer sur le peuple. Autant vaudrait bâtir un palais de marbre au milieu de la haute mer.

Legendre fut du nombre de ceux qui applaudirent et approuvèrent le rapport de Saint-Just. La frayeur le contraignit à imposer silence pour le moment à des sentimens honorables. Legendre figure sans doute parmi

les jacobins dignes de blâme, et cependant il faut convenir que son exaltation n'était point feinte, et qu'à travers l'excès de son fanatisme révolutionnaire il possédait certaines qualités de l'honnête homme, ne manquait ni de courage ni d'une sorte de générosité, et mêlait cela avec les extravagances de l'époque : qui a vécu alors ne s'en étonnera pas.

---

---

## CHAPITRE XVI.

Colloque antérieur entre Danton et Robespierre. — Chabot, sa femme et ses beaux frères. — Il s'empoisonne et ne **meurt pas**. — Lacroix. — **Finesse** de Danton. — Philip-paux. — **Noms et âges des accusés**. — **Leur débat au tribunal**. — Débats et détails curieux. — Danton se défend. — Effet qu'il produit. — Amar, Verdier et Vouland. — Embarras du tribunal et des comités. — Séance du 3 avril. — Position critique des meneurs. — Conseil secret. — Saint-Just profite d'une étourderie d'Arthur Dillon. — Rapport de Saint-Just. — Atroce projet de loi. — Dénon-ciation de Laflotte. — Décret rendu. — Suite des débats. — **Fin dramatique du procès**. — Dernières paroles, et derniers momens des condamnés.

D'après la vivacité avec laquelle Saint-Just et Robespierre venaient de poursuivre devant nous Danton et *ses complices*, il nous fut dé-montré qu'on tarderait peu à en finir avec eux, en les envoyant au tribunal révolution-naire. Ceci eut lieu aussitôt que le décret de-mandé eut été porté. Danton aurait dû s'at-tendre à son sort dès le moment où il avait consenti à se séparer de Robespierre, et surtout à compter du dernier jour où des amis



communs les firent dîner ensemble. On sait qu'à ce repas Danton ayant dit à Maximilien :

« Il est juste de comprimer les royalistes, mais il ne faut pas comprendre l'innocent avec le coupable; et nous ne devons frapper que des coups utiles à la république.

— Et qui t'a dit, répliqua Robespierre, en fronçant le sourcil, qu'on ait fait périr un innocent? »

Ces paroles étaient certes un avertissement dont tout autre aurait profité. Danton n'en fit rien, avec son insouciance ordinaire, quoiqu'en sortant il eût dit à Camille Desmoulins :

« La Chouette (Robespierre) a chanté tantôt d'un ton tellement sinistre, que je vois qu'il n'y a pas de temps à perdre pour se mettre en mesure, et lui tordre le cou. »

Mais ce fut un propos en l'air, une de ces jactances qu'il se permettait souvent, et dont il ne se ressouvenait plus quelques instans après. Le général Westermann, son ami, et dont la fin ne fut pas meilleure, essaya sans succès de le tirer de cette apathie; Danton

parla beaucoup , jura qu'il agirait , et au lieu de le faire , attendit la mort comme il aurait pu faire d'une partie de plaisir.

Le misérable Chabot , qui de tant de manières méritait le supplice auquel on allait le livrer , venait nouvellement d'épouser une fille de qualité , allemande , et de Brün , en Moravie ; elle se nommait Léopoldine Frey , et avait deux frères titrés de barons , tous deux accourus en France à l'aurore de nos troubles , avec l'espérance d'en profiter. Ces insensés apportèrent quelque fortune (leur sœur eut en mariage deux cent mille francs de dot) , et , abjurant les sentimens de leur caste , se mirent à la remorque des révolutionnaires ; imitant Anacharsis Clootz , ils durent avoir la même destinée.

Chabot , loin de partager la sécurité de Danton , comprit , vers le commencement de l'année 1794 , que Robespierre avait reçu contre lui des impressions défavorables ; il essaya de les changer , en lui dénonçant un tripotage de finance auquel il avait pris part. On lui réservait une somme de cent mille francs en billets au porteur , qui était cachée dans

les latrines , et suspendue à un fil. Il eut beau tout dire , il n'en fut pas moins arrêté , sa perte étant jurée.

Dès qu'il fut entré au Luxembourg , il écrivit à Robespierre une lettre remplie de bassesse et de lâcheté ; il réclamait le prix de son patriotisme et rappelait les nœuds et la tendre amitié qui le liaient à Maximilien. Celui-ci répondit verbalement :

« L'amitié entre nous renaitra, s'il y a lieu, après que le citoyen Chabot aura compté de clerc à maître avec le tribunal révolutionnaire.

L'ex-capucin devina, par ce propos, ce qui lui était réservé. N'espérant plus se soustraire à un supplice inévitable, il se résolut à le devancer, et à employer le secours du poison ; il en demanda à sa femme. Celle-ci montra dans cette circonstance une fermeté toute romaine, avec d'autant plus de facilité que son mari lui était odieux ; elle lui apporta de l'arsenic , qu'il avala sans frayeur , mais les souffrances atroces qui en résultèrent vainquirent sa constance ; il se mit à pousser des hurlemens si horribles , que la prison tout entière en fut émue. On s'imagina que le feu avait

été mis quelque part, on accourut, on vit Chabot renversé par terre, tout défiguré par des convulsions épouvantables. Le docteur Seiffert, qui se trouvait parmi les détenus, lui rendit le triste service de le rappeler à cette vie qu'il allait perdre sur l'échafaud, et l'ex-capucin put comparaître avec ses coaccusés devant le tribunal révolutionnaire.

Lacroix, qui périt avec lui, était de Pont-Audemer, et né en 1734. Il servit dans la gendarmerie rouge, et, lors de la suppression de ce corps royal par le comte de Saint-Germain, il se fit avocat à Anet. Doué d'un physique superbe, d'une voix pleine et sonore, il avait acquis de la prépondérance dans son pays ; aussi fut-il nommé à l'assemblée législative et à la convention nationale, où on le remarqua par son exagération constante depuis le premier instant de la révolution.

Il fut à la législature l'un des antagonistes acharnés de la royauté ; il poursuivit avec virulence Louis XVI et ses ministres. Mais ses talens oratoires ne répondaient pas à sa prescience et à sa fureur ; il vota la mort du roi, repoussa l'appel au peuple et le surcis. Lié avec Danton, ils allèrent trois fois ensem-

ble en Belgique chargés de missions proconsulaires. Lacroix, qui avait reçu, disait-on, de l'argent de la cour et de d'Orléans, montra dans le Brabant une avidité qui donna foi à ce qu'on répandait de son amour de l'or.

Il détestait Marat, puis se raccommoda avec lui, et alors se déclara contre la gironde, qui ne lui épargna pas les reproches. Elle travaillait à le faire déclarer concussionnaire, lorsque le 31 mai le blanchit, en le délivrant de ses accusateurs. Robespierre, qui craignait quiconque manifestait de l'énergie, avait désigné Lacroix à la mort. Il le fit donc comprendre dans le décret d'accusation rendu pour Danton, et tous les deux entrèrent au Luxembourg à la même heure. Danton, en y arrivant, dit aux détenus qui accouraient sur son passage :

« Citoyens, au moment de mon arrestation je m'occupais de vous tirer d'ici, mais maintenant que j'y suis avec vous, qui peut savoir comment cela finira ? »

Lacroix alors, saisissant Danton par le bras, l'amena à quelque distance et là lui dit :

« Menteur, tu sais bien que toute cette canaille aristocrate mérite le supplice, et que ni toi ni moi ne les en aurions sauvés.

— C'est égal, répartit Danton en riant, de bonnes paroles ne coûtent rien, et je ne veux pas qu'on répète envers moi les avanies dont on a ici abreuvé Chaumette. »

Philippaux, le quatrième conventionnel arrêté dans la nuit du 31 mars 1<sup>er</sup> avril, né en 1759, était avocat lorsqu'il se fit démagogue. Nommé à la convention nationale, il démentit bientôt, par ses votes régicides dans le procès de Louis XVI, l'espoir de modération qu'il avait fait naître. Cependant les excès commis dans la Vendée par les républicains, et où il fut envoyé en mission, et la chute des girondins le ramenèrent à de meilleurs sentimens : il eut du regret de la carrière dans laquelle il s'était engagé, et le manifesta. Ses ennemis le firent rappeler de sa mission, et il en rapporta une haine forte de l'arbitraire. Il parla, il écrivit contre l'exagération jacobine. Camille Desmoulins, se liant avec lui, le vanta d'abord, le soutint ensuite. Les actes de Philippaux se ressentirent de la nouvelle impression donnée à ses idées. On pouvait croire qu'il se séparerait en entier des anarchistes; ceux-ci ne lui en laissèrent pas le temps, et le comprirent dans l'acte d'accu-

sation du 1<sup>er</sup> avril. Il montra dans la courte durée de son emprisonnement plus de fermeté qu'on ne lui en connaissait peut-être, et lorsque, traduit devant l'infâme tribunal révolutionnaire, l'odieux Fouquier-Tinville osa, en l'interrogeant, mêler d'affreuses plaisanteries et des attaques grossières aux charges qu'il improvisait pour perdre les prévenus, Philippaux lui dit avec dignité :

« Il vous est permis de me faire périr, mais m'outrager, je vous le défends. »

La diligence de l'accusateur public répondit à l'impatience de Robespierre : dès le 2 avril il fut en mesure, son réquisitoire étant préparé à l'avance, ou plutôt ne devant être qu'une répétition exacte du rapport que Saint-Just nous avait fait. Les accusés comparurent donc devant le tribunal révolutionnaire du département de la Seine, au nombre de quatorze, savoir :

Fabre-d'Églantine, âgé de trente-neuf ans, natif de Carcassonne ; homme de lettres, député à la convention nationale, et logé rue de l'Évêque.

Delaunay, âgé de trente-deux ans, natif

d'Angers, membre de la convention nationale, demeurant boulevard Montmartre, n. 15.

Chabot, âgé de trente-huit ans, natif de Saint-Geniez, département de l'Aveyron, ex-capucin, membre de la convention nationale, demeurant rue d'Anjou, faubourg Saint-Honoré, n. 82.

Camille Desmoulins, âgé de trente-trois ans, natif de Guise, département de l'Aisne, homme de lettres, député à la convention nationale, logé rue du Théâtre Français, n. 3.

Lacroix, âgé de quarante ans, natif de Pont-Audemer, département de l'Eure, ci-devant homme de loi, député à la convention nationale, logé rue Lazare, n. 73.

Philippaux, âgé de trente-cinq ans, natif de Ferrière, département de l'Eure, ci-devant homme de loi, député à la convention nationale, logé rue de l'Échelle, n. 10.

Bazire, âgé de vingt-neuf ans, natif de Dijon, ex-commis aux archives des ci-devant États de Bourgogne, député à la convention nationale, logé rue Pierre Montmartre, n. 6.

Hérault de Séchelles, âgé de trente-quatre ans, ex-avocat-général au ci-devant parlement



de Paris, ci-devant membre du tribunal de cassation, député à la convention nationale, rue Basse-du-Rempart, n. 11.

Danton, âgé de trente-quatre ans, natif d'Arcis-sur-Aube, ci-devant avocat, député à la convention, rue de Marat.

Sahuguet d'Espagnac, âgé de quarante-un ans, natif de Pry, département de la Corrèze, ex-abbé.

Sigismond-Junius-Frey, âgé de trente-six ans, né et directeur de tabac à Brün en Moravie, fournisseur de l'armée, vivant de ses revenus.

Guzman, âgé de quarante-un ans, natif de Grenade en Espagne, naturalisé Français en 1781, vivant de ses revenus ; *ses parens jouissant en Espagne de toutes les qualifications.*

Frey, âgé de vingt-sept ans, né à Brün en Moravie, frère de Junius Frey, vivant de ses revenus.

Diedéricksen, âgé de quarante-un ans, natif de Luchembourg dans le Holslan, avocat à la cour de Danemarck, en France depuis 1792.

Westermann, général en chef, âgé de trente ans, vainqueur aux frontières et à la Vendée, avait trop de réputation pour échapper à Ro-

bespierre. On l'avait arrêté récemment, et on le comprit en quinzième dans cette fournée, sans qu'il y eût pour cela le moindre motif.

C'étaient tous les accusés de cette fournée. Fabre d'Eglantine, assis sur un fauteuil, paraissait malade; il avait perdu sa force morale, parce qu'il ne lui restait depuis long-temps aucune vertu. Chabot, qui venait de s'empoisonner, avait meilleure mine que lui, et surtout répondait d'une voix plus ferme. Il dit à Fouquier-Tinville qui l'interrogea :

« J'ai été capucin, j'en suis honteux; je suis sans-culotte, je m'en fais gloire. »

Camille Desmoulins, à la demande qui lui fut faite de son âge, dit :

« J'ai l'âge du sans-culotte Jésus, trente-trois ans. »

Danton, interrogé sur son nom et sa demeure, répliqua :

« Ma demeure sera bientôt dans le néant, tu trouveras mon nom dans le panthéon de l'histoire. »

Hérault de Séchelles, interrogé à son tour, répartit :

« Je m'appelle Jean-Marie, noms peu sail-lans, même parmi les saints; j'ai siégé dans

cette salle où j'étais détesté des parlementaires. »

Camille Desmoulins, apercevant Renaudin, son ennemi personnel, le recusa; le tribunal ne donna pas suite à sa réclamation. Danton, dans son indignation, s'écria :

« C'est à pareil jour que j'ai fait instituer le gouvernement révolutionnaire ; j'en demande pardon à Dieu et aux hommes. Mon but était de prévenir un nouveau septembre, et non de déchaîner un fléau sur l'humanité... Ces frères Caïn n'entendent rien au gouvernement ; je laisse tout dans un gachis épouvantable. Au surplus, Brissot m'aurait fait périr comme Robespierre... Je le vois maintenant, il vaudrait mieux être un pauvre pêcheur que de gouverner les hommes. »

On ne voulait pas que les accusés échappassent ; aussi, au lieu de tirer les jurés au sort, selon le vœu de la loi, on les choisit parmi les plus solides.

Les débats furent une pêle-mêle, une confusion sans exemple. Danton, Philippaux, Hérault de Séchelles, Camille Desmoulins se plaignirent hautement de ce qu'on les avait confondus avec des fripons, qualifiant ainsi

Chabot, Fabre d'Églantine et quelques autres. On dépêcha les premiers accusés sans leur laisser le plein loisir de répondre. Lorsque le tour de Danton arriva, le président Hermann lui dit qu'il était accusé par la convention d'avoir conspiré avec Mirabeau, Dumouriez, d'Orléans, avec les girondins, avec la faction qui voulait rétablir Louis XVII.

« Ma voix, répondit Danton, qui tant de fois s'est fait entendre pour la cause du peuple, n'aura pas de peine à repousser la calomnie. Que les lâches qui m'accusent paraissent ici, je les couvrirai d'ignominie : que les comités se rendent ici, je ne répondrai que devant eux ; il me les faut pour accusateurs et pour témoins, qu'ils paraissent ! Au reste, peu m'importe vous et votre jugement ; je vous l'ai dit, le néant sera bientôt mon asile ; la vie m'est à charge, qu'on me l'arrache : il me tarde d'en être délivré. »

Il était facile de reconnaître, à l'accent mis à prononcer ces paroles, que le remord déchirait le cœur de Danton, et qu'au dernier moment il apercevait toutes ses fautes passées dans leur conséquence et leur résultat.

Le président s'y trompa néanmoins. Il n'eut

garde d'ailleurs de faire droit à sa demande, et d'appeler en témoignage les véritables accusateurs du prévenu; il se contenta de dire à celui-ci, dont l'empportement le troublait :

« Danton, l'audace est le propre du crime, le calme est celui de l'innocence. »

A ce propos insolent, Danton répliqua avec vivacité :

« L'audace individuelle est réprimable sans doute, mais cette audace nationale, dont j'ai tant de fois donné l'exemple, dont j'ai tant de fois servi la liberté, est la plus méritoire de toutes les vertus. Cette audace est la mienne, c'est celle dont je fais ici usage pour la république contre les lâches qui m'accusent. Lorsque je me vois si bassement calomnié, puis-je me contenir? Ce n'est pas d'un révolutionnaire comme moi qu'il faut attendre une défense froide; les hommes de ma trempe sont inappréciables dans les révolutions; c'est sur leur front qu'est empreint le génie de la liberté. »

Et Danton, en s'énonçant ainsi, secouait sa tête énorme, et redressait sa taille gigantesque, et l'auditoire, quoique composé de Robespierristes, éprouvait pour lui un senti-

ment d'intérêt qui éclata par un de ces murmures approbateurs dont l'expression est facile à interpréter. Danton, qui ne s'y trompa point, en augmenta de véhémence.

« Moi, poursuivit-il, moi accusé d'avoir conspiré avec Mirabeau, avec Dumouriez, avec d'Orléans; d'avoir rampé aux pieds des vils despotes! c'est moi que l'on somme de répondre à la justice *inévitabile, inflexible*..... Et toi, lâche Saint-Just, tu répondras à la postérité de ton accusation contre le meilleur soutien de la liberté; en parcourant cette liste d'horreurs (et Danton montrait au peuple l'acte d'accusation), je sens tout mon être frémir. »

Le président de nouveau essaya de le rappeler à la modération.

« Que t'importe comment je me défende, le droit de me juger te reste toujours. »

Cette phrase partit prompte comme l'éclair. Danton à la suite raconta à grands traits sa vie politique, ses débats contre Mirabeau et les royalistes de la constituante, comment plus tard il fut un des plus âpres à s'opposer à ce que Louis XVI quittât les Tuileries pour aller passer la belle saison à Saint-Cloud;

comment, par ses discours et par son exemple, il entraîna le peuple au Champ-de-Mars à la signature de la pétition dans laquelle était faite la demande formelle de l'abolition de la royauté; comment il fut le premier des patriotes à proclamer la nécessité d'en finir avec le monarque; comment, dès le 9 août 1792, il se mit en guerre ouverte avec Louis XVI. Son courage, son énergie pendant la journée du 10 ne furent pas oubliés, et en venant au reproche du rapport de Saint-Just que lui Danton s'était caché au moment de combattre, il dit en élevant sa voix mugissante autant que celle d'un taureau en fureur :

« Où sont les hommes qui eurent besoin de presser Danton pour l'engager à se montrer dans cette journée ? où sont les êtres privilégiés dont il a emprunté l'énergie ? qu'on les fasse paraître mes accusateurs, j'ai toute la plénitude de ma tête lorsque je les demande. Je dévoilerai les trois plats coquins qui ont entouré et perdu Robespierre ( Saint Just, Couthon, Lebas ); qu'ils se produisent ici, je les plongerai dans le néant, dont ils n'auraient jamais dû sortir. »

Et Danton promène autour de lui ses re-

gards, d'où part la foudre, et l'auditoire y répond encore par un murmure de conviction, et le président, effrayé de l'effet que l'accusé produit, cherche à l'intimider en agitant la sonnette; il veut lui couper la parole.

« Ne m'entendez-vous pas ? lui dit-il.

« La voix d'un homme qui défend sa vie et son honneur doit vaincre le bruit de ta sonnette. »

Mais il a trop essayé de parler, il ne sort plus de son gozier échauffé, que des sons rauques. Hermann avec une douceur hypocrite, l'engage à se taire, du moins momentanément; que plus tard, il pourra reprendre sa défense en pleine liberté. La fatigue obligea Danton à se soumettre.

Après lui, on entend Camille Desmoulins, dont le discours manqua d'énergie. Lacroix, qui insista pour qu'on appelât en témoignage plusieurs de nos collègues, dont il prétendit les dépositions nécessaires à sa justification. La séance s'arrêta là le premier jour. Elle avait imprimé aux débats une physionomie particulière : la voix de Danton avait retenti dans les cœurs, le peuple revenait à lui, c'était un fait certain, les comités ne pouvaient l'igno-



rer, car plusieurs membres de celui de sûreté générale, Amar, Vadier, Voullant, très-féroce, et alors pleinement dévoué à Robespierre, étaient venus assister aux débats cachés dans la salle de l'imprimerie, qui communiquait à celle du tribunal révolutionnaire par une lucarne, pratiquée dans l'épaisseur du mur. De là, ils avaient pu voir la stupéfaction des juges, l'audace des détenus, et les dispositions favorables de l'auditoire. Ils allèrent en rendre compte à leurs collègues, et leur firent partager leurs inquiétudes.

Celles-ci augmentèrent, lorsque bientôt après, et Robespierre absent, Hermann et Fouquier-Tinville vinrent au comité de salut public prévenir Saint-Just et Billiaud-Varennes, qui s'y trouvaient seuls, que les accusés demandaient impérieusement à faire comparaître en témoignage plusieurs députés.

Les deux membres présents, écoutèrent ceci avec non moins de trouble; cependant, ils défendirent à l'accusateur public de faire droit à la réquisition des prévenus, de tâcher de continuer les séances pendant les trois jours voulus par la loi, et au bout desquels, le jury pouvait se déclarer suffisamment in-

stent. C'était le moyen dont on s'était servi pour étouffer la défense des girondins, et les députés accusés avaient pris part à ce décret inique : il était juste que le poids en retombât sur eux.

Le 3 avril, le procès continua, les prévenus persistèrent dans leur première demande, ils exigèrent l'appel de plusieurs conventionnels, soit comme témoins à charge ou à décharge. Ils y en adjoignirent d'autres pris en dehors de l'assemblée.

« Je ne m'oppose pas à ce qu'on entende tous ceux dont on peut croire la déposition utile, dit Fouquier-Tinville, qui redoutait moins de déplaire aux accusés que de se montrer injuste devant le public.

— Cela ne suffit pas, répartit Danton, ce n'est pas assez que de n'y mettre aucun obstacle, c'est à toi de les appeler, ce devoir rentre dans le droit de tes fonctions.

— J'assignerai, répliqua l'accusateur, tous ceux qu'on me désignera, moins toutefois les membres de la convention, car elle seule peut les autoriser à comparaître. »

C'était dénier ce qu'on voulait, Danton et les autres ne se gênèrent pas pour le dire. Le

tribunal eut peur, il interrogea brièvement, et l'espagnol Gusman, qui payait sa manie démagogique, et les deux beaux-frères de Chabot, et Westermann, que l'on punissait de sa bravoure extraordinaire, et non de la cruauté avec laquelle il avait fait la guerre dans la Vendée. Cela fait, on leva précipitamment la séance, non pas avec plus de satisfaction, et la certitude d'un meilleur résultat. L'auditoire montrait encore plus d'intérêt aux accusés, et déjà on répandait le bruit que l'accusation attaquait sans motifs d'excellens patriotes.

J'ai su que Robespierre, consterné de la tournure que prenait l'affaire, mit en délibération avec Saint-Just, Conthon, Amar et Billaud-Varennés, si on ne la terminerait pas en innocentant les prisonniers. Amar lui dit :

« S'ils échappent à l'échafaud aujourd'hui, demain ils nous y feront monter à leur place. Les choses sont venues au point qu'eux ou nous doivent périr, essayons de conduire à bien notre chance, ne reculons pas. »

Saint-Just alors ouvrit l'avis de feindre une

nouvelle conspiration pour achever d'abattre les prévenus, et leur en offrit les élémens dans quelques propos du général Dillon, détenu au Luxembourg. Celui-ci avait dit que si la femme de Camille Desmoulins savait répandre à propos des assignats, et que si lui Dillon parvenait à s'évader, il trouverait les moyens de rassembler assez de gens de bonne volonté pour changer l'état des choses ; ces propos sans mesure furent tenus devant un vil coquin nommé Laflotte, qui espéra, en les dénonçant, se faire absoudre, en conséquence, il les communiqua au comité de salut public, et ce fut la-dessus qu'on fonda la perte des détenus.

Saint-Just parut à la tribune de la convention, et, parlant au nom des deux comités, nous dit :

« L'accusateur du tribunal révolutionnaire a mandé que la révolte des coupables avait fait suspendre les débats de la justice jusqu'à ce que la convention ait pris des mesures..... La révolte des criminels aux pieds de la justice même, intimidés par la loi, explique le secret de leur conscience, leur désespoir, leur fu-

reur, tout annonce que la bonhomie qu'ils faisaient paraître, était le piège le plus hypocrite qui ait été tendu à la révolution.

« Quel innocent s'est jamais révolté contre la loi. Il ne faut plus d'autre preuve de leur attentat que leur audace..... Il est ici des hommes véritablement amis de la liberté; si l'énergie qui convient à ceux qui ont entrepris d'affranchir leur pays est dans leur cœur, vous verriez qu'il n'y a plus des conspirateurs cachés à punir, mais des conspirateurs à front découvert, qui, comptant sur l'aristocratie, avec laquelle ils ont marché depuis plusieurs années, appellent sur les peuples la vengeance du crime.....

« Dillon, qui ordonna à son armée de marcher sur Paris, a déclaré que la femme de Desmoulins avait touché de l'argent pour exciter un mouvement pour assassiner les patriotes et le tribunal révolutionnaire..... Il était sans exemple que la justice eût été insultée..... Les malheureux! ils avouent leur crime en résistant aux lois..... En ce moment, l'aristocratie se remue. La lettre que je vais vous lire vous démontrera le danger. Est-ce par privilège, que les accusés se montrent insolens?

qu'on rappelle donc les tyrans Custine et Brissot du tombeau , car ils n'ont point joui du privilège épouvantable d'insulter leurs juges.

« Dans le péril de la patrie , dans le degré de majesté où vous a placés le peuple , marquer la distance qui vous sépare des coupables , c'est dans ces vues que vos comités vous proposent le décret qui suit :

« La convention nationale , après avoir entendu le rapport de ses comités de salut public et de sûreté générale , décrète que le tribunal révolutionnaire commencera l'instruction relative au procès de Lacroix , Danton , Chabot et autres ; que le président emploiera tous les moyens que la loi lui donne pour faire respecter son autorité et celle du tribunal révolutionnaire , et pour réprimer toute tentative de la part des accusés pour troubler la tranquillité publique et la marche de la justice.

« Décrète que tout prévenu de conspiration qui résistera ou insultera à la justice nationale sera mis sur-le-champ hors des débats. »

Billaud-Varennès , dès que Saint-Just eut achevé de parler , nous demanda d'entendre

la lecture de la lettre qui avait dénoncé la conspiration des prisons. Elle contenait les passages suivans, que j'extrai de l'ensemble, et venait de l'administration de la police.

« ..... Le citoyen Laflotte, ci-devant ministre de la république à Florence, arrêté depuis six jours, a dit que le citoyen Arthur Dillon, l'ayant tiré à part, lui avait demandé s'il avait connaissance de ce qui avait eu lieu ce jour au tribunal révolutionnaire..... qu'il fallait résister à l'oppression... Dillon a ensuite ajouté qu'il avait un procès concerté avec Simon, député à la convention, et qui était détenu dans la même maison (le Luxembourg)... Qu'il viendrait le trouver avec ledit Simon et ferait en sorte d'amener aussi Thouret, aussi détenu. Il donna alors à un porteclef, que le déposant croit se nommer Lambert, une lettre. Sur l'observation dudit porteclef, Dillon coupa la signature. Il lui dit alors que ladite lettre était pour la femme de Desmoulins ; qu'elle mettait à sa disposition mille écus, afin de pouvoir envoyer du monde autour du tribunal révolutionnaire...

« Vers huit heures et demie arrivèrent en effet Dillon et Simon.

Ici ce vil Laflotte, entassant mensonges sur mensonges, échafaudait maladroitement une conspiration imaginaire et toute en paroles vaines auxquelles il ne fallait ajouter aucune foi ; mais la convention n'agissait pas ainsi , et, sous le couteau de la peur, elle décréta la proposition de Saint-Just.

Voullant demanda comme une faveur d'être chargé de porter au tribunal révolutionnaire l'acte inique que nous venions de rendre. La troisième séance venait de commencer ; les prévenus, loin de se laisser abattre, avaient redoublé d'énergie. La populace penchait visiblement pour eux ; on les entend demander qu'on fasse comparaître les témoins dont la présence leur est nécessaire ; ils prétendent qu'ils ont à faire à la convention elle-même une déclaration qui prouvera la réalité du projet de dictature à laquelle les comités aspirent, et leur accent est tellement celui de la sincérité que ni Hermann ni Fouquier ne savent comment repousser cette requête.

Dans ce moment l'exécrable Voullant, à qui Amar a voulu se joindre, arrive au palais ; il fait appeler Fouquier-Tinville, et, quand il les a rejoints :



« Tiens, lui disent-ils, voici un décret qui va trancher le nœud gordien, et qui te délivrera de ces drôles.

Fouquier, dont en effet il devient le libérateur, bénit le décret, s'en empare, rentre à l'audience, et en fait soudainement la lecture à haute voix. Danton l'écoute, frémit, s'indigne; et, se tournant vers l'auditoire :

« Je vous prends à témoins si nous avons insulté le tribunal.

— Non, non, leur crie-t-on de cent côtés; non, il n'en est rien. »

Et les juges tremblent sur leur siège; Fouquier-Tinville pâlit. Danton continue :

« Un jour on connaîtra la vérité; je vois de grands malheurs fondre sur la France; la dictature est dans les comités, elle se montre à découvert. Ah! mes amis, dit-il en s'adressant à ses compagnons, et, en leur montrant Amar et Voullant, qui étaient au fond de la salle à les regarder, voyez ces lâches assassins, ils nous poursuivent, ils ne nous quitteront pas jusqu'à la mort. »

L'auditoire se retourne, il hue nos deux indignes collègues; le tribunal lève soudain la séance, et ils s'évadent couverts de confusion.

C'en était trop pour le parti de Robespierre ; un procès ainsi mené devenait par trop dangereux , il fallait le finir en coupant court à la véhémence de la défense. Un ordre venu du comité de salut public enjoit au jury et au tribunal de *faire feu de file*, ce qui signifiait, en termes d'argot républicain, la condamnation de tous les prévenus.

La quatrième séance a lieu pour la forme ; à peine est-elle ouverte, que le jury se déclare pleinement éclairé, et demande la clôture. Danton et ses amis, à ce mot terrible, qui est leur arrêt fatal, s'abandonnent à un désespoir qui n'a pas de borne.

« Vous êtes des assassins, s'écrie Camille Desmoulins, en s'adressant aux jurés ; peuple, je te prends à témoin qu'on va nous égorger sans avoir voulu nous entendre. »

Il frappe sur la barre, il s'irrite ; les gendarmes viennent le saisir, il leur résiste ; une sorte de lutte s'engage, il est meurtri, on déchire ses vêtements, on l'entraîne ainsi que les autres, qui imitent en partie sa fureur. A peine ont-ils quitté la salle qu'Amar et Voulant y rentrent au mépris de la loi ; ils conjurent les jurés de se montrer sévères ; on feint qu'une

lettre vient d'être interceptée à la poste, et qu'elle fournit la preuve de la complicité de Danton avec l'étranger. Fouquier-Tinville unit ses suggestions à celles de ces misérables. On gagne la majorité du jury, présidé, cette fois, par Trinchard, homme de sang et d'or; il aide de son influence à corrompre ses collègues, et la délibération est acquise à l'accusation.

On n'osa pas rappeler les condamnés pour leur faire connaître la sentence; un greffier eut la mission d'aller la leur lire à la Conciergerie. Ils ne voulurent pas l'écouter, et demandèrent qu'on les envoyât à la mort. On les y traîna le 5 avril. Une troupe de sans-culottes, appostée par la police d'alors, les poursuivit de ses sarcasmes et de ses invectives. Danton regarda avec mépris cette dernière indignité; il n'en fut pas de même de Camille : il retrouva ici sa faiblesse, se remit à délibérer, accabla Robespierre d'injures, se débattit contre les exécuteurs des hautes-œuvres avec tant de violence qu'il arriva presque nu à l'échafaud.

Danton, lui appliquant la main sur l'épaule : « Reste tranquille, dit-il, laisse cette

vile canaille... » Mais à son tour frappé d'un souvenir pénible... « Oh ! ma femme, dit-il, je ne te verrai donc plus!... » Puis, s'interrompant brusquement : « Allons, Danton, point de faiblesse. »

Et, son tour venu, il monta sur l'échafaud avec rapidité. Hérault de Séchelles voulut l'embrasser en ce moment.

« A quoi bon, lui dit-il ? nos deux têtes, dans un instant, se retrouveront au fond du panier. »

Il dit ensuite au bourreau : « Tu montreras ma tête à l'exécuteur ; elle en vaut la peine. »

A chacune qui tombait, la populace battait des mains, et criait : Vive la république !

Ainsi la providence punissait sur ces grands coupables le meurtre de Louis XVI, dont ils avaient été les assassins.

---

---

## CHAPITRE XVII.

Système de Robespierre. — Danton ne fut pas regretté. — Supplice de Chaumette, de Dillon, de Gobel; des femmes Hébert et Desmoulins. — Ce que Robespierre exigea de Legendre. — Acte de lâcheté de ce dernier. — Changement d'administration. — Collot d'Herbois aux Jacobins. — Rapport de Saint-Just à la convention. — Lois et mesures tendant à concentrer le despotisme. — L'Être suprême reconnu ainsi que l'immortalité de l'âme. — État de la France. — Détails sur le régime des prisons.

Par le supplice du terrible Danton, de cet homme dans lequel la révolution semblait s'être incarnée, et dont au moins il était le type vivant, le grand œuvre parut consommé. La tyrannie qui pesait si horriblement sur la France, depuis que nous étions libres, avait passé de la commune à la convention, puis de celle-ci aux comités, et enfin elle allait s'établir tout entière dans les mains de Maximilien Robespierre. Il est certain que, depuis le 3 avril 1794, jusqu'au 9 thermidor suivant (27 juillet), ce fut la volonté seule de ce scélérat, qui nous ploya sous un joug de fer.

Les autres membres du comité, s'écartant de lui, devinrent ses esclaves ou ses satellites, en consentant à le reconnaître pour chef.

Aucun de nous jusqu'à l'époque marquée pour la délivrance de la patrie, de nous, membres du côté droit, n'essaya de combattre pour l'affranchissement commun, dominés que nous étions, je ne craindrai pas de l'avouer, par le sentiment éminent de la peur. Il exista d'ailleurs entre Robespierre et nous une sorte de paix, ou, pour mieux dire, une trêve tacite; lui, il ne nous tourmenta guère, et nous nous tîmes devant lui; ce ne fut pas dans nos rangs qu'il chercha ses victimes. Assuré qu'il était de notre obéissance, il s'attacha à nous ménager; il avait ses raisons, celles que, tôt ou tard, lorsque, délivré de toute crainte, par la mort de la masse des révolutionnaires ardents et des hommes de bien capables de résolutions énergiques, il pourrait aspirer à la souveraine puissance, ce serait à nous qu'il reviendrait, pour prouver à l'intérieur et à l'étranger que l'époque de sang nécessitée par les circonstances était close, et ne recommencerait plus.

Tous les événemens qui depuis le 3 avril se

déroulèrent, furent la conséquence de ce système dont Robespierre ne s'écarta jamais ; celui que Tarquin développa à Gaius d'une manière si frappante, par le seul secours de la pantomime, quand avec sa baguette il abattit les hautes têtes d'une plate-bande de pavots, en réponse au conseil qui lui était demandé, sur la meilleure manière de régner.

Ceux qui ont écrit jusqu'ici l'histoire de la convention nationale, n'ont pas assez remarqué combien la faux révolutionnaire fut avide de renverser, non les véritables honnêtes gens de l'assemblée, mais au contraire, ceux dont les crimes avaient amené le régime de la terreur. Aucun parmi nous, ou presque aucun n'opéra, à l'exception peut-être de Philippaux ; et les girondins, et les chefs de la montagne disparurent successivement, et nous qui formions environ un noyau d'environ deux cents députés fûmes à peine entamés.

Aucun de nous ne regretta Danton, et ses acolytes, ils avaient mérité leur sort ; nous ne vîmes là que la disparition d'une partie de nos tyrans présents, et nous pûmes nous livrer à l'espoir que les autres tomberaient à

leur tour. La rotation de la roue révolutionnaire amena bientôt sur leur échafaud Chaumette, qu'on aurait cru avoir été oublié; le malheureux évêque de Paris, Gobel revenu aise, rapporté à de meilleurs sentimens, le général Beysser, et Simon, notre collègue, Simon, moine défroqué, à qui, au tribunal, on fit un crime de son athéisme; les Grammont, le père et le fils, Arthur Dillon, chef innocent d'un complot imaginaire, mais qui, par sa jactance, conduisit au supplice un nombre infini de personnes des deux sexes; les femmes d'Hébert et de Camille Desmoulins périrent en même temps. La première, digne de cette triste fin, la seconde, intéressante par sa jeunesse et sa beauté. Je ne sais comment la femme de Chabot ne fut pas appelée en troisième, lorsque l'on venait de faire mourir son mari et ses deux frères.

La terreur plana sur chaque citoyen avec un tel ascendant, que les esprits les plus fermes jusque là, descendirent à des manœuvres honteuses pour échapper au péril qui les menaçait. Legendre fut de ce nombre, il me chargea de parler à Robespierre pour tâcher de savoir ce qu'il devait redouter. Ro-



bespierre, qui causait volontiers avec moi , me dit brusquement :

« Legendre demande ce qu'il doit craindre. Il doit craindre tout ce qui peut frapper un mauvais citoyen. Quoi ! il a osé défendre Danton , et il se flatterait de demeurer tranquille ; quelle preuve donne-t-il qu'il n'a pas conspiré avec son ami ? »

Ces paroles sinistres me remplirent d'épouvante pour Legendre ; cependant j'insistai , je le montrai bon patriote ; « on peut l'avoir égaré , répondis-je. »

Robespierre, qui avait le désir sage de convaincre les sans-culottes de la culpabilité de Danton, saisit cette ouverture en esprit habile, et répartit :

« Eh bien ! si Legendre a été dupe de son attachement et de sa folle confiance ; si maintenant il voit clair , un moyen lui reste pour se retirer du péril dans lequel il se perpétue ; c'est un franc aveu de son erreur , et une justification qui nécessairement inculpera les traîtres condamnés. »

Je compris le vrai sens de ce propos ; j'allai le transmettre à Legendre , présumant qu'il

préférait la mort à l'avilissement, il n'en fut pas ainsi : lui préféra manquer à l'amitié que de perdre la vie ; en conséquence, le 10 avril, il se rendit aux jacobins, et prétextant d'avoir à dénoncer des manœuvres criminelles envers lui, consistant dans l'envoi qu'on lui faisait de lettres anonymes, pour l'attirer dans un parti contraire à celui des meneurs, il ajouta :

« Puisqu'on m'y force, je déclare au peuple, qui m'a toujours entendu parler de bonne foi, que je regarde maintenant comme démontrée la conspiration dont les chefs ont cessé d'exister, et que j'étais le jouet des traîtres ; j'en ai trouvé la preuve dans différentes pièces déposées au comité de salut public, surtout dans la conduite criminelle des accusés devant la justice nationale, et dans les machinations de leurs complices qui veulent armer un homme probe du poignard homicide. J'étais avant la découverte du complot l'ami intime de Danton ; j'aurais répondu de ses principes et de sa conduite sur ma tête. Mais aujourd'hui je suis convaincu de son crime, je suis persuadé qu'il voulait plonger

le peuple dans une erreur profonde. Peut-être y serais-je tombé moi-même, si je n'avais été éclairé à temps..... »

Cette déclaration solennelle produisit un grand effet, elle aida les meneurs, elle sauva Legendre, qui, au demeurant, ne la pardonna jamais à qui l'avait contraint à la faire ; ce fut la cause principale de sa vivacité à contribuer, au 9 thermidor, à la chute, de Robespierre ; plus tard à prendre lui-même la tâche d'aller fermer le club des jacobins.

Cependant un nouveau mode de gouvernement allait commencer plus énergique encore, parce qu'il serait concentré en moins de mains ; il tendrait à force de démagogie à comprimer le régime anarchiste ; le despotisme s'établirait au nom de la liberté. Collot d'Herbois, alors l'homme de Robespierre, que bientôt il abandonnerait, se chargea de faire connaître aux jacobins la marche que l'on suivrait désormais ; il fit précéder les travaux administratifs des comités par un discours propre à augmenter l'effroi public, à le rendre surtout universel, car depuis le supplice d'Hébert, de Danton et de Chaumette, qui pouvait ne pas craindre, qui se flatterait de-

sormais d'échapper à la fureur de la hache révolutionnaire. Collot d'Herbois parla ainsi :

« Les tyrans ont perdu leurs forces, leurs armées tremblent en présence des nôtres. Déjà quelques despotes cherchent à se retirer de la coalition. Dans cet état, il ne reste qu'un espoir, ce sont les conspirations intérieures, il ne faut donc pas cesser d'avoir l'œil ouvert sur les traîtres. Comme nos frères vainqueurs sur les frontières, ayons tous nos armes en joue, et faisons feu à la fois. Pendant que les ennemis extérieurs tomberont sous les coups de nos soldats, que les ennemis intérieurs tombent sous les coups du peuple..... La nature fait tout cette année pour les républicains; elle leur promet une abondance double. Les feuilles qui poussent annoncent la chute des tyrans..... Que les fonctionnaires chargés de la surveillance publique, redoublent de soins et de zèle, qu'ils se pénètrent bien de cette idée qu'il n'y a peut-être pas une rue, pas un carrefour, où il n'y ait un traître qui médite un complot dernier. Si les administrateurs, si les fonctionnaires publics veulent trouver une place dans l'histoire, voilà le moment favorable pour y songer. Le

tribunal révolutionnaire s'y est déjà assuré une place marquée ; que toutes les administrations sachent imiter son exemple et son inexorable énergie, que les comités révolutionnaires surtout, redoublent de vigilance et d'activité, qu'ils sachent surtout se soustraire aux sollicitudes dont on les assiège, et qui les portent à une indulgence funeste à la liberté. »

Tandis que Collot d'Herbois s'énonçait ainsi aux jacobins, Saint-Just à la convention nous tenait un langage non moins atroce ; il nous recommença, dans un rapport sur la police générale, l'histoire de toutes les conspirations réelles ou fausses ; puis il en vint à faire encore de nouveau l'éloge de la terreur. « Que serait devenue, s'écria-t-il, une république indulgente ? nous avons appelé le glaive, et la république a été fondée ; cette origine lui est commune avec le monde sortant du chaos et avec l'homme qui pleure dès sa naissance. »

Saint-Just partit de là pour proposer, c'est-à-dire pour ordonner divers projets de loi tous plus arbitraires les uns que les autres. Le premier fut un décret contre la noblesse, qui en bannissait tous les membres de Paris,

des villes de guerre, des ports militaires ; qui leur enlevait toute fonction politique, et ne leur accordait que dix jours pour se soumettre à cette rigueur excessive, et, à défaut par eux d'obéissance, ils étaient mis hors la loi. Les étrangers furent enveloppés dans la même mesure.

C'était le complément de la proposition que Danton avait faite de mettre tous les aristocrates hors du droit commun. Ceci devait servir de passeport aux yeux des sans-culottes pour faire adopter sans murmures des lois qui allaient frapper directement sur eux. En voici quelques unes :

1°. Licenciement de l'armée révolutionnaire, autre œuvre de Danton. Elle était devenue dans ses diverses colonnes le réceptacle de tout voleur, bandit, brigand et assassin ; elle était l'épouvante des villes, des campagnes, et Robespierre comprenait qu'elle finirait par lui être dangereuse.

2°. Suppression des comités révolutionnaires tenus dans chaque commune. Un seul fut autorisé par district.

3°. Abolition des divers ministères. Ils parurent trop redoutables aux meneurs dans

leur ensemble. Un ministre d'ailleurs avait un pouvoir que dans un instant de crise il emploierait peut-être contre la volonté de Robespierre. On les supprima donc, et à leur place on établit douze commissions, savoir : des administrations, tribunaux et police de l'instruction publique, de l'agriculture et des arts, du commerce et des approvisionnemens, des travaux publics, des secours publics, des transports, postes et messageries, des finances, de l'organisation et du mouvement des armées de terre, de la marine et des colonies, des relations extérieures.

4° Une suppression non moins importante eut lieu encore. Paris était couvert de sociétés populaires, foyers éternels de sédition et de résistance à l'autorité. Robespierre, qu'elles importunaient, et qui voyait l'impossibilité de les surveiller, se détermina à les faire disparaître. Ce ne fut pas néanmoins par un coup direct des comités que cette réforme s'effectua ; on prit un détour, et il réussit bien.

Il y avait alors alliance complète entre le club des jacobins et le gouvernement ; ce fut lui qui prit un arrêté portant qu'il cesserait de correspondre avec les sociétés populaires.

établies depuis le 10 août 1792 ; ce qui en éliminait la majeure partie. Et que, quant à celles antérieures à cette journée, un rapport particulier serait fait sur chacune pour qu'on décidât si la correspondance leur serait conservée. Ce coup de massue écrasa tous ces nids d'anarchie. Le club des cordeliers n'y résista pas mieux que les autres ; il s'éteignit de lui-même, et depuis ce moment celui des jacobins resta seul, selon la pensée secrète de Robespierre.

5°. La dénonciation contre tout fonctionnaire civil ou militaire et conventionnel se faisait publiquement aux jacobins ; la chose désormais paraissait mauvaise, puisqu'il ne restait plus que les vainqueurs à la tête des affaires. Collot d'Herbois proposa et fit adopter par le club la création d'un comité ayant mandat spécial de recevoir les dénonciations qui ne seraient plus reçues à la tribune, et que l'on transmettrait secrètement aux comités de salut public et de sûreté générale.

6°. le moment arrivait où il devenait clairement prouvé qu'un gouvernement ne pouvait marcher appuyé sur l'athéisme. Robespierre, autant ici que dans tout le reste,



s'aperçut que la France avait besoin d'un culte autre que celui de la Raison. Il fit donc décréter *la reconnaissance de l'ÊTRE SUPRÊME et de l'immortalité de l'ame*. Je reviendrai sur sur ce point quand je parlerai de la fête impie que nous célébrâmes quelque temps après. La loi, outre ce premier article, portait dans le second : « Le peuple français reconnaît que le culte le plus digne de l'Être suprême est la pratique des devoirs de l'homme. »

Au 21 janvier précédent et sur la motion de Couthon, on avait aussi déclaré fête nationale et perpétuelle le jour néfaste de la mort de Louis XVI. C'était un contraste étrange avec celle qu'on établissait en l'honneur de Dieu.

Ces mesures ne suffisaient pas à guérir le malaise général en présence de l'échafaud en activité permanente, en présence du discrédit des assignats qui augmentait à mesure qu'on les créait par milliards, en présence du maximum, chancre dévorant de tout commerce, de toute industrie. La disette des vivres se faisait sentir dans chaque commune de la république et principalement à Paris ; on y manquait de pain, de viande de boucherie ;

de tous les objets de consommation ressortant de l'épicerie. Il avait fallu en venir à des mesures étranges ; on taxait les denrées de première nécessité à tant par tête.

Je ne rappellerai pas à ce sujet des détails qui se trouvent partout ; j'écarterai aussi l'analyse des diverses lois de circonstance que nous rendîmes sous le rapport financier ; elles prouvèrent la pénurie extrême du trésor et le peu de confiance qu'inspirait le gouvernement révolutionnaire.

Le régime des prisons, où l'on avait entassé dix à douze mille individus des deux sexes, prévenus de délits politiques, présentait une organisation odieuse. Voici comment un détenu rapporte ce qui se passait à la Conciergerie ; ce tableau étant d'ailleurs la copie exacte des autres maisons d'arrêt :

« On connaît l'entrée de cette prison destinée de tout temps à renfermer ceux que la loi appelle devant les magistrats comme étant prévenus de crimes contre l'ordre et la sûreté publique... La première entrée est fermée de deux guichets à peu près à trois pieds l'un de l'autre ; ils sont tenus chacun par un porte clef... Dans la première pièce, appelée

guichet, au bout d'une grande table et sur un fauteuil est le geôlier ou concierge; gouverneur de ce triste séjour, ou sa femme, ou le plus ancien des portes clefs, les gouverneurs, ceux-là sont devenus dans le temps où nous sommes des personnages considérables. Les parens, amis ou amies des prisonniers font au concierge une cour très-assidue; en les salue profondément.... C'est de ce fauteuil qu'émanent les ordres pour la police de la maison, c'est à ce fauteuil que sont évoquées les querelles des guichetiers entre eux, c'est à ce fauteuil que les prisonniers portent leurs humbles réclamations...

« A main gauche en entrant dans le guichet est le greffe. Cette pièce est partagée en deux par des barreaux, une moitié est destinée aux écritures, l'autre moitié est le lieu où l'on dépose les condamnés. C'est là, qu'ils ont quelquefois attendu trente-six heures le moment fatal ou l'exécuteur des jugemens leur fait subir les redoutables apprêts de leur supplice.

« Du greffe on entre de plain-pied, en ouvrant néanmoins d'énormes portes, dans des cachots appelés la *souricière*, réduits infects,

ou d'énormes rats font une guerre continue aux malheureux qui y restent enfermés, leur rongéant le nez, les oreilles, mettant leurs vêtemens en pièces, et leur ravissant jusqu'à l'espoir de trouver dans le sommeil un soulagement à leurs longues douleurs.

« Le jour pénètre à peine dans ces cachots, la paille dont se compose la litière des prisonniers, bientôt corrompues par le défaut d'air, et la puanteur des sceaux ou les prisonniers font leurs ordures, exale une telle infection, que dans le greffe même on est empoisonné lorsqu'on en ouvre les portes.... Les prisonniers sont : ou à la pistole, ou à la paille, ou dans les cachots. Ainsi la pauvreté est un nouveau crime, que les plus cruelles privations et la plus horrible inégalité expient dans ce séjour d'horreur. Les cachots ne s'ouvrent que pour donner la nourriture, faire les visites et vider les baquets.

« Les chambres de la paille ne diffèrent des cachots, qu'en ce que leurs habitans sont tenus d'en sortir entre huit et neuf heures du matin, on les fait rentrer une heure avant le soleil couché, pendant la journée les portes de leurs cachots sont fermées, et ils sont obli-

gés de se morfondre dans la cour , où de s'entasser s'il pleut , dans les galeries qui l'entourent , où ils sont infectés des odeurs les plus méphitiques , dureste même incommodité dans leur hideuse demeure ; point d'air , des pailles pourries , entassés jusqu'à cinquante dans un même trou , le nez sur leurs ordures , ils se communiquent les maladies et les malpropres dont ils sont accablés.....

« Ne croyez pas non plus que les incommodités de logement soient les seules que les prisonniers aient à supporter ; il faudrait pour juger jusqu'à quelle humiliation , jusqu'à quelle dégradation on peut réduire les hommes , il faudrait assister à la fermeture des portes , et à l'appel nominal qui la précède ; qu'on se figure trois ou quatre guichetiers , tous avec une demi - douzaine de chiens en arrêt , tenant en main une liste incorrecte qu'ils ne peuvent lire ; ils appellent un nom , personne ne se reconnaît , ils jurent , tempêtent , menacent , ils appellent de nouveau , on s'explique , on les aide , on parvient enfin à comprendre qui ils ont voulu nommer ; ils font entrer en comptant le troupeau , ils se trompent encore. Alors avec une colère tou-

jours croissante, ils ordonnent de sortir, on sort, on rentre, on se trompe encore, et ce n'est quelquefois qu'après trois ou quatre épreuves que leur vue troublée parvient à s'assurer, enfin que le nombre est complet.

« Les chambres des femmes sont aussi divisées en chambres à la pistole, et à la paille, les pistoles occupent les premières, les chambres des *pailleuses* sont au rez-de-chaussée, derrière une arcade, elles sont obscures, humides et aussi malsaines que malpropres. »

Ce fut à la prison du Plessis dite l'*Égalité*, que prit naissance la plus atroce des conceptions des bourreaux révolutionnaires, celle du système des conspirations, funeste préliminaire des égorgemens en masse. On ne s'occupa plus que des moyens de créer des prétextes à la rébellion par des vexations de tous genres; l'enlèvement de toute somme au-dessus de cinquante livres, fut des premières mises en usage, on fouillait dans les malles, les paillasses, les coins, les réduits, et jusqu'aux habillemens. Cette mesure ne produisant pas le mécontentement qu'on en attendait, on en employa une seconde; on ôta aux détenus les rasoirs, couteaux, canifs, on ne laissa même

plus aux femmes les aiguilles de travail, les bagues, boutons de manches, boucles à jarretière, à col et de souliers, montres, tabatières, rien ne resta, c'était au milieu de la nuit, et pour inspirer plus d'épouvante, que ces mesures arbitraires avaient lieu.

La table commune, appelée la gamelle, succéda enfin, comme le nombre des prisonniers était supérieur à l'espace, on divisa les repas en trois temps, ceux des détenus qui étaient du deuxième ou troisième temps, prenaient sous le bras tout l'attirail nécessaire, se tenant debout devant les premiers, à peu près comme des laquais de l'ancien régime, et bravant l'ardeur du soleil attendaient patiemment qu'on leur cédât la place. L'amalgame des tables était singulier, galeux, assassins, voleurs, hommes de bon ton étaient pêle-mêle. On ne prenait qu'un repas par jour; voulait-on se plaindre? on était dénoncé au tribunal révolutionnaire et exécuté.

Chaque prison avait son comité de délation, composé d'un certain nombre d'hommes, parmi lesquels on trouvait des nobles et des personnages fort riches qui, prisonniers en apparence, dressaient ou recevaient les listes

de proscription ; ils montaient au greffe de la prison, faisaient leurs dénonciations; le lendemain ils allaient au tribunal , avec les victimes , déposaient contre elles et puis recommençaient.

Ainsi avait lieu le régime des prisons, ainsi on poussait au désespoir ceux qu'on voulait amener à la révolte , mais ceci n'était pas assez encore , la loi manquait d'ampleur disait-on , pour atteindre les contrerévolutionnaires , on fut au-delà des bornes par les derniers décrets qu'on nous fit rendre , il en résulta cependant que le vase trop plein déborda , et que la cause de l'humanité fut enfin vengée.

FIN DU TROISIÈME VOLUME.



---

# ACTE CONSTITUTIONNEL

DE

LA RÉPUBLIQUE, 1793.

---

## *De la république.*

I. La république française est une et indivisible.

## *De la distribution du peuple.*

II. Le peuple français est distribué, pour l'exercice de sa souveraineté, en assemblées primaires de canton.

III. Il est distribué, pour l'administration et la justice, en départemens, districts, municipalités.

## *De l'état des citoyens.*

IV. Tout homme né et domicilié en France, âgé de vingt-un ans accomplis ;

Tout étranger âgé de vingt-un ans accomplis, qui, domicilié en France depuis une année ;

Y vit de son travail ;

Ou acquiert une propriété ;

Ou épouse une française ;

Ou adopte un enfant ;

Ou nourrit un vieillard ;  
Tout étranger enfin qui sera jugé par le corps législatif ,  
avoir bien mérité de l'humanité ,  
Est admis à l'exercice des droits de citoyen français.  
V. L'exercice des droits de citoyen se perd ;  
Par la naturalisation en pays étranger ;  
Par l'acceptation de fonctions ou faveurs émanées d'un  
gouvernement non populaire ;  
Par la condamnation à des peines infâmantes ou afflic-  
tives , jusqu'à réhabilitation.  
VI. L'exercice des droits de citoyen est suspendu ;  
Par l'état d'accusation ;  
Par un jugement de contumace , tant que le jugement  
n'est pas anéanti.

*De la souveraineté du peuple.*

VII. Le peuple souverain est l'universalité des citoyens  
français.

VIII. Il nomme immédiatement ses députés.

IX. Il délègue à des électeurs le choix des administra-  
teurs , des arbitres publics , des juges criminels et de cas-  
sation.

X. Il délibère sur les lois.

*Des assemblées primaires.*

XI. Les assemblées primaires se composent des citoyens  
domiciliés depuis six mois dans chaque canton.

XII. Elles sont composées de deux cents citoyens au  
moins , de six cents au plus , appelés à voter.

XIII. Elles sont constituées par la nomination d'un pré-  
sident , de secrétaires , de scrutateurs.

XIV. Leur police leur appartient.

XV. Nul n'y peut paraître en armes.

XVI. Les élections se font au scrutin, ou à haute voix, au choix de chaque votant.

XVII. Une assemblée primaire ne peut, en aucun cas, prescrire un mode uniforme de vote.

XVIII. Les scrutateurs constatent le vote des citoyens qui, ne sachant point écrire, préfèrent de voter au scrutin.

XIX. Les suffrages sur les lois sont donnés par oui et par non.

XX. Le vœu de l'assemblée primaire est proclamé ainsi : Les citoyens réunis en assemblées primaires de.... au nombre de..... votans, votent pour ou votent contre..... à la majorité de.....

*De la représentation nationale.*

XXI. La population est la seule base de la représentation nationale.

XXII. Il y a un député en raison de quarante mille individus.

XXIII. Chaque réunion d'assemblées primaires, résultant d'une population de trente-neuf mille à quarante-un mille âmes, nomme immédiatement un député.

XXIV. La nomination se fait à la majorité absolue des suffrages.

XXV. Chaque assemblée fait le dépouillement des suffrages, et envoie un commissaire pour le recensement général, au lieu désigné comme le plus central.

XXVI. Si le premier recensement ne donne point de majorité absolue, il est procédé à un second appel, et on vote entre les deux citoyens qui ont réuni le plus de voix.

XXVII. En cas d'égalité de voix, le plus âgé à la préférence, soit pour être balotté, soit pour être élu. En cas d'égalité d'âge, le sort décide.

XXVIII. Tout français exerçant les droits de citoyen est éligible dans l'étendue de la république.

XXIX. Chaque député appartient à la nation entière.

XXX. En cas de non acceptation, démission, déchéance ou mort d'un député, il est pourvu à son remplacement par les assemblées primaires qui l'ont nommé.

XXXI. Un député qui a donné sa démission, ne peut quitter son poste qu'après l'admission de son successeur.

XXXII. Le peuple français s'assemble tous les ans, le 1<sup>er</sup> mai, pour les élections.

XXXIII. Il y procède, quel que soit le nombre des citoyens ayant droit d'y voter.

XXXIV. Les assemblées primaires se forment extraordinairement sur les demandes du cinquième des citoyens qui ont droit d'y voter.

XXXV. La convocation se fait, en ce cas, par la municipalité du lieu ordinaire du rassemblement.

XXXVI. Ces assemblées extraordinaires ne délibèrent qu'autant que la moitié, plus un, des citoyens qui ont droit d'y voter sont présents.

#### *Des assemblées électorales.*

XXXVII. Les citoyens réunis en assemblées primaires nomment un électeur à raison de deux cents citoyens présents ou non; deux, depuis trois cent un jusqu'à quatre cents; trois, depuis cinq cent un jusqu'à six cents.

XXXVIII. La tenue des assemblées électorales et le mode des élections sont les mêmes que dans les assemblées primaires.

#### *Du corps législatif.*

XXXIX. Le corps législatif est un, indivisible et permanent.

XL. Sa session est d'un an.

XLI. Il se réunit le 1<sup>er</sup> juillet.

XLII. L'assemblée nationale ne peut se constituer si elle n'est composée au moins de la moitié des députés, plus un.

XLIII. Les députés ne peuvent être recherchés, accusés, ni jugés en aucun temps, pour les opinions qu'ils ont énoncées dans le sein du corps législatif.

XLIV. Ils peuvent, pour fait criminel, être saisis en flagrant délit; mais le mandat d'arrêt, ni le mandat d'amener ne peuvent être décernés contre eux qu'avec l'autorisation du corps législatif.

*Tenue des séances du corps législatif.*

XLV. Les séances de l'assemblée nationale sont publiques.

XLVI. Les procès-verbaux de ses séances sont imprimés.

XLVII. Elle ne peut délibérer, si elle n'est composée de deux cents membres au moins.

XLVIII. Elle ne peut refuser la parole à ses membres, dans l'ordre où ils l'ont réclamée.

XLIX. Elle délibère à la majorité des présens.

L. Cinquante membres ont le droit d'exiger l'appel nominal.

LI. Elle a le droit de censure sur la conduite de ses membres dans son sein.

LII. La police lui appartient dans le lieu de ses séances, et dans l'enceinte extérieure qu'elle a déterminée.

*Des fonctions du corps législatif.*

LIII. Le corps législatif propose des lois et rend des décrets.

LIV. Sont compris sous le nom général de loi, les actes du corps législatif concernant :

La législation civile et criminelle ;

L'administration générale des revenus et des dépenses ordinaires de la république ;

Les domaines nationaux ;

Le titre, le poids, l'empreinte et la dénomination des monnaies ;

La nature, le montant, et la perception des contributions ;

La déclaration de guerre ;

Toute nouvelle distribution générale du territoire français ;

L'instruction publique ;

Les honneurs publics à la mémoire des grands hommes.

LV. Sont désignés sous le nom particulier de *décret*, les actes du corps législatif concernant :

L'établissement annuel des forces de terre et de mer ;

La permission ou la défense du passage des troupes étrangères sur le territoire français ;

L'introduction des forces navales étrangères, dans les ports de la république ;

Les mesures de sûreté et de tranquillité générale ;

La distribution annuelle et momentanée des secours et travaux publics ;

Les ordres pour la fabrication des monnaies de toute espèce.

Les dépenses imprévues et extraordinaires ;

Les mesures locales et particulières à une administration, à une commune, à un genre de travaux publics ;

La défense du territoire ;

La ratification des traités ;

La nomination et la destitution des commandans en chef des armées ;

La poursuite de la responsabilité des membres du conseil, des fonctionnaires publics ;

L'accusation des prévenus de complots contre la sûreté générale de la république ;

Tout changement dans les distributions partielles du territoire français ;

Les récompenses nationales.

### *De la formation de la loi.*

LVI. Les projets de loi sont précédés d'un rapport.

LVII. La discussion ne peut s'ouvrir, et la loi ne peut être provisoirement arrêtée, que quinze jours après le rapport.

LVIII. Le projet est imprimé et envoyé à toutes les communes de la république, sous ce titre : *Loi proposée.*

LIX. Quarante jours après l'envoi de la loi proposée, si dans la moitié des départemens, plus un, le dixième des assemblées primaires de chacun d'eux, régulièrement formées, n'a pas réclamé, le projet est accepté et devient *loi*.

LX. S'il y a réclamation, le corps législatif convoque les assemblées primaires.

### *De l'intitulé des lois et des décrets.*

LXI. Les lois, les décrets, les jugemens et tous les actes publics sont intitulés : *Au nom du peuple Français, l'an.... de la république française.*

### *Du conseil exécutif.*

LXII. Il y a un conseil exécutif composé de vingt-quatre membres.

LXIII. L'assemblée électorale de chaque département

nomme un candidat : le corps législatif choisit sur la liste générale les membres du conseil.

LXIV. Il est renouvelé par moitié à chaque législature, dans les derniers mois de sa session.

LXV. Le conseil est chargé de la direction et de la surveillance de l'administration générale : il ne peut agir qu'en exécution des lois et des décrets du corps législatif.

LXVI. Il nomme, hors de son sein, les agens en chef de l'administration générale de la république.

LXVII. Le corps législatif détermine le nombre et les fonctions de ces agens.

LXVIII. Ces agens ne forment point un conseil : ils sont séparés, sans rapports immédiats entre eux : ils n'exercent aucune autorité personnelle.

LXIX. Le conseil nomme hors de son sein, les agens extérieurs de la république.

LXX. Il négocie les traités.

LXXI. Les membres du conseil, en cas de prévarication, sont accusés par le corps législatif.

LXXII. Le conseil est responsable de l'inexécution des lois et des décrets, et des abus qu'il ne dénonce pas.

LXXIII. Il révoque et remplace les agens à sa nomination.

LXXIV. Il est tenu de les dénoncer, s'il y a lieu, devant les autorités judiciaires.

*Des relations du conseil exécutif avec le corps législatif.*

LXXV. Le conseil exécutif réside auprès du corps législatif : il a l'entrée et une place séparée dans le lieu de ses séances.

LXXVI. Il est entendu toutes les fois qu'il a un compte à rendre.



LXXVII. Le corps législatif l'appelle dans son sein, en tout ou en partie, lorsqu'il le juge convenable.

*Des corps administratifs et municipaux.*

LXXVIII. Il y a dans chaque commune de la république une administration municipale ;

Dans chaque district, une administration intermédiaire ;

Dans chaque département une administration centrale.

LXXIX. Les officiers municipaux sont élus par les assemblées de communes.

LXXX. Les administrateurs sont nommés par les assemblées électorales de département et de district.

LXXXI. Les municipalités et les administrations sont renouvelées tous les ans par moitié.

LXXXII. Les administrateurs et officiers municipaux n'ont aucun caractère de représentation ;

Ils ne peuvent, en aucun cas, modifier les actes du corps législatif, ni en suspendre l'exécution.

LXXXIII. Le corps législatif détermine les fonctions des officiers municipaux et des administrateurs, les règles de leur subordination, et les peines qu'ils pourront encourir.

LXXXIV. Les séances des municipalités et des administrations sont publiques.

*De la justice civile.*

LXXXV. Le code des lois civiles et criminelles est uniforme pour toute la république.

LXXXVI. Il ne peut être porté aucune atteinte au droit qu'ont les citoyens de faire prononcer sur leurs différends par des arbitres de leur choix.

LXXXVII. La décision de ces arbitres est définitive, si les citoyens ne se sont pas réservé le droit de réclamer.

LXXXVIII. Il y a des juges de paix, élus par les citoyens des arrondissemens déterminés par la loi.

LXXXIV. Ils concilient et jugent sans frais.

XC. Leur nombre et leur compétence sont réglés par le corps législatif.

XCI. Il y a des arbitres publics, élus par les assemblées électorales.

XCII. Leur nombre et leurs arrondissemens sont fixés par le corps législatif.

XCIII. Ils connaissent des contestations qui n'ont pas été terminées définitivement par les arbitres privés, ou par les juges de paix.

XCIV. Ils délibèrent en public ;

Ils opinent à haute voix ;

Ils statuent en dernier ressort, sur défenses verbales, ou sur simple mémoire, sans procédures et sans frais ;

Ils motivent leurs décisions.

XCV. Les juges de paix et les arbitres publics sont élus tous les ans.

### *De la justice criminelle.*

XCVI. En matière criminelle, nul citoyen ne peut être jugé que sur une accusation reçue par les jurés, ou décrétée par le corps législatif.

Les accusés ont des conseils choisis par eux ou nommés d'office ; l'instruction est publique ;

Le fait et l'intention sont déclarés par un juré de jugement.

La peine est appliquée par un tribunal criminel.

XCVII. Les juges criminels sont élus tous les ans par les assemblées électorales.

*Du tribunal de cassation.*

XCVIII. Il y a pour toute la république un tribunal de cassation.

XCIX. Ce tribunal ne connaît point du fond des affaires;

Il prononce sur la violation des formes, et sur les conventions expresses à la loi.

C. Les membres de ce tribunal sont nommés tous les ans par les assemblées électorales.

*Des contributions publiques.*

CI. Nul citoyen n'est dispensé de l'honorable obligation de contribuer aux charges publiques.

*De la trésorerie nationale.*

CII. La trésorerie nationale est le point central des recettes et dépenses de la république.

CIII. Elle est administrée par des agens comptables, nommés par le conseil exécutif.

CIV. Ces agens sont surveillés par des commissaires nommés par le corps législatif, pris hors de son sein, et responsables des abus qu'ils ne dénoncent pas.

*De la comptabilité.*

CV. Les comptes des agens de la trésorerie nationale et des administrateurs des deniers publics sont rendus annuellement à des commissaires responsables nommés par le conseil exécutif.

CVI. Ces vérificateurs sont surveillés par des commis-

aires à la nomination du corps législatif, pris hors de son sein, et responsables des abus et des erreurs qu'ils ne dénoncent pas ;

Le corps législatif arrête les comptes.

*Des forces de la république.*

CVII. La force générale de la république est composée du peuple entier.

CVIII. La république entretient à sa solde, même en temps de paix, une force armée de terre et de mer.

CIX. Tous les citoyens sont soldats ; ils sont tous exercés au maniement des armes.

CX. Il n'y a point de généralissime.

CXI. La différence des grades, leurs marques distinctives, et la subordination ne subsistent que relativement au service et pendant sa durée.

CXII. La force publique employée pour maintenir l'ordre et la paix dans l'intérieur, n'agit que sur la réquisition par écrit des autorités constituées.

CXIII. La force publique employée contre les ennemis du dehors, agit sous les ordres du conseil exécutif.

CXIV. Nul corps armé ne peut délibérer.

*Des conventions nationales.*

CXV. Si dans la moitié des départemens, plus un, le dixième des assemblées primaires de chacun d'eux, régulièrement formées, demande la révision de l'acte constitutionnel, ou le changement de quelques uns de ses articles, le corps législatif est tenu de convoquer toutes les assemblées primaires de la république, pour savoir s'il y a lieu à une convention nationale.

CXVI. La convention nationale est formée de la même manière que les législatures, et en réunit les pouvoirs.

CXVII. Elle ne s'occupe, relativement à la constitution, que des objets qui ont motivé sa convocation.

*Des rapports de la république française avec les nations étrangères.*

CXVIII. Le peuple français est l'ami et l'allié naturel des peuples libres.

CXIX. Il ne s'immisce point dans le gouvernement des autres nations; il ne souffre pas que les autres nations s'immiscent dans le sien.

CXX. Il donne asile aux étrangers bannis de leur patrie pour la cause de la liberté;

Il le refuse aux tyrans.

CXXI. Il ne fait point la paix avec un ennemi qui occupe son territoire.

*De la garantie des droits.*

CXXII. La constitution garantit à tous les Français, l'égalité, la liberté, la sûreté, la propriété, la dette publique, le libre exercice des cultes, une instruction commune, des secours publics, la liberté indéfinie de la presse, le droit de pétition, le droit de se réunir en sociétés populaires, la jouissance de tous les droits de l'homme.

CXXIII. La république française honore la loyauté, le courage, la vieillesse, la piété filiale, le malheur; elle remet le dépôt de sa constitution sous la garde de toutes les vertus.

CXXIV. La déclaration des droits et l'acte constitutionnel sont gravés sur des tables, au sein du corps législatif, et dans les places publiques.

---

## TABLE DES CHAPITRES

### CONTENUS DANS CE VOLUME.

---

**CHAPITRE PREMIER.** — Conséquences du 31 mai. — Périodes dont je parlerai dans les deux derniers tomes de cet ouvrage. — Portions de l'histoire contemporaine que j'en traiterai pas. — Motifs de ma conduite parlementaire. — Que plusieurs ont fait comme moi. — Conversation avec Tallien. — Craintes de la montagne victorieuse. — Évasion de plusieurs députés arrêtés. — Ce que me dit Augustin Robespierre. — Mouvements insurrectionnels en dehors de Paris. — Adresses approbatives du 31 mai. — Arrêté hostile du département de l'Eure. — Mesures et oppositions prises par la convention nationale. — Comité révolutionnaire. — Ses usurpations. — Il est soutenu par la montagne. — Triumvirat qui mène la commune de Paris. — Jacques Roux. — Folies de Chaumette. — Anecdotes. Page 1

**CHAPITRE II.** — Rapport de Barrère sur le 31 mai. — Son but. — Projet de loi à l'appui. — Les administrateurs du département de l'Eure. — Constitution de 1793. — Mot de Bazire. — Louis Mercier. — Lettre d'Égalité. — Fragment d'un interrogatoire subi par celui-ci. — Protestation des soixante-seize députés. — Où vont les députés proscrits. — Causes qui les empêchèrent de réussir. — État de l'insurrection en Normandie. — Biographie de Félix Wimphen. — Puissance de la terreur. — Mort de Pétion. — Ses com-

pagnons. — Système effroyable. — La pie liberticide.  
 — Les mères-filles à cinquante francs. — La raison déesse,  
 et la folie reine. Page 22

CHAPITRE III. — Rapport d'Hérault de Séchelles contre l'imprimerie. — Comment on entendait à la convention la liberté de la presse. — On fait des lois. — Fêtes publiques créées. — Propos d'Augustin Robespierre. — Affaire du député Coutrey. — Maladie de Marat. — Sa popularité. — Rival de Robespierre. — Comment j'apprends sa mort. — Charlotte Corday. — Détails circonstanciés du meurtre de Marat. — Rapport de Chabot. — Discours de Girault. — Fauchet et Duperret mis en accusation. — Lettre de Barbaroux. Page 44

CHAPITRE IV. — Discours édifiant de Couthon. — Honneurs funèbres rendus à Marat. — Interrogatoire de Charlotte Corday. — Chauveau-Lagarde. — Son discours. — Remercimens antiques que Charlotte Corday lui adresse. — Elle est condamnée. — Ses derniers momens. — La concubine de Marat pensionnée. — Rapport contre les députés détenus. — Evêques menacés des galères s'ils refusent de marier les prêtres. — Positions respectives de Danton et de Robespierre. — Ce qu'était le premier. — Ses amis. — Caractère du second. — Parallèle entre eux. — Conduite de Robespierre. — Pourquoi je me rapproche de lui, et m'éloigne de Danton. — Constitution acceptée. — Détails de la fête du 10 août en 1793. — Vers de Ducis. Page 67

CHAPITRE V. — Effroi que les députés des assemblées primaires causent à la montagne. — Comment elle se raccommode avec eux. — Leur orateur propose la levée en masse. — Discours de Danton. — Effet qu'il produit. — Discours de Robes-

pierre. — Mesures prises. — Caustines. — Son jugement.  
 — Grande opération de finance. — Emprunt d'un mil-  
 liard. — Détails à ce sujet. — Les Anglais à Toulon. —  
 Prise de Lyon. — Le ministre de la guerre installé. —  
 Bouchotte. — Décret pour détruire Lyon. — Lettres de  
 Couthon aux jacobins de Paris. Page 96

**CHAPITRE VI.** — Lettre de Fouché et de Collot d'Herbois à  
 la convention nationale. — Procès de la reine. — Barrère  
 demande la tête de Marie-Antoinette. — Atroce discours  
 de Billaud Varennes. — Noms des juges. — Interrogatoire.  
 — Déposition infâme d'Hébert. — Beau mouvement de  
 la reine. — Déposition de Manuel, Bailly, d'Estaing, La-  
 tour-du-Pin. — Clôture des débats. — Divers détails.  
 — Derniers momens de la reine, extraits du Moniteur.  
Page 114

**CHAPITRE VII.** — Le calendrier républicain est adopté. — On  
 décide que la constitution ne sera pas mise en jeu. — Comité  
 révolutionnaire. — Loi des suspects. — Dictée par Merlin  
 de Douai. — Sage mesure du comité de salut public que  
 Robespierre fait rejeter. — Catégories des suspects par  
 Chaumette. — Procès des girondins. — Récit des intri-  
 gues tendantes à provoquer un décret contre la liberté des  
 débats. — Discours d'Andouin. — Lettre d'Hermann. —  
 Décret que j'aurais voulu. Page 138

**CHAPITRE VIII.** — Suite du procès des girondins. — Leurs  
 derniers momens. — Égalité rappelé en scène. — Épi-  
 gramme de Lebrun. — Vie d'Égalité à Marseille. — Dé-  
 tails relatifs à sa rentrée à Paris et jusqu'à sa mort. — Ré-  
 véléation curieuse de Tallien touchant un projet de ma-  
 riage entre Robespierre et la fille Égalité. Page 159



**CHAPITRE IX.** — Guerre faite à la religion. — Le curé Parné apostasie. — Réputation sacrilège introduite dans la convention. — Discours de Monmorot. — Parjure solennel de Gobel évêque schismatique de Blois. — Joie de la montagne. — Réponse du président. — D'autres évêques et prêtres apostasient pareillement. — Grégoire ne dit ni oui, ni non. — L'évêque de Paris provoque le culte de la raison. — Discours de David. — Première fête de la nouvelle déesse célébrée à Notre-Dame. — Destruction des académies. — Anacharsis Clootz prêchant en faveur de Mahomet. — Marat au Panthéon. — Profanation des cimetières. — Certains montagnards veulent assurer l'indépendance des députés. — Les comités, qui ne la veulent pas, l'emportent à l'aide des jacobins. *Page 189*

**CHAPITRE X.** — Les enfans des victimes iront aux hôpitaux. — Madame Roland et son mari. — Lettre du comité de salut public à Joseph Lebon. — Manifeste de la convention contre les rois. — Toulon. — Dugommier. — Suite des opérations du siège. — Bonaparte. — Note postérieure de l'auteur. — Prise de Toulon. — Décret pour la destruction de cette ville. — Barras. — Fréron. — Crimes de celui-ci. — Correspondance exécrationnelle des conventionnels en mission. — Précis des opérations de la guerre extérieure depuis le 31 mai. — Analyse des événemens de l'an 1793. *Page 204*

**CHAPITRE XI.** — Causes du pouvoir des jacobins. — Le courage manquait pour les combattre. — Ce qui les divisa. — Robespierre veut se défaire d'une partie des membres de la montagne. — Fin de Théroigne de Méricourt. — Succès de Rose Lacombe. — Parallèle de Hérault de Séchelles et de Saint-Just. — Haine réciproque qu'ils se portent. — Querelle qu'ils ont ensemble au comité de salut public. — Hérault

de Séchelles fouette Saint-Just chez Rose Lacombe. — Celui-ci cherche à se venger. — Début de l'intrigue de Robespierre contre Danton son rival. — Danton est accusé de concussion. — Robespierre joue les membres de la commune, ses adversaires. — Quelques hébertistes. — Julien, de Toulouse, Delaunay d'Angers, compromis par une affaire de finance. — Ce qui en résulte. — Robespierre commence l'attaque à la convention. — *Virtu et terreur*. — Hébert transporte la querelle aux jacobins. — Discours de Robespierre sur la liberté des cultes.

Page 227

CHAPITRE XII. — Détails curieux et préparatoires. — Autre séance aux jacobins. — Danton répond à ses ennemis. — Robespierre prend sa défense. — Effet prodigieux du discours de celui-ci. — Triomphe précaire de Danton. — Robespierre attaque Cloutz et Coutard. — Suite de cette affaire. — Ronsin. — Vincent. — Maillard. — Grammont. — Frayeur de la commune. — Nombreuses arrestations parmi les jacobins. — Discours de Robespierre à la convention nationale. — Réflexions appropriées. — Rapport de Saint-Just. — Ce que j'en pense. — Ce qui en adviendra.

Page 243

CHAPITRE XIII. — Je reviens au rapport de Saint-Just. — Projet de loi révolutionnaire. — Menace sinistre de Barrère à un de nos collègues. — Projets des dictateurs. — Fin de Jacques Roux. — Danton et ses amis s'abusent sur leur position. — Visite domiciliaire chez le beau-père de Camille-Desmoulins. — Débats qu'elle occasionne à la convention. — Discours de Danton. — Je cherche, sans succès, à éclairer Camille-Desmoulins. — La commune s'intrigue. — Collot d'Herbois cherche de l'appui aux jacobins.

— Discours prononcés. — Séance aux cordeliers. — Son résultat.

*Page 271*

CHAPITRE XIV. — Réception faite par les prisonniers du Luxembourg à Hébert, Chaumette, etc. — Gobel repentant. — Sa lettre de mort. — Noms et âges des prévenus. — Ce que Ronsin leur dit. — Leur exécution. — Aveuglement de Danton. — Tallien y voit plus clair. — Ce qu'il me dit. — Il me rassure en m'effrayant. — Je donne, en face de Robespierre, un rendez-vous à Camille-Desmoulins. — Longue et infructueuse conversation avec celui-ci. — On tente vainement d'éclairer Danton. — Ce qu'il dit. — Ce que Robespierre fait entendre. — Fabre d'Églantine cite à propos deux vers de Campistron. — Legendre et Collot d'Herbois aux jacobins. — Conseil secret des trois comités. — Arrestation de Danton, Desmoulins, Lacroix et Philipaux.

*Page 295*

CHAPITRE XV. — Stupeur de Paris et de la convention. — Ouverture de la séance de l'assemblée. — Discours de Legendre. — Réplique de Fayant. — Robespierre en scène. — Son discours. — Effet qu'il produit. — Rapport de Saint-Just. — Projet d'acte d'accusation. — La convention le convertit en décret. — Détails à ce sujet. — Un mot sur Legendre.

*Page 317*

CHAPITRE XVI. — Colloque antérieur entre Danton et Robespierre. — Chabot, sa femme et ses beaux frères. — Il s'empoisonne et ne meurt pas. — Lacroix. — Finesse de Danton. — Philipaux. — Noms et âges des accusés. — Leur début au tribunal. — Débats et détails curieux. — Danton se défend. — Effet qu'il produit. — Amar, Verdier et Vouland. — Embarras du tribunal et des comités. — Séance du 5 avril. — Position critique des meneurs. —

Conseil secret. — Saint-Just profite d'une étourderie d'Arthur Dillon. — Rapport de Saint-Just. — Atroce projet de loi. — Dénonciation de Laflotte. — Décret rendu. — Suite des débats. — Fin dramatique du procès. — Dernières paroles et derniers momens des condamnés. *Page 340*

CHAPITRE XVII. — Système de Robespierre. — Danton ne fut pas regretté. — Supplice de Chaumette, de Dillon, de Gobel; des femmes Hébert et Desmoulins. — Ce que Robespierre exigea de Legendre. — Acte de lâcheté de ce dernier. — Changement d'administration. — Collot d'Herbois aux Jacobins. — Rapport de Saint-Just à la convention. — Lois et mesures tendant à concentrer le despotisme. — L'Être suprême reconnu ainsi que l'immortalité de l'âme. — État de la France. — Détails sur le régime des prisons. *Page 369*

FIN DE LA TABLE DU TROISIÈME VOLUME.















